



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

AVRIL – MAI – JUIN 2021

N°206

TOME 1

SOMMAIRE
RAA AVRIL – MAI – JUIN 2021
N°206

	PAGES
TOME 1	
PARTIE 1 : DELIBERATIONS (<i>Conseil du 7 juin 2021</i>)	2
TOME 2	
PARTIE 2 : DECISIONS (<i>Conseil du 7 juin 2021</i>)	1
PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES	505
PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS	656

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	PAGES
AMENAGEMENT DURABLE	3
ANIMATION DU TERRITOIRE	56
ATTRACTIVITE	161
CYCLES DE L'EAU	193
ENVIRONNEMENT	229
RESSOURCES	268
SOLIDARITES	321
HORS COMMISSION	354

AMENAGEMENT DURABLE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Mylène FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Serge DESSEIGNE, Hind EMAD, Maryse FAYE

Aménagement durable - Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) - Pacte d'Engagement 2030 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Les lois du 3 août 2009 et du 12 juillet 2010 dites « lois Grenelle I et II » portant engagement national pour l'environnement, renforcées depuis par la loi du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (TECV), par la loi énergie-climat du 8 novembre 2019, par la loi du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités et par la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire, ont fixé comme objectif central la lutte contre le changement climatique en réduisant les émissions des gaz à effet de serre de 40 % à l'horizon 2030 et de 75 % à l'horizon 2050 (par rapport à 1990), en atteignant la neutralité carbone à ce même horizon. Se rajoute la prise en compte d'autres enjeux comme la protection de la biodiversité et des milieux naturels et la préservation des risques pour l'environnement et la santé.

L'ensemble de ces textes établit un nouveau modèle de développement durable, respectueux de l'environnement, et combine la diminution des consommations en énergie, en eau et autres ressources naturelles. En effet, la prise en compte des transitions (climatiques, écologiques, numériques) que vit notre société réinterroge les pratiques et les conduites des politiques publiques d'aménagement ou de gestion des infrastructures. Ces transitions conduisent les acteurs des infrastructures à s'engager ensemble dans la concrétisation d'un nouvel engagement collectif, autour d'objectifs de travail communs et partagés, avec la volonté d'impliquer tous les territoires.

Le Pacte d'Engagement 2030, conclu au niveau national le 20 janvier 2021, dans sa déclinaison à l'échelon métropolitain, doit permettre de porter une vision commune de l'avenir des infrastructures de mobilité et des réseaux, et d'apporter des réponses, concrètes et soutenables pour les gestionnaires, aux enjeux posés par les transitions que connaît notre société. Il vient également confirmer la conviction que ces réponses ne pourront se construire qu'avec l'implication de l'ensemble des acteurs à collaborer durablement ensemble, dans le cadre d'un travail collectif et partenarial.

A cet égard, les collectivités locales, dont la Métropole, sont appelées à jouer un rôle de premier plan dans sa mise en œuvre, d'une part en application du principe « agir local » mais également en tant que principaux gestionnaires de réseaux. S'inscrivant dans la volonté de décliner territorialement le pacte national et d'avoir une application opérationnelle des indicateurs, les maîtres d'ouvrage, les entreprises de travaux publics et les sociétés d'ingénierie décident aujourd'hui de répondre aux enjeux posés par ces transitions en proposant des solutions concrètes, innovantes et conformes aux engagements inscrits dans le pacte d'engagement national.

La Métropole, associée à ses différents délégataires (SERM, SA3M, la Régie des Eaux, TaM) et en tant que puissance publique en charge de la conception et de la mise en œuvre des programmes d'aménagement durable du territoire, conduit l'élaboration et la mise en œuvre du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET). En cohérence avec les engagements nationaux et internationaux, la Métropole ambitionne un territoire neutre en carbone en 2050, et pour cela, finalise en 2021 les orientations et le programme d'action du PCAET, pour les 6 ans à venir. Dans le périmètre de ses compétences et de ses partenariats, la Métropole se veut ainsi exemplaire dans le développement et l'aménagement durable de son territoire notamment par le développement des transports en commun et des modes de déplacement économes en énergie, par la réduction de la consommation d'espace, par le renouvellement urbain, par la réalisation d'éco-quartiers ou par la restauration de la nature en ville.

Les entreprises de travaux publics qui œuvrent quotidiennement pour le compte de la Métropole, à la construction, à l'aménagement et l'entretien des 2 270 kilomètres de voiries urbaines et interurbaines métropolitaines, s'engagent à relever le défi qui consiste à améliorer les conditions d'une meilleure acceptabilité sociale et environnementale des infrastructures de mobilités assurant le juste équilibre des déplacements et des modes de déplacement des biens et des personnes sur notre territoire.

Les sociétés d'ingénierie, quant à elles, œuvrent pour le compte de la Métropole à la réalisation d'études préliminaires pour mieux asseoir les projets de la Métropole, en l'accompagnant dans la définition des projets, dans leur éco-conception, dans la définition de conditions de réalisation plus respectueuses de l'environnement et du cadre de vie, moins énergivores en phase chantier comme en phase ultérieure d'exploitation.

Sous l'égide de leurs représentants et organisations professionnelles respectives (FRTP, Routes de France, l'UNICEM, Syntec Ingenierie, Cinov Ingénierie), les entreprises de travaux publics, les sociétés d'ingénierie et leurs maîtres d'ouvrage, la Métropole et ses délégataires souhaitent amplifier leur implication et décident de s'engager dans la mise en œuvre des orientations nationales, déclinées au niveau de la métropole au travers du PCAET.

Ce pacte d'engagement, qui porte une vision commune et collective de l'avenir des infrastructures de mobilités et de réseaux à l'horizon 2030, comporte 10 engagements répondant à 3 grands axes stratégiques :

- Pour des infrastructures inscrites dans les transitions climatiques et écologique ;
- Pour des infrastructures inscrites dans la transition numérique ;
- Pour des infrastructures conçues et gérées à l'écoute des citoyens.

Le présent pacte d'engagement a été décliné spécifiquement à l'échelle métropolitaine et adapté au territoire des 31 communes composant Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le Pacte d'Engagement 2030 métropolitain ;
- D'approuver la signature du Pacte entre Montpellier Méditerranée Métropole, le groupe SA3M-SERM, la Régie des Eaux, la TaM, la FRTP, Routes de France, l'UNICEM, SYNTEC INGENIERIE et CINOV INGENIERIE ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160375-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Pacte d'engagement 3M - Version définitive.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE

Aménagement durable - Création d'une police métropolitaine des transports en commun - Conditions générales de création - Préfiguration du dispositif - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une politique ambitieuse des mobilités par le développement de son réseau de transport en commun.

En outre, elle souhaite participer activement à la transition écologique, et initie des solutions pionnières pour lutter contre le changement climatique.

La mise en œuvre progressive de la gratuité des transports constitue une étape importante de cette nouvelle politique. Celle-ci va se traduire par une augmentation régulière des voyageurs. La perspective de la mise en service de la Ligne 5 dès 2025, ne fera que conforter cette évolution.

Afin d'accompagner ces changements majeurs à l'échelle métropolitaine, de conforter la politique des mobilités engagée, et de garantir une qualité de service à chaque usager, il apparaît nécessaire de renforcer la sécurité dans les transports en commun, notamment au sein des axes structurants par la création d'une police métropolitaine dédiée.

L'article L. 512-2 du Code de la sécurité intérieure prévoit, que le Président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut recruter, à son initiative ou à la demande des maires de plusieurs communes membres, des agents de police municipale, en vue de les mettre à disposition de l'ensemble de ces communes.

Ce recrutement est autorisé après délibération de deux tiers au moins des Conseils municipaux des communes membres, représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou de la moitié au moins des Conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population totale de celles-ci.

Le Conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur la décision de recrutement proposée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire d'une commune, ils sont placés sous l'autorité du Maire de cette commune.

La Police Métropolitaine des Transports se verra attribuer les missions principales suivantes :

- Renforcer le niveau de réponse opérationnelle aux situations d'incivilités, de délinquance sur le réseau de transport en commun, notamment les violences faites aux femmes ;
- Assurer une présence effective et visible d'agents de police en uniforme afin de rassurer les usagers d'une part et de dissuader les actes délinquants d'autre part ;
- Soutenir les personnels de la société d'exploitation dans l'exercice de leur mission de service public, en complément des moyens déployés par le transporteur en matière de médiation, de prévention, d'intervention et de vidéo protection ;
- Contribuer à la mise en œuvre d'une action de sécurité dédiée aux transports en complémentarité avec les forces étatiques (gendarmerie, police), les communes (police municipale, médiation), l'opérateur de transport ;

- Apporter un appui occasionnel et ponctuel au bénéfice des communes membres de l'EPCI dans le cas de manifestations exceptionnelles ou événements majeurs en vertu de l'article L. 512-3 du Code de la sécurité intérieure.

Une convention intercommunale de coordination, approuvée par les Maires de Montpellier Méditerranée Métropole, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Préfet de L'Hérault, après avis du Procureur de la République, pourrait être mise en place. Elle a pour vocation de préciser la nature et les lieux des interventions des agents de police métropolitaine. En outre, elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles de la police et de la gendarmerie nationales.

Une convention complémentaire précisera le cadre des relations entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes.

De manière opérationnelle, les agents de police métropolitaine seront organisés en deux types de formations :

- Des patrouilles d'îlotage et de sécurisation embarquées au sein du réseau de transport en commun avec les agents contrôleurs de la société d'exploitation, sur les quais et aux arrêts : contact usagers, régulation des comportements inadaptés et des incivilités, constatation d'infractions et suite à donner, soutien aux victimes d'agression ;
- Des patrouilles véhiculées : contrôle des voies et du respect du stationnement, soutien aux interpellations effectuées par les agents embarqués, intervention rapide en cas d'agression du personnel.

Pour ce faire le nombre d'agents de police à recruter est porté à 42 agents. Les horaires de service de cette unité sont préfigurés 7 jours sur 7, avec une montée en puissance du mercredi au samedi inclus de 14h à minuit, représentant les créneaux identifiés de forte fréquentation et de niveau de faits d'insécurité.

En outre, des interventions ponctuelles pourront être diligentées en résolution de difficultés particulières signalées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création de la Police Métropolitaine des Transports en commun ;
- D'approuver le recrutement de 42 agents de police métropolitaine ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-162034-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Laurent JAOU, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Joël RAYMOND

Aménagement durable - Gratuité des transports urbains pour les habitants de la Métropole - Mise en œuvre de la 2ème étape avec la gratuité pour les "moins de 18 ans" et les "plus de 65 ans" - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°2020-100 du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a voté la mise en place de la gratuité des transports le week-end sur le réseau TaM pour les habitants de la Métropole. Ambitieuse et vertueuse, cette mesure écologique, économique et solidaire a ainsi constitué la 1^{ère} phase dans la mise en œuvre de la gratuité totale du réseau TaM qui doit intervenir d'ici la mi-mandat pour les habitants qui résident dans l'une des 31 communes du territoire.

Ainsi, depuis le 5 septembre dernier, près de 80 000 habitants de la Métropole ont fait l'acquisition d'un Pass « *gratuité week-end* » afin de voyager librement et gratuitement sur le réseau TaM le samedi et le dimanche. Depuis la mise en place de cette 1^{ère} phase de la gratuité, c'est ainsi plus de 650 000 trajets qui ont été réalisés avec le Pass Week-end, soit une moyenne de 43 % des voyages réalisés le week-end.

Face à ce succès avéré, une seconde phase sera déployée en septembre 2021 avec la gratuité des transports pour les moins de 18 ans et les plus de 65 ans. Les Pass « *plus de 65 ans* » d'une part et « *moins de 18 ans* » d'autre part seront ainsi accessibles aux habitants de la Métropole à partir du 1^{er} septembre prochain. Cette mesure contribuera ainsi à améliorer le pouvoir d'achat des habitants de la Métropole et à favoriser une mobilité vertueuse en matière d'impact environnemental.

La mise en place du Pass « *moins de 18 ans* » s'inscrit par ailleurs en cohérence avec les décisions prises par le Syndicat Mixte Hérault Transport, les membres du Syndicat, la Région Occitanie et les Autorités organisatrices de la Mobilité, ayant en effet décidé de supprimer la part à charge des familles pour l'aller-retour « scolaire », et cela dès la rentrée de septembre prochain.

Cette seconde phase de la gratuité constituera ainsi une nouvelle brique du « choc des mobilités » que la Métropole de Montpellier souhaite mettre en œuvre sur son territoire. Véritable changement de paradigme, ce choc des mobilités vise un transport public plus attractif et accessible pour le plus grand nombre. Il s'appuiera également sur d'autres leviers tels que les modes actifs, et plus particulièrement l'usage du vélo, ou bien encore les mobilités partagées comme le covoiturage et l'autopartage.

La mise en place de la phase 2 de la gratuité sera intégrée dans un avenant n°4 au contrat de Délégation de Service Public qui nous lie à la société TaM et qui fera l'objet d'une délibération lors du Conseil de Métropole de juillet prochain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la mise en œuvre de la seconde étape de la mise en œuvre de la gratuité intégrale du réseau TaM, pour les « moins de 18 ans » et « plus de 65 ans » de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161968-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Tramway - Ligne 5 - Déclaration de projet - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de la Communauté d'Agglomération a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5ème ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer, au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 5ème ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°11192 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de la Ligne 5 sur le tronçon Lavérune/Clapiers, ainsi que les dossiers d'enquête liés à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des Communes concernées, et à solliciter de Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes publiques nécessaires.

Par décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché.

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5ème ligne de tramway permettant le bouclage de la ligne 4 et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme s'est tenue du 10 avril 2013 au 13 mai 2013.

La Commission d'enquête a remis à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, son rapport et ses conclusions le 28 juin 2013.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, la Métropole a pris acte des conclusions et des recommandations de la Commission d'enquête, a approuvé le projet modifié au vu de l'enquête publique, déclaré l'intérêt général du projet de réalisation de construction du tronçon Lavérune/Clapiers de la cinquième ligne de tramway permettant le bouclage de la ligne 4 et sollicité de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le prononcé de l'arrêté d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées.

Par arrêté n°2013 – I- 1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la cinquième ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, la Métropole a confirmé la poursuite du projet de la ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé autour du parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la déclaration d'utilité publique (DUP) initiale. La DUP a été prorogée pour cinq ans par arrêté préfectoral n°2018. I.638 du 13 juin 2018.

Le tracé modifié emprunte la rue des Chasseurs depuis l'EAI, la route de Lavérune, le boulevard Paul Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, la rue XV de France, la place de Chine, la rue Rouget de Lisle jusqu'au rond-point Paul Fajon, soit un tracé long de 3,7 km comprenant 6 stations intermédiaires, selon le plan ci-joint en annexe.

Le reste du tracé de la ligne 5 demeure celui déclaré d'utilité publique le 28 août 2013.

Par délibération n°M2019-559 du 18 novembre 2019, la Métropole a approuvé le dossier d'enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique du projet de modification du tracé et sur la mise en compatibilité du plan d'urbanisme de la commune de Montpellier.

Par délibération n°V2019-476 du 19 décembre 2019, la Ville de Montpellier a donné un avis favorable au dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique modificative de la ligne 5 de tramway et au dossier de mise en compatibilité du PLU.

Une étude d'impact a été réalisée pour cette opération et soumise à l'avis de l'autorité environnementale, rendu le 28 août 2020 et inséré dans l'entier dossier d'enquête publique.

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique modificative de la partie du tracé de la ligne 5 allant du rond-point Paul Fajon à la rue des Chasseurs, jusqu'à l'entrée dans l'EAI, et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, s'est tenue du 29 décembre 2020 au 28 janvier 2021.

Le Commissaire enquêteur a remis à Monsieur le Préfet de l'Hérault son rapport et ses conclusions le 23 avril 2021.

En conclusion de son rapport relatif à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique modificative, le Commissaire enquêteur donne un **avis favorable sans réserve**.

Dans son avis concernant la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, le Commissaire enquêteur donne un **avis favorable sans réserve** à la mise en compatibilité du PLU de Montpellier avec le projet de tracé modifié.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des conclusions du Commissaire enquêteur ;
- D'approuver le projet de tracé modificatif au vu de l'enquête publique, dans les conditions ci-dessus décrites ;
- De déclarer l'intérêt général de ce projet de modification de construction du tronçon entre le rond-point Paul Fajon et la rue des Chasseurs (jusqu'à l'entrée dans l'EAI) de la 5^{ème} ligne de tramway, au vu des motifs et des considérations ci-dessus exposés en application de l'article L.126-1 du Code de l'environnement, en considérant que les atteintes à la propriété et au site, le coût financier et les autres inconvénients et nuisances qu'il comporte ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt qu'il présente conformément notamment aux objectifs du PDU et aux orientations du SCoT, et au vu de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale, conformément à l'article L.11-1-1 du Code de l'expropriation, cette déclaration valant Déclaration de Projet ;
- De s'engager sur la mise en œuvre des mesures et des modalités de suivi ;
- De poursuivre les études d'avant-projet, projet et exécution nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, le prononcé de l'arrêté d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme de la Ville de Montpellier, et pour les biens situés dans des copropriétés, le retrait des emprises expropriées de la propriété initiale en application de l'article L.11-5-1 du Code de l'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160849-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexes déclaration de projet.docx
- plan.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Tramway - Ligne 5 - Mise en compatibilité des documents d'urbanisme dans le cadre de la réalisation de la Ligne 5 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer, au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°11192 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de la Ligne 5 sur le tronçon Lavérune-Clapiers, ainsi que les dossiers d'enquête liés à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées, et à solliciter de Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes publiques nécessaires.

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du tronçon Lavérune-Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway permettant le bouclage de la Ligne 4 et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme s'est tenue du 10 avril 2013 au 13 mai 2013.

La Commission d'enquête a remis à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, son rapport et ses conclusions le 28 juin 2013.

Par délibération n° 11737 du 25 juillet 2013, la Métropole a pris acte des conclusions et des recommandations de la Commission d'enquête, a approuvé le projet modifié au vu de l'enquête publique, déclaré l'intérêt général du projet de réalisation de construction du tronçon Lavérune-Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway permettant le bouclage de la Ligne 4 et sollicité de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le prononcé de l'arrêté d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées.

Par arrêté n° 2013.I.1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune-Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, la Métropole a confirmé la poursuite du projet de la Ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé autour du parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) initiale. La DUP a été prorogée pour cinq ans par arrêté préfectoral n°2018. I.638 du 13 juin 2018.

Par délibération n°559 du 18 novembre 2019, la Métropole a approuvé le dossier d'enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique du projet de modification du tracé et sur la mise en compatibilité du plan d'urbanisme de la commune de Montpellier.

Par délibération n° 476 du 19 décembre 2019, la Ville de Montpellier a donné un avis favorable au dossier d'enquête publique préalable à la DUP modificative de la Ligne 5 de tramway et au dossier de mise en compatibilité du PLU.

Le tracé modifié emprunte la rue des Chasseurs depuis l'EAI, la route de Lavérune, le boulevard Paul Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, la rue XV de France, la place de Chine, la rue Rouget de Lisle jusqu'au rond-point Paul Fajon, soit un tracé long de 3,7 km comprenant 6 stations intermédiaires, selon le plan ci-joint en annexe.

Le reste du tracé de la Ligne 5 demeure celui déclaré d'utilité publique le 28 août 2013.

Le tracé modificatif répond aux objectifs de la Ligne 5 :

- poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics à l'échelle de l'aire métropolitaine de Montpellier afin de diminuer la dépendance automobile ;
- s'intégrer dans une stratégie urbaine globale ;
- assurer des dessertes de qualité des grands équipements notamment les établissements scolaires et de formation et les pôles d'emplois ;
- prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la Politique de la ville ;
- inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des communes périurbaines du territoire de la Métropole.

Il préserve par ailleurs le parc Montcalm, permettant ainsi à la Ville de Montpellier de l'aménager en un vaste espace vert de loisirs ouvert à la population.

Conformément aux dispositions de l'article L. 153-54 du Code de l'urbanisme qui régissent les opérations faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique et qui ne sont pas compatibles avec les dispositions d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité Monsieur le Préfet afin qu'il organise la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) et conduise une enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

Pour mémoire, la DUP initiale comportait des mises en compatibilité des documents d'urbanisme des communes traversées, dont le PLU de la commune de Montpellier. Les modifications proposées dans le cadre de la procédure de mise en compatibilité du PLU portent sur la modification des emplacements réservés interceptés par la section modifiée de la Ligne 5, à savoir :

- réduire les emplacements réservés C4, C109, C1369, C102, C56a, C56b, C126a avec un changement de bénéficiaire en faveur de la Métropole ;
- créer les emplacements réservés C259, C260, C261, C262, C263, C264, C265, C266, C267, C268, C269 au profit de la Métropole.

La réunion d'examen conjoint s'est tenue le 27 novembre 2020, en présence des services de la Préfecture, de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM34), de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA), du Département Développement et Aménagement Durables du Territoire de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, et de la Direction Technique et Transports des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM).

Après discussion et échanges, les participants ont conclu à un avis favorable sans réserve, à l'unanimité des présents, sur le dossier de mise en compatibilité.

Complémentairement, l'autorité environnementale a été saisie pour avis le 10 février 2020. Dans ce cadre, la mission régionale d'autorité environnementale de la Région Occitanie a considéré, par avis formulé le 8 juin 2020, qu'elle confirmait la dispense de réalisation d'une évaluation environnementale conformément à sa décision du 24 janvier 2020, relative au dossier de mise en compatibilité du PLU au titre de la déclaration de projet déposée le 28 novembre 2019 par les Transports de l'Agglomération de Montpellier. Le Commissaire enquêteur prend note de ces deux avis qui confirment la dispense de réalisation d'une évaluation environnementale.

L'autorité environnementale a également été saisie pour avis le 8 juillet 2020. Par avis du 28 août 2020, la mission régionale d'autorité environnementale de la Région Occitanie, en application des dispositions de l'article L. 122-14 du Code de l'environnement, a considéré, que le projet globalement est de nature à améliorer la situation existante, notamment en termes de bruit, de trafic automobile et de requalification urbaine au droit du tracé modifié et que l'étude d'impact comprend les éléments prévus à l'article R. 122-5 du Code de l'environnement, tout en formulant des recommandations. Pour y répondre, Montpellier Méditerranée Métropole a produit une note en réponse, jointe au dossier d'enquête publique, reprenant chacune des observations de l'autorité environnementale. Au vu des réponses apportées, Monsieur le Commissaire enquêteur a considéré que le maître d'ouvrage a pris en compte les observations et recommandations de l'autorité environnementale et y a apporté des réponses.

A la suite de la réunion d'examen conjoint des PPA et à l'avis de l'autorité environnementale, le projet a été soumis à enquête publique diligentée par Monsieur le Préfet, du 29 décembre 2020 au 28 janvier 2021 inclus. 393 contributeurs ont déposé 458 observations.

Chacune des observations formulées pendant l'enquête publique a fait l'objet d'une réponse argumentée par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre d'un mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse transmis par le Monsieur le Commissaire enquêteur le 4 février 2021. Monsieur le Commissaire enquêteur a reporté chacune des réponses dans son rapport.

Dans ce contexte, considérant son avis favorable sur la demande de Déclaration d'Utilité Publique Modificative (DUPM), considérant que les modifications à apporter au PLU sont nécessaires, indispensables et suffisantes pour la mise en œuvre du projet tel qu'il a été présenté à l'enquête publique modificative, et considérant que le PLU, tel que mis à jour, demeure compatible à son PADD et aux orientations du SCoT de la Métropole qui lui est opposable, Monsieur le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve quant à la demande de mise en compatibilité du PLU.

Conformément à l'article R. 153-14 du Code de l'urbanisme, le dossier de mise en compatibilité du PLU, le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint ont été soumis pour avis par le Monsieur le Préfet à Montpellier Méditerranée Métropole le 27 avril 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport et des conclusions de Monsieur le Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique modificative relative à la modification du tracé de la Ligne 5 de tramway emportant mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier ;
- D'émettre un avis favorable quant au projet de mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier relatif au projet de tracé modificatif de la Ligne 5 de tramway ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160847-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan.pdf

- Affaire DUP annexe Piece I - 8A110-RAP-MOE-3009864-D_Mise en compatibilite PLU_HS_DPA_13102020_PDF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Anne RIMBERT, François RIO, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Med Vallée - Agropolis Museum - Parcelles cadastrées AI 3 et AI 77 - Avenue d'Agropolis - Résiliation du bail emphytéotique entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le 15 janvier 2021, l'Etat a fait part à Montpellier Méditerranée Métropole de la mise en vente du site d'Agropolis Museum situé 951 avenue Agropolis à Montpellier. Ce site est composé des parcelles cadastrées AI 77 et AI 3 d'une superficie de 10 088 m² supportant une construction, l'ancien Musée Agropolis fermé au public, d'une superficie utile d'environ 2500 m².

Dans le cadre de la mise en œuvre du droit de priorité de la collectivité, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé, par décision de préemption du 3 mars 2021, l'acquisition de ce site au prix de vente proposé de 760 000 euros. L'ambition portée pour la valorisation de ce lieu s'oriente vers la création d'un pôle économique autour de la santé, du bien-être, de l'alimentation et de l'environnement, inscrite dans le cadre du développement du projet Med Vallée.

L'acte notarié est en cours de rédaction et sa signature doit intervenir au mois de juin 2021. Montpellier Méditerranée Métropole sera à compter de la signature substituée à l'Etat dans ses droits et obligations concernant l'occupation du site.

La Région Occitanie bénéficie d'un bail emphytéotique en date du 25 juin 1991 octroyé pour une durée de 40 ans, soit un terme prévisionnel au 24 juin 2031, qui visait à la construction et l'exploitation du site par la Région moyennant une redevance annuelle d'un montant d'environ 300 €. A la suite des discussions quant au devenir de ce site dans le cadre du programme Med Vallée, la Région Occitanie a confirmé à la Métropole le 8 avril dernier son accord de principe pour envisager la résiliation anticipée du bail, n'ayant plus l'utilité directe de ce bien.

Compte tenu de l'état fortement détérioré du bâtiment, qui a subi des occupations illicites, la Métropole et la Région s'entendent sur l'absence d'indemnité due dans le cadre de la rupture du bail en contrepartie de l'absence de travaux de réhabilitation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la rédaction d'un avenant portant résiliation anticipée du bail emphytéotique du 25 juin 1991 avec la Région Occitanie, sans indemnité, pour l'occupation du site d'Agropolis Museum situé 951 avenue d'Agropolis à Montpellier et cadastré parcelles AI 3 et AI 77 ;
- De demander à Maître André BONNARY, notaire à Montpellier de rédiger l'avenant de résiliation du bail, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161291-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Montpellier Horizon Hydrogène - Accord de subvention par la Commission Européenne dans le cadre du Mécanisme d'Interconnexion en Europe Transport Hydrogène (MIE) avec l'agence INEA - Accord de subvention avec la Région Occitanie - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé des réflexions afin de prendre part au Plan Hydrogène outil d'avenir pour la transition énergétique annoncé par le ministre de la Transition écologique et solidaire le 1^{er} juin 2018.

Située au cœur d'une région qui a affirmé sa volonté d'accompagner la filière hydrogène (Plan Hydrogène Vert Occitanie de mai 2019), Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée très tôt dans une stratégie énergétique vertueuse : création d'un service Energie tourné vers l'innovation au sein de la Collectivité, déploiement d'une flotte de bus au Gaz Naturel pour Véhicule (GNV) et à l'électricité, construction de bâtiments sobres en énergie, réseaux de chaleur à 70% d'énergie renouvelable (ENR), ... Montpellier Méditerranée Métropole s'est particulièrement engagée dans le déploiement d'un réseau de transport en commun et de mobilité optimisé. Le déploiement à venir de 4 lignes de Transports Collectifs en Site Propre (TCSP) / Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) associé aux modes actifs et aux solutions d'usage numérique compléteront ce maillage modal.

C'est donc tout naturellement que la Métropole s'oriente aujourd'hui vers l'hydrogène dans une perspective de déploiement généralisé et de diversification des sources d'énergie. Pour Montpellier, l'hydrogène est une opportunité de poursuivre ses engagements en matière de sources d'énergie et de mobilité, pour répondre aux défis actuels de croissance verte. Montpellier Méditerranée Métropole souhaite par ailleurs participer à la structuration du maillage territorial régional et sécuriser les usages de la mobilité hydrogène sur l'axe stratégique de l'A9 (Corridor Européen Méditerranée).

Concernant le projet Montpellier Horizon Hydrogène (MH2), l'ambition de Montpellier Méditerranée Métropole est de le positionner comme étant un choix technologique fort de déploiement, plutôt qu'un projet de démonstration. Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole prévoit deux grandes vagues de mise en service de 21 bus électriques à hydrogène en 2023 et 30 bus en 2025. Associé à la création d'une unité de production et de distribution hydrogène, laquelle permettra également la distribution aux professionnels et aux particuliers. MH2 permettra à Montpellier de se positionner en territoire exemplaire et ainsi de contribuer au développement de la filière hydrogène régionale et nationale.

Afin de mettre en œuvre ce projet Montpellier Méditerranée Métropole a candidaté à des appels à projets au niveau régional, national puis européen, ayant pour objet le déploiement de l'hydrogène dans le domaine des mobilités et le déploiement d'un écosystème hydrogène sur son territoire. En particulier, conformément à la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-167 en date du 18 avril 2019, elle a décidé de participer à l'appel à projets « H2Mobilités 2019 » initié par l'ADEME qui s'inscrit dans le cadre du plan précité et mobilise les financements du grand emprunt Programme d'Investissement d'Avenir (PIA). De la même manière la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-540 du 30 septembre 2019 l'a conduit à répondre aux appel à projets : Territoires Hydrogène en Occitanie porté par la Région, ainsi qu'à l'appel à projets Européen « Connecting Europe Facility » (Mécanisme d'Interconnexion en Europe).

Les partenaires du projet MH2 à savoir Montpellier Méditerranée Métropole, TaM (exploitant du réseau de transport public), Hynamics et Énergies du Sud (EDS), ont choisi de rassembler leurs compétences pour mettre en place un écosystème complet et idéalement localisé près des grands axes routiers. EDS et Hynamics ont décidé de créer une Société par Action Simplifiée, la SPV MH2, destinée à regrouper les activités de production d'électricité photovoltaïque et la production-stockage-distribution d'hydrogène (la société est aujourd'hui constituée).

Le projet MH2 a été organisé sous l'impulsion et le pilotage de Montpellier Méditerranée Métropole qui assure le rôle de coordonnateur du projet. Cet écosystème constituant une chaîne de valeur vertueuse permettra la production et l'utilisation d'un hydrogène vert, avec trois grands axes structurants :

Axe 1 - Mobilité Hydrogène :

En tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM), Montpellier Méditerranée Métropole va faire l'acquisition de 21 bus fonctionnant à hydrogène. L'acquisition de 30 bus supplémentaires étant prévus à l'horizon 2025. De plus, Montpellier Méditerranée Métropole mettra à disposition le foncier au moyen d'une Convention d'occupation temporaire sur lequel sera implantée la station de production et de distribution d'hydrogène et construira, le nouveau dépôt qui accueillera en toiture des panneaux photovoltaïques. Montpellier Méditerranée Métropole assurera la mise à disposition du foncier aux divers partenaires dans des conditions économiques adaptées au réalisme et à la durée des investissements consentis par les partenaires.

TaM assurera l'exploitation des 21 bus hydrogène pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole. Les bus seront alimentés grâce à la station de production et de distribution d'hydrogène spécialement construite sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. L'hydrogène sera vendu à TaM pour les besoins d'alimentation de la flotte d'autobus hydrogène. Par ailleurs, TaM utilisera le dépôt de bus réalisé à cet effet pour assurer la maintenance et le remisage des véhicules. Par son déploiement le projet MH2 participera à la réduction de 2,6 tonne d'oxyde d'azote (NOx) par an et comparé à la solution de bus diesel, les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) évitées seront de 1 152 tonnes de CO₂ par an, en phase roulage pour les 21 premiers bus. Montpellier Méditerranée Métropole contribue à la réduction de ces polluant en tant que territoire situé en Plan de Protection de l'Atmosphère, alors que l'Etat français est sous le joug d'un contentieux avec l'Union Européenne pour dépassement de dioxyde d'azote (NO₂).

Le projet d'achat de 21 bus hydrogène fait l'objet d'un appel d'offres européen. Son budget prévisionnel est de 18 576 000 €. La mise en service prévisionnelle est prévue en septembre 2024.

Axe 2 - Énergie photovoltaïque :

La SPV MH2 déploiera et exploitera un parc photovoltaïque sur le futur site prévu sur le secteur Zénith Sud (en ombrières et sur les dépôts des bus et de l'unité de production H2). L'énergie renouvelable décarbonée produite servira à alimenter en partie la station de production d'hydrogène et les différentes installations sur le site des Transports de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le déploiement de ce parc photovoltaïque est prévu en 2 phases en lien avec l'arrivée des bus hydrogène. Concernant la phase 1, correspondant à la mise en service des 21 premiers véhicules en 2023, le parc photovoltaïque assure une production d'électricité, entièrement autoconsommée. Il a vocation à couvrir 52,6% de besoins de l'électrolyseur. En phase 2 du projet en 2026, des panneaux photovoltaïques supplémentaires seront déployés lors de la mise en service de 30 bus supplémentaires. Energie du Sud et le consortium réfléchissent à d'autres déploiements photovoltaïque pour améliorer la couverture ENR de la phase 2.

Axe 3 - Station de production/distribution d'hydrogène sur site :

La SPV MH2 installera, exploitera et maintiendra une station de production d'hydrogène par électrolyse et une station de distribution. L'hydrogène produit approvisionnera les nouveaux autobus électriques à hydrogène de Montpellier pour ses lignes BHNS à partir de 2024, puis 2026. L'unité de production d'hydrogène est dimensionnée pour alimenter la totalité des 51 véhicules ainsi que d'autres usages en mobilité hydrogène (flottes d'entreprises, véhicules utilitaires léger, poids lourds, ...).

Les appels à projets :

Le projet MH2, représente une des opérations les plus importante au niveau national en matière de mobilité Hydrogène. L'excellence de la démarche portée par le territoire de la Métropole a été consacrée par le succès aux différents appels à projets de l'ADEME, de la Région Occitanie et de la Commission Européenne.

D'ores et déjà le projet global d'un montant prévisionnel de 29 125 000 € bénéficie d'un taux d'aide maximum de l'ADEME et de la Région Occitanie. Par décision du conseil d'Etablissement de l'ADEME il ressort que le projet bénéficie d'une :

- Aide sur la partie production et distribution d'hydrogène : 2 299 146 € sur un montant total des dépenses admissibles de 7 009 760 € ;
- Aide sur la partie acquisition de 21 bus hydrogène et construction d'un dépôt de maintenance : 5 086 633,20 € sur un montant des dépenses admissibles, basé sur le surcoût par rapport à une solution de référence diesel, de 9 248 424 €.

Soit une aide maximale de l'ADEME de 7 385 779,20 €.

Par une délibération n° M2020-254 du 12 octobre 2020 Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé la signature de la convention de financement correspondante.

Par une délibération en date du 11 décembre 2020 la Région Occitanie a accordé une aide de 1 822 000 € à la SAS MH2 pour la partie production photovoltaïque, hydrogène et distribution d'hydrogène. Lors de la commission permanente du 4 juin 2021, elle accorde une subvention maximale possible de 4 760 041 € sur la partie acquisition de 21 bus hydrogène et construction d'un dépôt de maintenance.

Par une décision « C (2021) 722 final » du 10 février 2021, la Commission Européenne a accordé un financement de 2 720 920 €, dont :

- 1 257 600 € pour la partie production distribution d'hydrogène ;
- 1 463 320 € pour la partie acquisition de 21 bus hydrogène et construction d'un dépôt de maintenance.

Ce montant de subvention est assorti d'instruments financier sous la forme d'un prêt à taux bonifié pour l'acquisition des Bus et d'une prise de participation dans la SPV MH2 de 1 400 000 € par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les montants de financement publics mobilisé à tous les niveaux, confirment la pertinence de la démarche métropolitaine, et consolide la viabilité du projet MH2. Ils ont été ajustés afin de respecter l'encadrement réglementaire de soutien public et les régimes d'aide d'Etat Européen.

Ainsi, la délibération concerne l'autorisation de signature par Montpellier Méditerranée Métropole de l'Accord de subvention (Grant Agreement) avec l'agence INEA (Innovation and Networks Executive Agency) agissant en délégation de la Commission Européenne. La Collectivité en tant que coordinatrice de ce projet recevra dans ce cadre la somme de 2 720 920 € dont elle assurera la répartition avec les différentes parties prenantes (SAS MH2).

Elle concerne également l'aide relative au financement par la Région Occitanie de l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole de 21 bus hydrogène et la réalisation des équipements afférents. L'aide apportée par la Région Occitanie représente une subvention maximale potentielle de 4 760 041 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention financière d'accord de subvention d'un montant maximum de 2 720 920 € pour le projet MH2 avec l'agence INEA agissant par mandat de la Commission Européenne ;
- De prendre acte de l'aide relative à l'acquisition des bus à hydrogène par la région Occitanie d'un montant maximal de 4 760 041 € ;
- De dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à ces projets.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 11/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160699A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Grant AGreement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Gratuité du transport public - Partenariat de recherche avec l'association Villes Innovantes et Gestion des Savoirs (VIGS) - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2020-363 en date du 23 novembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé une subvention de 22 597,50 € à l'association Villes Innovantes et Gestion des Savoirs (VIGS) pour la réalisation d'un projet d'étude sur les effets de la mise en place de la gratuité sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce projet d'étude qui porte sur le financement des transports s'appuie sur l'expertise des membres de l'association VIGS et les ressources de l'Observatoire des villes du transport gratuit.

La convention, signée le 4 décembre 2020, précise dans son article 2 que la durée prévisionnelle de la recherche conduite par VIGS est évaluée à 6 mois. Compte tenu de la crise sanitaire actuelle, l'ensemble du projet de recherche n'a pas pu être réalisé dans la période prévue initialement. Un premier séminaire, réunissant divers chercheurs, s'est ainsi déroulé le 14 avril dernier. Un nouveau séminaire qui réunira diverses personnalités politiques sera organisé le 3 juin prochain.

Compte tenu de ce décalage dans le planning initial, il est proposé de signer un avenant n°1 à la convention afin de prolonger la durée de la convention. Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de financement conclue avec VIGS ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160717-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20210504_Avenant n1_VIGS.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Montpellier Parking Gambetta - Convention d'amodiation de places de stationnement - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le parking Gambetta à Montpellier a été transféré à Montpellier Méditerranée Métropole le 1^{er} janvier 2016. La gestion de ce parking est confiée à TaM dans le cadre d'un contrat de concession, qui s'achève le 31 décembre 2029.

Par convention d'amodiation en date du 15 juin 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a concédé à la Fondation du Protestantisme la jouissance de 12 places de stationnement dans le parc de stationnement Gambetta à Montpellier pour une durée de 16 ans.

Cette convention permet à la Fondation du protestantisme de respecter ses obligations en matière d'urbanisme dans le cadre d'une demande de permis de construire d'un ensemble immobilier à caractère social et culturel sur le quadrilatère délimité par le boulevard Gambetta et les rues Brueys, Louise Guiraud et Saint-Barthélemy.

Suite aux nombreux recours contre le permis de construire initial, les permis modificatifs ultérieurs et les diverses demandes d'amélioration fonctionnelles, une modification importante du programme a été décidée en accord avec la direction de l'habitat et des parcours résidentiels. Cette modification a consisté en une extension de la capacité de la résidence qui est passé de 28 à 42 logements sociaux.

Lors de l'instruction du dernier permis de construire modificatif du 7 août 2020, il a été précisé que cette construction bénéficiait du classement CINASPIC (Constructions et Installations Nécessaires Aux Services Publics ou d'Intérêt Collectif) ce qui a pour conséquence de diminuer le nombre de places de stationnement nécessaire à la conformité du projet aux règles d'urbanisme en ramenant le nombre à 6 au lieu de 12 initialement prévues et en tenant compte des places par ailleurs disponibles.

Le présent avenant à la convention a pour objet de préciser ces nouvelles conditions dans lesquelles Montpellier Méditerranée Métropole consent des amodiations sur les emplacements situés dans le parc de stationnement Gambetta.

En contrepartie, la Fondation du Protestantisme s'engage à verser une redevance, dont le montant global est ramené à 164 160 € TTC pour les 6 places.

Cette redevance sera versée par la Fondation du Protestantisme à Montpellier Méditerranée Métropole. La part de la redevance jusqu'au 31 décembre 2029 sera versée, au prorata temporis, par la Métropole au concessionnaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'avenant n°1 à la convention d'amodiation de 6 places de stationnement dans le parking Gambetta à Montpellier ;
- De dire que les recettes et les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160171-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant N°1 convention amodiation V2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Convention de financement d'une Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'accès au logement adapté des gens du voyage sédentarisés à Pignan - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2017 (loi NOTRe), les EPCI sont devenus compétents en matière de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil, des aires de grands passages et des terrains familiaux. Les obligations d'équipements sont générées par les communes de plus de 5 000 habitants, dans le cadre des dispositions prévues par un Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage (SDAHGV).

Dans l'Hérault, le SDAHGV couvrant la période 2018-2024 a été approuvé le 29 janvier 2019 par le Préfet de département et le Président du Conseil départemental. Sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, le schéma prévoit notamment 12 places d'habitat adapté issues de la transformation des 12 places initiales de « terrains familiaux » pour nomades sédentarisés situés à Pignan.

Pour ce faire, la Métropole, maître d'ouvrage, a souhaité l'assistance d'un prestataire dans le cadre d'une Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS), qui permettra d'élaborer un projet ambitieux de création de logements adaptés intégrant une reconfiguration totale du site à partir d'une connaissance fine des familles installées sur le site, leur situation économique, leur statut dans l'occupation de l'équipement, leurs perspectives d'évolution, leur capacité à intégrer un logement social...

L'Etat, a souhaité s'engager dans ce projet, créateur de références, par un co-financement de cette MOUS « accès au logement adapté des gens du voyage sédentarisés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole », au taux de 50 % de la dépense hors taxes, plafonnée à 25 000 € TTC.

Une convention définit les missions qui seront confiées par la Métropole au prestataire qu'elle a sélectionné et défini les modalités financières du soutien de l'État à cette intervention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation d'une maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) en vue de la transformation des « terrains familiaux » de Pignan ;
- De prendre acte de la subvention attribuée par l'Etat et des modalités de son versement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Céline PINTARD, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160055-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de financement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Conventions entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion des aires d'accueil de Bionne à Montpellier et de Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole gère en régie l'aire d'accueil de Bionne située sur la Commune de Montpellier depuis le 1^{er} janvier 2016, et celle située sur la Commune de Castelnau-le-Lez depuis le 1^{er} janvier 2017, en application des dispositions définies par le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage adopté pour la période 2018-2024.

Conformément l'article L.851-1 du Code de la Sécurité Sociale, une aide forfaitaire est versée annuellement par l'Etat aux communes ou aux EPCI qui assurent la gestion des aires d'accueil des gens du voyage. Le montant de cette aide est déterminé en fonction du nombre de places proposées sur chaque aire et du taux d'occupation effectif des places de stationnement mises à disposition. Son versement est subordonné à la signature, chaque année, d'une convention avec l'Etat, qui précise les modalités de versement de l'aide ainsi que les droits et obligations des parties.

Pour l'aire de Bionne, le montant prévisionnel de l'Allocation Logement Temporaire 2 (« ALT 2 ») que Montpellier Méditerranée Métropole pourrait percevoir est de 43 535,53 € décomposé en une part fixe et une part variable provisionnelle.

Pour l'aire de Castelnau-le-Lez, le montant prévisionnel de l'aide susceptible d'être versée est de 50 226,12 €.

Ces deux montants seront calculés définitivement au 31 décembre 2021 suivant le taux d'occupation effectif des deux aires.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions à intervenir avec l'Etat pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier et de Castelnau-le-Lez pour l'année 2021 ;
- D'approuver les conditions financières ainsi que le montant de l'aide attribuée applicable pour l'aire d'accueil de Bionne et de l'aire de Castelnau-le-Lez ;
- De dire que la recette est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-159777-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention ALT2-2021-BIONNE
- Convention ALT2-2021-CLZ

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Élaboration du Plan Lumière de la Métropole - Convention de partenariat entre l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE), la TeleScop et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Bruno PATERNOT, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Le fort développement de l'urbanisation a engendré un accroissement de l'éclairage artificiel nocturne entraînant un phénomène de pollution lumineuse, phénomène ayant un impact sur la biodiversité et les déplacements de la faune pendant la nuit. En effet, la pollution lumineuse constitue une source artificielle qui vient contrarier les cycles de vie et fragmenter les habitats des espèces nocturnes et crépusculaires dans les zones éclairées.

Pour pallier ce phénomène, nous assistons à l'émergence de « trames noires », à l'image des trames vertes et bleues issues du Grenelle de l'environnement de 2007, dont le but est de constituer un réseau écologique permettant d'assurer la préservation des cycles de vie des espèces nocturnes et crépusculaires. Par définition, la trame noire est constituée de l'ensemble des corridors écologiques caractérisés par une certaine obscurité et empruntés par les espèces nocturnes. Le degré de luminosité artificielle nocturne imposé par le réseau d'éclairage délimite donc ces corridors écologiques.

Les enjeux sur la pollution lumineuse sont nombreux, tant socio-économiques qu'écologiques. Montpellier Méditerranée Métropole souhaite se saisir du sujet et l'identification d'une Trame noire sur son territoire doit permettre de préserver la biodiversité nocturne et crépusculaire.

A ce titre, l'Institut National de Recherche sur l'Agriculture l'Alimentation et l'Environnement (INRAE) propose un projet de convention de partenariat permettant de définir les enjeux sur le territoire de la Métropole en termes de pollution lumineuse (que cette pollution soit due à l'éclairage public ou qu'elle soit due aux éclairages extérieurs privés, aux enseignes et aux panneaux lumineux) et de déterminer les zones à enjeux en termes de biodiversité à préserver par le biais de trame sombre ou de trame noire.

Ce protocole de recherche permettrait d'accompagner la Métropole dans l'élaboration de son Plan Lumière dans son volet développement durable et viserait à définir les enjeux suivants du territoire :

- Economiques : prioriser les investissements en termes de renouvellement et de modernisation du patrimoine d'éclairage public au regard des enjeux de protection de la biodiversité ;
- Environnementaux : définir les trames sombres et trames noires du territoire pour préserver ou restaurer les espèces nocturnes et crépusculaires ;
- Sociétaux : préserver la santé humaine et le bien-être au sein du cadre de vie des populations, et assurer la sécurité des concitoyens.

De plus, la méthode proposée s'inscrit également dans la suite des travaux menés par la TeleScop sur la Métropole de Montpellier concernant l'opportunité de l'utilisation d'images satellites à très haute résolution spatiale pour l'analyse de la pollution lumineuse et d'une Trame noire.

La convention, constituée de deux grandes phases de recherche, dont la première phase, d'une durée de huit mois, se déroulera dès 2021, a donc pour objet d'établir une collaboration entre la Telescop, l'INRAE et la Métropole et de définir les droits et obligations des parties pendant la collaboration, puis sur les résultats obtenus. La première phase de ce protocole de recherche permet d'établir un véritable diagnostic du territoire et de définir ensuite les enjeux sur la Métropole. Cette phase de diagnostic permettra d'asseoir les missions d'une seconde partie de ce protocole de recherche qui se déroulera en 2022. Cette seconde phase fera l'objet d'un avenant à la convention en fonction des arbitrages qui seront prononcés au terme de la phase de diagnostic.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la signature de la convention à venir entre la Téléscop, l'INRAE et la Métropole ;
- D'autoriser la participation financière de la Métropole à hauteur de 17 511,11 € HT répartie à hauteur de 9 400 € HT à la Téléscop et 8 111,11 € HT à l'INRAE ;
- De dire que les crédits sont inscrits au Budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Florence BRAU, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160867-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention recherche Trame Noire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Commune de Cournonsec - Modification simplifiée n°3 du PLU de Cournonsec - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

A la demande de la commune de Cournonsec, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de cette commune. Cette procédure consiste à corriger deux erreurs matérielles sur le plan de zonage. Il s'agit :

- De reporter les deux sous-secteurs AU8a et AU8b créés sur un plan graphique de détail par la révision simplifiée n°2 de 2011 et omis suite à l'approbation de la modification n°3 ;
- Et d'exclure les fonds de parcelle du lotissement Les Terrasses de la zone AU7 et les classer en zone N telle que figurant au PLU avant l'approbation de la modification n°3.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du dossier au public ont été précisées par délibération du Conseil de Métropole en date du 1^{er} février 2021.

Par délibération n°2021-001 en date du 12 février 2021, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal de la commune de Cournonsec a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°3, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées (PPA).

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 15 février 2021, la modification simplifiée n°3 a été dispensée d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme, cette modification n'étant pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement.

Il a été porté à la connaissance du public, par publication dans un journal diffusé dans le département en date du 12 mars 2021, que le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Cournonsec serait mis à disposition, du 22 mars au 23 avril 2021 inclus, en mairie de Cournonsec et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que sur leurs sites internet respectifs.

Au vu des éléments du dossier, le Conseil Départemental de l'Hérault a émis un avis favorable à la modification simplifiée n°3. Aucune autre Personne Publique Associée n'a émis d'observation.

Aucune observation n'a été consignée aux registres mis à la disposition du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°3 du PLU de la Commune de Cournonsec ;
- D'approuver le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de la Commune de Cournonsec ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M2021-229.pdf
- Bordereau de retour_Pref.pdf
- Dossier de PLU.pdf
- Notice explicative MS3 PLU
- Plan Commune
- Plan Bourg

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Cession à la Ville de Montpellier de la parcelle RH n°14 partie sise commune de Montpellier - Extension du Skatepark de Grammont et création d'un centre d'entraînement de BMX Free style - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le complexe sportif municipal de Grammont propose au grand public et aux associations sportives divers équipements sportifs dont un skate-park doté de nombreux modules pouvant accueillir toutes les disciplines de la filière : skate, rollers, bicross et BMX. Depuis sa création en 1992 des modifications ont permis d'adapter cet équipement aux besoins immédiats. Cependant, l'évolution des pratiques de ces sports est telle que le site ne correspond plus aux attentes des usagers.

Par conséquent, par délibération du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le projet de réhabilitation du skate-park de Grammont et la création d'un centre d'entraînement de BMX Free Style. Cette opération de réhabilitation est une opportunité pour la Ville de créer un lieu spécifique dévolu à l'entraînement du Pôle France BMX Free Style de la Fédération Française de Cyclisme en vue des Jeux Olympiques et Paralympiques de l'été 2024. Ce programme consiste en la réalisation de travaux permettant l'adaptation des structures du skate-park existant, la réalisation de nouveaux équipements de skate-park, la création d'une zone dévolue à l'entraînement BMX, l'aménagement d'un espace vert, la création d'un bâtiment modulaire de 275 m² composé d'une salle de réunion, d'un hall d'accueil, de sanitaires mixtes, de vestiaires, d'un bureau, d'une infirmerie, de trois locaux de stockage, d'un local-atelier de réparation vélo.

Le périmètre de ce nouvel équipement s'étend sur environ 1,5ha, mobilisant environ 5 000 m² sur la parcelle RH 15 propriété de la Ville, correspondant à l'emprise de l'équipement actuel, et environ 9 587 m² d'emprise sur la parcelle contigüe RH 14, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, actuellement aménagée en parking.

La Ville a donc sollicité auprès de Montpellier Méditerranée Métropole la cession du foncier nécessaire à la réalisation de ce projet.

La Métropole est devenue propriétaire de cette parcelle en 2016 dans le cadre d'un transfert de propriété des équipements culturels de Zénith Sud opéré à titre gratuit sur la base de l'article L.5217-5 du Code général des collectivités territoriales. Il est donc proposé de céder ce foncier à la Ville de Montpellier à l'euro symbolique eu égard aux conditions d'acquisition et à la destination publique du bien en dérogation à l'évaluation onéreuse réalisée par les services de France Domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la cession à la Ville de Montpellier d'une emprise d'environ 9 587 m² issue de la parcelle RH 14 sise commune de Montpellier, située Allée Manitas de Plata moyennant le prix d'un euro symbolique ;
- De demander à Maître LASCOMBES, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que la recette sera inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160739-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avis 2021.34172.28134 RH 14.pdf
- plan cadastral Skate park Grammont.pdf
- plan de géomètre RH 14a.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Commune de Montpellier - ZAC Nina Simone - Bilan de la participation par voie électronique - Création de la ZAC - Dénomination - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-379 du 19 juillet 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a fixé les objectifs et les modalités de concertation pour la création d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) désignée « Extension Hippocrate » sur le secteur Port Marianne à Montpellier, conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme. Puis, par délibération n°M2019-100 du 22 mars 2019, le bilan de la concertation a été tiré et les modalités de la Participation par Voie Electronique (PVE) ont été fixées. La présente délibération a pour objectif de faire le bilan de cette procédure de PVE, d'approuver le dossier de création de cette opération au titre du Code de l'urbanisme, et de procéder à sa dénomination.

Cette opération, initialement désignée « Extension Hippocrate », a été concédée par la Métropole à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement signée le 19 juillet 2019.

Elle porte sur une superficie d'environ 8 hectares et est délimitée par :

- L'avenue Nina Simone au Nord ;
- La rue du Mas de Barlet à l'Ouest ;
- L'A709 au Sud ;
- La route de Vauguières à l'Est.

Le site est actuellement occupé par quelques habitations et des terrains en friches, dont certaines sont propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole. L'environnement de ce secteur est en pleine évolution. Il bénéficie d'ores et déjà de la réalisation de la ZAC Hippocrate, créée en septembre 2000 et aujourd'hui quasiment achevée, dont il constitue le prolongement. Il s'insère également dans une trame viaire existante avec l'avenue Nina Simone au Nord, l'A709 au Sud qui doit à terme pouvoir se transformer en boulevard urbain. Il bénéficie également de la proximité de la gare Montpellier Sud de France au Sud de l'A709.

Ce nouveau quartier s'inscrit dans le projet urbain de Port Marianne, dont le développement se poursuit désormais le long de l'avenue Nina Simone (ZAC Parc Marianne, ZAC République) mais aussi par l'engagement du quartier Cambacérès au Sud de l'A709. Le prolongement de la ligne 1 de tramway viendra border ce secteur sur son côté Est pour desservir la gare et le lycée Pierre-Mendès-France notamment. Ainsi, ces évolutions majeures apportent à ce secteur un contexte urbain affirmé, qu'il convient de prendre en compte pour lui offrir des perspectives d'évolutions en harmonie avec son environnement.

Pour ce faire, la ZAC est l'outil le mieux adapté pour maîtriser sa programmation dans le temps et son aménagement.

En termes de programmation, l'excellente desserte de ce secteur par les avenues structurantes de Port Marianne, mais aussi la proximité de la ligne 1 de tramway prolongée, en font un lieu privilégié pour répondre aux nombreuses demandes d'activités nécessitant une façade sur rue, la proximité de services urbains et un environnement de qualité. Toutefois, il convient d'immerger ces activités au sein d'un quartier urbain doté d'une mixité fonctionnelle qui réponde à la demande des entreprises désireuses de s'implanter en ville. Aussi, la vocation de ce secteur est celle d'un quartier mixant activités et habitat, structuré sur l'avenue Nina Simone et l'A709, axes fédérateurs le long desquels pourront se développer des établissements apportant une plus-value à cette partie de la ville, tant par la complémentarité des services offerts, notamment avec le secteur médical, que par la qualité de l'architecture et des perspectives urbaines. Sa programmation prend en compte celle des quartiers voisins, Hippocrate, République, Parc Marianne, Cambacérès, ainsi que la proximité d'Odyseum et de la gare Montpellier Sud de France.

A l'issue de la concertation, les objectifs proposés pour ce projet de ZAC sont les suivants :

- L'affirmation des masses végétales existantes, des arbres remarquables, et la préservation d'un maximum de surfaces de pleine terre dans un souci de préservation de la biodiversité et de lutte contre le phénomène d'îlot de chaleur ;
- Le maintien des habitations préexistantes dans la mesure du possible ;
- La création d'environ 25 000 m² de surfaces de plancher affectées à des programmes de logements et résidences étudiantes ;
- La création d'environ 30 000 m² de surface de plancher à destination des activités, essentiellement le long de l'A709 (constitution d'une enveloppe urbaine destinée à protéger le quartier du bruit et des particules) et le long de l'avenue Nina Simone ;
- La création d'un réseau de voiries de desserte interne plantées ;
- L'aménagement de cheminements pour modes actifs et notamment d'un large mail planté connecté aux quartiers mitoyens ;
- L'aménagement de deux bassins de rétention hydrauliques végétalisés.

Au total le programme global prévisionnel des constructions sera au maximum de 62 000 m² de surface de plancher.

Conformément aux modalités définies par la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-100 du 22 mars 2019 et aux dispositions de l'article L.123-19 du Code de l'environnement, la PVE s'est déroulée de la façon suivante :

- Publication d'un avis le 8 janvier 2021 dans *Midi Libre*, et du 8 janvier au 25 février sur le site internet de la Métropole, par affichage au siège de la Mairie de Montpellier, et par affichage au siège de la Métropole ;
Cet avis annonçait les dates et modalités de mise à disposition du dossier de participation du public, finalisé à l'issue de la concertation, incluant : l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse de la collectivité, ainsi que le bilan de la concertation relative au projet de ZAC, la mention des textes qui régissent la participation et l'indication de la façon dont la participation s'insère dans la procédure administrative relative au projet, ainsi que la mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet ;
- Mise à disposition du dossier par voie électronique sur le site internet de la Métropole, pendant une durée de 30 jours, du 25 janvier au 25 février 2021 ;
- Mise en place d'une adresse électronique pveextensionhippocrate@montpellier3m.fr destinée à recueillir les avis du public pendant cette période ;
- Mise à disposition à l'accueil de la Métropole d'un dossier papier et d'un registre sur la même période.

Durant toute la période de participation du public, aucun avis ni observation n'a été émis, que ce soit via cette adresse électronique ou sur le registre mis à disposition. L'absence de remarque formulée durant cette procédure de participation n'entraîne donc pas de modification du projet qui peut être approuvé tel que présenté.

Par ailleurs, la phase de création d'une opération d'aménagement est l'occasion de procéder à la dénomination de cette opération. Considérant notamment que cette opération d'aménagement se situe le long de l'avenue structurante Nina Simone, il est proposé de dénommer cette opération sous le nom de : ZAC NINA SIMONE

Eunice Kathleen Waymon, dite Nina Simone, née le 21 février 1933 à Tryon (Caroline du Nord, États-Unis) et décédée le 21 avril 2003 à Carry-le-Rouet (Bouches-du-Rhône, France), est une pianiste, chanteuse, compositrice et arrangeuse musicale américaine. Elle fut également militante pour les droits civiques aux États-Unis. Elle est considérée comme l'une des plus grandes chanteuses de jazz de l'histoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'adopter la dénomination de « ZAC Nina Simone » pour l'opération d'aménagement désignée précédemment sous l'appellation « Extension Hippocrate » ;
- D'approuver le bilan de la Participation par Voie Electronique préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté Nina Simone sur la commune de Montpellier ;
- D'approuver le dossier de création de cette Zone d'Aménagement Concertée ;
- De mettre à la charge des constructeurs au moins le coût des équipements visés à l'article R. 331-6 du Code de l'urbanisme, entraînant, par voie de conséquence, l'exclusion du périmètre de la ZAC du champ d'application de la part intercommunale de la taxe d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à faire établir le dossier de réalisation de la ZAC, tel que visé à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme ;
- De charger Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, de la bonne exécution de la présente délibération, et notamment des mesures de publicité réglementaires consistant en un affichage de la présente délibération pendant un mois, à une publication mentionnant la présente création dans un journal diffusé dans le département et à une publication au recueil des actes administratifs ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Lionel LOPEZ, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-158090-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 : dossier de creation
- Annexe 2 : etude impact
- annexe 3 : avis MRAE et mémoire en réponse

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ANIMATION DU TERRITOIRE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, François RIO, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Projet d'établissement 2021/2027 - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Requis par le Ministère de la Culture, le projet d'établissement d'un conservatoire permet de faire le point sur le fonctionnement et de dégager des orientations sur une période donnée. Il s'accompagne d'un protocole d'évaluation présenté sous la forme de rapports d'activités annuels insistant sur les réalisations.

Les Conservatoires aujourd'hui

Lieux d'enseignements, de transmission du patrimoine, d'orientation des apprentis artistes, vecteurs de lien social et d'enrichissement des personnes, éléments incontournables de la politique culturelle et éducative du territoire tant en matière de formation que de diffusion, les conservatoires vivent actuellement la plus grande mutation de leur histoire.

Aujourd'hui, outre l'enseignement artistique spécialisé (apprentissage musical, chorégraphique et théâtral), ils doivent répondre à des missions :

- De démocratisation ;
- D'éducation artistique et culturelle ;
- De médiation ;
- De sensibilisation et de formation culturelles des publics ;
- D'accompagnement et de développement des pratiques artistiques des amateurs ;
- De création et de diffusion ;
- D'animation de la vie culturelle ;
- De centre de ressources (documentation, information, orientation, conseil...).

Si ces nouvelles missions ont des incidences directes sur l'enseignement artistique (ouverture, pluridisciplinarité, transversalité, pédagogie de projet...), elles renforcent la place du conservatoire dans la cité. En effet, ces établissements deviennent des lieux de rencontres, relais essentiels des politiques publiques et culturelles. Vecteurs de lien social, ils participent à la formation des citoyens en croisant les publics, les pratiques et les esthétiques. Ces mutations, qui légitiment la présence des conservatoires au sein des collectivités territoriales, nécessitent un accompagnement des équipes pédagogiques et administratives ainsi qu'une mise en adéquation des moyens humains et financiers.

Un projet d'établissement décliné en 3 axes

Le projet d'établissement propose 3 grands axes sous tendus par les notions et valeurs de service public et d'ouverture.

AXE 1 / UN CONSERVATOIRE OUVERT A DE NOUVEAUX PUBLICS

Enjeu 1 : Investir le champ de l'Education Artistique et Culturelle (EAC)

Enjeu 2 : Elaborer un projet de médiation culturelle

Accueillir, sensibiliser et accompagner les nouveaux publics est le maître mot du nouveau projet d'établissement et en constitue son axe principal. Le Conservatoire doit devenir un lieu totalement ouvert et intensifier ses actions à destination de tous les publics notamment ceux éloignés du monde des arts. Ainsi, les actions de démocratisation et de sensibilisation initiées depuis quelques années, seront renforcées dès la rentrée de septembre 2021.

Si les déclinaisons pratiques seront présentées régulièrement sous forme de plans d'actions, les exemples suivants témoignent de l'engagement fort et inconditionnel de l'établissement dans ce secteur :

- Création du pôle Handi'Arts (salle dédiée, offres pédagogiques propres ou via des conventionnements avec des associations et institutions locales – la Bulle Bleue, l'Autre Théâtre, Mozäik Danse..., départementales et régionales) à destination des personnes en situation de handicap ;
- Développement d'un enseignement artistique de proximité en lien avec les écoles d'arts publiques, les Maisons Pour Tous, les centres sociaux et l'ensemble des acteurs présents sur le territoire (via des mutualisations de moyens – matériels/locaux, des conventionnements, des labellisations...) ;

- Création de nouvelles offres en interne ou décentralisées tels des stages « découverte », des ateliers d'initiation sur le temps périscolaire ou sur les pauses méridiennes, en partenariat avec le service politique de la ville et l'Education Nationale ;
- Ouverture de filières dans les esthétiques et les pratiques actuelles (nouvelles technologies, musiques amplifiées, métiers du son...) ;
- Ouverture et maintien de classes à horaires aménagés dans des établissements publics garant de mixité sociale (Cité Scolaire Françoise COMBES, école GAMBETTA, lycée CLEMENCEAU) ;
- Mise en place d'accueils hebdomadaires d'écoliers dans le nouvel équipement à la faveur d'ateliers de sensibilisation (*à titre d'exemple, le CRR accueillera un GAMELAN Balinais – instrument à percussions traditionnel, dont le jeu, caractéristique des sociétés insulaires de Java et de Bornéo, peut impliquer, le temps d'une séance, toute une classe de cours élémentaire ou moyen*) ;
- Création d'une saison artistique comportant de nombreuses manifestations à destination des scolaires et des publics empêchés ;
- Poursuite des actions en lien avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse...

AXE 2 / UN CONSERVATOIRE METROPOLITAIN

Enjeu 1 : Rendre efficient le réseau de l'enseignement spécialisé métropolitain

Outre l'enseignement dispensé sur ses propres sites (Montpellier, Cournonterral et Castries), une des missions de l'établissement est de favoriser l'accès pour tous à la culture. Cela passe par une animation du réseau des écoles de musique, de danse et de théâtre afin de préserver les identités et les offres locales dans le cadre d'un aménagement cohérent du territoire. Il s'agit de coordonner un réseau d'échange et de partage de compétences, respectueux des ambitions et des objectifs de chacun. Le nouveau projet d'établissement propose de renforcer l'actuelle « Charte des Ecoles Associées » en y intégrant les structures présentes sur la Ville de Montpellier avec comme objectif de **rendre accessible l'enseignement des arts au plus grand nombre quel que soit la provenance géographique.**

Enjeu 2 : Compléter et enrichir l'offre d'enseignement spécialisé du Conservatoire

Seul équipement métropolitain pouvant conduire les élèves aux portes de l'enseignement supérieur, le Conservatoire souhaite maintenir son label « Conservatoire à Rayonnement Régional », garant d'un enseignement qualitatif et attractif. A noter que la Région Occitanie ne possède que 3 « CRR » : Toulouse, Perpignan et Montpellier et qu'il en existe uniquement 42 en France métropolitaine. Liens avec l'axe 3

AXE 3 / UN CONSERVATOIRE IMPLIQUE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LES RELATIONS INTERNATIONALES

Enjeu 1 : Renforcer l'offre de formation préprofessionnelle et supérieure

Outre les obtentions récentes des labels « Classes Préparatoires à l'Enseignement Supérieur en Musique et Théâtre », la « Licence et le Master musicien interprète », le Conservatoire souhaite instaurer des partenariats avec des établissements et des filières types écoles d'ingénieurs, classes préparatoires, Licence Tourisme, etc. *Exemple : à l'instar de l'Institut Polytechnique de Grenoble qui propose un statut « art-études » destiné aux étudiants des classes préparatoires et des écoles d'ingénieurs qui désirent allier leurs études scientifiques et artistiques, le CRR de Montpellier 3M souhaite entreprendre des démarches afin de créer un dispositif similaire.*

Enjeu 2 : S'inscrire dans une dynamique de rayonnement à l'international

Compléter son parcours étudiant par une expérience internationale s'avère souvent déterminant dans la carrière d'un artiste. Le croisement des pratiques, des habits, des coutumes, des modes de pensées... procède de l'enrichissement humain et intellectuel promu par l'équipe du conservatoire. Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole, fort d'une longue tradition d'ouverture et d'échanges et dotée d'équipement de renommée internationale (Musée Fabre, Opéra, Montpellier Contemporain, Réseau des Médiathèques...), contribue activement à cette émulation artistique internationale.

Calendrier

Ce projet d'établissement a la singularité d'être élaboré en parallèle au déménagement du conservatoire dans un nouveau bâtiment. Dans sa partie « mise en œuvre », le projet d'établissement 2021 / 2027 comporte deux phases :

2021 PHASE 1 : déménagement et appréhension du nouvel équipement

La phase 1, devant elle-même s'envisager en mode projet, mobilisera une grande partie de l'équipe administrative et technique. Charge à la direction de veiller à ce que l'équipe enseignante bénéficie très rapidement de conditions optimales afin de maintenir la qualité du service rendu au public. Cette phase comporte les éléments suivants : suivi du chantier, déménagement physique, gestion du nouvel équipement (besoins matériels, humains, prise en main des nouveaux espaces), accueil des usagers dans le nouvel environnement, accompagnement « artistique » de ce changement : saison de concerts et de spectacles renforcées en amont et en aval du déménagement, ajustement du plan pluriannuel de fonctionnement et d'investissement en fonction de l'évolution du contexte, démarrage des actions pédagogiques, artistiques et culturelles présentées dans le projet d'établissement...

2021 - 2027 PHASE 2 : intensification des actions pédagogiques, artistiques et culturelles définies dans le corps du projet d'établissement

Cette phase permettra la montée en charge du fonctionnement souhaité par l'exécutif en :

1/ Accueillant de nouveaux publics :

- Création du pôle Handi'Arts (musique, danse et théâtre) ;
- Création du département des métiers du son et des nouvelles technologies ;
- Développement de l'Education Artistique et Culturelle ;
(cf. exemples présentés plus haut)

2/ Favorisant et créant d'étroites collaborations avec l'ensemble des acteurs publics puis privés impliqués dans l'enseignement et l'éducation artistiques :

- Conventions avec des associations traitant du handicap ;
- Création de parcours pédagogiques complémentaires et labellisés (notamment en lien avec les offres des Maisons Pour Tous et des écoles associées) ;
- Gestion du réseau des écoles de musique de la Métropole ;
- Accueil des publics scolaires à la faveur d'animation ;

3/ Remplissant le cahier des charges ministériel quant au label CRR :

- Finalisation de la filière voix pour enfants ;
- Création des classes à horaires aménagés en théâtre ;
- Finalisation des cursus en danse (notamment avec la technique jazz) et en théâtre (rouvert en 2015 au CRR) ;
- Compléments d'enseignement dans les esthétiques référencées par le Ministère (musiques modales, actuelles, anciennes...) ;
- Maintien de l'agrément « classes préparatoires » en musique et en théâtre ;
- Obtention de l'agrément « classes préparatoires » en danse ;
- Ouverture et gestion des filières universitaires (Licence et Master Musiciens Interprètes) ;

4/ Faisant rayonner l'offre via un renforcement de l'action culturelle :

- Coordination d'une saison de diffusion dans le cadre du nouvel équipement ;
- Maintien des offres à destination des communes de la Métropole ;
- Organisation de manifestations croisées avec des partenaires institutionnels locaux, régionaux, nationaux et étrangers.

Au niveau des Ressources Humaines, cette phase procède par étapes :

- Etape 1 : obtention des moyens permettant de faire fonctionner le nouvel équipement (2021) – 3 postes créés lors des précédents conseils ;
- Etape 2 : régularisation des situations liées aux accroissements temporaires d'activité ;
- Etape 3 : création de postes d'enseignants (lissage sur plusieurs années en fonction des arbitrages de la collectivité avec pour objectif 2200 élèves en 2027).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De valider le projet d'établissement 2021/2027 du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161386-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PROJET D'ETABLISSEMENT 2021 2027
- annexe 1 du projet prospective RH
- annexe 2 du projet charte des écoles associées

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Anne RIMBERT, François RIO, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Conventions avec les écoles Comte, Gambetta et Daviler pour l'organisation des classes à horaires aménagés - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre d'un partenariat entre la Ville de Montpellier, la Direction Académique de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, la Direction Académique de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ont émis un avis favorable en février 2020 au réaménagement des classes à horaires aménagés musique (CHAM) sur trois écoles : écoles Léon-Gambetta et Auguste-Comte pour la dominante vocale et école Charles-Daviler pour la dominante instrumentale.

Les CHAM sont conçues et organisées en partenariat avec le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR). L'enseignement musical est intégré dans le temps consacré à l'enseignement général afin de renforcer et de développer la capacité d'expression et de création des élèves. Le dispositif "classe CHAM" est envisagé dans une perspective de continuité et est ouvert à partir du CE1. Les classes des écoles concernées seront constituées d'élèves inscrits dans le cursus CHAM et d'élèves non-inscrits dans le cursus CHAM.

Il convient de renouveler les deux conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Education Nationale qui précise les modalités pratique de ces classes pour l'année scolaire 2021-2022. Elles pourront faire l'objet d'une reconduction tacite pour, au minimum, l'année scolaire suivante et au maximum les cinq années suivant la signature initiale, sauf dénonciation expresse à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

La Direction Académique de l'Hérault garantit le fonctionnement pédagogique et délègue aux Directeurs des écoles élémentaires Léon-Gambetta, Auguste-Comte et Charles-Daviler la responsabilité des élèves du cursus CHAM qui procèdent à leur admission.

Les élèves retenus pour intégrer les classes CHAM à dominante vocale ou instrumentale en CE1 entrent dans le dispositif après inscription dans le périmètre scolaire Auguste-Comte-Léon-Gambetta ou Charles-Daviler tel qu'il a été défini par la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 07 février 2011, si l'enfant n'était pas déjà inscrit au CP à Léon-Gambetta, Auguste-Comte ou Charles-Daviler.

Le CRR organise l'enseignement artistique spécialisé des élèves des classes CHAM des écoles élémentaires Léon-Gambetta, Auguste-Comte et Charles-Daviler.

Les déplacements des élèves entre l'école et le conservatoire :

- Sur le temps scolaire, sont placés sous la responsabilité du directeur de l'école,
- Hors-temps scolaire, sont placés sous la responsabilité de la Ville de Montpellier.

Du début des cours du CRR jusqu'à la fin des cours, les élèves sont sous la responsabilité du personnel enseignant et non-enseignant du CRR. En cas d'absence ou de retard d'un professeur du CRR, ce dernier s'engage à prévenir l'école.

Les déplacements des élèves de l'école sur un lieu de représentation (opéra, salle de spectacle...) sont organisés sous la responsabilité conjointe du CRR et de l'école.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions de partenariat avec les écoles Auguste-Comte, Léon-Gambetta et Charles-Daviler de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160721-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention CHAM Daviler
- Convention CHAM Comte Gambetta

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Anne RIMBERT, François RIO, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention de mise à disposition des locaux situés au Château Mallet à Cournonterral - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole est un établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole et sous le contrôle pédagogique du Ministère de la Culture qui lui a accordé le renouvellement du label « CRR » en 2016 pour une durée de sept ans.

Le CRR poursuit une double mission de sensibilisation et de formation des jeunes enfants et de formation pré-professionnelle des étudiants.

Afin d'étendre le maillage et le rayonnement du Conservatoire, deux antennes sont présentes sur le territoire Métropolitain. Ces antennes situées à Cournonterral et à Castries permettent d'améliorer l'accessibilité de ce service public et de délivrer cet enseignement au plus près de la population de la Métropole.

Aussi, il est proposé la signature du renouvellement de la convention de mise à disposition du rez-de-chaussée du Château Mallet de Cournonterral. Cette convention de mise à disposition à titre gratuit conclue pour une durée de 3 ans, définit les modalités d'occupation des lieux. Elle est renouvelable deux fois par reconduction tacite pour la même durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition du Château Mallet de Cournonterral ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160427-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Chateau Mallet Cournonterral

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Anne RIMBERT, François RIO, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention avec la Cité scolaire Françoise Combes pour l'organisation des Classes à Horaires Aménagés Théâtre (CHAT) - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre d'un partenariat entre la Cité scolaire Françoise Combes et Montpellier Méditerranée Métropole, il est établi avec le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) une convention ayant pour objet de définir la mise en place de Classes à Horaires Aménagés en Théâtre (CHAT). Les CHAT sont conçues et organisées en partenariat entre le collège et le CRR pour des élèves de 4^{ème} et 3^{ème}.

Cette collaboration vise à permettre à des élèves motivés par une pratique soutenue du théâtre de recevoir, durant leur scolarité au collège, en complément de l'enseignement général obligatoire, une formation spécifique dans ce domaine et ce, dans un cadre leur garantissant les meilleures conditions d'accès à une pratique artistique en vue de leur réussite scolaire et de leur épanouissement personnel. Les CHAT bénéficieront des mêmes enseignements prévus par les directives ministérielles et dispensées au sein du collège que les autres classes de l'établissement non concernés par l'enseignement artistique.

Les CHAT s'inscrivent dans le dispositif de réussite éducative, visant à soutenir de manière individuelle les élèves dans l'acquisition d'une pratique artistique, en l'occurrence le théâtre.

La convention définit les modalités et les conditions de fonctionnement des classes à horaires aménagés Théâtre. Elle entrera en vigueur à compter de l'année scolaire 2021/2022. Elle pourra faire l'objet d'une reconduction tacite pour, au minimum, l'année scolaire suivante, au maximum les cinq années suivant la signature initiale, sauf dénonciation expresse à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, pour des raisons dûment motivées, sous forme de lettre recommandée, sous réserve d'un préavis de trois mois.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat avec la Cité scolaire Françoise Combes ;
- Dire que les dépenses sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160775-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention CHAT Françoise Combes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Anne RIMBERT, François RIO, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Charte de l'évènementiel responsable - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée, depuis le début de cette mandature, résolument vers l'éco-exemplarité.

Ainsi le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de Montpellier Méditerranée Métropole est actuellement en cours de révision : l'éco-responsabilité au sens large est une des actions préconisées à termes par ce plan. Egalement, s'agissant des achats de l'administration mutualisée, ceux-ci s'inscriront également dans une démarche durable et responsable structurée, en l'occurrence un Schéma de Promotion des Achats Publics Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER), en cours de pré-figuration pour 2022.

La Métropole porte fortement l'objectif ambitieux de réduire les ordures ménagères résiduelles produites sur le territoire de 40 % en 2024. Cet objectif sera atteint grâce à un ensemble de mesures en cours de mise en œuvre, telle que la tarification incitative des déchets, le compostage de proximité, la sensibilisation renforcée au tri des emballages, etc. Cette politique volontariste vers le « zéro déchet » s'appuie également sur une sensibilisation des usagers à la prévention des déchets à la source, en particulier grâce à la réduction du recours aux ustensiles jetables.

La Métropole entend également favoriser une alimentation locale et de qualité, en soutenant les circuits courts et les produits issus de l'agriculture biologique.

Chaque année, la Métropole accueille de nombreux événements et manifestations sur la voie publique dont certains sont particulièrement emblématiques, régionalement et nationalement, et peuvent ainsi rassembler des milliers de participants. La Métropole prête également des salles dont elle est propriétaire, du matériel, et verse des subventions pour l'organisation d'événements sur son territoire.

Selon les données de l'ADEME, une manifestation d'environ 5 000 personnes peut produire environ 2,5 tonnes de déchets, soit 500 grammes par participant. Ces déchets génèrent des coûts pour la collectivité eu égard à leur collecte et traitement, ainsi que pour le nettoyage des voies publiques concernées. En outre, le rassemblement de centaines de participants sur les voies publiques concernées peut être source d'insalubrité, de pollutions et de coûts de nettoyage également importants. Enfin, les déchets jetés sur la voie se dirigent directement dans la mer dès lors qu'ils empruntent le réseau de gestion des eaux pluviales.

En outre, le rassemblement de centaines de participants est l'occasion de les sensibiliser à l'adoption de gestes éco-responsables de manière conviviale au cours de l'évènement, pratiques qui pénètrent de ce fait plus rapidement dans la société.

Comme pour les événements organisés par la Métropole, il est essentiel que les événements se déroulant sur la voie publique ou dans des salles publiques prêtées par la collectivité, s'engagent dans une telle démarche d'éco-exemplarité.

Il est proposé au Conseil de Métropole d'adopter la présente charte, qui devra être signée par :

- les bénéficiaires d'autorisations d'occupation du domaine public ;
- les bénéficiaires de salles publiques mises à disposition, de manière gratuite ou onéreuse ;
- les bénéficiaires de prêts de matériel mis à disposition par la Métropole ;
- les bénéficiaires de subventions versées aux fins de projets évènementiels.

En substance, la charte prévoit des mesures afin :

- de réduire le recours aux ustensiles jetables (gobelets, assiettes...) et au plastique (lâchers de ballon, confettis...) ;
- de trier systématiquement tous les déchets produits (bio déchets, emballages...) ;
- de réduire et d'adapter les supports de promotion, de communication et autres « goodies » ;
- de favoriser une alimentation locale, issue de l'agriculture biologique et proposant si possible au moins un plat végétarien ;
- de réduire les impacts sonores, lumineux et sur les ressources naturelles des événements.

La présente charte est établie dans le cadre d'une stratégie globale sur laquelle la Métropole est à pied d'œuvre. Elle constitue un outil opérationnel rapidement, notamment dans la perspective du retour de grands événements du fait de l'assouplissement progressif des contraintes sanitaires d'ici à la rentrée. En effet, la Métropole s'engage en parallèle dans un audit fin des mesures d'éco-responsabilité déjà en place, de l'évolution de la réglementation et des progrès pouvant être réalisés en matière d'évènementiel et de subventionnement responsables. A cette effet, la collectivité prévoit d'être accompagnée par une structure spécialisée, en vue d'une formation large de l'administration à l'éco-responsabilité, et afin de proposer une stratégie détaillée concernant la politique de subvention et d'évènementiel au Conseil de Métropole, milieu 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le projet de charte pour des manifestations et événements responsables annexée à la présente délibération ;
- De dire que cette charte sera annexée aux conventions ou autres documents signés par les organisateurs d'événements pour bénéficier de l'aide de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-162886-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Charte évènementiel responsable - METROPOLE - 8 juin - TT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale - Attributions 1er semestre 2021 - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé par délibération n°M2020-306 du 12 octobre 2020 les nouvelles modalités d'application du Fonds d'Aide à la Création et à la Diffusion du Théâtre et du Spectacle Vivant qui contribue à soutenir la vitalité artistique sur son territoire en permettant une plus large diffusion de spectacles créés et joués par des compagnies locales.

Ce dispositif bénéficie aux compagnies installées sur le territoire métropolitain, à condition qu'elles soient programmées dans la Métropole, et ce dans le cadre d'une convention.

Il est proposé d'attribuer l'aide à la Création et la Diffusion Théâtrale et au spectacle vivant aux 7 compagnies suivantes pour les projets ci-dessous énoncés qui correspondent aux critères suivants pour un montant total de 28 400 € :

- intégration dans la programmation *a minima* d'un lieu de diffusion de la Métropole ;
- rédaction d'un contrat de cession ou de co-réalisation avec minimum garanti pour la compagnie ;
- nécessité d'avoir une reconnaissance professionnelle via la licence d'entrepreneur de spectacle ;
- obligation pour la compagnie bénéficiaire d'être installée sur le territoire métropolitain ;
- forte incitation à la diffusion d'une série pour le spectacle ou le projet aidé ;
- irrigation la plus large possible du nombre de communes de la Métropole ;
- mise en œuvre d'un parcours d'aide à la création entre les différentes structures d'accueil de la compagnie pour une ou plusieurs étapes de travail, tout au long du processus de création ;
- l'aide peut apparaître comme un apport en production auprès des autres partenaires institutionnels.

Lieu de diffusion	Commune	Dates	Titre du spectacle	Compagnie	Nbre de représentations	Nature de la représentation	Montant proposé en €
Théâtre Jacques Coeur	Lattes	7 au 15 mai	<i>Madam, l'intégrale</i>	Exit Compagnie	6	Une semaine de résidence suivi des 6 représentations qui composent l'intégrale des Madam	10 000
Bulle Bleue	Montpellier	4 au 8 février et 2 au 8 juillet	<i>Betty devenue Boop</i>	Interstices	10	Spectacle pour acteurs et marionnettes pour public de 6 à 12 ans	9 300
Théâtre la Vista	Montpellier	5 et 6 mars	<i>Amer</i>	L'Usine à rêves	2	lecture en musique live	1 200
Théâtre de verdure	Saussan	25 juillet	<i>BAMBAM</i>	Carré Menthe	1	Festival d'improvisation les herbes folles	1 000
Théâtre de verdure	Saussan	24 juillet	<i>Zazous Zélés</i>	Chansons d'Avril	1	Festival d'improvisation les herbes folles	1 000

Jérôme Savary	Villeneuve-lès-Maguelone	27 mai	<i>Dans la gueule du gnou</i>	Blabla Productions	2	Théâtre d'objets	2 400
L'Agora	Le Crès	1er juin	<i>Paçamambo</i>	Alegria Kryptonite	2	Théâtre jeune public	3 500
TOTAL							28 400

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention dans le cadre du fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale et au spectacle vivant, aux 7 compagnies listées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, Mme Radia TIKOUK, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160833-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Soutien au secteur culturel - Adhésion au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cafés Cultures - Convention constitutive - Désignation de représentants - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Consciente des difficultés rencontrées par les petits lieux de diffusion durant la crise actuelle de la Covid-19, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite adhérer au GIP Cafés Cultures afin de soutenir la diffusion et l'emploi artistique et technique dès que la situation sanitaire le permettra.

Le principe du GIP Cafés Cultures

Créé en 2015 à la suite d'une expérimentation réussie au sein de la région Pays de la Loire en 2012 et 2013, le GIP Cafés Cultures regroupe le ministère de la Culture, des collectivités locales adhérentes, les organisations professionnelles représentatives des cafés, hôtels et restaurants (CHR) et les syndicats d'artistes.

Le GIP Cafés Cultures a pour objet le soutien à l'emploi des artistes et des techniciens du spectacle dans les lieux de proximité, notamment les cafés. Cette activité d'intérêt général contribue à maintenir et à développer la diversité culturelle sur l'ensemble du territoire national. Le dispositif vise également à accroître l'accès d'un large public à la culture et au spectacle vivant.

Cette structure a ainsi pour principale mission de gérer un fonds de soutien de l'emploi artistique et technique du spectacle vivant, quelle que soit la discipline, afin de favoriser l'offre artistique dans des lieux de proximité, tels que les cafés, bars et restaurants, des établissements recevant du public de type N catégorie 5. Est donc concerné tout spectacle vivant du régime spécifique de l'intermittence présenté au sein d'un café, hôtel ou restaurant.

Le GIP Cafés Cultures met également en place des actions de formation et d'information en rapport avec ses activités auprès du public, des artistes et des exploitants de lieux de diffusion culturelle de proximité.

Le fonctionnement du fonds

Le fonds d'aide est abondé par des personnes morales de droit public (Ministère de la Culture et de la Communication, collectivités territoriales) et des personnes morales de droit privé (syndicat professionnels d'artistes et de l'hôtellerie-restauration) qui doivent adhérer au GIP Cafés Cultures.

Il n'y a pas de montant défini pour l'adhésion, chaque adhérent étant libre de contribuer à hauteur de ce qu'il souhaite. 90% des contributions financent le fonds d'aide à l'emploi artistique et 10% sont consacrés au fonctionnement du groupement. La contribution de chaque collectivité territoriale adhérente finance directement son propre territoire.

A l'année N+1, 10% de l'adhésion seront prélevés sur les crédits non consommés consacrés aux aides. Si les crédits sont totalement épuisés ou fortement consommés, il faudra alors engager à nouveau une adhésion.

L'aide accordée aux établissements correspond à la prise en charge d'une part de la masse salariale calculée en fonction du nombre de salariés, sur la base du salaire minimum brut. Le GIP Cafés Cultures prend donc en charge une part de la masse salariale, calculée en fonction du nombre de salariés, sur la base du salaire minimum brut. La part de la prise en charge dépend du nombre de salariés : de 26% pour un salarié à 65% à partir de 7 salariés.

Pour bénéficier de l'aide à l'emploi, l'établissement demandeur doit :

- être détenteur d'une licence de débit de boisson ou de restauration ;
- être employeur des artistes et techniciens ;
- relever de la convention collective des CHR ;
- disposer d'une jauge inférieure à 200 places ;
- déclarer les artistes et techniciens par le biais du Guichet Unique du Spectacle Occasionnel (GUSO) ;
- rémunérer les salariés au moins au montant minimum en vigueur (convention collective nationale du spectacle vivant privé) ;
- à partir de 7 spectacles par an, être détenteur de la licence d'entrepreneurs de spectacles.

Bien entendu, le demandeur doit être localisé sur le territoire d'une collectivité membre du GIP. Les enveloppes se cumulent avec les financements de l'Etat et d'autres membres du GIP Cafés Cultures.

Au niveau local

Sur le territoire de la Métropole, entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2020, 28 194 € ont été versés à douze établissements (sur vingt-cinq inscrits). Il y a eu 190 demandes d'aides pour 434 salaires impactés. Ce sont ainsi 212 salariés qui ont été concernés.

La Région Occitanie est adhérente depuis 2018 et a fait le choix de prioriser les grandes agglomérations de son territoire. Ainsi, des établissements de Montpellier Méditerranée Métropole ont pu bénéficier de ce fonds.

Au total, depuis 2018, les crédits aux aides de la région Occitanie consommés par les établissements sur le territoire métropolitain s'élèvent à 12 099 €.

Adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole

Consciente des difficultés rencontrées par les petits lieux de diffusion à l'occasion de la crise sanitaire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite adhérer à hauteur de 5 000 € à ce fonds, ce qui permettrait à un établissement situé sur le territoire métropolitain de bénéficier d'une aide plus forte dans la relance de l'activité artistique à la sortie de la crise sanitaire.

Ainsi, un établissement situé sur le territoire métropolitain hors Montpellier pourra, s'il répond aux critères susmentionnés, bénéficier de trois financeurs : Fonds National Pour l'Emploi Pérenne dans le Spectacle (FONPEPS), Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole. Un établissement montpelliérain pourra, s'il répond aux critères susmentionnés, bénéficier de quatre financeurs : FONPEPS, Région Occitanie, Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, il est nécessaire de désigner deux représentants (un titulaire et un suppléant) de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'assemblée générale du GIP Cafés Cultures.

Monsieur le Président propose les candidatures de Monsieur Éric PENSO en tant que titulaire et de Madame Clara GIMENEZ en tant que suppléante.

Il est proposé de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, et ce en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au GIP Cafés Cultures ainsi que le montant de la contribution proposé (5 000 €) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les termes de la convention constitutive afférente ;
- D'approuver les désignations de Monsieur Éric PENSO (titulaire) et de Madame Clara GIMENEZ (suppléante) en qualité de représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'assemblée générale du GIP Cafés Cultures, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, Mme Radia TIKOUK, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-157055-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention constitutive GIP Cafés cultures_ok.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Prise en charge des frais de déplacement, hébergement et restauration des auteurs invités dans le cadre de l'opération Partir en livre 2021 - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de la participation du réseau des médiathèques, pour la septième année consécutive, au temps fort « *Partir en livre* » (du 30 juin au 17 juillet 2021), manifestation nationale souhaitée par le ministère de la Culture et organisée par le Centre National du Livre, la direction des médiathèques sollicite la prise en charge des frais de déplacement, hébergement et restauration des auteurs invités : Fanny PAGEAUD (autrice), Isabelle WLODARCZYK (autrice), Pierre DIAZ (auteur), Natali Fortier (autrice et illustratrice), Charline COLLETTE (autrice et illustratrice), Pauline KALIOUJNY (autrice et illustratrice) et Céline PIBRE (illustratrice) et des associations La Happy Factory (créations/improvisations) et Odette LOUISE (temps de lectures par des conteuses).

Comme chaque année, la Métropole travaillera en étroite coopération avec le Centre National du Livre (ministère de la Culture), qui pilote cette opération d'envergure nationale ; afin de promouvoir la lecture auprès des jeunes sur leurs lieux de vacances ou de loisirs en plein air, il a été programmé :

- Des ateliers et rencontres avec les auteurs suivants : Fanny PAGEAUD, Isabelle WLODARCZYK, Pierre DIAZ, Natali FORTIER, Charline COLLETTE, Pauline KALIOUJNY et Céline PIBRE ;
- Des créations de l'association La Happy Factory, ainsi que des temps de lectures avec l'association Odette LOUISE.

Il proposé dans ce cadre et, compte tenu de l'importance de cette action et de ces intervenants, que soit prise en charge les frais réels (transports, stationnements, hébergements et restaurations) liés à leur venue sur le territoire métropolitain, pour un montant maximal évalué à 5 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la prise en charge aux frais réels des transports, stationnements, hébergements et restaurations liés à la venue de ces auteurs et associations, pour un montant maximum estimé à 5 000 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-157139-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Adhésion au réseau professionnel "RAMantique" 2021-2023 - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans la perspective du développement et du rayonnement de ses activités, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite pour le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades renouveler son adhésion à une association professionnelle du secteur du patrimoine culturel et de la médiation archéologique, le RAMantique, pour une durée de trois ans.

Le RAMantique est un réseau de professionnels de la médiation en archéologie et des périodes antiques, ayant pour but d'améliorer et d'enrichir la médiation de l'archéologie. L'association permet la mise en commun de pratiques professionnelles, de ressources et d'expériences autour de l'archéologie. Le musée Henri Prades souhaite maintenir sa présence au sein de ce réseau afin de favoriser le développement de projets innovants en matière de diffusion archéologique mais aussi de permettre des actions de formation continue pour les personnes en charge de ces questions (archéologues, conservateurs, médiateurs...).

Le coût annuel de l'adhésion est de 100 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser le renouvellement de l'adhésion du Site archéologique Lattara - musée Henri Prades à l'association professionnelle RAMantique au titre des années 2021, 2022 et 2023 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160658-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention Pluriannuelle d'Objectifs pour la Scène de Musiques Actuelles - Association Stand'art - Victoire 2 - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le nouveau projet artistique de Victoire 2 est en adéquation avec les modalités de soutien aux artistes du spectacle vivant prévues par la délibération n°M2021-52 adoptée en Conseil de Métropole du 1^{er} février 2021 qui précise son souhait de développer un projet de politique culturelle solidaire et responsable contribuant à la régulation de l'écosystème artistique sur son territoire.

Il est également conforme avec le soutien aux artistes se regroupant et mutualisant leurs énergies ainsi qu'avec l'attention portée par Montpellier Méditerranée Métropole aux projets assurant des conditions de juste rémunération salariale et de respect des droits des auteurs et artistes-interprètes. La délibération précitée affirme la défense de tous les projets visant à promouvoir les valeurs de non-discrimination, d'ouverture aux autres, de solidarité, d'égalité et de laïcité. Elle dispose que la place des femmes artistes et des compagnies et structures portées par des femmes sera au cœur de l'ensemble des réflexions et des actions visant à accentuer leur présence sur les plateaux, les scènes, les instances dirigeantes des structures culturelles ou dans les textes lus ou joués. L'ensemble de ces principes sont pris en compte dans le projet artistique de Stand'Art pour Victoire 2.

De plus, Montpellier Méditerranée Métropole développe une stratégie visant à structurer et renforcer ses différentes filières de spectacle vivant (Musique, Danse, Théâtre, Cirque et Arts de la Rue) de la formation jusqu'au rayonnement national en passant par le soutien à l'émergence et l'insertion professionnelle en s'appuyant sur ses équipements et ses partenaires tel que préconisé dans une étude interne réalisée en octobre 2017. A cet effet, le nouveau projet artistique et culturel de Stand'Art pour Victoire 2 propose de redéfinir l'identité artistique de Victoire 2 par une programmation exigeante et structurante témoignant d'un engagement fort envers l'émergence et la création locale s'y insère.

Par ailleurs, l'ambition de Montpellier Méditerranée Métropole est de développer un Schéma Territorial pour les Musiques Actuelles sur les cinq prochaines années qui englobera les perspectives de développement présenté dans le nouveau projet artistique de Victoire 2, mais également le projet d'établissement 2021/2027 du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole. Celui-ci a été approuvé en Conseil d'Etablissement du 6 décembre 2019 qui, au-delà de l'affirmation d'un enjeu majeur pour le maintien et l'enrichissement de sa mission historique et emblématique d'« enseignement artistique spécialisé » développe deux autres axes dans son projet, en faveur de l'animation du réseau, de l'aide aux pratiques amateurs, de la médiation culturelle et des liens avec l'enseignement supérieur auquel le projet artistique de Victoire 2 contribuera.

Enfin, une Convention cadre de Généralisation de l'Education Artistique et Culturelle (CGEAC) a été établie entre Montpellier Méditerranée Métropole, la DRAC Occitanie, la rectrice académique, le SDJES de l'Hérault permettant à Montpellier Méditerranée Métropole de créer les conditions d'un accès à la culture, d'une appropriation des lieux culturels, au développement des pratiques artistiques et culturelles et l'autonomie permettant à chaque jeune de réaliser son parcours culturel personnel, que l'association veillera à appliquer.

Il est proposé de valider la signature d'une nouvelle Convention Pluriannuelle d'Objectifs pour 4 ans (de janvier 2021 à décembre 2024) avec l'association Stand'art pour Victoire 2. Cette convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire titulaire du label Scène de Musiques Actuelles (SMAC) et les partenaires publics pour la mise œuvre du projet artistique et culturel du bénéficiaire et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

L'association Stand'art, s'engage, pour sa part, à mettre en œuvre en cohérence avec les orientations des politiques publiques de la culture menées par Montpellier Méditerranée Métropole, les missions générales des Scènes de Musiques Actuelles et les objectifs artistiques suivants :

- Réaliser le projet artistique et culturel qui enclenchera un processus de changements qui ont pour objectif d'affirmer le rôle essentiel de la structure dans le secteur des musiques actuelles et de la repositionner dans le paysage culturel et le développement du territoire métropolitain et régional ;
- Construire une relation avec tous les publics autour des musiques actuelles ;
- S'inscrire dans le cadre éthique et professionnel défini par la loi relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP).

Cette convention fixe :

- La mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel ;
- Les modalités de financement et les relations avec ses partenaires institutionnels ;
- Les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Les partenaires institutionnels financiers de l'association sont l'Etat, la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole. Ils s'engagent au travers de cette convention à apporter leur concours financier durant les quatre prochaines années pour un montant finalisé qu'après le vote des Assemblées délibérantes respectives, dans le respect du principe de l'annualité budgétaire. Pour chaque exercice budgétaire, une convention financière annuelle bilatérale fixera le montant de la subvention allouée par Montpellier Méditerranée Métropole et précisera notamment les conditions de mandatement, les règles de caducité et les conditions de la restitution éventuelle de la subvention.

Outre sa contribution financière annuelle, Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de l'association Stand'art, les biens immeubles et meubles dont elle est propriétaire et édifiés par elle sur le site. Cette mise à disposition fait l'objet d'une convention distincte entre Montpellier Méditerranée Métropole et de l'association Stand'art.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association Stand'art ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161760-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CPO Victoire 2 - Etat-Région-Métropole 2021-2024.pdf
- I_Projet Artistique & Culturel _21 - 24 - Stand'Art.pdf
- II_BDG_Prev_21-24_Stand'Art.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et le Réseau Canopé - Projet "Jeunes reporters au musée - Série de podcasts et web-tv par et pour les jeunes" - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre, dans le cadre de son action en faveur du public scolaire, et dans sa volonté de renforcer les dispositifs numériques pédagogiques, accueille et accompagne un projet élaboré pour Réseau Canopé avec l'Atelier Canopé de Montpellier, et qui entrent dans les objectifs d'éducation à l'image et aux médias et du parcours d'éducation artistique et culturel. Ce projet s'appuie sur l'histoire et les collections du musée, en interroge son rôle et sa place dans notre société aujourd'hui. Il se fonde sur la participation et la collaboration active des élèves et de l'enseignant qui s'y engagent, et que l'Atelier Canopé a pour mission d'accompagner.

Réseau Canopé, établissement public national à caractère administratif régi par les articles D.314-70 et suivants du Code de l'éducation nationale, a pour objectif de renforcer l'action de la communauté éducative en faveur de la réussite des élèves. Réseau Canopé est présent sur l'ensemble du territoire national, à travers les Ateliers Canopé, qui portent les missions de conseil, d'édition, d'accompagnement, de formation, et de mise à disposition d'outils et de dispositifs pédagogiques à destination des enseignants. Il est expressément indiqué que la convention sera suivie par la direction territoriale Occitanie de Réseau Canopé, située à Toulouse, et notamment par l'Atelier Canopé de Montpellier.

Le projet « Jeunes reporters au musée » se compose de deux propositions distinctes :

- L'écriture, l'enregistrement et la diffusion d'un ou plusieurs podcasts pour une classe de niveau collège, inspiré d'une œuvre ou plusieurs œuvres du musée, sélectionnées par les élèves après des visites réalisées au musée ;
- L'écriture, l'enregistrement et la diffusion d'une web-tv tournée depuis les salles du musée, par une classe de niveau lycée, dont le sujet sera élaboré par les élèves, sous la direction de l'enseignant. Ce sujet devra être en rapport avec les thèmes d'actualité culturelle qui auront été abordés à l'occasion des visites au musée et de leurs recherches documentaires.

À cette fin, les partenaires se donnent pour objectifs :

- D'identifier une classe d'un niveau collège et une classe d'un niveau lycée, avec la participation du Centre de Liaison de l'Enseignement et des Médias d'Information (CLEMI), dont l'adresse est située au 31 Rue de l'Université, 34000 Montpellier ;
- D'accueillir au musée les classes et l'enseignant porteur du projet ;
- D'assurer l'accompagnement pédagogique et technique grâce aux ressources de l'Atelier Canopé de Montpellier ;
- De valoriser les productions des élèves sur le site web et les réseaux sociaux du musée Fabre.

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par les parties et jusqu'au 31 décembre 2023, et pourra être renouvelée expressément pour une durée de trois ans, soit au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre le musée Fabre et le Réseau Canopé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160923-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat entre le Musée Fabre et Réseau Canopé

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et Ciné Photo Comédie - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

A la fin de l'année 2021 le musée Fabre proposera une exposition consacrée à l'ambitieuse politique d'enrichissement de ses collections menées depuis plus de quinze ans. De nombreux mécènes, tels que l'association des Amis du musée Fabre ou la Fondation d'entreprise du musée Fabre mais aussi des donateurs particuliers, artistes ou collectionneurs, s'associent également à l'acquisition de nouvelles œuvres d'art. Dans ce cadre, le musée Fabre souhaite donner la parole à ces donateurs sous la forme de courtes interviews filmées qui seront diffusées dans l'exposition.

Ciné Photo Comédie est une entreprise montpelliéraine en activité depuis 43 ans. Elle est spécialisée dans la vente et la location de matériel de tournage.

Dans le cadre de la production des portraits filmés, Ciné Photo Comédie souhaite apporter son soutien au musée Fabre en prêtant gracieusement le matériel nécessaire à la réalisation du projet. Le matériel sera utilisé et relèvera de la responsabilité de 1001 Production, prestataire du musée Fabre.

La convention a pour objet de définir les modalités de partenariat, son organisation, les droits et les obligations des parties contractantes pendant la période de collaboration entre le musée Fabre et Ciné Photo Comédie dans le cadre du prêt de matériel vidéo.

Ciné Photo Comédie s'engage à mettre à disposition de 1001 Production, prestataire du musée Fabre, le matériel vidéo établi dans la présente convention pour la réalisation des portraits des mécènes, donateurs et conservateurs du musée Fabre. En contrepartie de quoi le musée Fabre s'engage à faire figurer le logo de Ciné Comédie sur le cartel accompagnant les portraits.

La convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la conclusion de la convention de partenariat avec Ciné Photo Comédie ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160705-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et la Faculté d'éducation - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre, présente sur environ 9 200 m² un ensemble de plus de 900 peintures, sculptures et objets d'art datant du Moyen-âge à nos jours. D'importants espaces de médiation et une équipe qualifiée permettent d'accueillir un grand nombre de visiteurs dans le cadre de leur parcours scolaire.

La Faculté d'Éducation (FDE) est une composante de l'Université de Montpellier. La FDE se déploie sur l'ensemble de l'académie : Carcassonne, Mende, Montpellier, Nîmes et Perpignan. Elle est le principal opérateur des masters métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF) qui ont pour objectif de préparer aux concours de l'éducation nationale et de former professionnellement les enseignants du premier et du second degré et les Conseiller principal d'éducation (CPE). Elle forme également des formateurs, des animateurs et des médiateurs en licence et master. En 2020-2021, la FDE accueille environ 2500 étudiants sur l'ensemble de ses sites, dont 70 étudiants étrangers, Erasmus et échanges internationaux.

Il s'agit d'un renouvellement de convention qui s'inscrit dans la volonté de renforcer la coopération entre les deux structures, faire connaître les activités et les ressources du musée aux futurs enseignants, formateurs, animateurs et médiateurs, et en faciliter l'accès.

À cette fin, les partenaires se donnent pour objectifs :

- De favoriser l'accueil des étudiants, enseignants et formateurs de la FDE au musée Fabre, notamment à l'occasion des expositions temporaires ;
- De proposer, dans le cadre des formations conduites par la FDE, des interventions sur les collections du musée et sur les expositions temporaires ;
- D'expérimenter des dispositifs de formations de formateurs associant le musée Fabre et des enseignants et formateurs autour des collections du musée et des expositions temporaires ;
- De faciliter l'accès mutuel aux ressources documentaires pédagogiques ;
- D'élaborer, dans le cadre de projets à définir dans des avenants à la présente convention, des documents pédagogiques communs et d'en assurer la diffusion ;
- De faire connaître, au sein de la FDE et dans ses actions de formation et de partenariat, notamment à l'international, l'actualité et les actions du musée

Cette convention est conclue pour une année, renouvelée par tacite reconduction dans une limite de quatre reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la convention de partenariat entre le musée Fabre et la Faculté d'éducation,
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160836-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat entre le musée Fabre et la Faculté d'éducation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN) Union - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN) gère le régime obligatoire d'assurance maladie des professionnels de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la culture, des sports, et de la transition écologique et solidaire.

Le musée Fabre, acteur majeur dans le paysage culturel territorial présente sur environ 9 200 m² un ensemble de 900 œuvres. Il inscrit ses missions d'accessibilité et de transdisciplinarité au cœur de sa politique culturelle. Il est à ce titre un instrument majeur pour le développement culturel de l'ensemble des publics et souhaite ouvrir ses collections aux adhérents de la MGEN par le biais d'une réduction à la carte d'abonnement.

Ce partenariat permettrait de faire connaître à ce nouveau public les œuvres majeures du musée et ces expositions temporaires.

La convention a pour objet de définir l'organisation, pendant la période de collaboration entre le musée Fabre et la MGEN, pour l'accès au tarif réduit de la carte d'abonnement du musée Fabre.

Les engagements de la MGEN Union :

- Promouvoir dans ses supports de communication l'offre du musée Fabre, site web dédié et antenne locale ;
- Assurer une restitution annuelle des indicateurs de fonctionnement du programme au Partenaire.

Les engagements du musée Fabre :

- Faire bénéficier les membres MGEN qui pourront justifier de leur adhésion du tarif réduit à l'achat de l'abonnement au musée Fabre ;
- Fournir à MGEN les informations relatives aux offres ou à la programmation qu'il souhaite promouvoir et le visuel sous forme de fichier informatique correspondant à l'espace qui lui sera réservé dans les différents supports de communication ;
- Assurer une prise en charge des adhérents rencontrant des difficultés, ou souhaitant des informations complémentaires, en apportant une réponse dans un délai de 7 jours.

Cette convention est conclue pour une année reconductible deux fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat avec MGEN UNION ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Hervé MARTIN, M. Eric PENSO, Mme Agnès SAURAT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160464-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et la Chambre de Commerce Italienne pour la France - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre a publié en septembre 2020 *Peintures italiennes du musée Fabre de Montpellier, Catalogue raisonné*, ouvrage de 383 pages édité chez Silvana Editoriale. Cet important catalogue présente, commente et reproduit les quelques deux cents tableaux de cette collection. A cette occasion le musée Fabre propose une programmation spécifique dédiée à la peinture italienne, pour garantir une forte visibilité à cet ouvrage. Un cycle de huit conférences gratuites se tiendra à l'auditorium du musée lorsque ce dernier aura rouvert ses portes au public, et de nombreuses visites guidées dédiées à la peinture italienne seront proposées aux visiteurs.

La Chambre de commerce italienne est un acteur majeur de développement des relations France/Italie, rôle qu'elle exerce à travers cinq services : assistance aux entreprises, information, promotion, formation et tourisme. La Chambre de commerce italienne accompagne les entreprises françaises dans leurs démarches vers l'Italie en travaillant activement à promouvoir les partenariats entre les entreprises françaises et italiennes. A ce titre, la Chambre de commerce italienne pour la France dispose d'un important réseau d'entreprises et d'associations culturelles italiennes installées à Montpellier et dans sa région.

Le musée Fabre et l'antenne de Montpellier de la Chambre de commerce italienne ont souhaité établir un partenariat dans le cadre de la publication du catalogue raisonné des peintures italiennes du musée Fabre.

Ce partenariat permettrait de faire connaître la richesse patrimoniale et artistique des collections italiennes du musée, d'inscrire le musée Fabre dans son territoire, notamment en intensifiant les liens avec la communauté italienne établie dans la région, et de valoriser les recherches et les publications scientifiques tout autant que les ressources pédagogiques du musée Fabre.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat, son organisation, les droits et les obligations des parties contractantes pendant la période de collaboration entre le musée Fabre et la Chambre de Commerce Italienne pour la France dans le cadre de la programmation culturelle dédiée à la valorisation de la collection de peintures italiennes du musée Fabre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la conclusion de la convention de partenariat avec la Chambre de Commerce Italienne pour la France, antenne du Languedoc Roussillon ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-159692-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et le Cercle Mozart - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

En 2021 le musée Fabre célèbre le bicentenaire d'Alfred Bruyas, personnalité régionale ayant très fortement contribué au milieu artistique de son époque, en étant le mécène d'artistes majeurs de son temps, tels que Eugène Delacroix, Gustave Courbet ou Alexandre Cabanel. Le musée Fabre publiera au cours de l'hiver 2021-2022 le catalogue raisonné dédié à Alfred Bruyas qui figure parmi les grands donateurs du musée Fabre. L'ensemble de sa collection qu'il a donné au musée Fabre, ainsi qu'un travail de recherche inédit sur la personnalité du mécène seront présentés dans cet ouvrage.

Le cercle Mozart est une association loi 1901, dont le but est de favoriser les échanges d'idées et d'expériences sur des questions économiques, financières, sociales, environnementales, culturelles, philanthropiques et de mécénat du grand Montpellier et de la région Occitanie. Il est composé de plus de 250 membres tels que des chefs d'entreprises, des représentants de la société civile, de grands groupes, de PME-TPE, des professions libérales, des fonctionnaires, des Chambres de Commerce et d'Industrie et Chambres de Commerce et d'Industrie de Région (CCI-CCIR), des Chambres de Métiers, des artisans, des commerçants, des universitaires et des syndicalistes. Sa réflexion s'organise à travers des commissions qui travaillent sur des thèmes aussi variés que l'aménagement du territoire, la culture, la santé, le sport et la viticulture, pouvant soutenir financièrement des actions émanant de porteurs de projet.

Le musée Fabre et le Cercle Mozart ont souhaité établir un partenariat dans le cadre de la publication du catalogue raisonné dédié à Alfred Bruyas. Le Cercle Mozart apportera un soutien financier de 4 000 € en contrepartie de quoi il bénéficiera de visites guidées, d'exemplaires de l'ouvrage, ainsi que des invitations aux vernissages du musée Fabre.

Ce partenariat a pour enjeu de créer un lien entre le musée et une association influente de Montpellier composée en partie de cadres et dirigeants d'entreprises locales tout autant qu'il favorisera la promotion du musée Fabre dans la sphère privée de chefs d'entreprises locaux.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat, son organisation, les droits et les obligations des parties contractantes pendant la période de collaboration entre le musée Fabre et le Cercle Mozart dans le cadre de la publication du catalogue raisonné dédié à Alfred Bruyas.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat avec le Cercle Mozart ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160052-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et l'Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre et l'Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier ont souhaité s'associer pour accueillir les séances privées de l'Académie dans l'auditorium du musée Fabre et pour développer des actions transdisciplinaires et intergénérationnelles en faveur du public.

L'Académie, société savante créée en 1846, aujourd'hui association loi 1901 reconnue d'utilité publique, se réunit tous les lundis d'octobre à juin lors de séances dites privées ou publiques. Le musée Fabre est enclin à mettre à disposition de l'Académie l'auditorium Vittorio Alfieri pour les séances dites privées de l'Académie soit trois lundis par mois pendant deux heures et les séances dites administratives tenant place une fois par mois environ pour une durée de deux heures.

Le partenariat entre le musée Fabre et l'Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier a pour enjeu la collaboration entre deux structures majeures de Montpellier. Il favorisera le développement d'actions transdisciplinaires et transgénérationnelles ainsi que d'inscrire le musée Fabre dans son territoire.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat, son organisation, les droits et les obligations des parties contractantes pendant la période de collaboration entre le musée Fabre et l'Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier dans leurs activités annuelles et courantes.

Engagements du musée Fabre :

- Mise à disposition gracieuse de l'auditorium :
 - Pour les séances privées : tous les lundis de 17h à 19h30 entre le premier lundi d'octobre et le dernier lundi de juin, exceptés les lundis fériés et les lundis lorsqu'il y a une séance publique (premier lundi du mois) ;
 - Pour des séances administratives : un lundi par mois de 15h à 17h ;
- Présentation une fois par an par un conservateur du patrimoine du musée d'une conférence lors d'une séance publique de l'Académie ;
- Organisation d'une visite guidée à titre gracieux des expositions temporaires pour les membres de l'Académie ;
- Mise à disposition gracieuse de la cour Vieu pour l'organisation du cocktail protocolaire de l'Académie.

Engagements de l'Académie des Sciences et des Lettres :

- Mise à disposition d'une séance publique pour le musée Fabre ;
- Contribution intellectuelle des membres de l'Académie pour des actions culturelles à destination du public dont l'enjeu est la transdisciplinarité et l'intergénérationnel. Ces contributions sont à élaborer conjointement par le musée Fabre et l'Académie et feront si nécessaire l'objet d'un avenant à la présente convention ;
- Promotion du musée Fabre et de sa programmation.

La convention entrera en vigueur à compter de sa signature et pour une durée de cinq années.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes conclusion de la convention de partenariat avec l'Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160803-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et l'École Supérieure Travelling - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre, acteur majeur dans le paysage culturel territorial présente sur environ 9 200 m² un ensemble de 900 œuvres. Depuis sa réouverture en 2007 après plusieurs années de travaux, il a inscrit ses missions d'accessibilité et de développement de ses publics, particulièrement ceux issus l'enseignement supérieur et universitaire, au cœur de sa politique culturelle. Riche d'un fonds d'œuvres d'art constitué de peintures, d'objets d'art, de sculptures et d'arts graphiques couvrant une large période chronologique allant du XIV^{ème} au XXI^{ème} siècle, le musée Fabre est devenu une ressource iconographique et scientifique pour les étudiants. Il est un acteur incontournable de la vie artistique et culturelle locale, territoriale et nationale.

L'école supérieure Travelling est spécialisée dans la formation aux métiers du cinéma et de la télévision. Elle se positionne comme le premier centre de formation supérieure du Sud de la France entièrement dédié aux métiers du cinéma et de la télévision. La mission de Travelling consiste à développer les qualités essentielles qui permettront aux étudiants de réussir dans leurs futurs métiers : créativité, savoir-faire à la fois polyvalent et spécifique, réseau professionnel. Afin de répondre à toutes les exigences de production en matière de formation, l'école s'est dotée d'un parc d'équipement de pointe.

Le musée Fabre et l'école Travelling ont souhaité établir un partenariat dans le cadre de la valorisation des collections du musée Fabre, de son ancrage sur le territoire en lien avec le public étudiant et de la promotion de l'établissement. Ce partenariat a pour enjeu de créer un lien entre le musée et une école supérieure du territoire d'un secteur d'activité en plein essor au niveau local.

L'école Travelling contribuera aux projets du musée Fabre en réalisant des prises de vue vidéo des collections et des bâtiments du musée et réalisera deux films de promotion de l'établissement patrimonial.

En contrepartie de quoi le musée Fabre s'engage à offrir deux visites guidées, de donner l'accès au musée à un enseignant et de sa classe pour une visite en autonomie, de prendre en charge les déjeuners de toute l'équipe de tournage lors des journées de tournage (dépense de l'ordre de 400 € pour les deux journées) et d'inviter le directeur de l'école aux vernissages des expositions du musée Fabre.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat, son organisation, les droits et les obligations des parties contractantes pendant la période de collaboration entre le musée Fabre et l'école Travelling dans le cadre de la réalisation de deux films de promotion du musée Fabre.

La convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature. Elle pourra être prolongée chaque année par reconduction expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la conclusion de la convention de partenariat avec l'école Travelling ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160899-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de mécénat entre le musée Fabre et la Maison L'Œuf - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre souhaite bénéficier du mécénat en nature de la boulangerie pâtisserie montpelliéraine Maison L'Œuf pour répondre à ses besoins de produits alimentaires (viennoiseries, pâtisseries sucrée et salée) lors des événements organisés par les services du musée (restitutions de projets, colloques, rencontres et formations professionnelles, visites privées des mécènes, vernissages, Nocturne étudiante, Nuit des musées, moments de convivialité pour les équipes du musée).

Le musée Fabre souhaite par ailleurs initier une collaboration inédite avec l'entreprise, qui s'engage à créer des pâtisseries à l'effigie de certaines œuvres du musée Fabre. Une reproduction des œuvres ainsi qu'un texte rédigé conjointement par le conservateur du patrimoine en charge de la collection et le chef pâtissier seront présentés dans la boutique commerçante lorsque les pâtisseries à l'effigie des œuvres du musée seront commercialisées.

Ce partenariat prendrait la forme d'un engagement sur une année renouvelable.

Le partenariat entre le musée Fabre et la boulangerie pâtisserie montpelliéraine Maison L'Œuf est une association d'image inédite entre un établissement culturel métropolitain et un commerce du centre-ville. Outre la valorisation du musée et de ses œuvres hors les murs et de façon originale, l'enjeu est aussi la promotion de la politique de mécénat du musée Fabre. En effet, un tel mécénat doit servir d'exemple aux TPE montpelliéraines encore peu sensibilisées au mécénat d'entreprise.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mécénat, son organisation, les droits et les obligations des parties contractantes pendant la période de collaboration entre le musée Fabre et l'entreprise Maison L'Œuf.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la conclusion de la convention de mécénat avec l'entreprise Maison L'Œuf ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-159704-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de mécénat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de mécénat de compétences entre le musée Fabre et la société Acelys - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre présentera à partir du mois de mai 2022 la première exposition monographique consacrée au peintre Louis GAUFFIER (1762-1801) qui fut un proche de François-Xavier FABRE comme l'atteste la forte représentation de cet artiste dans les collections du musée Fabre.

Dans ce cadre, le musée Fabre souhaite mettre à disposition du public un dispositif numérique permettant de présenter deux carnets de dessins de l'artiste. Sous la forme d'une application numérique, le dispositif permettra de feuilleter l'intégralité des pages des carnets de Louis GAUFFIER. Une fonctionnalité de zoom sera également intégrée au développement technologique.

L'entreprise montpelliéraine Acelys, qui a déjà accompagné le musée Fabre dans des actions de mécénat, notamment lors des expositions « Francis BACON – Bruce NAUMAN, Face à Face » et « PICASSO. Donner à voir », souhaite apporter son expertise en ingénierie informatique au service du dispositif souhaité par le musée Fabre dans le cadre d'un mécénat de compétences. Cette action de mécénat est évaluée à 60 jours homme et chiffrée à 30 800 €.

Conformément aux dispositions de la loi n°2003-709 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, la société Acelys pourra bénéficier de contreparties offertes par le musée Fabre à hauteur de 25% du montant du don. Ces contreparties seront au choix du mécène parmi les prestations de billetterie et de privatisation d'espace du musée Fabre.

Ce mécénat a pour enjeu de proposer un dispositif de médiation numérique qualitatif ainsi que de renforcer les liens entre le musée et cet acteur économique majeur du territoire.

La convention a pour objet de définir les modalités de l'action de mécénat de compétences, son organisation, les droits et les obligations des parties contractantes pendant la période de collaboration entre le musée Fabre et Acelys dans le cadre de l'exposition dédiée à Louis GAUFFIER.

La convention entrera en vigueur à compter de sa signature et cessera de plein droit de produire effet après une durée d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de mécénat avec la société Acelys ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160931-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de mécénat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention entre le musée Fabre et l'association LineUp - Avenant - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre, acteur majeur dans le paysage culturel territorial présente sur environ 9 200 m² un ensemble de 900 œuvres. Il inscrit ses missions d'accessibilité et de transdisciplinarité au cœur de sa politique culturelle. Il est à ce titre un instrument majeur pour le développement culturel de l'ensemble des publics et souhaite ouvrir ses collections à des champs pluridisciplinaires et notamment à celui du Street Art.

Les visites en partenariat avec l'association Line Up ont pour objectif de proposer un nouveau regard sur les collections permanentes et d'offrir au public une médiation renouvelée, tout en favorisant l'accès du musée à des publics n'ayant pas pour habitude de s'y rendre.

L'association Line Up, qui regroupe des artistes plasticiens et passionnés de la culture Street Art et Graffiti, partage les savoirs et savoir-faire d'un véritable patrimoine vivant. Le musée Fabre et Line Up s'associent pour faire (re)découvrir art classique et art urbain à travers la Ville de Montpellier, afin d'explorer le terrain de jeu d'artistes urbains locaux et internationaux et leurs références à l'histoire de l'art.

L'avenant à la convention signée en 2019 a pour objet la modification de l'article 4 concernant les tarifs de visites Street art proposées au musée Fabre et dans la Ville de Montpellier ainsi que le coût de du médiateur de Line Up.

Le musée Fabre s'engage à mettre à disposition un médiateur pour chaque visite Street art et à prendre à sa charge l'intégralité de l'émission de la billetterie, ainsi que le coût de la prestation de la médiatrice de Line Up lors de chaque visite, soit 180 € par visite. Il encaissera l'ensemble des recettes. Les visites street art seront proposées au tarif plein de 11 €, au tarif Métropole et au tarif réduit de 7 € dans la limite de 15 personnes par visite. Ces billets donnent accès aux collections du musée Fabre et de l'hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran avant et après la visite dans les horaires habituels du musée Fabre.

Line Up s'engage à animer la partie visite en ville de la visite Street art et apporter un contenu technique lors des visites au sein du musée. LineUp s'engage à faire valider le devis de prestation de la guide avant chaque visite et avant édition de la facture correspondante.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant à la convention de partenariat avec Line Up ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160636-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant convention musée Fabre LineUp.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Musée Fabre - Adhésion à des réseaux d'échanges professionnels - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Depuis plusieurs années, le musée Fabre adhère à des réseaux professionnels qui ont notamment pour objectif le partage de bonnes pratiques et d'expériences avec d'autres institutions et lieux culturels. Pour l'année 2021, il est proposé d'autoriser le renouvellement de l'adhésion aux réseaux suivants :

Club Innovation et Culture (CLIC France) – Montant annuel de l'adhésion : 786 €

Depuis 2008, le CLIC fédère les musées, lieux de patrimoine et de sciences français les plus innovants en matière de nouveaux services numériques destinés au public. Ce réseau est constitué de plus de 300 lieux culturels et d'une quinzaine d'entreprises qui souhaitent partager leurs bonnes pratiques et développer des projets numériques communs et innovants. Le CLIC est une ressource pour la mise en place des projets et un lieu d'échange, notamment par le biais du congrès annuel qui permet de découvrir les projets innovants et constitue un temps de rencontres entre professionnels du secteur.

Club business Sud de France – Montant annuel de l'adhésion : 300 €

Le Club Business réunit les établissements et structures du secteur du tourisme d'affaires : hôtellerie de charme et de caractère 5*, 4* ou 3* avec centres de séminaires, palais des congrès, domaines viticoles, monuments historiques et sites d'exception dédiés à l'événementiel sous toutes ses formes. Ce sont près de 76 établissements qui ont d'ores et déjà rejoint ce club d'excellence et notamment les établissements et activités de la région visant à satisfaire les entreprises et institutionnels pour l'organisation de congrès, séminaires,ancements de produits etc. Le Club Business participe tout au long de l'année à des salons et workshops professionnels lui permettant de présenter l'offre de la destination Occitanie, Pyrénées-Méditerranée sur le marché du tourisme d'affaires.

Le montant de ces adhésions pour l'année 2021 s'élève à 1 086 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser, pour l'année 2021, l'adhésion pour l'année 2021 aux réseaux d'échanges professionnels susmentionnés ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160070-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Réseau des médiathèques et du livre - Renouvellement de la convention entre l'Université Paul Valéry Montpellier 3 hébergeant le Centre régional du Sudoc-PS Occitanie-Est et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

L'Agence Bibliographique de l'Enseignement Supérieur (ABES) a développé le catalogue collectif national des publications en série (revues, périodiques, collections). Il est interrogeable librement et gratuitement via le Web.

Toute structure documentaire française, quel que soit son statut (bibliothèque universitaire, bibliothèque municipale, centre de documentation, centre d'archives, etc.) peut devenir membre du réseau Sudoc-PS pour signaler et valoriser ses collections de revues. Toutes les collections sont accessibles aux utilisateurs, par prêt des originaux, fourniture d'une reproduction par le dispositif du prêt entre bibliothèques ou mise à disposition pour consultation sur place ou accès distant.

La médiathèque centrale de Montpellier Méditerranée Métropole possède d'importantes collections de revues et journaux, notamment des titres anciens, susceptibles d'intéresser un public d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs. Afin de donner une visibilité nationale et internationale à ces fonds, et d'en ouvrir l'accès à un public distant, la Métropole adhère au réseau du Sudoc-PS depuis 2014.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de coopération entre le Centre régional du Sudoc-PS Occitanie-Est, rattaché à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et Montpellier Méditerranée Métropole : récupération de notices pour les titres non présents dans le catalogue pour éviter toute saisie, mise à jour en ligne des états de collections (volume, tome, année, mois, jour), support technique pour accéder au catalogue en ligne, formation et accompagnement du personnel.

Tout en aidant à une meilleure complétude du catalogue local, cette coopération s'inscrit dans les missions régionales et nationales du réseau des médiathèques. Ce catalogue, auquel toutes les grandes bibliothèques participent, est un outil de collaboration important entre bibliothèques de lecture publique et bibliothèques de l'enseignement supérieur.

Ce catalogue permet au réseau des médiathèques de disposer de plus de 1122 localisations sous les notices de la base de données nationale des périodiques, dont 80 notices créées par les bibliothécaires de Montpellier Méditerranée Métropole pour des notices de revues absentes dans la banque de données. Au cours des prochaines années, ce travail d'inventaire des collections et de signalement est à poursuivre, pour les rendre toujours plus accessibles pour les usagers.

Par délibération n°11868 en date du 24 septembre 2013, le Conseil de Métropole avait approuvé la signature d'une première convention avec la Bibliothèque interuniversitaire de Montpellier relative à ce projet de coopération. Cette convention étant arrivée à échéance en décembre 2019, il est aujourd'hui proposé de la renouveler pour une durée de cinq ans. Le renouvellement en 2020 avait été validé par le Conseil de Métropole mais la procédure n'avait pas pu aboutir en raison d'erreurs dans la convention-type et de changement au sein de l'organigramme de la Bibliothèque interuniversitaire de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le renouvellement de la convention avec l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 hébergeant le Centre régional du Sudoc-PS Occitanie-Est ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160000-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 34_2021-04_Conv_SUDOC-PS-Occitanie-Est_Médiathèques Montpellier.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de partenariat entre l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 (LabEx ARCHIMEDE) et le musée Henri Prades pour l'organisation, la promotion, l'édition de publications et la communication de l'exposition ' Gaulois ? Gaulois ! Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques ' - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La prochaine exposition temporaire du musée Henri Prades, intitulée *Gaulois ? Gaulois ! Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques*, est prévue du 20 novembre 2021 au 4 juillet 2022. Dans un second temps, et après adaptation, elle fera l'objet d'une présentation dédiée au musée de Bibracte de mars à novembre 2023.

Organisée en collaboration avec le laboratoire d'excellence (LabEx) ARCHIMEDE, porté par l'Université Paul-Valéry, cette exposition qui fait également l'objet d'un partenariat de production distinct avec le musée Bibracte, est consacrée à la question des identités gauloises qui se définissent et évoluent entre le IIIe et le Ier siècle avant notre ère, face à une présence romaine de plus en plus importante.

La convention a pour objet de définir la nature et les modalités de la collaboration scientifique et culturelle entre le musée Henri Prades et le LabEx ARCHIMEDE pour l'organisation, la promotion, l'édition de publications et la communication de l'exposition temporaire qui se tiendra au musée Henri Prades.

Le LabEx Archimède participe à la définition du contenu scientifique de l'exposition (élaboration de la liste d'œuvres et du parcours de l'exposition, définition des problématiques de sections...), finance et définit la ligne éditoriale des publications (petit journal, supports didactiques et calendrier des manifestations culturelles de l'exposition) ainsi que l'élaboration du catalogue.

Le musée Henri Prades conçoit l'exposition en lien avec le LabEx ARCHIMEDE et définit avec lui les actions de médiation ainsi que les opérations de promotion et de communication qui s'y rattachent.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 (LabEx ARCHIMEDE) et le musée Henri Prades pour l'organisation de l'exposition *Gaulois ? Gaulois ! Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques* ;
- De dire que les crédits sont prévus au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160620-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_expo Gaulois_catalogue Labex - Lattara.docx
- Annexe 1 Décomposition des coûts d'édition du catalogue de l'exposition.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de coopération entre le musée Bibracte et le musée Henri Prades pour la conception, la production et la valorisation de l'exposition temporaire ' Gaulois ? Gaulois ! Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques ' - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La prochaine exposition temporaire du musée Henri Prades, intitulée *Gaulois ? Gaulois ! Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques*, est prévue du 20 novembre 2021 au 4 juillet 2022. Dans un second temps, et après adaptation, cette exposition fera l'objet d'une présentation dédiée au musée de Bibracte de mars à novembre 2023.

Organisée en partenariat avec le musée Bibracte, cette exposition qui fait également l'objet d'une collaboration distincte avec le laboratoire d'excellence (LabEx) ARCHIMÈDE porté par l'Université Paul-Valéry, est consacrée à la question des identités gauloises qui se définissent et évoluent entre le III^{ème} et le I^{er} siècle avant notre ère, face à une présence romaine de plus en plus importante.

La présente convention a pour objet de définir la nature et les modalités de la collaboration scientifique et culturelle entre le musée Henri Prades et le musée Bibracte pour la conception, la production et la valorisation de cette exposition.

Le musée Bibracte assurera le marché de graphisme, mettra à disposition son fonds photographique et financera la production d'un film d'animation introductif présentant le thème de l'exposition.

Le musée Henri Prades assumera le marché de scénographie, les coûts de production et de montage d'un film de 12mn sur les fouilles en lien avec l'exposition et participera à l'élaboration du catalogue de l'exposition en partenariat avec le LabEx ARCHIMÈDE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre le musée Bibracte et le musée Henri Prades pour la conception, la production et la valorisation de l'exposition temporaire *Gaulois ? Gaulois ! Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques* ;
- De dire que les dépenses et les recettes correspondantes sont prévues au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160654-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Bibracte expo Identites gauloises.docx
- Annexe 1 Plan de financement de l'exposition.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville de Montpellier, la société ViàOccitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Par délibérations en date des 31 janvier et 9 février 2019, et afin de soutenir le développement d'offres de programmes audiovisuels sur le territoire, le Conseil de Métropole et le Conseil municipal de la Ville de Montpellier ont autorisé la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens tripartite, pour une durée de 3 ans, avec la société 7L, aujourd'hui dénommée TV Sud Montpellier, qui édite et diffuse la chaîne de télévision locale *Via Occitanie*. En effet, les télévisions locales, parce qu'elles favorisent le lien social, l'information de proximité et participent au pluralisme démocratique, à l'exercice de la liberté d'expression et à la valorisation des territoires, représentent des acteurs majeurs au sein du secteur audiovisuel local.

Dans le cadre de cette convention, TV Sud Montpellier *Vià Occitanie* s'engage notamment à couvrir différents aspects de la vie locale par des angles variés : social, économie, culture, sport, politique, etc., de l'échelle communale à celle de la Métropole, voire du pôle métropolitain. L'ensemble des productions réalisées dans ce cadre est mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier et peut être librement réutilisé et diffusé par les deux collectivités.

Outre des thématiques et sujets ciblés, une attention majeure est par ailleurs accordée au soutien des producteurs locaux et donc au rôle structurant qu'une chaîne locale peut jouer auprès des producteurs et auteurs du territoire.

En contrepartie de ces engagements, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole versent à la société TV Sud Montpellier une participation annuelle forfaitaire s'élevant, respectivement, à 60 000 € HT et 250 000 € HT.

Diverses précisions devant être apportées à cette convention afin de poursuivre la collaboration dans les meilleures conditions, il est proposé d'autoriser la signature d'un avenant n°1 dont l'objet est de mettre en avant la thématique culturelle, de préciser les différents formats des programmes proposés, ainsi que de privilégier la place du direct à l'antenne, compte tenu notamment du rôle de proximité que joue la chaîne en matière d'information dans le contexte actuel de crise sanitaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec la Ville de Montpellier et la société TV Sud Montpellier,
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-157534-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant à la Convention pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens - Ville de Montpellier - M3M - via Occitanie V4.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de dépôt d'objets archéologiques du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole, au musée d'Ambrussum de la Communauté de commune du Pays de Lunel 2021-2025 - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'ouverture du musée d'Ambrussum à Villetelle en 2011, une convention de dépôt a été signée entre le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole et le musée d'Ambrussum de la Communauté de communes du Pays de Lunel, concernant une sélection d'objets archéologiques présentés dans l'espace d'exposition.

Cette convention, renouvelée par avenant en 2016 est arrivée aujourd'hui à son terme. Afin de répondre au mieux aux attentes du public, le musée d'Ambrussum souhaite poursuivre les partenariats établis lors de son ouverture. Ainsi, afin de maintenir la présentation des différentes thématiques, et après qu'une nouvelle campagne de récolement a été programmée, il convient de renouveler le dépôt de 119 objets archéologiques appartenant au fonds du musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de dépôt d'objets archéologiques du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole au musée d'Ambrussum de la Communauté de Communes du Pays de Lunel ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161696-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_de_depot_Ambrussum-Lattara 2021-2025.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Résidence de création littéraire Lattara - Bourse de création - Accueil et prise en charge des frais de Lou DARSAN - Demandes de subventions afférentes - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La résidence de création littéraire Lattara – Montpellier Méditerranée Métropole a ouvert ses portes début janvier 2017, dans l'enceinte du musée archéologique Henri-Prades de Lattes. Il s'agit d'un lieu de création mais également d'un outil de rayonnement territorial, aménagé pour accueillir tout au long de l'année des auteurs et artistes pour des durées variables.

Cette résidence est née de la forte volonté politique de Montpellier Méditerranée Métropole de soutenir et d'encourager la création littéraire, et plus largement les politiques publiques autour du livre. En effet, ce dispositif d'aide à la création vient compléter l'offre de lecture publique déjà riche dans la Métropole, aux côtés du réseau des médiathèques, composé de 15 établissements répartis sur le territoire de la Métropole (32 500 m² de médiathèques, 1,5 million d'entrées, 2,3 million de prêts) ainsi que la Comédie du Livre, manifestation littéraire nationalement et internationalement reconnue, mais aussi l'Agora des savoirs, cycles de conférences autour des sciences.

Cette résidence de création littéraire fonctionne de la manière suivante :

- de janvier-février à mai : soutien à la jeune création littéraire contemporaine, résidence de création assortie d'une bourse de création. L'auteur candidat doit avoir publié au moins un ouvrage à compte d'éditeur en langue française et être éligible à une bourse du Centre National du Livre. Il doit avoir pour projet littéraire la création d'une œuvre déjà en cours ou encore à l'état de projet, en langue française dans les genres littéraires suivants : fiction, littérature jeunesse, bande dessinée, illustration, poésie ou écriture dramatique. L'auteur accueilli y consacre au moins 70% de son temps à la création artistique, et au maximum 30% de son temps à des actions de médiation sur le territoire de la Métropole et régional, en lien avec la Direction de la Culture et du Patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, les équipements et acteurs culturels locaux, les établissements scolaires et universitaires ;
- de septembre à décembre : soutien à la création culturelle locale ou en lien avec des acteurs locaux dans le cadre de partenariats.

Le romancier comorien Ali Zamir, auteur du premier roman *Anguille sous roche* (Le Tripode), en a été le premier résident en 2017. Il y a mené à bien l'écriture de son second livre, *Mon étincelle* (Le Tripode, 2017). En 2018, François Beaune y a achevé son texte *Omar et Greg* (Le Nouvel Attila, septembre 2018). Pour l'édition 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a accueilli l'écrivain Aymen Gharbi, né en 1981 en Tunisie, qui a publié son premier roman *Magma Tunis* aux éditions Asphalte. En 2020, Hugo Paviot a été accueilli dans le cadre de cette résidence pour travailler sur son 2^{ème} roman. Il a publié son 1^{er} roman *Les oiseaux rares* aux éditions du Seuil en janvier 2020.

En 2021, Lou Darsan est accueillie dans le cadre de cette résidence, durant trois mois, pour l'écriture de son 2^{ème} roman. Elle a publié *L'Arrachée belle* aux éditions La contre allée en août 2020. Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole prenne en charge l'intégralité de la bourse de l'auteure accueillie, à hauteur de 2000 € par mois, soit 6 000 € pour la période ; sauf dans le cas d'une aide financière du Centre National du Livre qui viendrait s'y substituer en partie.

Montpellier Méditerranée Métropole prendra également en charge, aux frais réels, les frais de déplacements de l'auteure invitée, depuis son domicile, et, le cas échéant, vers les différents lieux d'intervention sur le territoire de la Métropole et régional, pour un montant estimé à 1 000 €.

En soutien à l'organisation de ces résidences, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter les subventions les plus larges possibles auprès du Centre National du Livre, de la Région Occitanie et de la Direction Régionale des affaires Culturelles Occitanie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser la prise de la bourse de création de Lou Darsan à hauteur de 6 000 € pour l'année 2021 et la prise en charge aux frais réels des frais de déplacements, à hauteur de 1 000 € ;
- D'approuver les termes de la convention de résidence avec Lou Darsan ;
- D'autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès du Centre National du Livre, de la Région Occitanie et de la Direction Régionale des affaires Culturelles Occitanie ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-157211-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de résidence

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Comédie du Livre 2021 - Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier pour l'organisation de la manifestation - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'organisation et la réalisation de la Comédie du Livre, manifestation dont la 36^e édition se tiendra du 4, 5 et 6 juin 2021. La gestion de certains équipements, biens matériels et immatériels utilisés dans le cadre de la manifestation demeure de la compétence de la Ville de Montpellier.

Afin de préserver la bonne organisation de cet événement, certains lieux et matériels de la Ville doivent être mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole. La Ville offrira par ailleurs un accompagnement et un soutien logistique, liés à cette mise à disposition. A cette fin, une convention de partenariat doit être conclue pour l'année 2021. En raison des conditions sanitaires liées à l'épidémie de Covid-19, la manifestation 2021 sera essentiellement numérique mais certaines mises à disposition de matériel ou de personnel ont vocation à être maintenues, quoique à un niveau nettement moindre que les années précédentes.

Dans le cadre de ce partenariat, la Ville interviendra à titre gratuit ; les coûts indirects liés à l'accueil du public, au nettoyage et à l'accompagnement technique feront l'objet d'une prise en charge directe par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la 36^e édition de la Comédie du Livre ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-158470-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'association Grain d'Images pour l'organisation de la manifestation "Les Boutographies" - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

L'association Grain d'image, basée à Montpellier dans le quartier Boutonnet, organise depuis 2001 une manifestation dédiée à la photographie contemporaine, les « *Boutographies - Rencontres photographiques de Montpellier* ». Développée à partir de son quartier d'origine, cette manifestation se déroule depuis 2008 dans différents lieux d'exposition du centre historique de la Ville de Montpellier. Elle contribue à la promotion des jeunes photographes européens en lançant chaque année un appel à participations. Un jury de professionnels sélectionne 12 à 15 dossiers destinés à être exposés en fonction de la singularité de la démarche de l'auteur, et 15 à 20 projets à présenter par vidéo-projection.

Pour l'année 2021, l'association souhaite présenter la sélection d'œuvres de l'année 2021 et celle de l'année 2020, qui n'a pu donner lieu à une exposition en raison du confinement sanitaire. L'exposition de l'année 2021 aura lieu du 8 au 30 mai.

Pour la mise en œuvre du festival des « *Boutographies – Rencontres photographiques de Montpellier* », l'association bénéficiaire, Grain d'image, a sollicité une subvention auprès de la Ville de Montpellier, ainsi qu'un soutien en nature de la part de Montpellier Méditerranée Métropole.

Considérant que ce projet contribue au développement de sa politique culturelle, Montpellier Méditerranée Métropole mettra gracieusement à sa disposition l'auditorium et la cour Vien du musée Fabre pour l'après-midi et la soirée du samedi 8 mai 2021, jour d'inauguration du festival. L'association y organisera dans l'après-midi du samedi 8 mai une rencontre avec des artistes, une cérémonie de remise des prix et, dans la soirée, un cocktail apéritif. Cette mise à disposition peut être valorisée à hauteur de 4 500 €, conformément aux tarifs 2021 approuvés par délibération n°M2020-483 du 17 décembre 2020.

Cet engagement se formalise par une convention tripartite avec l'association Grain d'image, et la Ville de Montpellier, qui contribue également à soutenir l'édition 2021 des « *Boutographies – Rencontres photographiques de Montpellier* ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association Grain d'image et la Ville de Montpellier relative à l'organisation de la manifestation « *Les Boutographies - Rencontres photographiques de Montpellier* » ;
- De dire que cette mise à disposition à titre gratuit constitue une subvention en nature, qui sera à ce titre inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole et dans les comptes de l'association ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Yves BARRAL, Mme Véronique BRUNET, Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-158445-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention Boutographies 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Domaine d'O - Conventions d'exploitation avec l'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du Domaine d'O - Autorisation de signature

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

L'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) pour la gestion des activités artistiques et culturelles sur le Domaine d'O a été créé par délibération du Conseil départemental de l'Hérault en date du 2 mars 2009.

Le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de la loi NOTRe, et par convention en date du 23 décembre 2016, ont défini le transfert au 1^{er} janvier 2018 de la compétence Culture comme la mise à disposition de la Métropole des équipements culturels dédiés aux spectacles vivants situés dans la partie nord du Domaine d'O.

A ce titre, l'EPIC du Domaine d'O relève depuis à cette date de la gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole, et représente l'un des éléments majeurs de la politique culturelle métropolitaine en matière de spectacle vivant, au regard notamment de la qualité de ses installations, du nombre, de la renommée et de la diversité des manifestations culturelles qu'il organise et accueille. Il produit en effet une saison culturelle, chaque année d'octobre à mars, ainsi que plusieurs festivals. Il accueille par ailleurs plusieurs festivals d'envergure nationale tels que le Printemps des comédiens, le Festival Radio France Occitanie Montpellier ou Arabesques.

En application de la convention de transfert susvisée et du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de tous les pouvoirs de gestion sur les biens qui lui ont été mis à disposition, notamment celui d'autoriser l'occupation des biens du domaine public qui lui ont été remis. Par délibération en date du 27 novembre 2017, le Conseil de Métropole a ainsi autorisé la signature d'une convention d'exploitation qui fixe notamment la composition des instances de contrôles, les missions de service public confiées à l'EPIC, les conditions de mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers, les modalités d'approbation des programmes d'actions et de communication établis par l'EPIC, ainsi que les calendriers de remise des rapports d'activité et financiers.

Cette convention étant arrivée à échéance, il est proposé, afin de permettre à l'EPIC de poursuivre ses activités, de la renouveler et d'autoriser la signature d'une nouvelle convention, pour une durée d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions d'exploitation entre l'EPIC du Domaine d'O et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 20 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Guy LAURET, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-149968-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_EPIC_3M_mise à disposition domaine_vdef.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Complexe sportif Yves-du-Manoir - Stade d'honneur - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Hérault Rugby Club - Saison sportive 2021-2022 - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau.

Le Montpellier Rugby Club, double vice-champion de France en 2011 et 2018 et double vainqueur du Challenge européen en 2016 et 2021, évolue au plus haut niveau du championnat de France Top 14 et dispute l'ensemble de ses rencontres à domicile au sein du stade d'honneur du complexe sportif Yves-du-Manoir, propriété pleine et entière de Montpellier Méditerranée Métropole.

La présence d'une équipe de haut niveau comme le Montpellier Rugby Club répond aux attentes d'un très large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national et européen.

C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite continuer à faire bénéficier le club d'espaces, déterminés par convention, au sein des installations du complexe sportif Yves-du-Manoir pour la saison sportive 2021-2022.

La convention est reconduite pour une année, afin de poursuivre les discussions engagées entre la Métropole et la SASP, sur le devenir du complexe Yves-du-Manoir.

Dans cette perspective, il convient d'établir avec le club occupant, avant le début de la saison sportive 2021-2022, une convention d'occupation temporaire du domaine public métropolitain qui prévoit la mise à disposition de certains espaces de l'équipement et règle les obligations réciproques du club et de la Métropole à compter du 1^{er} juillet 2021.

Cette convention prévoit la mise à disposition non exclusive du terrain d'honneur du complexe sportif ainsi que de certains espaces situés sur les abords de l'aire de jeux et au sein des bâtiments du stade afin de permettre au club d'assurer l'organisation des rencontres de l'équipe professionnelle du Montpellier Rugby Club.

La convention prévoit également la mise à disposition exclusive de bureaux, de vestiaires, de la salle de préparation physique, des locaux supporters, de la boutique, du local de restauration rapide et de créneaux d'utilisation du stade d'entraînement.

En contrepartie de cette occupation du domaine public, le club devra s'acquitter d'une redevance fixe annuelle, qui prend en compte les avantages de toute nature dont il bénéficie du fait de cette occupation.

Dans ce cadre, la redevance fixe d'occupation du stade d'honneur de rugby est arrêtée à 301 000 € HT pour la période du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 (saison 2021-2022).

À cette redevance fixe s'ajoutera une redevance variable établie à la fin de chaque saison sportive en fonction des recettes issues de l'exploitation du stade les jours de match.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la convention de mise à disposition des espaces du stade d'honneur du complexe sportif Yves-du-Manoir pour la saison sportive 2021-2022 ;
- De dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-157989-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MHR - AOT 2021-2022 v01-06-2021 (sans naming).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Stade de la Mosson - Mondial 98 - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Hérault Sport Club - Saisons sportives 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Hérault Sport Club, qui évolue en championnat de France de Ligue 1, dispute ses rencontres au Stade de la Mosson – Mondial 98 transféré de la Ville de Montpellier à la Métropole par la délibération n° 4848 du 22 octobre 2002.

La présence d'une équipe professionnelle qui évolue au plus haut niveau répond aux attentes d'un très large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national. C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite continuer à faire bénéficier le Montpellier Hérault Sport Club des installations du Stade de la Mosson – Mondial 98 pour les saisons sportives 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024.

Dans cette perspective, il convient d'établir avec le club occupant, avant le début de la saison sportive 2021-2022, une convention d'occupation temporaire du domaine public métropolitain qui prévoit la mise à disposition de certains espaces de l'équipement et règle les obligations réciproques du club et de la Métropole à compter du 1^{er} juillet 2021.

Les biens mis à disposition au sein de l'enceinte du Stade de la Mosson – Mondial 98 comprennent le terrain de jeux, les abords du terrain de jeux et des bâtiments, l'ensemble des bâtiments (la billetterie, les tribunes comprenant les emplacements affectés en priorité à la presse, les salles mises à la disposition des services de police, de sécurité et de secourisme, les locaux ou autres lieux affectés à l'occasion des matchs à la vente de boissons ou à la restauration, le parking du père Jourdan (250 places) et les espaces loges, à l'exception de ceux conservés par Montpellier Méditerranée Métropole. L'ensemble des biens et espaces sont mis à la disposition de la société de manière non exclusive. En effet, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'organiser des manifestations en dehors de la mise à disposition des installations à la société.

En contrepartie de cette occupation du domaine public, le club devra s'acquitter d'une redevance fixe annuelle, qui prend en compte les avantages de toute nature dont il bénéficie du fait de cette occupation. Dans ce cadre, la redevance fixe d'occupation du Stade de la Mosson les jours de match est arrêtée à 310 500 € HT pour la période du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 (saison 2021-2022). À cette redevance fixe s'ajoutera une redevance variable établie à la fin de chaque saison sportive en fonction des recettes issues de l'exploitation du stade les jours de match.

Pour les saisons 2022-2023 et 2023-2024, les principes qui définissent les redevances restent identiques. Cependant, le montant de la part fixe forfaitaire appliqué pour la saison 2021-2022 pourra être actualisé par Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} juillet 2022 et au 1^{er} juillet 2023 compte tenu des deux paramètres suivants :

- l'augmentation des investissements bruts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole au cours de l'année civile précédente ;
- l'augmentation du coût de fonctionnement lié à l'équipement l'année civile précédente.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition du Stade de la Mosson – Mondial 98 pour les saisons 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 ;
- De dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-157982-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MHSC - AOT 2021-2024 v01-06-2021.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Palais des sports René Bougnol - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Handball - Saisons sportives 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Handball, qui évolue en championnat de France de 1^{ère} division depuis la saison sportive 1992-1993, dispute ses rencontres au Palais des sports René-Bougnol, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

La présence d'une équipe professionnelle qui évolue au plus haut niveau national avec ses 40 titres (14 Championnats de France – 13 Coupes de France – 10 Coupes de la Ligue – 2 Trophées des Champions – 1 Ligue des Champions) répond aux attentes d'un large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national et international indéniable.

C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite continuer à faire bénéficier le Montpellier Handball des installations du Palais des sports René-Bougnol de Montpellier pour les saisons sportives 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024.

Dans cette perspective, il convient d'établir avec le club occupant, avant le début de la saison sportive 2021-2022, une convention d'occupation temporaire du domaine public métropolitain qui prévoit la mise à disposition de certains espaces de l'équipement et règle les obligations réciproques du club et de la Métropole à compter du 1^{er} juillet 2021.

Cette convention prévoit la mise à disposition non exclusive de la salle omnisports, de ses équipements, et de certains espaces au sein du Palais des sports, afin de permettre au club d'assurer l'organisation des rencontres de l'équipe professionnelle du Montpellier Handball.

La convention prévoit également la mise à disposition exclusive de locaux administratifs, de l'espace de préparation physique, du vestiaire professionnel, de la salle de conférence de presse et du parking P3.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les clubs professionnels vers un nouveau modèle économique et inciter ces clubs à gagner en autonomie budgétaire, pour moins dépendre des subventions publiques en fonctionnement de la Métropole, notamment. A cette fin, il est envisagé de confier à la SAS Montpellier Handball, par cette convention, une procédure de dénomination, dont la durée contractuelle ne pourra excéder le terme de la présente convention.

Les biens mis à disposition au titre du périmètre de base comprennent également les façades et autres espaces de visibilité du Palais des sports René-Bougnol, dans le cadre de la possibilité donnée au club d'exploiter l'image du Palais des sports. Pour ce faire, l'occupant est autorisé à donner à un tiers, au travers d'une convention de dénomination, après mise en concurrence, l'usage du patrimoine public immatériel aux fins de dénomination. La convention de dénomination sera tripartite et devra être signée par le club, la société titulaire du contrat de dénomination, et Montpellier Méditerranée Métropole.

En contrepartie de cette occupation du domaine public, le club devra s'acquitter d'une redevance fixe annuelle, qui prend en compte les avantages de toute nature dont il bénéficie du fait de cette occupation.

Dans ce cadre, la redevance fixe d'occupation du Palais des sports René-Bougnol les jours de match est fixée à 145 000 € HT annuels à compter du 1^{er} juillet 2021.

Il est à noter que la présente convention ne prend pas encore en compte les travaux de réhabilitation et de mise aux normes accessibilité en cours, engagés par Montpellier Méditerranée Métropole. Ces travaux devant s'achever en octobre 2021, la présente convention concerne pour le moment les espaces existants du Palais des sports. Un avenant interviendra donc à l'issue des travaux, afin de prendre en compte les nouveaux espaces et les nouvelles modalités contractuelles de gestion en découlant.

À cette redevance fixe, s'ajoute une redevance variable établie en fin de saison sportive en fonction des recettes liées à l'exploitation des installations les jours de match.

Pour les saisons 2022-2023 et 2023-2024, les principes qui définissent les redevances restent identiques. Cependant, le montant de la part fixe forfaitaire appliqué pour la saison 2021-2022 pourra être actualisé par Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} juillet 2022 et au 1^{er} juillet 2023 compte tenu des deux paramètres suivants :

- l'augmentation des investissements bruts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole au cours de l'année civile précédente ;
- l'augmentation du coût de fonctionnement lié à l'équipement l'année civile précédente.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la convention de mise à disposition du Palais des sports René-Bougnol pour les saisons sportives 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024 ;
- De dire que les recettes seront inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christophe BOURDIN.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-157985-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MHB - AOT 2021-2024 v01-06-2021.docx

- MHB - AOT 2021-2024 - Annexe 3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ATTRACTIVITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Cité intelligente - Appel à projets innovants et expérimentations au service de la Ville - Approbation

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

La Cité intelligente, attentive aux évolutions sociétales très rapides, constitue la stratégie numérique, globale et multisectorielle de la Métropole qui concilie les aspects sociaux, environnementaux et économiques. Elle vise à imaginer de nouveaux services urbains et à stimuler l'économie par l'innovation.

Montpellier Méditerranée Métropole utilise le territoire comme un véritable laboratoire urbain (*living lab*), favorisant ainsi la détection de services urbains à valeur ajoutée avec des composantes à expérimenter, un concept à éprouver, ou un(des) modèle(s) économique(s) à valider, ou des technologies à tester et ayant un impact sur les usages et comportements à évaluer.

L'appel à projets Cité intelligente aura pour objectif d'identifier maximum 10 projets d'entreprises susceptibles de faire émerger de nouveaux projets de services et usages pour les citoyens et/ou la Collectivité sur les thématiques suivantes : les trottoirs intelligents, la culture, l'inclusion numérique, les parcours en ville, la mobilité, l'eau, l'énergie, l'environnement, vivre la ville (médiation et la participation citoyenne, le bien-être, les temps dans la ville...), l'internet des objets (IOT), ...

Les projets sélectionnés seront accompagnés par Montpellier Méditerranée Métropole pendant leur expérimentation. Les propositions attendues concernent des projets de recherche et développement (R&D) générant des services innovants pour les territoires, portés par une ou plusieurs PME.

Les projets sélectionnés feront ensuite pour la phase d'expérimentation l'objet d'un contrat de R&D avec la Métropole. Le travail avec la Métropole permettra d'améliorer les retours d'expérience sur les services développés et donnera ainsi plus de chances aux lauréats de trouver un marché.

Tant l'appel à projets que le marché de R&D n'ont pas pour objet de commander des prestations ou développer des produits au bénéfice de la Métropole. Il s'agit de modes de soutien à des initiatives tierces. Si, à l'issue de cette démarche, la Métropole souhaite acquérir certains services ou produits pour son propre usage, elle devra alors lancer des procédures concurrentielles.

La sélection des projets s'appuiera sur les critères suivants :

- Service : niveau d'utilité, de valeur ajoutée... ex : utilité sociale, intérêt dans le contexte de l'évolution des modes de vie urbains... Inscription du projet dans les objectifs de la Métropole ;
- Caractère innovant : nouveauté, à argumenter avec des éléments de marché, avantage concurrentiel (pour le porteur de projet, pour le territoire...) ;
- Retombées économiques potentielles : viabilité et potentiel de développement du projet ;
- Intérêt et pertinence par rapport au contexte R&D proposé par la Métropole ;
- Capacité à être expérimenté (qualité du protocole, suivi des usages notamment) ;
- Interopérabilité et réutilisation seront pris en compte tout comme la dimension ouverte des développements ;
- Cohérence globale du projet en matière de développement durable, de résilience, et d'apport à la qualité de vie des citoyens.

L'appel à projets Cité intelligente est ouvert à l'ensemble des PME françaises.

Le Comité de sélection impliquera des experts techniques et de l'écosystème montpellierain (BIC, pôle de compétitivité, ...), des représentants de la Métropole en tant qu'acteurs du territoire notamment sur les aspects économie et numérique et sur des domaines « applicatifs ».

Le calendrier prévisionnel de l'appel à projets est articulé ainsi :

- juin 2021 : lancement de l'appel à projets ;
- mi-septembre 2021 : date limite de soumission des projets ;
- fin septembre 2021 : présentation des projets par les candidats au Comité de sélection ;
- octobre/novembre 2021 : contractualisation à travers le marché de recherche et développement pour les lauréats de l'appel à projets ;
- décembre 2021/janvier 2022 – novembre 2022 : temps d'expérimentation - développement des solutions innovantes ;
- décembre 2022 : bilan des développements.

Un règlement qui sera diffusé sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, fixe les modalités de cet appel à projets.

Un financement de 10 projets de développement maximum, portant chacun sur un thème différent, à hauteur de 50 % maximum d'un coût total de développement compris entre 40 000 et 80 000 €. Les PME sélectionnées pour développer des applications innovantes obtiendront un financement maximum de 40 000 €, qui sera fonction du coût de développement global du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser l'organisation d'un appel à projets Cité intelligente pour faciliter la création de services urbains innovants dans un contexte recherche et développement ;
- D'approuver le co-financement du développement des projets des lauréats de l'appel à projets dans le cadre des marchés de recherche et développement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161464-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Cité intelligente - Partenariat avec le Laboratoire UMR CNRS - Université de Montpellier "Dynamiques du droit" - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

La Cité intelligente, attentive aux évolutions sociétales très rapides, constitue la stratégie d'innovation numérique, globale et multisectorielle du territoire qui concilie les aspects sociaux, environnementaux et économiques. La démarche Cité intelligente, inclusive, éthique et citoyenne, vise à imaginer de nouveaux services urbains et des dispositifs numériques répondant aux enjeux sociétaux contemporains.

Elle touche toutes les politiques publiques et s'articule autour de 3 objectifs :

- Soutenir la transition écologique climatique ;
- Soutenir le développement économique ;
- Développer la ville inclusive et solidaire.

La démarche globale de la Cité intelligente comprend :

- le développement de la citoyenneté numérique ;
- le développement d'applications et services urbains innovants ;
- un processus d'open innovation associant les centres de recherche, les grands groupes et les PME/spart up ;
- un socle numérique, en particulier une plateforme pour la centralisation, l'optimisation et la mise à disposition des données urbaines ;
- une politique publique structurée de la donnée urbaine, dans une volonté à la fois de levier économique, mais aussi de transparence et de modernisation de l'action publique ;
- une vision prospective sur les enjeux du droit dans le champ du numérique.

L'apport du droit et des sciences humaines est essentiel dans l'analyse des usages, l'acceptabilité sociale et les libertés individuelles. Les conditions d'agir évoluent rapidement dans un écosystème d'acteurs comme les GAFAM dont l'activité modifie en profondeur la configuration des territoires et des politiques publiques. Il faut savoir composer avec ces nouveaux acteurs du numérique, dont l'activité impacte directement la configuration et la vie des territoires.

Aussi, la mutation vers une société et une économie fondées sur les données a de multiples incidences sur le droit et son application, incidences que l'on perçoit très nettement dans le champ des collectivités.

Dans cet objectif, il est donc proposé de développer un partenariat stratégique avec le laboratoire de recherche « Dynamiques du droit ».

Le laboratoire « Dynamiques du droit » est une Unité Mixte de Recherche du CNRS et de l'Université de Montpellier qui interroge la question des rapports entre innovation, numérique et droit, notamment l'étude des ruptures générées par le numérique dans nos modèles juridiques, ainsi que de l'adaptation du droit aux innovations.

Ce laboratoire est membre du l'Institut Scientifique des Données de Montpellier (ISDM) au sein de l'Université de Montpellier qui a pour objectif de structurer le paysage de la science des données. En effet, la croissance importante du volume de données collectées, la fiabilité de cette donnée, le besoin de l'historiser et de pouvoir s'y référer dans le temps, les évolutions de la législation notamment avec le RGPD ainsi que les données de santé et les besoins de croisements entre données hétérogènes demandent de nouvelles compétences, et amènent de nouveaux défis.

Grâce au partenariat avec ce laboratoire, la Métropole pourra bénéficier :

- des recherches sur la data, en lien avec l'ISDM ;
- dans le champ de l'innovation, d'une expertise sur les manières d'agir avec les acteurs du territoire ;
- de l'expertise acquise d'un doctorant sur les places de marché en ligne, ou marketplaces, qui fonctionnent grâce à un système d'intelligence artificielle (IA) dans le cadre d'un travail de recherche inscrit dans le programme des Contrats doctoraux en intelligence artificielle, le projet AXIAUM – Intelligence artificielle en Santé et Environnement de l'ISDM et de l'Agence Nationale de la Recherche ;
- former des étudiants à Montpellier sur ces sujets aux enjeux très sociétaux.

Montpellier Méditerranée Métropole apportera un co-financement à hauteur de 63 131,31 € sur 3 ans, correspondant à 50 % du coût d'une thèse en complément de l'apport de l'Agence Nationale de la Recherche dans le cadre d'un contrat doctoral en intelligence artificielle en santé et environnement du projet AXIAUM avec l'Institut Scientifique des Données de Montpellier (ISDM).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le partenariat avec le laboratoire Dynamiques du droit ;
- D'approuver la convention de subvention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le laboratoire Dynamiques du Droit, Unité Mixte de recherche de l'université de Montpellier et CNRS ;
- D'autoriser le versement d'une subvention de 63 131,31 € au laboratoire Dynamiques du Droit de l'université de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161474-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SUB co-financement de thèse 3M UM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Association French Tech Méditerranée - Convention de partenariat - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du numérique et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Cette politique a favorisé l'émergence d'entreprises performantes et innovantes sur le territoire.

Des partenariats sont mis en œuvre avec des structures qui proposent une complémentarité dans les actions permettant ainsi d'assurer une offre complète d'accompagnement des entreprises sur le territoire. La récente association French Tech Méditerranée fait partie des structures qui œuvrent en ce sens.

La French Tech Méditerranée est une structure associative, loi 1901, labellisée le 3 avril 2019 Capitale French Tech, qui vise à constituer un groupement d'entrepreneurs à destination de l'écosystème de l'innovation et des start-ups. L'adhésion au réseau d'entrepreneurs permet notamment à ses membres de participer à des actions concrètes pour développer leur société. Elle offre également de la visibilité en se proposant de publier des informations relatives aux événements, offres d'emplois et actualités des entreprises adhérentes. En d'autres termes, il s'agit pour la French Tech Méditerranée d'accompagner les champions de demain en levant les freins au développement des startups notamment dans le domaine du financement, de l'internationalisation, du recrutement et du transfert de technologie.

Pour cela, la French Tech Méditerranée développe des actions en partenariats avec l'ensemble des acteurs du territoire local tels que les incubateurs, accélérateurs, universités, centres de recherche, grands groupes, parmi d'autres, avec toujours pour objectif de faciliter la croissance des startups, scale-up et PME innovantes du territoire.

Pour constituer un écosystème complémentaire et de taille internationale, la French Tech Méditerranée regroupe l'ensemble des acteurs des territoires du Gard, de l'Hérault et du Sud Aveyron tout en restant ouvert à tous les acteurs qui souhaiteraient apporter leur contribution.

À fin 2020, la French Tech Méditerranée comptait 140 membres adhérents, dont 101 sont des acteurs économiques actifs du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Sur l'année 2021, l'association souhaite poursuivre les actions initiées l'année précédente et notamment s'investir sur les 3 axes stratégiques que sont :

1. L'animation de la communauté French Tech Méditerranée ;
2. Le déploiement des programmes nationaux ;
3. Le déploiement des actions pour les start-ups du territoire métropolitain.

De nombreux événements, dispositifs d'accompagnement et de soutien seront proposés ou relayés par l'association afin de permettre à ses adhérents de se développer et de se positionner sur les marchés visés.

L'association a sollicité les entités publiques pour le financement de la structure, sous la forme d'une subvention ou d'une adhésion.

Pour rappel en 2019, les financements demandés s'élevaient à 100 000 euros pour les trois entités (amorçage pour l'État, subventions pour la Région et la Métropole) pour la période septembre 2019-décembre 2020. En raison de la crise sanitaire, le plan d'actions 2020 de l'association a été prolongé jusqu'à fin mars 2021.

Pour la période avril-décembre 2021, l'Etat a été sollicité pour un engagement financier d'un montant de 50 000 euros, la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole sont toutes deux sollicitées pour un engagement financier à hauteur de 48 750 euros, soit un total de 147 500 euros.

Le soutien demandé par l'association à Montpellier Méditerranée Métropole comprend également la mise à disposition à titre gracieux d'un bureau au sein de l'Hôtel French Tech valorisée à 3 750 euros par an hors charges, hors taxes.

L'association French Tech Méditerranée représente un des acteurs clés pour l'animation et le développement économique des start-up, scale-up ou PME innovantes du territoire. En particulier, en cette période de crise sanitaire, elle s'est organisée pour soutenir les start-ups et entreprises innovantes les plus fragilisées par la situation en proposant des actions concrètes visant à accroître la visibilité des solutions développées par ces entreprises et leur faciliter l'accès aux marchés publics et grands groupes. Des actions qui sont amenées à se poursuivre sur toute la durée de l'exercice 2021.

Il est aujourd'hui proposé d'accorder la subvention à l'association, soit 48 750 euros, et le renouvellement de la mise à disposition d'un bureau au sein de l'Hôtel French Tech pour lui permettre de mener à bien ses actions au profit de l'écosystème de l'innovation pour la période avril à décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention de fonctionnement à hauteur de 48 750 euros à l'association French Tech Méditerranée ainsi que le renouvellement de la mise à disposition d'un bureau de 28 m² + 7,84m² de quote-part des communs au 1er étage de l'Hôtel French Tech, pour l'année 2021,
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160852-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Draft_Convention_2021_FTMed.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Fonds régional L'OCCAL - Épidémie de Covid-19 - Soutien aux entreprises du commerce de proximité, de l'artisanat et du tourisme - Réabondement et poursuite du fonds - Avenant à la convention avec la Région Occitanie - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

L'économie locale est fortement touchée par la crise sanitaire traversée depuis le mois de mars 2020. Le tissu économique de la Métropole est essentiellement composé de petites entreprises de proximité qui en font la diversité et la qualité : commerce, artisanat et professions du tourisme, qui sont également les secteurs les plus durement touchés à la suite des fermetures imposées et aux limitations de déplacements / regroupements.

Le Fonds L'OCCAL a été mis en place à l'initiative de la Région Occitanie pour accompagner la relance du secteur du tourisme, du commerce et de l'artisanat de proximité à la suite de la pandémie de Covid-19. La mobilisation conjointe des collectivités partenaires a pour objectif, dans le contexte exceptionnel actuel et face à l'urgence de la situation, d'apporter aux entreprises, associations, communes, EPCI ou autres acteurs éligibles au fonds régional L'OCCAL une réponse efficace, cohérente et coordonnée garantissant une équité de traitement sur l'ensemble du territoire régional. Dans une logique de solidarité territoriale à l'échelle régionale, le Fonds L'OCCAL est mis en œuvre sur le périmètre de la Métropole en partenariat entre la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et la Banque des Territoires.

Montpellier Méditerranée Métropole a participé à cette action, en abondant le Fonds L'OCCAL à hauteur de 1 million d'euros. La Métropole fait également partie des comités techniques et du comité d'engagement au côté de l'ensemble des partenaires territoriaux. Cette participation a été actée par une convention de partenariat, par délibération n° M2020-132 en date du 31 juillet 2020.

Dans le cadre des mesures de fermeture administrative d'un certain nombre de commerces prises en application du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a conventionné avec la Région, par la délibération n° M2020-344 en date du 23 novembre 2020, afin de créer un nouveau volet au fonds : le dispositif L'OCCAL-LOYERS. Ce volet a seulement porté sur novembre et décembre 2020 et la participation financière de la Métropole a été prise sur l'enveloppe globale prévue pour le fonds.

La Région et la Métropole, considérant la prolongation de la crise Covid-19 et de ses conséquences économiques, ont décidé de continuer les volets 1 (avance remboursable) et 2 (subvention d'investissement) du fonds L'OCCAL pour les mois de février et mars 2021. Cette prolongation a été actée par la délibération n° M2021-160 en date du 29 mars 2021, cette dernière a été accompagnée d'un réabondement à un hauteur d'1 million d'euros.

Pour permettre de poursuivre l'action du fonds L'OCCAL jusqu'à fin mai 2021, il est proposé à Montpellier Méditerranée Métropole de réabonder le fonds L'OCCAL à hauteur de 500 000 €.

Dans ce contexte, afin d'approuver les termes de la poursuite du fonds L'OCCAL, il est proposé à la Métropole d'ajouter un avenant à la convention de partenariat actée par la délibération n° M2020-132 en date du 31 juillet 2020.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'abondement de la Métropole au fonds L'OCCAL à hauteur de 500 000 euros pour financer les volets 1 (avance remboursable) et 2 (subvention d'investissement) ;
- D'approuver les termes du projet d'avenant à la convention de partenariat avec la Région relative au fonds L'OCCAL ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160862-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant 2 L'occal participation M3M

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Attractivité - SATT AxLR - Abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis près de 30 ans, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et de la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants. Avec des parcs d'activités technologiques et scientifiques, des programmes immobiliers High Tech à proximité des centres de recherche et ses pépinières d'entreprises technologiques, la Métropole développe un ensemble cohérent d'infrastructures et de services offrant aux entreprises un accompagnement de qualité à tous les stades, depuis la création jusqu'au développement et l'internationalisation.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement à la valorisation de la recherche, de sa protection, sa valorisation et sa promotion en devant actionnaire de la SATT AxLR. Ainsi par délibération n°13283 du 30 septembre 2015 et n°M2018-710 du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé sa prise de participation dans la SATT AxLR devenue effective en février 2019 avec 56 actions et 5 % des parts.

Avec l'accord de la Région Occitanie, chef de file sur la compétence développement économique, une convention initiale d'apport en compte courant de 371 935 € permettant à Montpellier Méditerranée Métropole de devenir actionnaire a été conclue en 2018 (délibération n°M2018-711).

Une convention triennale d'apport en compte courant non rémunéré a été conclue entre la SATT AxLR et Montpellier Méditerranée Métropole et a fixé l'aide de trésorerie maximale à verser à 1 M€ sur la période 2019-2021. 500 000 € ont été versés conformément à la délibération n°M2019-579.

En 2020, 27 contrats et précontrats d'exploitation ont été signés et 10 start-up accompagnées, portant leur nombre à 97 depuis 2013. 182 projets ont été détectés durant l'année 2020, projets porteurs de développement de richesses et d'emplois pour le territoire Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre de la protection de propriété intellectuelle des chercheurs, 36 dossiers ont été instruits et finalement protégés en 2020.

L'article 4.5 du Pacte d'Actionnaire signé par l'ensemble des actionnaires prévoit la possibilité d'abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune de manière à équilibrer les fonds propres dans de l'atteinte d'un équilibre financier.

Ce principe d'abandon de compte courant a déjà été mis en œuvre en 2017 (4 M€) et 2018 (2,3 M€) avant que Montpellier Méditerranée Métropole devienne actionnaire de la SATT AxLR afin de maintenir les capitaux propres positifs.

En date du 16 décembre 2020, le Conseil d'Administration de la SATT AxLR a approuvé le principe d'un nouvel abandon de créance d'un montant total et maximum de 4,65 M€ pour les associés correspondant à 234 173 € pour Montpellier Méditerranée Métropole, d'un montant identique pour la Région Occitanie et de 4 181 655 € pour l'EPIC BPI France.

Il est en effet constaté un chiffres d'affaires en évolution et un actif de production immobilisé conséquent, caractéristique d'une société de recherche et développement, mais aussi un déficit attendu de 2,4 M€ qui en l'état, porterait les capitaux propres négatifs à -3,7 M€.

Afin de ne pas afficher des capitaux propres négatifs, un abandon en compte courant avec clause de retour à meilleure fortune global de 4,65 M€ est proposé. Il permettrait d'afficher ces capitaux propres à 903 K€.

La clause de retour à meilleure fortune doit ainsi permettre d'obtenir ultérieurement les remboursements desdites créances abandonnées si l'état de la société venait à s'améliorer.

Une convention fixe le cadre de l'abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune.

De son côté, la Région a validé ce principe lors de sa dernière commission permanente. Cet abandon reste conditionné sous réserve de la signature de la convention avec la Région Occitanie autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à procéder à cet abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune à la SATT AxLR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe d'abandon de compte courant avec clause de retour à meilleure fortune à la SATT AxLR pour un montant de 234 173 € ;
- D'approuver les termes la convention d'abandon en compte courant avec clause de retour à meilleure fortune entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SATT AxLR ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160407-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Abandon Créance Satt XLR 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Frais de déplacement à l'étranger pour des agents de la Direction du Développement Économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerrané Métropole - Approbation

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerrané Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux. Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

L'association NBIA (National Business Incubation Association) est la première organisation internationale rassemblant les professionnels de la création et de l'incubation d'entreprises. Etablie au Etats-Unis, elle compte plus de 1500 membres dans 50 pays.

Lors de la cérémonie organisée en 2007, Montpellier Méditerrané Métropole a obtenu le prix du meilleur incubateur pour l'excellence globale des programmes d'incubation. Il a été à ce titre le 1^{er} incubateur en Europe à être primé.

En 2019, le classement UBI INDEX a nommé le BIC (Business Innovation Center) de Montpellier Méditerrané Métropole parmi les 5 meilleurs incubateurs internationaux sur un panel de 700 incubateurs dans 70 pays.

Par ailleurs, le BIC de Montpellier Méditerrané Métropole a été intégré depuis 2007 réseau américain du NBIA. Cette participation au NBIA implique le déplacement d'une personne pour participer *a minima* au congrès annuel du réseau américain. Le coût estimé de ces déplacements pour 2021 s'élève à 5 000 €.

L'association EBN (Européen Bic Network) est le réseau européen des Centres européens d'entreprise et d'innovation (CEEI) pendant du NBIA au niveau européen. Ce réseau de référence rassemble, dans l'Europe élargie, les CEEI et les organismes dont la vocation est de fournir un soutien professionnel multidisciplinaire et de qualité aux entrepreneurs et PME innovants. Il est proposé trois déplacements européens, dont le congrès annuel du réseau et deux réunions techniques. Le coût estimé de ces déplacements pour 2021 s'élève à 5 000 €.

Le BIC de Montpellier Méditerrané Métropole de par sa notoriété internationale, est une référence et un membre actif des réseaux européens. Deux déplacements pour promouvoir le programme Softlanding du BIC (International) ainsi que pour le classement UBI INDEX interviendront en 2021 pour un coût estimé à 5 000 €.

Après de nombreuses rencontres entre la Métropole et le Conseil Départemental de Rufisque (à côté de Dakar, Sénégal), le principe d'une coopération en matière de politique alimentaire de territoire a été validée en début d'année 2020. La coopération prend essentiellement l'aspect d'échanges d'expertises et de renforcement de capacités sur les trois axes de coopération dont une visite d'experts de Montpellier à Rufisque (initialement prévue à l'automne 2020, reportée cause Covid à début 2021). Le déplacement de cette délégation de Montpellier à Rufisque est estimé à 15 000 €.

Il est proposé d'autoriser les déplacements ci-dessus pour les agents et les élus ainsi que la prise en charge au frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus et au regard des évolutions liées au contexte actuel de crise sanitaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser les déplacements en Europe et aux Etats-Unis et au Sénégal des agents et/ou des élus concernés ainsi que la prise en charge ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à ces déplacements dans la limite de 30 000 € ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-155301-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Commune de Fabrègues - Secteur des "4 Chemins" - Convention avec le Syndicat Bas Languedoc (SBL) de participation financière aux équipements d'Adduction en Eau Potable - Approbation - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

En mars 2020, Montpellier Méditerranée Métropole s'est rendue propriétaire d'une friche industrielle d'une superficie de 7,5 hectares qui abritait l'ancien site Schneider Electric sur la Commune de Fabrègues, à l'intersection des routes métropolitaines RM 613 et RM 114.

Dans la perspective d'activer rapidement ce site, le Centre Technique Métropolitain de la Plaine Ouest a déjà pris place sur une partie du site pour y regrouper l'ensemble de ses agents et des matériels nécessaires à son bon fonctionnement. A terme, l'ensemble du site accueillera des activités économiques complémentaires dont la programmation est en cours de définition.

Cet ancien site industriel fonctionnait de manière dégradée en étant uniquement alimenté par des forages pour l'alimentation en eau et desservi par des cuves pour l'assainissement. Aussi, pour favoriser sa mutation, assurer son développement, garantir une défense incendie suffisante et l'inscrire efficacement dans le réseau des parcs d'activités économiques métropolitains, il est essentiel de le raccorder aux réseaux d'adduction en eau potable et d'assainissement existants. S'agissant des travaux d'extension du réseau d'Adduction en Eau Potable (AEP), il convient de réaliser une canalisation depuis le domaine de Mirabeau, plus au Sud (extension d'environ 640 ml le long de la RM 114 en DN 200).

Montpellier Méditerranée Métropole, en étant membre du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des Communes du Bas Languedoc (SBL), auquel elle a confié la compétence en matière de construction et d'exploitation d'un réseau de distribution d'eau potable, doit participer financièrement à la réalisation des travaux lui permettant de satisfaire ses besoins en eau potable.

Ainsi, il est proposé d'accorder au SBL, un concours financier de la Métropole dans la limite de l'estimation prévisionnelle du montant des dépenses à engager par le SBL, soit 555 084,07 € HT. Ce montant sera actualisé en fonction du coût réel des dépenses engagées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention financière établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SBL pour la réalisation de travaux d'AEP permettant de desservir le secteur des 4 Chemins à Fabrègues ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. William ARS, Mme Michelle CASSAR, Mme Mylène FOURCADE, Mme Régine ILLAIRE, M. Jacques MARTINIER, M. René REVOL, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-159826-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention 3M SBL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Avenants de prorogation - Approbation - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. Sa compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Ainsi dans le cadre de sa stratégie de soutien, Montpellier Méditerranée Métropole avait investi 15 millions d'euros sur la période 2015-2020.

140 millions d'euros d'enveloppe globale de projets.

Financement de Montpellier Méditerranée Métropole : 15 millions d'euros.

(Etat : 47 millions d'euros, Région : 50 millions d'euros)

Les 15 millions d'euros étaient répartis de la façon suivante :

- 13 projets Université de Montpellier : 6,2 millions d'euros ;
- 2 projets Centre Régional des Œuvres Universitaires (CROUS)/résidences étudiantes : 2,55 millions d'euros ;
- Communauté d'Universités et Etablissements (COMUE) : 400 000 euros ;
- Université Paul Valéry : 350 000 euros ;
- Autres centres de recherche : 5,5 millions d'euros.

Dans le cadre de l'exécution de ces projets, du retard a été pris à cause de la crise sanitaire, ce qui amènera à une livraison définitive des équipements prévus après la date initiale du 31 décembre 2020.

Il est ainsi proposé de prolonger par avenant deux conventions. La première concerne le projet MESO@LR, avec l'Université de Montpellier. La seconde concerne le projet CCB2020 avec l'Ecole nationale supérieure de chimie de Montpellier. Ces prorogations permettront de clôturer ces projets. Les avenants sont sans incidence financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 de la convention entre l'Université de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concernant le projet MESO@LR ;
- D'approuver l'avenant n°3 de la convention entre l'Ecole nationale supérieure de chimie de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concernant le projet CCB2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160528-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant MESO@LR

- Avenant_CCB2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment de l'Hérault (CAPEB Hérault) - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des actions destinées à promouvoir et à consolider le tissu économique des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille. Dans cet objectif de développement, Montpellier Méditerranée Métropole soutien la création, le développement, l'implantation des entreprises et favorise les synergies au sein de l'écosystème.

L'artisanat est un moteur important du dynamisme économique local et Montpellier Méditerranée Métropole travaille en partenariat avec les acteurs économiques de ce secteur. Dans ce cadre et depuis plusieurs années, une convention est signée avec la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) de l'Hérault. Il a été décidé, lors du dernier Conseil de Métropole, de renouveler ce partenariat pour l'année 2021 et d'attribuer une subvention de fonctionnement de 10 000 €.

En parallèle de ce partenariat annuel, la CAPEB Hérault souhaite développer un nouveau projet : CAP ARTISANAT. Ce projet a pour objectif de permettre aux artisans du bâtiment de répondre aux besoins d'une population héraultaise grandissante, qui doit s'adapter à l'augmentation du coût de l'énergie, aux changements de mode de vie, aux changements climatique, au maintien à domicile pour les personnes âgées, etc. L'artisanat du bâtiment doit répondre à ces demandes légitimes. La CAPEB souhaite créer un centre ressources, lieu d'informations et de formations sur les nouvelles techniques. Il s'agira d'installer une plateforme de services dédiée de l'artisanat du bâtiment au sein de la ZAC GAROSUD dans un bâtiment de 350 m² qui accueillera la CAPEB Hérault mais aussi des organisations professionnelles de l'artisanat. Cet investissement s'élève à 967 480 €.

La Métropole souhaite soutenir cette plateforme de services par une subvention d'investissement exceptionnelle à hauteur de 50 000 € qui fera l'objet d'une convention de financement spécifique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de financement relative à la subvention d'investissement exceptionnelle ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160860-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat 3M CAPEB 2021 - Investissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Convention de Délégation de Service Public - Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud - Avenant n°4 - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°M2019-714 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de confier l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud au groupement constitué de la société Montpellier Events et de la société TaM.

La convention de Délégation de Service Public (DSP) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020 pour une durée de 8 ans.

Par délibération n°M2020-143 en date du 31 juillet 2020, un avenant n°1 a approuvé une opération commerciale relative à 1 heure de stationnement gratuite du lundi au samedi dans les parkings desservant le centre-ville, dans le cadre du contexte de confinement et de crise sanitaire due à la propagation du coronavirus, ayant fortement pénalisé l'activité commerciale du centre-ville de Montpellier.

Par délibération n°M2020-345 en date du 23 novembre 2020, un avenant n°2 a défini le cadre du dispositif de soutien aux acteurs économiques du tourisme d'affaires souhaité par la Métropole de Montpellier au regard de la poursuite de la crise sanitaire et permettant de renforcer l'attractivité du territoire. Dans l'objectif de confirmer Montpellier Méditerranée Métropole comme destination privilégiée des organisateurs de congrès dans la période d'incertitude actuelle relative au maintien ou aux conditions dégradées des manifestations, Montpellier Events a été sollicitée afin de mettre en place des conditions particulières de vente pour que les organisateurs de congrès limitent leurs frais liés à la réservation du site de congrès.

Un 3^{ème} avenant approuvé par délibération n°M2021-116 en date du 29 mars 2021 intègre des travaux de sécurisation du parking du Corum-Palais des Congrès-Opéra par la société TaM.

Le contrat de délégation de service public prévoit une obligation d'accueil au Corum pour certaines associations culturelles (Opéra Orchestre National Montpellier Occitanie, Festival Radio France et Montpellier Danse). En contrepartie ces associations ont un engagement financier auprès de Montpellier Events. L'article 30.1 du contrat de DSP prévoit de manière stricte les conditions financières et les modalités de réservations des auditoriums comme l'utilisation de locaux à usage de bureaux ou à usage artistique. Le contrat précise également que le délégataire doit conclure avec chacune des trois associations une convention précisant les modalités financières et les modalités de réservations.

Cependant la crise sanitaire a fortement perturbé le monde de l'évènementiel et notamment les programmations des associations culturelles impérativement accueillies au Corum, sans pour autant que le contrat ne permette une modulation des loyers ou un report de jours conséquent.

Ainsi il y a lieu de modifier par avenant n°4, le contrat de DSP afin de prévoir la possibilité d'inclure des modalités d'applications spécifiques entre le délégataire et chacune des associations sur la période de crise sanitaire.

Il est donc proposé de modifier l'article 30.1 relatif aux conditions d'accueil des associations culturelles afin de permettre au délégataire d'adapter dans cette période exceptionnelle et de gré à gré, les modalités de réservation, les modalités d'occupation, ainsi que les modalités financières en lien avec le contexte économique et évènementiel au titre des années 2020 et 2021 fortement impactées par la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 (par exemple : mise en œuvre d'un report de jours de programmation sur l'année suivante plus important que ce que prévoit le contrat initial, ou encore réduction d'une partie du loyer,...).

Les montants forfaitaires versés par les associations participent à l'équilibre économique du contrat de DSP, ainsi les modifications éventuelles des conditions financières de ces occupations ne doivent pas porter atteinte de manière trop importante à l'équilibre du contrat, afin de ne pas entraver la poursuite du programme d'investissements notamment. Dans le cadre où le délégant souhaiterait opérer un dégrèvement exceptionnel complémentaire à celui opéré par le délégataire, sur le forfait d'occupation des structures accueillies au titre des années 2020 et 2021 ; le délégant s'engagerait à compenser la perte de revenus supplémentaire pour le délégataire par une baisse de la redevance fixe et forfaitaire d'occupation du domaine public prévu à l'article 42 du contrat.

Il convient de noter par ailleurs que les conventions entre le délégataire et les associations culturelles doivent être approuvées par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public relatif à la gestion et à l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 24 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Geniès BALAZUN, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUUL, M. Guy LAURET, Mme Marie MASSART, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161476-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 4 DSP Corum Zenith.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CYCLES DE L'EAU



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Projet de contrat de gestion intégrée et de transition écologique du territoire de Thau 2020-2025 et de sa première convention d'application 2021-2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le territoire de la Métropole est en partie situé sur le bassin versant de la lagune de Thau, qui comprend les communes de Courmonterral, Cournonsec et Fabrègues en partie. Ce Bassin versant est concerné par un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), porté par le Syndicat Mixte du Bassin de Thau (SMBT), auquel la Métropole de Montpellier a adhéré en 2016. Ainsi, la Métropole participe à la gouvernance mise en place par le SMBT et y participe financièrement au prorata de la surface métropolitaine sur le bassin versant de Thau.

En application du SAGE, mais également des autres documents de planification (SCoT) et d'autres outils, le SMBT a porté successivement plusieurs contrats dans le but pour protéger les usages de conchyliculture et de pêche et améliorer la qualité des milieux. Le troisième Contrat, nommé « Contrat de Gestion Intégrée du Territoire de Thau » (CGITT), s'est achevé en 2018 et a constitué une application inédite de la recommandation européenne de 2002 sur la Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC). La gouvernance pluridisciplinaire et multi-partenariale a permis d'aborder collectivement les enjeux et apporter des solutions concrètes face aux pressions qui s'exercent sur le littoral. La gestion environnementale innovante mise en place a été reconnue par de nombreux partenaires comme particulièrement vertueuse, et pouvant être répliquée sur d'autres territoires.

Le bilan tiré de ces 7 années de contractualisation « intégrée » a permis de mettre en avant l'intérêt de cette démarche globale, à l'échelle de tout le bassin versant de la lagune de Thau et de l'étang d'Ingril. Ces intérêts consistent à :

- Mieux comprendre comment l'aménagement du territoire peut impacter les milieux naturels et les ressources ;
- Aborder la protection des espaces naturels et agricoles en lien avec les activités économiques présentes sur le territoire ;
- Développer des moyens concrets pour associer les citoyens à la gestion publique locale ;
- Renforcer l'animation territoriale et la concertation pour construire des programmes d'actions plus vertueux, qui rendent opérationnels les documents de planification.

Dès 2019, les partenaires historiques des contrats sur Thau ont souhaité prolonger la démarche et proposer un nouveau contrat pour accompagner le territoire dans le sens de la transition écologique.

Comme le précédent, le Contrat de Gestion Intégrée et de Transition Ecologique du territoire de Thau (CGITE 2020-2025), est le fruit d'une large concertation avec l'ensemble des parties prenantes : les 25 communes du bassin versant de la lagune de Thau, les 3 intercommunalités présentes sur le bassin versant (Sète Agglopôle Méditerranée, Hérault Méditerranée, Montpellier Méditerranée Métropole), l'Etat, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, l'ADEME, les professionnels (Comité régional conchylicole, Comité régional des pêches), ainsi que la société civile (associations, Conseil de développement, etc.).

Le programme d'actions finalisé comprend au total 57 fiches actions, dont 14 fiches « labellisées » CTE (Contrat de transition écologique porté par le Syndicat mixte du bassin de Thau, signé en février 2020 et annexé au CGITE).

Trois orientations stratégiques structurent ce programme d'actions ambitieux :

- Un aménagement résilient et durable pour engager le territoire dans la transition écologique ;
- Une économie littorale globale et innovante capable de s'adapter aux effets du changement climatique ;
- Une gestion environnementale équilibrée pour protéger la biodiversité et les usages. L'innovation et la participation citoyenne font également partie des piliers de ce nouveau contrat pour transformer le territoire dans le sens de la transition écologique.

Un comité stratégique multi-partenarial, sur le modèle de celui mis en place dans le précédent contrat, co-piloté par le Préfet de l'Hérault et le Président du SMBT, va assurer la bonne mise en œuvre du programme d'actions. La Métropole y est représentée. Le Contrat de gestion intégrée et de transition écologique du territoire de Thau fait l'objet d'une première convention d'application 2021-2022.

Les orientations du Contrat sont en parfaite cohérence avec la politique en développement par la Métropole, en particulier pour la gestion du littoral et des lagunes. La convention d'application intègre certaines actions de la Métropole comme la stratégie de restauration des étangs palavasiens et l'étude de structuration d'une gouvernance à l'échelle du Golfe d'Aigues-Mortes pour une gestion intégrée de la zone côtière, actions engagées à travers une entente inter-EPCI. Cette convention porte également sur des projets dont les enjeux concernent directement le territoire de la Métropole, en particulier sur la préservation des ressources en eau pour l'eau potable. Enfin, un retour d'expérience du SMBT vers la Métropole est proposé, notamment sur le sujet des pollutions microbiologiques en temps de pluie.

Cette convention permettra de renforcer la solidarité inter-bassin et inter-EPCI. Elle ne mobilisera pas de flux financier puisque les actions portées par la Métropole, notamment celles déjà engagées à travers le dispositif d'entente inter-EPCI sont déjà financées. Il est proposé d'approuver ce contrat et de signer la convention d'application qui permettra d'améliorer la lisibilité de l'action de la Métropole et de renforcer la cohérence inter-territoriale pour répondre à ces enjeux stratégiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le projet de Contrat de gestion intégrée et de transition écologique du territoire de Thau 2020-2025 et sa première convention d'application 2021-2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le Contrat de gestion intégrée et de transition écologique du territoire de Thau 2020-2025 et sa première convention d'application 2021-2022 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. William ARS, Mme Michelle CASSAR, Mme Mylène FOURCADE, Mme Régine ILLAIRE, M. Jacques MARTINIER, Mme Véronique NEGRET, M. René REVOL, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161287-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION-2021-2022-CGITE.pdf

- annexe-4-CONTRAT-CGITE-composition-comite-strategique.docx.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Mise en œuvre des travaux du plan de gestion des cours d'eau du bassin versant du Lez sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation du programme de travaux pour l'année 2021 et demande d'aide financière auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° M2019-643 du 18 novembre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le plan de gestion des cours d'eau du bassin versant du Lez pour la période 2020-2030, lequel définit les modalités d'intervention et les priorités de tronçons de cours d'eau à entretenir de manière cohérente à l'échelle du bassin versant.

Les travaux prévus au plan de gestion sur le territoire de la Métropole sont déclarés d'Intérêt Général (DIG), par arrêté préfectoral n°DDTM34-2020-11-11493 du 20 novembre 2020 pour une durée de 5 ans.

L'intérêt général des travaux résulte :

- De la nature collective des enjeux liés aux embâcles et à l'entretien insuffisant des cours d'eau du bassin versant ;
- Des objectifs de lutte contre les inondations conformes aux articles L. 151-36 du Code rural et L. 211-7 du Code de l'environnement ;
- De la nécessité de préserver voire restaurer les boisements et végétations rivulaires afin qu'ils conservent leurs fonctions : autoépuration des eaux, maintien des berges, frein aux écoulements, conservation de la biodiversité, etc. ;
- De leur compatibilité avec les documents d'orientation s'appliquant sur ces cours d'eau : le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux Rhône Méditerranée (SDAGE), le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin du Lez (SAGE) et le Programme d'Actions de Prévention des Inondations du bassin du Lez (PAPI2 Lez), voire leur mise en œuvre ;
- Des objectifs de la Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE).

Les travaux programmés seront réalisés entre début juillet et fin janvier pour les tronçons hors zone Natura2000 et d'août à octobre pour les tronçons en zone Natura2000. D'une manière générale les travaux de restauration, notamment d'enlèvement des embâcles, seront réalisés durant les premières années de la DIG et les travaux d'entretien seront répartis sur les autres années. Toutefois, des interventions en tout temps pourront être réalisées en cas de danger imminent : travaux post-crue, retrait des embâcles en cas de risque de débordement de cours d'eau.

L'accès aux berges des engins nécessaires au déroulement des travaux se fera en concertation avec les riverains, des conventions de droit de passage leur seront proposées pour arrêter les modalités d'intervention.

Le montant total des travaux à réaliser sur l'année 2021 sur les cours d'eau du bassin versant du Lez sur le territoire de la Métropole est estimé à 650 000 € HT. Ce montant n'intègre pas les travaux de nettoyage des cours d'eau sur la ville de Montpellier qui sont financés par la commune dans le cadre de la convention de gestion de service entre la Ville de Montpellier et la Métropole approuvée au Conseil municipal du 12 avril 2021.

Le programme des travaux d'entretien des cours d'eau sur l'année 2021 sera financé par la taxe GEMAPI et pourra faire l'objet d'aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse à hauteur de 30 %, soit 195 000 € HT.

Le plan de financement des travaux du plan de gestion serait le suivant :

- Agence de l'Eau : 30 % ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 70 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le programme de travaux 2021 du plan de gestion des cours d'eau du bassin versant du Lez sur le territoire de la Métropole pour un montant total estimé à 650 000 € HT ;
- De dire que les dépenses sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De solliciter les meilleures aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-159182-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- A1 PROGRAMME 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues - Déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Fabrègues - Bilan de la concertation préalable à la mise en compatibilité du PLU - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Le projet de protection contre les inondations à Fabrègues est inscrit au PAPI2 Lez Mosson Etangs palavasiens sous l'action 7.2. Cette action consiste à démolir les digues actuelles et à les reconstruire dans les règles de l'art pour augmenter leur niveau de protection jusqu'à une crue du Coulazou d'occurrence centennale.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Fabrègues en vigueur, approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019, ne permet pas actuellement la réalisation des futurs ouvrages de protection contre les inondations du Coulazou. En effet, le projet interfère avec plusieurs Espaces Boisés Classés (L.113-1 du Code de l'urbanisme) situés en rive droite aux abords du Merdanson et en rive gauche de part et d'autre du pont de la RD27. Le projet impacte également une zone d'éléments à protéger pour motif d'ordre écologique lié à la présence des ripisylves du Coulazou et du Merdanson aux abords du quartier de la Plantade (L.151-23 du Code de l'urbanisme).

Lorsque la réalisation d'un projet présentant un caractère d'utilité publique nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, ce projet peut faire l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) emportant mise en compatibilité du PLU dans la mesure où l'enquête publique portera à la fois sur l'utilité publique des travaux envisagés et sur la mise en compatibilité du PLU. Par la délibération n°M2019-217 du 18 avril 2019, le Conseil de Métropole a notamment approuvé le dossier de DUP relatif au projet de lutte contre les inondations du Coulazou. Le dossier de mise en compatibilité du PLU de Fabrègues sera ainsi annexé au dossier de DUP.

Conformément à l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme, le dossier de DUP emportant mise en compatibilité du PLU a fait l'objet d'une concertation préalable.

Par la délibération n°M2021-130 du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé les objectifs et modalités de la concertation. Il convient désormais de tirer le bilan de cette concertation.

Comme convenu dans la délibération susmentionnée, un avis informant le public de la concertation a été publié 15 jours avant son démarrage par voie dématérialisée sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole et de la commune de Fabrègues, par voie d'affichage au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, en Mairie de Fabrègues et sur le lieu du projet. Cet avis a également été publié dans les annonces légales du *Midi Libre* en date du 28 mars 2021.

La concertation s'est déroulée du lundi 12 avril 2021 à 9h au vendredi 7 mai 2021 à 17h, soit durant 26 jours consécutifs.

Pendant toute la durée de la concertation le dossier de présentation de la mise en compatibilité du PLU et un registre permettant de recueillir les observations et propositions du public ont été mis à disposition :

- Au format papier à l'Hôtel de Métropole et en Mairie de Fabrègues, consultables aux jours et horaires d'ouverture habituels ;
- Au format électronique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

Au total, deux interventions ont été consignées sur le registre dématérialisé, et aucune sur les registres papier.

Les deux interventions sont des avis d'ordre général qui n'appellent pas de remarque particulière sur l'objet de la mise en compatibilité du PLU de Fabrègues. Ces avis sont présentés plus en détail dans le bilan de la concertation annexé à la présente délibération.

Le premier avis fait état des dernières inondations sur la commune de Fabrègues et souhaite porter à la connaissance de la collectivité les secteurs préférentiels de débordement du cours d'eau sur la zone d'étude. Il informe également sur l'opportunité de création d'un bassin de rétention en amont du village et demande la mise en place d'une clôture autour de la digue afin de préserver l'intimité des résidents limitrophes des ouvrages.

Ces points ont bien été intégrés au projet porté par la Métropole :

- Les études de conception ont pris en compte le fonctionnement hydraulique de l'ensemble du bassin versant du Coulazou et la problématique du ruissellement pluvial ;
- L'aménagement de bassins de rétention à l'amont de la commune fût proposé pour la première fois par une étude hydraulique en 1994. Par la suite, cette solution fût intégrée à l'analyse coût-bénéfice du projet réalisée dans le cadre du PAPI2 qui a conclu à sa non-rentabilité et non-efficacité en comparaison à la solution de digues de protection rapprochée ;
- Enfin, à la suite de la concertation menée auprès des riverains de la rue Saint Baudille en 2019, la Métropole a prévu de clôturer la digue de la Plantade.

Le deuxième avis pose la question de la conséquence du projet de digues sur le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) en vigueur sur la commune de Fabrègues.

Le projet n'a pas pour vocation de modifier le PPRI qui est un document élaboré par les services de l'Etat.

En conclusion, les avis formulés ne s'opposent pas à la mise en compatibilité du PLU de Fabrègues, le bilan de la concertation pouvant ainsi être considéré comme positif.

En application de l'article L. 103-6 du Code de l'urbanisme, le bilan de la concertation sera joint au dossier de l'enquête préalable à la DUP emportant la mise en compatibilité du PLU de Fabrègues.

Comme prévu par l'article L. 123-6 du Code de l'environnement, il sera procédé à une enquête publique unique portant à la fois sur l'autorisation environnementale du système d'endiguement du Coulazou, sur la DUP, sur la Déclaration d'Intérêt Général et sur l'état parcellaire, dont les dossiers d'enquêtes préalables ont été approuvés par délibération du Conseil de Métropole du 18 avril 2019.

Par cette même délibération, le Conseil de Métropole a autorisé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à sollicité Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes, de requérir le prononcé des arrêtés correspondants à l'issue des enquêtes et de déclarer l'urgence en application de l'article R. 232-1 du Code de l'expropriation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation préalable à la mise en compatibilité du PLU en vue de la réalisation du projet de lutte contre les inondations ;
- D'approuver la poursuite de la procédure par la saisine de Monsieur le Préfet en vue de l'ouverture de l'enquête publique unique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161367-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan de la concertation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Projets de Solidarité internationale - Fonds "Eau" Oudin-Santini - Conventions de coopérations décentralisées et conventions financières - Autorisation de signature - Approbation

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

La loi n° 2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des Agences de l'Eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement (Loi Oudin-Santini) offre la faculté à l'Agence et aux collectivités territoriales de mener des actions de coopération internationale, dans la limite de 1 % de leurs ressources et avec le concours possible de leurs agents.

En parallèle des actions extérieures d'attractivité Internationale, Montpellier Méditerranée Métropole développe des projets de solidarité internationale dans 2 domaines :

- Politique de l'Eau (dispositions loi Oudin Santini- création du fonds Eau en 2015) : une dizaine de projets en Afrique / Inde / Haïti a été soutenu financièrement (180 000 €), ces financements de Montpellier Méditerranée Métropole activant d'autres financements conséquents de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- Politique Agroécologique et Alimentaire : deux projets en cours (Rufisque et Copalim).

Cet investissement représente une contribution importante pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par l'ONU en 2015. A partir de 2022, elle pourra être renforcée puis élargie à d'autres domaines (déchets, énergie) sur la base d'une stratégie métropolitaine de solidarité internationale autour du bassin méditerranéen et de l'Afrique. Le souhait est d'inscrire naturellement la Métropole de Montpellier « au centre d'une nouvelle donne Nord-Sud ». Une démarche en cohérence avec sa place et son rayonnement – en tant que ville académique, adossée à un système d'acteur économique dans les domaines Eau Agronomie – auprès des élites du sud et avec un objectif de co-développement, en particulier sur le thème de la lutte / adaptation au changement climatique. Ce faisant, la Métropole agit par l'exemple en diffusant un modèle de gestion urbaine par les collectivités, facteur de stabilité politique et démocratique dans des contextes parfois fortement marqués par l'instabilité des Etats, où les pouvoirs locaux peuvent occuper une place essentielle pour le bien-être des populations.

Dans le domaine de l'eau, sur la base du fonds Eau et dans l'attente d'un appel à projets pour le soutien des ONG et associations, il s'agit d'approuver :

- Le projet de convention de coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Fatick au Sénégal, avec comme partenaire l'association ACAD ;
- Le projet de convention financière avec l'association AGIR ABCD pour la finalisation du projet d'accès à l'eau potable dans les villages de Sidiki, Kounkouagou et Tangbare, Burkina Faso ;
- Le projet de convention financière avec le syndicat mixte Garrigues Campagne pour la participation à une étude liée à la réutilisation des eaux usées traitées à Djerba, Tunisie.

Projet « Étude de faisabilité sur la valorisation des ressources issues de l'assainissement de Fatick pour son agriculture » - SENEGAL

Le projet présenté dans le cadre de la coopération décentralisée menée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement avec l'Agence Régionale de Développement de Fatick au Sénégal consiste à réaliser dans un premier temps une étude de faisabilité. L'objectif dans une zone comme celle de Fatick, nécessitant des ressources en eau douce pour le développement agricole, est de rechercher les possibilités de mise en place d'un « cercle vertueux » dans lequel les matières organiques ainsi que l'eau usée traitée par la nouvelle Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) de Fatick seront utilisées comme une ressource afin de répondre aux besoins identifiés localement.

L'enjeu est de traiter les boues avec des procédés « rustiques » sans renchérir sur le niveau de traitement et donc sur la consommation d'énergie, le coût, etc. D'autre part, la station d'épuration qui va être prochainement livrée à Fatick est neuve et permettra d'avoir des rendements assez bons.

L'objectif de l'étude consiste à trouver des solutions réalisables et à proposer des projets de mises en œuvre afin de limiter, par le traitement des eaux usées et la réutilisation des eaux traitées, le recours à la ressource en eau potable à des fins d'usage agricole ou de service.

Le projet présenté ici intervient avec une ambition plus large notamment par :

- La prise en compte des problématiques liées au changement climatique (augmentation d'accès à l'eau pour les agriculteurs et services, réutilisation des eaux traitées) ;
- L'appui à l'Agence Régionale de Développement de Fatick dans la mise en place de projet et dans leur maintenance dans le cadre d'un programme d'actions 2021-2023.

Une convention cadre de coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Régionale de Développement de Fatick au Sénégal est ainsi proposée, avec comme première convention d'application, une convention financière pour la réalisation d'une étude avec l'association ACAD.

Le calendrier prévisionnel prévoit une date de début du projet en septembre 2021 pour une fin du projet en juin 2022.

Plan de financement : coût du projet : 84 000 € TTC ;

- Montpellier Méditerranée Métropole : 40 000 € soit 47,6 % ;
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 40 000 € soit 47,6 % ;
- DV2E : 4 000 € (Valorisation RSE) soit 4,8 %.

Une convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association ici opérateur ACAD est proposée pour la phase étude, à hauteur de 40 000 € TTC.

Projet « projet d'accès à l'eau potable dans les villages de Sidiki, Kounkouagou et Tangbare - TOGO »

Le projet porté par l'association AGIR ABCD a débuté en 2017 et est actuellement en dernière phase de réalisation. A l'issue d'une étude de faisabilité menée pendant 5 semaines sur place, un projet de développement des communautés villageoises a été mis au point comprenant 2 volets : un volet accès à l'eau potable et un volet de développement agricole.

L'objectif était de donner l'eau potable et l'assainissement à trois villages des savanes du Nord Togo de 6 500 habitants en construisant un barrage de retenue des eaux pluviales et en surcreusant un puits dans le village éloigné de la retenue, afin de faire cesser les corvées d'eau quotidiennes des femmes et des enfants et de permettre leur scolarisation. Le projet Eau est complété par un projet de restauration de la fertilité des sols par l'agroécologie. Ce projet met en œuvre avant tout des ressources locales (latérite, argile, pierres) pour stocker les eaux pluviales. Il privilégie l'utilisation de l'énergie solaire pour distribuer l'eau, à la place de l'essence nigériane de mauvaise qualité et dont l'approvisionnement est souvent perturbé.

La demande de subvention porte sur les travaux d'adduction et de potabilisation de l'eau, d'éducation de la population à l'hygiène et de formation des membres des comités de gestion de l'eau, notamment :

- Les équipements qui amènent l'eau du barrage, assurent son stockage et sa potabilisation au chlore puis sa distribution par des bornes fontaines dans les villages de Sidiki et Kounkouagou ;
- Un forage à Tangbare avec les équipements de potabilisation et d'adduction d'eau ;
- Les prestations de formation de la population et des membres des comités de gestion de l'eau des trois villages.

Politiquement, il est très important dans ces zones périphériques du Nord Togo situées à proximité du Burkina Faso et du Nord Bénin et de ce fait classées « orange » par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, de montrer que les collectivités françaises s'engagent aux côtés des autorités locales pour favoriser le développement et n'abandonnent pas ces marges aux influences des terroristes.

AGIR ABCD a reçu mandat de la Commune de Tône au Togo pour définir, financer et réaliser les équipements Eau et Assainissement et former la population et les Comités de l'Eau. A l'issue de la réception définitive les ouvrages reviendront à la Commune qui en assurera la gestion et la maintenance (régie communale de l'eau).

Au 31 mars 2021, 80 % du barrage et de la prise d'eau ont été réalisés. La réception de l'ensemble des travaux est prévue fin juin 2022.

Plan de financement du projet : 193 500 € ;

- Ville de Paris : 61 500 € ;
- Métropole de Montpellier : 25 000 € ;
- Métropole de Lyon : 22 500 € ;
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 22 500 € ;
- Métropole de Toulouse : 20 000 € ;
- Agence Adour-Garonne : 20 000 € ;
- Syndicat Mixte Garrigues Campagne : 10 000 € ;
- Conseil Départemental de l'Hérault : 5 000 € ;
- Crowdfunding et AGIRabcd : 7 000 €.

La demande de financement adressée à la Métropole de Montpellier, d'un montant de 25 000 € TTC, permettra à AGIR ABCD d'assurer le parfait achèvement des activités qui lui ont été confiées par la Commune de Tône, de remettre les ouvrages en ordre de marche et de garantir leur durabilité et leur appropriation par les bénéficiaires. Une convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association ici opérateur AGIR ABCD est proposée pour la Phase finale de ce projet, à hauteur de 25 000 € TTC.

Coopération internationale franco-tunisienne - Un défi d'adaptation au changement climatique pour l'île de Djerba (Tunisie) : la Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT) à AJIM.

La rareté des ressources en eau en Tunisie et plus particulièrement sur l'île de Djerba, conduit à reconsidérer en permanence un objectif global de sécurisation, d'économie et de renforcement des ressources en eau, pour une gestion plus efficiente. Les enjeux de desserte des populations et de promotion du tourisme, ont quant à eux su trouver échos avec d'importants travaux de transferts, de dessalement des eaux. Néanmoins sur Djerba, d'autres exigences à satisfaire sont aussi un impératif pour un développement harmonieux et équilibré de l'île et de sa population. Cet objectif d'équité trouve particulièrement son cas d'application pour la partie du territoire de l'île hors des zones touristiques majeures, qui depuis toujours doivent se satisfaire à partir d'activités traditionnelles de pêche et d'agriculture.

La Commune d'AJIM (25 000 habitants) est représentative de cette configuration historique. Dans le développement d'AJIM, si l'activité pêche est tributaire de la ressource piscicole et de la résorption des pollutions, l'activité agriculture est quant à elle contrainte par la ressource en eau. Le capital eau pour les besoins de l'agriculture, reste confiné pour les exploitants aux maigres apports des nappes phréatiques et des eaux de ruissellement, ce qui pose un déficit majeur pour l'agriculture. Dans un tel contexte, l'orientation actuelle de la municipalité d'AJIM est de développer le secteur agricole et d'en faire un levier pour insuffler une nouvelle dynamique au développement économique de la région. La Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT) présente un intérêt environnemental réel qui s'intègre pleinement dans une logique de Développement Durable.

Pour mener à bien une telle démarche sur la Commune de AJIM, il convient avant toute chose de réaliser une Étude de Faisabilité. Par ce travail, il s'agira d'explorer un certain nombre de points (réglementaires, techniques, sanitaires, environnementaux, économiques et sociétaux). Sur AJIM, les campagnes d'information et de communication occuperont une place privilégiée pour les débats. Les partenaires publics Tunisiens (Collectivités, Ministères Agriculture, Environnement, DGA ...), privés (ONAS ...) et associatifs seront conviés à ces rencontres.

Il est envisagé de la réaliser en partenariat avec une collectivité locale française, dans une démarche de Coopération Décentralisée. Cette collaboration s'instaurera avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne situé dans l'Hérault. Cet organisme public a la compétence pour la gestion de la ressource en eau, la distribution et la gestion. Le Syndicat fédère 24 communes et assure la distribution auprès de 27 000 abonnés, soit 63 000 habitants.

Le projet est prévu sur 18 mois à partir d'octobre 2021.

Plan de financement prévisionnel du projet : 40 000 € ;

- Agence Eau Rhône Méditerranée Corse : 28 000 € ;
- Conseil Départemental de l'Hérault : 4 000 € ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 4 000 € ;
- Syndicat Mixte Garrigues Campagne : 4 000 €.

Apport local :

- Financier Municipalité AJIM : 1 000 € ;
- Valorisé (accueil, location, restauration, déplacements ...) : 3 000 €.

La demande de financement adressée à la Métropole de Montpellier, d'un montant de 4 000 € TTC, permettra au Syndicat Mixte Garrigues Campagne d'assurer la réalisation de cette étude. Une convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne est ainsi proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention cadre de coopération décentralisée avec l'ARD de Fatick au Sénégal ;
- D'approuver les termes des trois conventions financières avec l'ACAD, l'association AGIR ABCD et le syndicat Mixte Garrigues Campagne ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Nathalie LEVY, M. Arnaud MOYNIER, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161378-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention cadre 3M-ARD
- convention financière ACAD
- convention financière AGIRabcd
- convention financière SMGC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Convention d'occupation temporaire du domaine public autoroutier concédé en vue d'autoriser sa traversée par une conduite d'eaux usées - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

En vue de permettre le raccordement des effluents de la ZAC Cambacérès, Montpellier Méditerranée Métropole prévoit l'extension de son réseau d'eaux usées. Cette extension doit traverser les emprises du Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC) de l'autoroute A709 sur la commune de Montpellier.

Par la présente convention, Autoroutes du Sud de la France (ASF) autorise Montpellier Méditerranée Métropole à établir cette canalisation eaux usées en diamètre 315mm logée dans un caniveau béton sur 34 mètres sous le domaine public autoroutier concédé sous réserve du respect mutuel des engagements inscrits à la convention signée par les deux parties.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à réaliser les travaux conformément aux indications données aux plans et prescriptions des textes en vigueur et aux conditions techniques imposées par ASF. Les frais d'instruction du projet sont arrêtés à la somme de 700 € HT à régler à ASF dans les 2 mois après signature de la convention. Une redevance de 510 € HT sera due en une seule fois au titre de l'occupation du DPAC.

En phase exploitation, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à maintenir la canalisation en bon état d'entretien à ses frais et risques. Toute intervention d'entretien devra faire l'objet d'une demande et d'un accord préalable sous 15 jours. La validité de l'autorisation couvre la durée de la concession accordée par l'Etat à ASF ou la durée de vie de la canalisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'occupation du domaine public autoroutier à passer entre Autoroutes du Sud de la France et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la pose et l'exploitation d'une canalisation d'eaux usées traversant le Domaine Public Autoroutier Concédé ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161216-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention ASF-3M PR 100.300_délibération.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Commune de Montferrier-sur-Lez - Abandon des captages de Pidoule et Fescau - Demande d'abrogation des Déclarations d'Utilité Publique afférentes - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Les captages de Pidoule et de Fescau, chacun d'une capacité de 800 m³/jour, contribuaient à une partie de l'alimentation en eau potable de la commune de Montferrier-sur-Lez. Ces ressources comprenaient leur propre réseau de distribution complété et sécurisé par le système Lez.

Les captages ont été soumis à Déclaration d'Utilité Publique (DUP) le 3 février 1989 pour les travaux de dérivation des eaux souterraines et l'établissement de périmètres de protection autour des ouvrages de captage.

Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable adopté par le Conseil Communautaire le 23 mai 2013 a identifié les captages comme étant très vulnérables en raison du prélèvement en nappe alluviale superficielle. Pour cette raison, le Schéma Directeur préconisait leur abandon.

L'exploitation des forages de Pidoule a ainsi été arrêtée en 2016.

Par ailleurs le Plan de Gestion de la Ressource en Eau du bassin Lez Mosson adopté le 8 décembre 2018 préconise également l'arrêt des prélèvements du captage de Fescau pour rétablir l'équilibre quantitatif de la masse d'eau d'ici fin 2021.

Les travaux d'eau potable permettant la substitution de ces captages par une alimentation par la source du Lez ont été menés. Ils ont consisté à la création d'une interconnexion entre les réseaux de la commune et ceux alimentés par la source du Lez. Dorénavant l'ensemble de la commune est desservie par la source du Lez.

En conséquence, il convient de procéder à l'abrogation de la DUP relative aux travaux d'alimentation en eau potable de dérivation d'eau souterraine et d'établissement de périmètres de protection de ces deux captages. Cette procédure s'inscrit dans la démarche d'abandon des ouvrages afin de mettre fin aux obligations d'entretien et de surveillance des ouvrages.

Il est également nécessaire de procéder au retrait des pompes ainsi qu'à l'isolement du captage de Fescau du reste du réseau, de manière irréversible. Ces interventions sont prévues et seront réalisées par la Régie des Eaux.

Enfin, les travaux de comblement des ouvrages seront effectués selon les normes en vigueur au plus tard fin novembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'acter de la désaffectation des forages de Pidoule et de Fescau qui ne seront plus utilisés pour le service public d'eau potable ;
- D'approuver l'abandon de ces captages dans la commune de Montferrier-sur-Lez ;
- De solliciter, auprès de Monsieur le Préfet, l'abrogation de la Déclaration d'Utilité Publique afférente ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau potable 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161110-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Eau potable - Participation financière des opérations d'urbanisme à la construction d'un futur réservoir sur la commune de Castries - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le développement urbain de la commune de Castries est estimé à l'horizon 2040 à environ 778 logements répartis entre l'opération des Lavandières (328 logements) et des autres opérations à venir notamment en densification du tissu urbain représentant un gisement de 450 logements. Pour l'opération des Lavandières, les besoins de pointe en terme de distribution et de stockage d'eau sont estimés à 0,8 m³ par logement. A ces besoins s'ajoutent la prise en compte d'une activité de commerces (26 m³) et les besoins liés à la Défense Extérieure Contre l'Incendie (120 m³). Ainsi, au total, l'augmentation des capacités de stockage rendue nécessaire par cette opération d'aménagement est de 408 m³.

Dans un souci sécuritaire et afin de prendre en compte un stockage actuel déficitaire en période de forte consommation estivale, le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) souhaite réaliser un nouveau réservoir d'une capacité totale d'environ 1 000 m³ dont le coût prévisionnel est estimé à 950 000 € HT soit 950 € le m³.

Le financement de ce réservoir sera assuré par la convention de PUP intervenue le 29 décembre 2020 entre la Métropole et le promoteur de l'opération Les Lavandières à la charge duquel est mis une contribution de 387 600 € (408 m³ x 950 €) et par un autofinancement du SMGC à hauteur de 125 400 € au titre du déficit actuel.

Le solde de l'opération soit 437 000 € sera préfinancé par le SMGC et il est proposé d'appliquer une contribution unitaire de 971 €/nouveau logement à toute nouvelle opération d'urbanisme entrant dans le cadre d'une ZAC ou d'un PUP pour le financement des travaux de construction du nouveau réservoir de Castries. Une participation de niveau si possible équivalent sera également recherchée sur les secteurs à TA majorée.

La participation des opérations d'urbanisme destinées à des activités économiques ou équipements publics sera évaluée en fonction des besoins d'eau potable générés par l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de la contribution des ZAC, PUP ou secteurs à TA majorée au financement des travaux de construction du réservoir de Castries au bénéfice du maître d'ouvrage de l'opération, le Syndicat Mixte Garrigues Campagne ;
- D'approuver le montant forfaitaire unitaire de 971 €/nouveau logement ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions à intervenir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Nathalie LEVY, M. Arnaud MOYNIER, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161049-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Eau potable - Participation financière des opérations d'urbanisme aux travaux de renforcement de l'étage de pression 105 sur la commune de Montpellier - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

L'alimentation en Eau Potable des communes de Montpellier, Juvignac et Grabels pour partie est assurée à partir du système de production d'eau potable de Montpellier. La distribution est décomposée en étages de pression : les étages 57, 80, 105 et 157. L'étage 105 dessert le Nord de Montpellier, la commune de Juvignac et, par reprise de pompage, l'étage 157 alimentant le quartier des hauts de Massane et une partie de Grabels.

L'alimentation de cet étage 105 est assurée par deux stations de pompage refoulant l'eau de la station d'eau potable d'Arago vers les réservoirs des Hauts de Massane :

- La station de pompage de Montmaur d'une capacité de 230 l/s ;
- La station de Lodève d'une capacité de 320 l/s.

L'opération du renforcement de l'étage 105 à Montpellier constitue l'une des actions prioritaires du Schéma Directeur d'Eau Potable approuvé par délibération n° 11594 du 23 mai 2013 de Montpellier Agglomération et mis en œuvre par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les travaux consistent en :

- La construction d'une nouvelle station de pompage d'une capacité de 630 l/s à vitesse variable ;
- La pose d'une canalisation depuis la station de pompage projetée en sortie du réservoir sud de Montmaur jusqu'au maillage avec la conduite existante DN500 mm provenant du réservoir la Colombière au niveau du giratoire de l'avenue du Pic Saint Loup / avenue de l'Occitanie / rue des Brusses, soit un linéaire d'environ 1500 m en DN800 mm ;
- La pose d'une canalisation de diamètre 500 mm sur 820 ml jusqu'au maillage avec la conduite existante DN500 mm située rue de la Croix de Lavit.

Ces travaux sont actuellement en cours et le coût de l'opération (études et travaux) s'établit à 11,3 M€ HT.

L'étage 105 sera ainsi dimensionné pour répondre à la demande du jour de pointe de 51 050 m³/j à l'horizon 2040 évaluée sur la base du SCoT pour une population totale de 158 000 habitants sur les étages de pression 105 et 157.

En considérant un taux d'occupation des logements de 1,9 habitants/logements sur le secteur correspondant à la moyenne montpelliéraine, il en résulte un montant forfaitaire de 136 €/nouveau logement, qu'il est proposé d'appliquer à toute nouvelle opération d'urbanisme entrant dans le cadre d'une ZAC ou d'un PUP alimenté par l'étage 105 ou 157. Une participation de niveau si possible équivalent sera également recherchée sur les secteurs à TA majorée.

La participation des opérations d'urbanisme destinées à des activités économiques ou équipements publics sera évaluée en fonction des besoins d'eau potable générés par l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de la contribution des ZAC, PUP ou secteurs à TA majorée au financement des travaux de renforcement de l'étage 105 ;
- D'approuver le montant forfaitaire unitaire de 136 €/nouveau logement au bénéfice de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions à intervenir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161048-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Eau potable - Participation financière des opérations d'urbanisme aux travaux de renforcement de l'alimentation en eau du service de la commune de Saint-Brès - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) de Montpellier Méditerranée Métropole, approuvé par délibération n°11594 en date du 23 mai 2013, prévoyait pour le service de Saint-Brès, d'une part la mise en service d'un forage existant mais non encore autorisé (forage de Farel), associée à la réalisation d'une unité de traitement de la turbidité et d'autre part, une interconnexion de secours avec les réseaux du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC).

Suite à l'avis défavorable de novembre 2013 de l'hydrogéologue agréé sur l'exploitation du forage Farel, un nouveau programme de travaux du schéma directeur d'alimentation en eau potable du service a été étudié en collaboration avec le SMGC et approuvé par délibération n° M2019-459 du 23 juillet 2019 par le Conseil de Métropole.

Le nouveau schéma d'alimentation prévoit notamment :

- La pose de 3 660 mètres linéaires de conduite en diamètre nominal 300 mm depuis le lieu-dit Villemagne (RD610) jusqu'à proximité du collège Le Béranger sous maîtrise d'ouvrage SMGC ;
- La pose d'une conduite d'adduction en diamètre nominal 200 mm sur une longueur d'environ 1 300 mètres linéaires entre le point de livraison de la conduite du SMGC et le réservoir actuel des Olivettes ;
- Le renforcement des surpresseurs en sortie des réservoirs actuels.

Au total, les dépenses d'adaptation du schéma directeur d'alimentation en eau potable sur le service de Saint-Brès s'élèvent à 1 381 062 € HT.

Ces travaux permettront l'alimentation en eau potable d'environ 1 795 logements. Il est ainsi proposé d'appliquer une contribution unitaire de 769 €/logement à toute nouvelle opération d'urbanisme entrant dans le cadre d'une ZAC ou d'un PUP pour le financement des travaux de renforcement de l'alimentation en eau potable de Saint-Brès. Une participation de niveau si possible équivalent sera également recherchée sur les secteurs à TA majorée.

La participation des opérations d'urbanisme destinées à des activités économiques ou équipements publics sera évaluée en fonction des besoins d'eau potable générés par l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de la contribution des ZAC, PUP et secteurs à TA majorée au financement des travaux de renforcement sur le service de Saint-Brès ;
- D'approuver le montant forfaitaire unitaire de 769 €/logement au bénéfice de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions à intervenir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161054-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Eau potable - Participation financière des opérations d'urbanisme à la construction du futur réservoir sur la commune de Prades-le-Lez - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

La commune de Prades-le-Lez est alimentée par l'usine d'eau potable Arago via une canalisation en DN1000 mm qui alimente également la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup. Le service de cette commune ne dispose pas d'alimentation de secours et la capacité de stockage actuelle de 1 000 m³ est insuffisante pour couvrir les besoins de la population actuelle et future.

L'opération de renforcement de la capacité de stockage de la commune de Prades-le-Lez vise donc à porter la capacité totale à 2 800 m³ par la construction d'un nouveau réservoir de 1 800 m³, capacité totale qui permettra de couvrir les besoins futurs de la commune à l'horizon 2040 et d'atteindre une autonomie de 24 heures en cas de problème d'alimentation depuis l'usine Arago. Sur le nouveau stockage de 1 800 m³, 720 m³ sont prévus pour les besoins de la population supplémentaire prévue d'ici 2040 (40 % du volume supplémentaire), correspondant à 749 logements supplémentaires.

Le montant de l'opération (études et travaux) est estimé, au stade faisabilité, à 1 490 000 € HT, dont 596 000 € HT peuvent être portés à la charge des nouvelles constructions. Il est ainsi proposé d'appliquer une contribution unitaire de 796 €/nouveau logement à toute nouvelle opération d'urbanisme entrant dans le cadre d'une ZAC ou d'un PUP. Une participation de niveau si possible équivalent sera également recherchée sur les secteurs à TA majorée. La participation des opérations d'urbanisme destinées à des activités économiques ou équipements publics sera évaluée en fonction des besoins d'eau potable générés par l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe de la contribution des ZAC ou PUP et secteurs à TA majorée au financement des travaux de construction du réservoir de Prades-le-Lez ;
- D'approuver le montant forfaitaire unitaire de 796 €/nouveau logement au bénéfice de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions à intervenir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161055-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ENVIRONNEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Mylène FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Serge DESSEIGNE, Hind EMAD, Maryse FAYE

Environnement - Révision du Plan Climat en Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) de Montpellier Méditerranée Métropole - Stratégie Neutralité Carbone 2050 et Orientations - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

La lutte contre le changement climatique est identifiée en tant qu'enjeu majeur, sur le plan international, mais également au sein des territoires, chacun œuvrant à son niveau. Montpellier Méditerranée Métropole et ses communes inscrivent la transition écologique et solidaire à la convergence des politiques publiques menées en matière d'habitat et de logement, de déplacements, de qualité de l'air, d'urbanisme et d'aménagement, de préservation et de gestion économe des ressources et de l'espace, de préservation de la biodiversité, de politique de gestion des risques, d'évolution et de gestion des réseaux énergétiques, de politique agroécologique et alimentaire, de développement économique...

Cette inscription est mise en avant au travers du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), dont la révision a été engagée par délibération du Conseil de Métropole n°M2018-270 du 20 juin 2018, sur le fondement des 3 axes suivants :

- adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets ;
- accompagner le territoire dans la transition énergétique ;
- poursuivre la trajectoire énergie-climat et inscrire le territoire dans les politiques post-carbone.

Le PCAET, s'inscrit comme instrument de mise en œuvre des objectifs de transition écologique et solidaire, conjointement et en complémentarité de l'ensemble des démarches de planification engagées, notamment :

- le Plan de mobilité (PDM), poursuivant deux caps pour offrir à la fois un cadre de vie apaisé et respirable, ainsi que des alternatives à l'autosolisme ;
- le Plan local d'urbanisme intercommunal – climat (PLUi-climat), offrant au PCAET et au PDM un support d'application opposable et qui ambitionne de répondre aux besoins essentiels de la population : manger, respirer, se loger, travailler, se déplacer, se détendre...

Ces démarches se répondent également au travers de la mutualisation des outils d'élaboration, de communication, de concertation, ainsi que des calendriers d'élaboration.

Le contexte réglementaire

Depuis une dizaine d'années, les accords internationaux et européens, transcrits en droit français au travers de nombreux textes législatifs, régissent l'élaboration de la planification énergie-climat et font porter la mise en œuvre de ces politiques aux collectivités et à leurs groupements. Conformément aux dispositions des lois « Grenelle I et II » du 3 août 2009 et du 12 juillet 2010, un premier Plan Climat Énergie Territorial (PCET) 2013-2018 a été approuvé par délibération en 2014.

Ce premier PCET est aujourd'hui révisé pour tenir compte de plusieurs lois promulguées depuis. Ainsi, la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015, intègre les enjeux de qualité de l'air au PCAET et norme son contenu. La loi énergie-climat du 8 novembre 2019 traduit en droit français l'Accord international de Paris de décembre 2015, d'atteinte de la neutralité carbone d'ici à 2050, spécifiée par la Stratégie nationale bas carbone. Enfin, la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019, impose au PCAET, s'agissant d'un territoire couvert par un plan de protection de l'atmosphère :

- l'intégration d'un plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques, en vue d'atteindre les objectifs fixés nationalement ;
- le respect, au travers de son programme d'action, des normes de qualité de l'air, définies par le Code de l'Environnement, au plus tard en 2025 ;
- la création de zones à faible émission (ZFE), en lien avec la mobilité ;
- le plan d'action doit porter une attention particulière vis-à-vis des établissements recevant du public dit « sensibles ».

S'ajoutent d'autres objectifs relatifs à la préservation et la valorisation des déchets, à la protection de la biodiversité et des milieux naturels et la préservation des risques pour l'environnement et la santé.

L'élaboration, et la mise en œuvre des programmes d'actions successifs du PCAET doivent s'inscrire dans une démarche plus large, à travers laquelle il s'agit :

- d'intégrer les engagements internationaux et nationaux en matière de lutte contre le changement climatique, de prendre en compte la stratégie nationale bas carbone, et, localement, d'être compatible avec les objectifs fixés pour chaque polluant dans le plan de protection de l'atmosphère (PPA), dont la révision est conduite par le Préfet courant 2021-2022 ;
- de prendre en compte les objectifs du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), et d'être compatible avec les règles de son fascicule ;
- de prendre en compte le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé en 2019 ;
- de s'assurer de la compatibilité entre le PDM et le PCAET (ces deux documents étant établis sur un même périmètre) ; le PLUi, prescrit en novembre 2015, devra prendre en compte le PCAET.

Les constats

La première phase de l'élaboration du PCAET a consisté à réaliser le diagnostic du territoire qui présente le profil de consommations d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre, les vulnérabilités de la Métropole face aux changements climatiques ainsi que les potentialités du territoire en matière de production d'énergies renouvelables. Ce diagnostic fait apparaître :

- des évolutions climatiques déjà perceptibles : notamment une augmentation de la température moyenne de + 0,3°C par décennie depuis 1980, du nombre de jours de vague de chaleur, des phénomènes météorologiques violents plus nombreux et plus intenses, une élévation du niveau de la mer de + 6 cm... ;
- des perspectives d'évolutions climatiques amplifiées à 2100 avec notamment 90 jours de forte chaleur chaque année, une augmentation en nombre et en intensité des épisodes cévenols et des périodes de sécheresse, une élévation plus marquée du niveau de la mer... ;
- des consommations d'énergie, issues pour 50 % des produits pétroliers, plus faibles qu'au niveau national du fait d'un climat plus clément et de l'absence d'industrie ;
- une précarité énergétique des ménages plus marquée qu'au niveau national : la facture énergétique du territoire représente plus de 710 millions d'euros chaque année dont 500 millions payés par les ménages ;
- un taux de couverture par les énergies renouvelables locales plutôt faible même s'il a été multiplié par trois depuis 2010 et un potentiel identifié qui repose majoritairement sur le solaire photovoltaïque ;
- des émissions de gaz à effet de serre liées à 90 % aux secteurs des transports et du bâtiment.

Ce diagnostic met également en lumière les enjeux du territoire, en termes :

- de risques : incendie, inondation, sécheresse et effet « *ilot de chaleur urbain* », représentent les risques majeurs du territoire ;
- d'atténuation : les mobilités et le bâtiment sont les secteurs à traiter en priorité ;
- de production d'énergie renouvelable : le photovoltaïque est à développer massivement.

L'ambition et les objectifs poursuivis

Le PCAET poursuit deux objectifs : d'une part l'**atténuation**, afin de limiter l'impact du territoire sur le climat en diminuant les émissions de gaz à effet de serre et les polluants atmosphériques produits, et d'autre part, l'**adaptation**, dans le but de réduire la vulnérabilité du territoire au changement climatique.

Le PCAET de Montpellier Méditerranée Métropole doit apporter des réponses aux enjeux de son territoire, méditerranéen, urbain et péri-urbain, en réponse à ses défis socio-économiques, à savoir :

- mettre en place des stratégies d'atténuation et d'adaptation pour faire face à l'urgence climatique ;
- lutter contre la pollution atmosphérique pour préserver la santé de montpelliérains ;
- préserver l'exceptionnelle biodiversité du territoire ;
- protéger les ressources du territoire ;
- garantir la souveraineté alimentaire ;
- assurer la souveraineté énergétique.

La Métropole recherche au travers de son PCAET à faire de l'action climatique un facteur d'inclusion sociale et de solidarité entre les habitants de la Métropole, en luttant contre toutes les précarités : précarité énergétique liée au logement et à la mobilité, précarité alimentaire, accès équitable à l'eau...

L'ambition pour le territoire, affichée dans le PCAET, nécessite d'assurer la cohérence de l'action territoriale et sa gouvernance au travers d'un engagement de tous les acteurs socioéconomiques, qui pourra prendre la forme d'une convention territoriale.

La même cohérence sera recherchée avec les territoires voisins en développant les coopérations interterritoriales, dans le cadre de la pérennisation d'un espace de dialogue de type comité des partenaires, créé à l'occasion de l'élaboration du présent PCAET.

Enfin, la Métropole veut afficher son exemplarité et celle des 31 communes au travers de la sensibilisation, l'information et la formation des services publics à tous les niveaux et montrer l'exemple : l'écoresponsabilité sera le fil-guide de l'action de la Métropole et de ses communes au quotidien.

Les orientations portant la stratégie

Depuis la délibération d'engagement de la révision du PCAET, les enjeux, les objectifs poursuivis et le diagnostic territorial ont fait l'objet de présentations, d'échanges, de discussions, d'accords dans le cadre d'un forum, d'ateliers d'experts thématiques, de mise à disposition du public de documents, de contributions techniques ou citoyennes. Ces réflexions ont depuis été approfondies dans le cadre d'échanges entre Vice-Président(e)s, et avec les communes, pour aboutir à une proposition de stratégie et d'orientations actualisées pour le territoire métropolitain.

C'est ainsi que se présente l'ambition de Montpellier Méditerranée Métropole et du territoire à 2050, avec un point d'étape à 2030 et un engagement ferme sur la durée du mandat, dans le but de mettre le territoire sur la trajectoire qui permettra l'atteinte des objectifs 2050. En cohérence avec les engagements nationaux et internationaux, notamment la loi Energie-Climat, qui reprend les engagements de l'Accord de Paris lors de la COP 21, la Métropole ambitionne un territoire neutre en carbone en 2050 et opte pour une diffusion, une ramification de ses engagements au sein de l'ensemble de ses politiques publiques et des compétences qu'elle exerce.

Ainsi, pour diminuer drastiquement les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur du bâtiment (considéré avec le secteur des transports comme principal émetteur de gaz à effet de serre), mais également **pour lutter contre la précarité énergétique** liée au logement, la Métropole ambitionne la rénovation de 13 500 logements en 5 ans, en s'appuyant sur les dispositifs Guichet Unique, Renov'Energie et Rénover pour un habitat durable et solidaire. Elle organisera également l'accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique afin de sortir 13 000 ménages de cette situation. Les petits locaux tertiaires, et en premier lieu le patrimoine public, devront également faire l'objet de travaux d'amélioration thermique. La mise en œuvre de cette politique de rénovation du bâti doit permettre l'atteinte en 2050 90 % du parc résidentiel et 80 % du parc tertiaire rénovés, ainsi que de passer en dessous de la barre de 5 % de ménages en situation de précarité.

Afin de lutter contre le changement climatique et préserver la santé des habitants de la Métropole, en offrant une alternative à tous pour se déplacer autrement, la Métropole s'engage pour **une mobilité décarbonée**. Au travers de la gratuité totale des transports en commun pour les habitants de son territoire en 2023, la Métropole affiche sa volonté de redonner du pouvoir d'achat et de permettre l'accès aux transports en commun à tous les habitants. Cette mesure est complétée par l'amélioration de l'offre de transport : ligne 5 et prolongement ligne 1 du tramway, bus à haut niveau de service, Etoile montpelliéraine, accès au TER, afin d'augmenter la population desservie par les transports en commun. Le déploiement du système vélo permettra d'augmenter considérablement la part modale du vélo dont l'objectif est d'atteindre 10 % en 2025. La marche, le covoiturage, l'autopartage, les plans de mobilité d'entreprises seront favorisés pour stopper l'autosolisme, de même que les quartiers apaisés seront généralisés sur le territoire. La Zone à Faibles Emissions (ZFE), engagée dès l'automne 2021, permettra de mettre en place des outils de logistique urbaine. Enfin, la flotte de véhicules des services de la Métropole tend vers une décarbonation progressive grâce à un programme de renouvellement particulièrement ambitieux. La Métropole vise la disparition des véhicules individuels carbonés 2050 grâce à une offre de mobilité alternative.

Poursuivant l'**objectif de souveraineté énergétique**, la Métropole s'engage pour la sobriété énergétique et le développement de productions locales d'énergies renouvelables. Un schéma directeur des énergies, en cours d'élaboration, viendra préciser le rôle des différents réseaux d'énergies sur le territoire et leurs contributions respectives à la transition énergétique du territoire. Les actions de maîtrise de l'énergie sur le patrimoine public enclenchées par la Métropole et les communes, mais également sur l'éclairage public seront renforcées. Une attention particulière est apportée à la question du numérique, dont l'usage a fortement évolué lors de la crise sanitaire traversée. Son évolution doit intégrer un développement responsable pour une égalité sociale, mais également les enjeux climatiques. Le développement des filières locales d'énergie renouvelable et de récupération sera favorisé par un soutien aux projets citoyens à vocation sociale, et la création d'une structure publique de la transition énergétique permettra de démultiplier les projets, notamment l'extension du réseau de chaleur renouvelable à la maille des 31 communes. Pour accompagner, la transformation de la mobilité, le territoire sera maillé par un réseau de stations d'avitaillement décarbonées au Gaz Naturel Véhicule, à l'hydrogène ou électriques. Enfin, la Métropole d'ores et déjà exemplaire en systématisant l'intégration des énergies renouvelables et de récupération sur son patrimoine, poursuivra le développement de projets innovants.

La Métropole vise par ailleurs, l'atteinte de l'objectif « **zéro artificialisation nette** » dans la décennie 2030 et la **neutralité carbone** de toute opération d'aménagement ou de renouvellement urbain. La Métropole élabore un PLUi-climat qui intègre cette trajectoire « **zéro artificialisation nette** » et favorise le réinvestissement urbain pour offrir une alternative à la maison individuelle isolée. Des expérimentations sont à conduire avec les professionnels du BTP pour réussir des opérations d'aménagements neutres en carbone. De même, la renaturation et la désimperméabilisation des sols sont à amplifier. Enfin la Métropole accompagnera la dynamique de renaturation des cours d'écoles dans les communes.

La Métropole s'engage aussi à rendre le **territoire résilient aux risques** présents et à venir, assurer la protection des populations et réduire le coût des dommages. Tous les risques naturels (inondation, ruissellement et submersion marine / incendie / canicule, sécheresse / ...) sont intégrés dans l'aménagement du territoire, du PLUi-climat aux projets opérationnels.

La stratégie de gestion des eaux pluviales de la Métropole réduira la vulnérabilité des quartiers et des habitants exposés aux inondations. Les Programmes d'Action de Prévention des Inondations (PAPI), mis en œuvre, systématiseront le développement de l'ingénierie écologique et les techniques douces (restauration des cours d'eau notamment). La reconquête et la préservation des zones humides et des zones d'expansion de crues sont à prioriser, les plans de gestion des milieux aquatiques seront révisés. Par ailleurs, la stratégie de résilience du littoral, au travers d'une gouvernance inter-collectivités, doit poursuivre sa construction. Enfin, il est prévu une extension du dispositif Ville en alerte pour tous les risques sur toute la Métropole, en développant en parallèle un Club risques et résilience et en mettant en place une gouvernance territoriale.

La préservation de la biodiversité, le rafraîchissement de la ville et la séquestration du carbone sont par ailleurs, autant d'enjeux forts pour la Métropole en termes d'adaptation du territoire aux changements climatiques. La mise en œuvre de la stratégie biodiversité en cours d'élaboration, a pour objectifs de préserver et de dynamiser la trame verte, de restaurer et de renaturer les milieux aquatiques de la trame bleue, de construire la trame noire en cohérence avec le plan lumière, de préfigurer une trame brune. S'agissant du développement et de la diffusion de la connaissance, elle ambitionne d'élaborer un Atlas intercommunal de la biodiversité en concertation avec les communes et les partenaires. Le rafraîchissement en milieu urbain reposera sur la végétalisation de l'espace public par des actions massives de plantation d'arbres, la création de potagers, la promotion de végétalisation des espaces privés et la conservation des espaces végétalisés. Dans les espaces agronaturels, la conservation des espaces plantés existants et la création ou la reconstitution des infrastructures agroécologiques sera une priorité. Enfin la réalisation de forêts urbaines sur le territoire de la Métropole sera engagée. La Métropole se donne les objectifs en 2050, de la complète fonctionnalité des trames, aucun effet « *ilot de chaleur urbain* » et au moins 50 % des émissions de carbone séquestrées sur le territoire.

Assurer la pérennité de **la ressource en eau** en promouvant la sobriété pour un accès équitable à tous, pour tous les usages, telle est également l'ambition de la Métropole. Les actions déjà engagées, de protection de la qualité de l'eau à l'échelle de la Métropole ainsi que la diversification des ressources exploitées pour l'alimentation en eau potable seront poursuivies. La Métropole a également la volonté d'offrir aux ménages une tarification écologique et solidaire. Le rendement du réseau d'eau potable sur le périmètre d'intervention de la Régie sera encore amélioré à plus de 85 %. Concernant l'eau brute, c'est la préservation et la diversification des ressources, ainsi que la rationalisation de leur utilisation pour des projets agroécologiques et des filières à bas niveaux d'impacts qui seront privilégiées. La Régie de l'assainissement, pour une gestion publique du petit cycle de l'eau, sera créée. Enfin, les actions de réduction des consommations d'eau déjà engagées sur le patrimoine de la Métropole seront poursuivies, de même que l'accompagnement de la population aux économies d'eau. L'ensemble de ces mesures vise à atteindre en 2030, 100 % des ressources en eau à l'équilibre quantitatif et 100 % des ressources locales stratégiquement durablement protégées.

Montpellier Méditerranée Métropole sera un **territoire zéro déchet** avant 2050. La Métropole se donne l'objectif fin 2024, de réduire de 40 % les ordures ménagères résiduelles, par rapport à 2020, notamment en extrayant le biodéchet de la poubelle grise et en proposant du compostage de proximité et la collecte en porte à porte. La sensibilisation des habitants à la prévention et au tri à la source, la mise en place de la tarification incitative, le plan « *0 plastique* » ainsi que le développement des filières de l'économie circulaire sont autant de mesures qui contribueront à l'atteinte des objectifs. L'accompagnement de tous les professionnels vers la prévention et le tri, ainsi que la redéfinition du périmètre du service public sont également programmés. Enfin les agents de la Métropole seront sensibilisés pour que l'administration soit exemplaire dans la réduction et le tri des déchets.

En matière d'**agroécologie et d'alimentation**, la Métropole ambitionne de construire un système alimentaire durable et équitable. Il s'agit d'abord de façonner un territoire nourricier et acclimaté, en préservant ses ressources naturelles, en « *sacralisant* » les terres de la plaine ouest, en mobilisant le foncier agricole par la reconquête des friches et la création d'associations foncières agricoles (AFA), en favorisant l'installation d'agriculteurs, en accompagnant les évolutions des pratiques. La Métropole s'engage également à mettre en place des baux à clauses environnementales sur son foncier public et à développer une stratégie d'intervention foncière. Il s'agit ensuite de structurer un approvisionnement durable et résilient : renforcer l'approvisionnement scolaire par des produits locaux de qualité, accompagner le développement de filières locales, appuyer la commercialisation en circuits courts, fluidifier la logistique alimentaire. Enfin, la Métropole a la volonté de permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie, une alimentation solidaire, plus inclusive et émancipatrice. Le territoire devra être maillé d'une offre commerciale d'alimentation locale permettant d'atteindre cet objectif. En 2050, la Métropole ambitionne 100 % des parcelles agricoles du territoire en agroécologie selon la charte métropolitaine, et la reconquête de la totalité des friches agricoles.

Enfin, la Métropole souhaite s'engager aux côtés des **acteurs socio-économiques** du territoire pour les accompagner dans leur **transition écologique**. Qu'il s'agisse de mettre en œuvre le projet Med Vallée, de favoriser l'engagement sociétal des entreprises et des acteurs, de favoriser la création d'entreprises à impact sociétal positif et des nouveaux modèles économiques plus responsables, d'aider les acteurs économiques et l'écosystème de l'innovation à engager leur transition en s'appuyant sur la dynamique des grands comptes locaux, l'objectif affiché par la Métropole est que 100 % d'entre elles aient réussi leur transition écologique en 2050.

Les modalités d'élaboration, de suivi de mise en œuvre

Le travail d'élaboration du PCAET se poursuit jusqu'à aboutir à la fin de l'année 2021 à un programme d'actions opérationnelles engageant la Métropole pour les six premières années, afin d'orienter au plus tôt le territoire dans la trajectoire permettant l'atteinte des objectifs à 2050.

S'agissant de la poursuite de la concertation avant arrêt du projet, la délibération du Conseil de Métropole n°M2018-270 du 20 juin 2018, d'engagement de la révision du PCAET, identifie la mise à disposition de l'ensemble du projet de PCAET révisé, pendant un mois minimum, avant arrêt dudit document par le Conseil de Métropole, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (aux jours et heures habituels d'ouverture). Une publication dans un journal local informera le public du début de la mise à disposition de l'ensemble du projet de PCAET révisé, et de son évaluation environnementale. Un bilan de la concertation sera ensuite réalisé et présenté au Conseil de Métropole avant arrêt du projet.

Le projet de plan arrêté sera transmis pour avis au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional. Ces avis sont réputés favorables au terme d'un délai de deux mois suivant la transmission de la demande. En parallèle, le projet de plan et son évaluation environnementale seront soumis pour avis à l'autorité environnementale (Missions Régionales d'Autorité environnementale - MRAe). L'ensemble de ces avis, le bilan de la concertation préalable et le projet de plan arrêté feront l'objet d'une participation du public par voie électronique, conformément à l'article L. 123-19 du Code de l'environnement. Le projet de plan, modifié le cas échéant pour tenir compte de ces avis, sera adopté par délibération.

Enfin, et afin de cadrer le suivi et l'évaluation du PCAET, l'outil Citergie, démarche de management et de labellisation européenne, est mobilisé. Via son volet « *Evaluation des politiques publiques* », il a contribué à la réalisation du diagnostic du PCAET. Les indicateurs de ce dispositif européen seront utilisés pour suivre la mise en œuvre du PCAET. Egalement, le programme d'actions de Citergie, suivant les standards de la labellisation, a vocation à se fondre au sein du programme d'actions du PCAET. La Ville de Montpellier et la Métropole ont été labellisées Citergie (niveau 2 sur 3 niveaux, pour une durée de 4 ans) fin 2019-début 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la stratégie du PCAET de Montpellier Méditerranée Métropole, et les orientations qui en découlent, telles que déclinées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160920-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Mylène FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Serge DESSEIGNE, Hind EMAD, Maryse FAYE

Environnement - Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) - Aide financière à la rénovation énergétique performante de logements - Approbation du dispositif

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La rénovation énergétique des logements a été identifiée depuis plusieurs années comme un enjeu phare du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), en cours d'élaboration, renouvelle et précise ce constat : le secteur du bâtiment représente, en effet, 48% des consommations énergétiques du territoire, dont 25% pour le secteur résidentiel. De plus, 18% de la population de la Métropole est estimée se trouver en situation de précarité énergétique, alors qu'au niveau national le taux se situe à 12%.

Outre l'impact sur l'atténuation au changement climatique, la rénovation énergétique des logements répond également à plusieurs enjeux complémentaires :

- Economiques : augmentation du pouvoir d'achat des ménages par la réduction de leur facture énergétique, valorisation patrimoniale, activité économique locale ;
- Sociaux : réduction de la précarité énergétique, amélioration du confort hivernal et estival des occupants.

Face à ce constat, le plan d'actions du PCAET visera la rénovation de 90% du parc résidentiel à l'horizon 2050, avec un gain énergétique de plus de 40%. En 2021, la Métropole s'est fixé un objectif de 1 300 logements rénovés, puis une augmentation progressive chaque année pour atteindre 4 500 rénovations par an à partir de 2030.

La Métropole a pour objectif de favoriser la rénovation du parc privé ancien sur le territoire de la Métropole, et notamment via l'amélioration de la performance énergétique des logements, la lutte contre l'habitat indigne, l'aide à l'autonomie dans le logement des personnes en situation âgées et de handicap, et redressement des copropriétés les plus en difficulté.

Pour ce faire, la Métropole assure l'instruction, l'ordonnancement et le paiement des demandes d'aides financières, sous conditions de ressources, en qualité de délégataire des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et sur ses fonds propres, via notamment les dispositifs programmés suivants :

- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH - RU) Courreau Figuerolles Nord-Ecusson (2016-2021) et démarche en cours pour la définition d'un nouveau périmètre opérationnel ;
- OPAH Copropriétés Dégradées Mosson (2019-2024), site national prioritaire du Plan Initiative Copropriété (PIC) lancé par l'Etat et l'ANAH ;
- Plan de Sauvegarde Cévennes, phase d'élaboration : 2019-2021 ; phase de réalisation : 2022-2026, site régional du Plan Initiative Copropriété ;
- Programme d'Intérêt Général (PIG) « Rénover pour un habitat durable et solidaire » (2019-2024) qui couvre la totalité du territoire de la Métropole, hors OPAH et Plan de Sauvegarde.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole a répondu à un appel à projets du Programme Investissement d'Avenir « EcoCité – Ville de Demain » portant sur la rénovation thermique de copropriétés des Trente Glorieuses. Des financements pour l'accompagnement et les travaux de ces copropriétés ont été obtenus via ce programme qui vise un niveau de performance exemplaire (Bâtiment Basse Consommation Rénovation (BBC)). A ce jour 4 résidences sont intégrées au programme qui arrive à son terme et qui a confirmé la complexité d'atteindre ce niveau de performance BBC rénovation pour des copropriétés en climat méditerranéen.

En complément, la Métropole a mis en place sur son territoire, en 2018, une Plateforme Territoriale de Rénovation Énergétique de l'habitat privé (PTRE) nommée Rénov'Energie. Le dispositif bénéficiait du soutien de l'ADEME (Agence de la Transition Ecologique) pour une durée de 3 ans (2018-2021). L'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) a été positionnée comme l'opérateur principal du dispositif auprès des particuliers et des copropriétés. L'accompagnement Rénov'Energie a complété le conseil de premier niveau (Espace Info Energie) porté par l'ALEC depuis plusieurs années, afin d'accompagner les ménages dans leur projet de rénovation énergétique dans un objectif de massification. Un partenariat formalisé par la signature d'un accord-cadre le 6 juin 2018, a de plus été noué avec les acteurs locaux, chacun apportant son expertise : Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL), Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE), Fédération du Bâtiment de l'Hérault (FFB), Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB), Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) en qualité de délégataire du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF).

Après 3 ans de fonctionnement, Rénov Energie a permis d'accompagner le projet de rénovation de 900 logements dont 75% en copropriété et 25% en logements individuels. Cette première expérience a mis en lumière un réel besoin et une plus-value de Rénov'Energie pour orienter les particuliers vers les travaux les plus efficaces et les sources de financements disponibles.

Fort de ces expériences, la Métropole a souhaité poursuivre ses actions et les amplifier, en répondant à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) de la Région Occitanie qui prend le relais du dispositif porté initialement par l'ADEME. Ainsi, en décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole était lauréate de l'AMI afin d'assurer le déploiement d'un guichet unique Rénov'Occitanie sur son territoire. Celui-ci est mis en œuvre depuis le 1^{er} avril 2021 par l'ALEC, et accompagne les particuliers et les copropriétés dans leur parcours de rénovation. Un premier service d'information et de conseil de 1^{er} niveau, neutre et gratuit, est proposé aux particuliers sur les actions de rénovation, de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables à l'échelle de l'habitat individuel ou collectif privé. A l'issue de ce premier niveau d'information, il est proposé un parcours d'accompagnement pour les ménages qui souhaitent s'engager dans un projet de rénovation avec un objectif de 40% d'économie d'énergie minimum. Ce parcours comprend deux étapes : la définition du projet d'amélioration thermique de l'habitat dans le cadre d'un audit puis l'accompagnement aux travaux.

La phase audit est réalisée par des opérateurs retenus dans le cadre du dispositif régional, dont la prestation est financée par la Région sauf un reste à charge de 90 € pour les ménages. Souhaitant encourager les ménages et les copropriétés dans leurs démarches vers des rénovations ambitieuses, la Métropole souhaite que l'accompagnement à la définition du projet d'amélioration thermique de l'habitat reste gratuit pour les particuliers. Ainsi, la Métropole décide de financer le reste à charge de 90 € de l'audit réalisé par les opérateurs du dispositif régional sur les logements privés de son territoire.

Compte tenu du fait que le Guichet Unique est fonctionnel depuis le 1^{er} avril, le financement du reste à charge est rétroactif au 1^{er} avril 2021, afin de ne pas pénaliser les ménages qui se sont déjà engagés dans le dispositif depuis quelques semaines.

De plus, dans l'optique d'atteindre les objectifs du PCAET et de créer un véritable effet levier vers le passage à l'acte, la Métropole décide d'apporter une aide financière, d'un montant de 1 300 €, attribuée aux propriétaires et copropriétaires, habitants ou bailleurs, d'un logement individuel ou en copropriété sur le territoire de la Métropole, sans conditions de ressources, pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique de leur logement, permettant d'atteindre le seuil de 40 % d'économie d'énergie. Cette aide financière de la Métropole est complémentaire et cumulable avec les autres dispositifs existants d'aide à la rénovation énergétique des logements, qu'ils soient métropolitains, régionaux ou nationaux. Cette aide sera effective à compter de la date exécutoire de la présente délibération.

Un règlement définit les modalités d'attribution de cette aide financière. A l'instar des dispositifs d'accompagnement des particuliers dans leur parcours de rénovation, déjà mis en place, la Métropole entend, à travers ce dispositif d'aide financière, soutenir la réalisation de travaux de rénovation des logements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'attribuer aux propriétaires de logements de Montpellier Méditerranée Métropole une aide de 1 300 €, sans conditions de ressources, pour la réalisation de travaux de rénovation d'un logement permettant d'atteindre le seuil de 40% d'économie d'énergie ;
- De dire que l'aide est accordée selon les modalités exposées dans le règlement ;
- D'approuver la convention type de subvention aux travaux de rénovation énergétique d'une copropriété ;
- D'approuver la prise en charge par la Métropole des 90 € du reste à charge de la phase audit du parcours d'accompagnement Rénov'Occitanie ;
- D'approuver la convention de partenariat avec l'AREC pour cette prise en charge ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160838-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de Règlement d'Attribution de l'aide financière pour des travaux de rénovation énergétique
- Projet de convention type Copropriété
- Convention Partenariat AREC et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Environnement - Convention opérationnelle pour la programmation agroécologique et environnementale du Clos du parc de Lavérune entre le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) d'Occitanie, la Commune de Lavérune et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Convaincue que l'agroécologie est une réponse solide et durable aux enjeux d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé depuis 2015 une véritable démarche collaborative d'élaboration et de mise en œuvre d'une politique agroécologique et alimentaire ambitieuse. Cette politique territoriale s'appuie sur une coopération étroite avec ses 31 communes, les acteurs de l'écosystème alimentaire et agricole, la communauté scientifique et les territoires voisins. Elle a bénéficié depuis octobre 2017 de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT) et a sollicité au printemps 2021 le renouvellement de cette reconnaissance.

La préservation durable et la réactivation des espaces agronaturels ont été affirmées au cœur du projet de territoire et trouvent leur traduction dans les documents de planification notamment le Schéma de Cohérence Territorial (ScoT) révisé, approuvé en novembre 2019, le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en cours d'élaboration ainsi que le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) en cours de révision.

La Commune de Lavérune porte de longue date un projet agri-urbain sur le site de l'ancien domaine agricole du Château des Evêques, pour lequel elle a engagé par délibération du Conseil municipal du 28 janvier 2021 une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU. Ce site offre en effet un fort potentiel pour constituer le moteur du développement local et s'inscrire dans un projet de territoire communal et métropolitain plus vaste, tissant des liens entre les espaces naturels autour des berges de la rivière de la Mosson, les espaces agricoles, le projet d'urbanisation, le château communal et son parc boisé.

Il se situe à la naissance de la Plaine Ouest, territoire stratégique de reconquête agroécologique compte tenu de ses multiples enjeux environnementaux associés à un fort potentiel agricole (terres fertiles et secteurs nouvellement irrigables à la suite de la réalisation du maillon Nord Gardiole du projet régional Aquadomia, déprise agricole avec présence importante de friches).

Au travers de la mosaïque agricole, la Plaine Ouest est en effet marquée par des enjeux de maintien et renforcement des fonctionnalités et continuités écologiques (notamment au travers du réservoir de biodiversité porté par le site Natura 2000 « *Plaine de Fabrègues-Poussan* »), mais également de préservation de la ressource en eau (Aire d'Alimentation de Captage Prioritaire du Flès) ou encore de prévention des inondations (reconquête des berges de la Mosson dans le cadre d'un partenariat associant la Métropole, la Commune de Lavérune, l'Agence de l'eau et le SYBLE au titre de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondation).

Evoqué dès le SCoT de 2006, l'Agriparc de Lavérune dans lequel le projet « *le Clos du parc* » s'inscrit aujourd'hui, a également été porté à l'agenda 21 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dès 2012, ainsi qu'à celui de la Commune. Le SCoT révisé approuvé en 2019 est venu confirmer son positionnement dans l'armature des espaces agricoles et naturels métropolitains et son rôle dans la mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentaire, qui identifie ce site comme « *grand domaine support potentiel de fermes ressources* ».

Le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie (CEN Occitanie), association loi 1901, contribue à la préservation d'espaces naturels et semi-naturels notamment par des actions de connaissance, de maîtrise foncière et d'usage, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel. Il mène également des missions d'expertise locale et des missions d'animation territoriale en appui aux politiques publiques en faveur du patrimoine naturel. Ses missions d'intérêt général sont reconnues dans le cadre d'un agrément.

Constatant la convergence et la complémentarité de leurs intérêts et de leurs objectifs en matière de préservation du patrimoine naturel, de la biodiversité et des paysages et de développement de l'agroécologie, la Métropole et le CEN Occitanie ont structuré leur collaboration et la réciprocité de leurs actions dans le cadre d'une convention de coopération pour la préservation de la biodiversité, approuvée par délibération du 23 juillet 2019 et signée en date du 29 octobre 2019.

Plus récemment, le CEN Occitanie porte aux côtés de France Active Airdie, association de financement solidaire dédiée aux entrepreneurs de l'économie sociale et solidaire dont l'agroécologie, le projet TERRAES « Territoire engagés pour la Transition Agroécologique, sociale et solidaire ». Ce projet, fruit d'un mécénat avec la société OCVIA vise à impulser la transition des territoires en favorisant l'émergence d'initiatives agroécologiques en proposant notamment un accompagnement aux collectivités locales.

Objet de la convention de coopération

Tenant compte de la multiplicité des enjeux sur ce site emblématique de la richesse environnementale et patrimoniale du territoire, la Commune de Lavérune, Montpellier Méditerranée Métropole et le CEN Occitanie souhaitent établir un cadre de coopération pour co-élaborer le projet agroécologique et environnemental du « *Clos du parc* » dans ses différentes composantes et anticiper les étapes nécessaires à sa réalisation, avec :

- L'élaboration d'un diagnostic partagé : bilan de la connaissance et des démarches engagées, identification des acteurs, synthèse des enjeux ;
- La définition des orientations et principes pour la conception agroécologique et la concertation territoriale ;
- L'élaboration d'une programmation détaillée et sa planification opérationnelle.

Une attention particulière sera portée tout au long du processus à l'exemplarité sociale et environnementale du projet ainsi qu'à l'innovation. Il s'agira notamment d'associer le monde agricole dans une logique de co-construction du projet, d'élaborer une concertation avec la population pour favoriser l'implication citoyenne, de prendre appui sur les travaux engagés et à venir avec les établissements d'enseignement et de recherche.

La Métropole, la Commune de Lavérune et le CEN Occitanie s'engagent à fournir les moyens nécessaires, notamment en termes de pilotage et de suivi, pour la mise en œuvre des actions ou réflexions inscrites dans cette convention.

Cette convention est effective à compter de sa date de signature par les parties, pour une durée d'un an, renouvelable sur demande explicite de l'une des parties.

Les frais engagés seront pris en charge à hauteur de 40 % (soit 18,5 K €) par la CEN Occitanie, 30 % (soit 13,5 K €) par la Commune de Lavérune, 30 % (soit 13,5 K €) par la Métropole. La Métropole contribuera donc au remboursement des frais engagés par le CEN Occitanie dans la limite de 13 500 € HT, sur justificatifs de dépenses.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de coopération entre le CEN Occitanie, la commune de Lavérune et Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée de un an ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161027-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet de convention3M_Lavérune_CEN

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Environnement - Rénovation thermique de copropriétés - Ecocité Ville de Demain - Modification convention type d'application - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le diagnostic du Plan Climat Air Energie Territorial, en cours d'actualisation, indique que le secteur résidentiel représente un quart des consommations d'énergie de la Métropole. Afin d'atteindre les objectifs de sobriété énergétique, la rénovation thermique des copropriétés a été identifiée comme un axe important.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole a répondu à un appel à projets « *ECOCITE Ville de Demain* » relatif aux opérations de rénovation énergétique. Cette candidature a été approuvée par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2014. Le but poursuivi est d'expérimenter des opérations de rénovation thermique de copropriétés privées sur la Métropole avec un objectif ambitieux en termes de performances énergétiques, les bouquets de travaux retenus devant atteindre le niveau « *Bâtiment Basse Consommation Rénovation* » (BBC).

A l'issue de l'examen de cette candidature, le Premier ministre a annoncé, par courrier en date du 27 juillet 2015, l'attribution d'une participation du Programme Investissement d'Avenir (PIA) pour la rénovation thermique de copropriétés. Ces financements ont été contractualisés dans deux conventions : la convention dite « *Rénovation énergétique* » et une seconde convention dite « *Convention Locale* ».

La convention « *Rénovation énergétique* » exige l'intermédiation d'un tiers entre la Caisse des Dépôts et Consignations qui verse les aides financières et les copropriétés bénéficiaires. C'est la Métropole qui joue ce rôle d'intermédiaire et reverse aux copropriétés la subvention du PIA selon des modalités précisées dans une convention d'application entre Montpellier Méditerranée Métropole et chacune des copropriétés bénéficiaires. Le Conseil de Métropole a validé par délibération le 30 septembre 2019, un modèle de convention d'application dont la signature doit être postérieure au vote par le conseil syndical de la copropriété, en Assemblée Générale, de la réalisation de travaux permettant d'atteindre la cible BBC Rénovation et d'une mission d'évaluation des performances énergétiques pendant un an à l'issue des travaux.

La date limite de signature des conventions d'application est fixée au 30 juin 2021 par la Caisse des Dépôts et Consignation qui a informé la Métropole qu'aucune prorogation de délai ne pourrait être accordée.

Quatre copropriétés sont engagées dans le programme Ecocité à des stades différents :

- Las Rebes (190 lots) qui a engagé ses travaux de rénovation énergétique courant 2020 ;
- Le Saint Clément 1 (118 lots) qui attend le jugement lié à un recours portant sur le vote favorable à la réalisation des travaux BBC rénovation ;
- La Fontaine Saint-Clément 1 (183 lots) qui a voté favorablement le principe de travaux en septembre 2019 ;
- Le Parc des Arceaux A (192 lots) qui a voté favorablement le principe de travaux en juillet 2019.

Les copropriétés Fontaine Saint Clément 1 et Parc des Arceaux A doivent dorénavant voter en Assemblée Générale la réalisation des travaux.

Compte tenu de la crise sanitaire et des périodes de confinements intervenues depuis mars 2020, les temps d'information et de pédagogie indispensables auprès des copropriétaires en vue du vote des travaux sont encore en cours, l'organisation des Assemblées Générales avant le 30 juin 2021, paraît en conséquence compromise.

Ainsi, il est proposé une modification de la convention-type d'application pour permettre que celle-ci soit signée en amont de la tenue de l'Assemblée Générale qui devra se prononcer sur la réalisation des travaux. En cas de vote défavorable, la convention sera résiliée de fait.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la modification de la convention-type d'application ;
- D'autoriser Monsieur de Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-159614-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Type Application Subvention Travaux

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Environnement - Fixation de taux de redevances d'occupation du domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole par les ouvrages de réseaux privés de fluide caloporteur - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences d'autorité organisatrice de la distribution de l'énergie ainsi que la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains. Il a également été transféré à la Métropole la compétence de création, aménagement et entretien de la voirie. A ce titre, il incombe à la Métropole de fixer le montant et le mode de calcul de la redevance d'occupation du domaine public pour les équipements qui occupent l'espace public.

Les réseaux distribuant la chaleur ou le froid produits de manière centralisée, desservent plusieurs usagers et sont publics ou privés, selon la nature de la maîtrise d'ouvrage.

Sur le territoire de la Métropole, il existe un réseau de chaleur et de froid public, concédé à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une délégation de service public. Le contrat de délégation de service public du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) expose, dans son article 54, que le concessionnaire est de tenu de verser à la collectivité une redevance pour occupation de son domaine public. La redevance correspondante est assise sur le produit des ventes de chaleur et de froid, représentatif de cette occupation.

Il existe par ailleurs plusieurs réseaux privés de distribution de chaleur ou d'eau tempérée pour lesquels il y a lieu de fixer une redevance d'occupation du domaine public.

Par délibération n°15117 du 20 décembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé la fixation des taux de redevance d'occupation du domaine public pour les réseaux d'eau tempérée privés dont la température est comprise entre 0 et 40 °C. Cette redevance a été fixée à 4,00 € HT du mètre linéaire de réseau posé avec la précision d'une formule d'actualisation annuelle.

La présente délibération se propose de faire évoluer la redevance d'occupation du domaine public de l'ensemble des réseaux privés de distribution de fluide caloporteur, quelle que soit la température, en instaurant une modulation afin de valoriser les réseaux ayant recours à des énergies renouvelables.

La redevance d'occupation du domaine public due par un gestionnaire de réseau privé de fluide caloporteur est fixée de la façon suivante :

Part Fixe de 50 € + Part variable €/mètre linéaire de canalisation-aller posée.

La part variable sera calculée de la façon suivante :

- Réseau de distribution de fluide caloporteur doté d'une production basée sur une énergie renouvelable ou de récupération à plus de 50% (permettant de bénéficier d'un taux réduit de TVA à 5,5) : 3 € HT/mètre linéaire ;
- Réseau de distribution de fluide caloporteur non doté d'une production basée sur une énergie renouvelable ou de récupération à plus de 50% : 5 € HT/mètre linéaire.

Le linéaire de réseau pris en compte concerne les canalisations véhiculant un fluide caloporteur, franco des linéaires de branchements desservant les abonnés.

L'exploitant du réseau de fluide caloporteur déclarera annuellement la longueur du réseau présente sous le domaine public ainsi que le taux d'énergie renouvelable ou de récupération en date du 31 décembre de l'année N-1.

Le paiement de la redevance sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation par la Métropole, au moins trente jours avant, du titre de mise en recette correspondant à l'année en cours. Pour la première année de création d'un réseau, la redevance sera calculée au *pro rata temporis* à compter de la date de mise en service du réseau et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. La redevance est soumise à la taxe sur la valeur ajoutée.

Afin d'actualiser annuellement le taux de la redevance, il sera utilisé l'index Travaux Publics – TP10d – Réseaux de chauffage et de froid avec fourniture de tuyaux produit par l'INSEE. Ils sont publiés au Journal Officiel. Ainsi, la variation s'appréciera au 1er janvier de l'année considérée, l'indice de base étant celui paru au Journal Officiel le 17 avril 2021 correspondant au mois de janvier 2021, valeur 106,4 et l'indice de référence celui qui sera le dernier publié au mois de janvier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la fixation des taux de redevance d'occupation du domaine public tel que défini ci-dessus ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-159773-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Environnement - Concession pour le service public du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente - Avenants de prorogation du contrat de concession de la Ville de Montpellier et des conventions afférentes - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit en lieu et place de ses communes membres la compétence en matière de distribution publique d'électricité en tant qu'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Électricité (AODE) et est, à ce titre, propriétaire des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité.

Il existe actuellement 9 contrats de concession pour la distribution publique d'électricité sur le territoire des 31 communes membres de la Métropole :

- Deux contrats conclu entre le Syndicat Mixte Hérault Energie avec les concessionnaires Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres (CESML) d'une part, et ENEDIS et EDF d'autre part, pour les 24 communes membres de la Métropole qui avaient transféré leur compétence AODE au Syndicat avant le 1^{er} janvier 2015 ;
- Sept contrats portés directement par la Métropole, en tant qu'AODE, avec les concessionnaires Enedis et EDF pour les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez, Montpellier et Pérols ;

Les dates d'échéances de ces sept contrats s'échelonnent d'août 2021 à février 2028.

La société EDF, initialement gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, et la Ville de Montpellier, initialement autorité concédante de la distribution d'électricité, ont signé une convention de concession et un cahier des charges pour la distribution publique d'énergie électrique et la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente, exécutoire le 3 août 2006, pour une durée de quinze ans.

En vertu de l'article 23 de la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie, les droits et obligations relatifs à l'activité du gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, confiés initialement à EDF en qualité de concessionnaire de la distribution publique d'électricité, ont été repris par la société ErDF, devenue Enedis en 2016. La société EDF est le concessionnaire désigné par la loi en charge de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente.

Le 21 décembre 2017, un accord-cadre fixant un nouveau modèle national de contrat de concession a été signé entre Enedis, EDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine.

La Métropole a engagé avec Enedis et EDF, des négociations pour aboutir à un nouveau contrat de concession sur la base du modèle de contrat national qui doit être adapté aux spécificités et enjeux locaux. En particulier, ce contrat doit prendre en compte les objectifs du Plan Climat Air Energie territorial (PCAET) et le Schéma Directeur des Energies en cours d'élaboration, compte tenu du rôle central des réseaux de distribution d'énergie dans la transition énergétique du territoire.

Afin de poursuivre les négociations en cours et de finaliser le contrat de concession, il y a lieu de prolonger le contrat actuel sur le territoire de la Ville de Montpellier pour une période de 10 mois, soit jusqu'au 3 juin 2022. Il est précisé que si un accord entre ENEDIS, EDF et la Métropole sur les termes du nouveau contrat de concession, intervenait avant la date du 3 juin 2022, le contrat sera résilié par anticipation.

Par ailleurs, plusieurs conventions entre la Métropole et ENEDIS adossées au contrat, doivent également faire l'objet d'avenants de prorogation au 3 juin 2022, afin d'assurer une continuité de service et de partenariat. Elles sont listées comme suit :

- L'avenant n° 4 à la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis, approuvé par délibération du 25 janvier 2018, concernant l'amélioration esthétique des réseaux et des postes de transformation, le renouvellement des ouvrages basse tension en fils nus sur consoles et l'accompagnement de la politique de la ville et de solidarité. Les engagements financiers sont également prorogés jusqu'au 3 juin 2022 ;

- La convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis en date du 9 novembre 2020 relative à la cartographie à moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution ;
- La convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis en date du 30 septembre 2019 relative aux modalités d'organisation de l'envoi des données complémentaires au Compte-Rendu d'Activité de Concession et de données de contrôle.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des quatre avenants de prorogation jusqu'au 3 juin 2022 précités ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Emilie CABELLO, Mme Clara GIMENEZ.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160740-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant prorogation contrat concession
- Avenant convention partenariat
- Avenant Convention Cartographie
- Avenant Convention Données CRAC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Environnement - Concessions de distribution publique de gaz - Avenants de prorogation de six contrats de concession - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit en lieu et place de ses communes membres la compétence en matière de distribution publique de gaz, en application notamment de l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole est ainsi devenue la collectivité compétente et responsable du service public de la distribution de gaz sur le territoire de ses membres. Pour l'exercice de cette mission, la Métropole est qualifiée d'autorité concédante de la distribution publique de gaz et est devenue à cette occasion, propriétaire des ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz, conformément à l'article L. 432-4 du Code de l'énergie.

Il existe actuellement 24 contrats de concession entre le distributeur, GRDF, et la Métropole, dont les dates d'échéances s'échelonnent d'août 2021 à 2044. La Métropole souhaite tendre vers une harmonisation contractuelle à l'échelle du territoire, en regroupant en un seul contrat l'ensemble de ces concessions. Or, compte tenu de la situation de monopole de GRDF, des négociations ont lieu actuellement au niveau national entre GRDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine pour définir un modèle de contrat-type national, qui sera la base des négociations à engager sur le plan local pour prendre en compte les spécificités de la Métropole.

Il s'agira notamment d'intégrer les objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et du Schéma Directeur des Energies, en cours d'élaboration, qui mettent en lumière le rôle central des réseaux de distribution d'énergies dans la transition énergétique. Le futur cahier des charges de concessions sera donc négocié à partir du contrat type adapté aux enjeux de la Métropole.

Six contrats arrivent à échéance entre août 2021 et mars 2022 et doivent être prorogés pour tenir compte des négociations en cours au niveau national :

- Clapiers (février 2022) ;
- Fabrègues (août 2021) ;
- Lattes (mars 2022) ;
- Montpellier (février 2022) ;
- Saussan (février 2022) ;
- Vendargues (février 2022).

Il est proposé de les proroger au 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des six avenants de prorogation des contrats de concession de la distribution publique de gaz sur le territoire des communes de Clapiers, Fabrègues, Lattes, Montpellier, Saussan et Vendargues jusqu'au 31 décembre 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Julien MIRO.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160768-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant Prorogation Contrat Concession Clapiers
- Avenant Prorogation Contrat GRDF Fabrègues
- Avenant Prorogation Contrat GRDF Lattes
- Avenant Prorogation Contrat GRDF Montpellier
- Avenant Prorogation Contrat GRDF Saussan
- Avenant Prorogation Contrat GRDF Vendargues

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Environnement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de prévention et de valorisation des déchets - Rapport annuel du délégataire de service public de l'usine de méthanisation AMETYST - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets est établi conformément aux dispositions de l'article L. 2224-17-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et du décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets. Il retrace les faits marquants de l'action de la Métropole en matière de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés et en donne les principaux indicateurs techniques et financiers. Le rapport et l'avis de l'Assemblée seront mis à disposition du public dans les conditions prévues aux articles L. 1411-13 et L. 2224-17-1 du CGCT.

Par ailleurs, conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, le délégataire produit avant le 1^{er} juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire de la DSP relative à l'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST portant sur l'année 2020 a été réceptionné conformément aux dispositions contractuelles. Après analyse, des pièces complémentaires ont été demandées au délégataire. Ce rapport fera l'objet :

- D'une communication ultérieure au Conseil de Métropole par délibération au terme de son analyse détaillée ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- D'une présentation et d'un examen en Commission de Contrôle des Comptes.

Les principaux faits marquants de l'exercice 2020 sont les suivants :

La fermeture fin 2019 de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Castries a modifié de façon significative l'économie de la filière de traitement des déchets de la Métropole, générant dès 2020 une augmentation des dépenses de 10,5 M€. Une réflexion sur l'évolution à terme de la filière a été engagée au sein de la Direction Propreté et Valorisation des Déchets (DPVD) au cours de l'année 2019 et du 1^{er} semestre 2020, prenant notamment en compte les prochaines échéances des plus importants contrats :

- Le renouvellement des marchés de collecte au 1^{er} janvier 2023 ;
- Le renouvellement de la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST au 1^{er} janvier 2025.

Complémentairement, les évolutions réglementaires de ces dernières années et plus récemment l'adoption de la Loi contre le gaspillage et pour l'économie circulaire conduisent Montpellier Méditerranée Métropole à devoir définir une nouvelle stratégie en matière de prévention et gestion des déchets.

Sans attendre ces constats, le nouvel exécutif avait élaboré un programme ambitieux basé sur des objectifs d'évolution de la stratégie en matière de prévention et gestion des déchets, notamment au travers d'un objectif « zéro déchet ». Concrètement l'ambition est de réduire de 40 % à l'horizon de 3 ans le tonnage de déchets ménagers entrants sur l'unité AMETYST.

L'atteinte de cet objectif très ambitieux, qui va bien au-delà des objectifs réglementaires, passera nécessairement par :

- La prévention pour éviter la production de déchets ;
- Le tri à la source des biodéchets (fraction organique des déchets ménagers et petits déchets verts) pour les extraire des OMR.

Pour rendre ces leviers d'action opérants, il est prévu la mise en œuvre de la tarification incitative d'ici la mi-mandat. Cette stratégie doit permettre à moyen terme de maîtriser financièrement l'évolution du coût de la compétence déchets en diminuant drastiquement les coûts de transport liés au « tourisme des déchets » et les coûts de traitement qui sont aujourd'hui très inflationnistes du fait de la progression de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) dans les prochaines années.

Plusieurs missions ont ainsi été lancées fin 2020 pour définir les modalités de mise en œuvre de cette stratégie :

- Définition du nouveau Plan Local de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés, avec l'objectif de son adoption à la rentrée 2021 ;
- Définition du schéma directeur de valorisation des biodéchets, dans le cadre de l'Appel à Projets « Généraliser le tri à la source des biodéchets en Occitanie » lancé conjointement en octobre 2020 par l'Ademe et la Région Occitanie, dont Montpellier Méditerranée Métropole a été déclarée lauréate, et dont les conclusions sont attendues au début de l'été 2021 ;
- Définition de la stratégie pour le déploiement de la tarification incitative, dont les conclusions sont également attendues à la mi-2021 ;
- Définition des niveaux de service et mode de gestion de la collecte, intégrant les conclusions de ces précédentes missions, en vue du lancement des consultations d'entreprises pour le renouvellement des contrats qui arriveront à échéance fin 2022.

La priorité de la nouvelle stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole d'un objectif « zéro déchet » consiste en la valorisation des biodéchets et particulièrement l'accompagnement au compostage. Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi présenté dans le cadre de l'Appel à Projets « Généraliser le tri à la source des biodéchets en Occitanie » évoqué plus haut, les importants moyens déployés sur 3 ans pour la mise en œuvre de cette ambition concernant l'installation de 10 000 composteurs individuels, 700 composteurs de pied d'immeuble et 200 composteurs de quartier, et de nouvelles plateformes de compostage de proximité. Complémentairement, la transition de l'unité AMETYST dont les conditions d'exploitation ont d'ores déjà évolué s'inscrit donc désormais en synergie avec cette démarche d'excellence des composts.

La première phase de mise en œuvre opérationnelle de cette stratégie est prévue dès 2021 sur une zone pilote composée de 10 communes de l'ouest du territoire (Grabels, Saint Georges d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Lavérune, Saussan, Cournonterral, Cournonsec, Fabrègues, Villeneuve-lès-Maguelone) représentant majoritairement l'habitat pavillonnaire et des centres anciens (zone de la régie de collecte) et du quartier des Grisettes à Montpellier représentant l'habitat collectif.

A ce titre sont prévus le déploiement le plus large des composteurs individuels et composteurs collectifs (en pied d'immeubles et en établissements) ainsi que de composteurs de quartier (chacun composé d'au moins 5 modules de 800 litres). Des référents compostages seront désignés et formés dans les communes. Complémentairement seront installés des abris à bacs pour l'apport volontaire de biodéchets.

La communication et la sensibilisation relatives au déploiement de cette zone pilote prendront de multiples formes, en partenariat avec les communes.

Il est ainsi prévu de détourner à terme plus de 8 000 tonnes par an d'OMR en favorisant en priorité le traitement des biodéchets en proximité de leur zone de production.

La continuité du service pendant l'épisode de Covid-19

Le service public de gestion des déchets ménagers constitue un des piliers de l'hygiène et de la salubrité publique. Le maintien de sa capacité à garantir les niveaux de service nominaux a été la préoccupation permanente de la Direction de la Propreté et Valorisation des Déchets. Les services de collecte et traitement des déchets ménagers n'ont ainsi jamais été interrompus.

S'agissant du service des déchèteries, après avoir été fermées au début du confinement, les 20 déchèteries de la Métropole ont progressivement été ré-ouvertes sur rendez-vous, puis avec levée des rendez-vous à la fin du confinement. Au second confinement d'octobre 2020, l'ensemble des services, compris les déchèteries a été maintenu à son niveau de service nominal, sans aucune interruption.

Concernant la prévention des déchets

La loi Transition Énergétique pour le Croissance Verte d'août 2015 porte à -10 % l'objectif national de diminution entre 2010 et 2020 du ratio annuel de production par habitant de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés (DMA). Cette ambition a été portée à -15 % à l'échéance 2025 pour la loi Anti Gaspillage et Économie Circulaire de février 2020.

L'objectif 2020 avait d'ores et déjà été atteint dès 2017 sur le territoire métropolitain grâce aux actions mises en œuvre dans le cadre du premier Programme Local de Prévention des Déchets (PLPD) engagé en 2011 d'une part, et du programme de rénovation des déchèteries d'autre part, lequel vise à moderniser les 20 Points Propreté de la Métropole dans le respect du règlement limitant les apports en gros volumes. Il s'est vu consolidé une nouvelle fois en 2020

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé les réflexions dans le cadre de la loi « Agec » qui dispose que « les déchèteries sont tenues de prévoir une zone de dépôt destinée aux produits pouvant être réemployés et ont l'obligation de permettre, par contrat ou par convention, aux personnes morales relevant de l'économie sociale, solidaire et circulaire qui en font la demande d'utiliser les déchèteries communales comme lieux de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables ».

Parmi les actions ayant contribué à ce résultat en 2020 l'on peut citer en particulier :

- 20 000 autocollants STOP PUB distribués par les guichets uniques ;
- 2 200 composteurs individuels distribués et 63 sites collectifs (résidences, établissements d'enseignement, sites de bureaux) équipés gratuitement. 247 foyers ont reçu un soutien financier et technique à l'acquisition de lombricomposteur ou de poules. Par ailleurs, la Métropole s'est rapprochée des Conseils de quartier et des associations locales pour mettre en place et co-gérer des composteurs de quartier, à l'instar de celui des Grisettes mis en place à l'été 2017. 5 nouveaux sites ont ainsi été installés en 2020 ;
- La promotion du réemploi au travers de collectes de proximité réalisées en centre-ville de Montpellier à l'aide d'une mini déchèterie (déployée 10 jours par mois en 10 points différents du quartier) ;
- A l'occasion de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets du 21 au 29 novembre, et dans le cadre de sa politique zéro déchet, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé des animations de sensibilisation à la réduction des déchets et des solutions à mettre en œuvre au quotidien pour y parvenir :
 - ✓ 36 animations scolaires sur le compostage et la réduction des déchets assurés par l'association APIEU dans des écoles de tout le territoire ;
 - ✓ 25 écoles du territoire ont participé à la collecte de jouets au profit d'Emmaüs ;
 - ✓ Dans un souci de développer l'éco-exemplarité de ses agents, un quizz interne sur la thématique de la réduction des déchets à destination des agents de la métropole de Montpellier, de la Ville de Montpellier et du CCAS a été organisé. Les gagnants ont remporté un kit zéro déchet composé d'éléments achetés chez des commerçants du centre-ville de Montpellier ;
 - ✓ Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une grande campagne de communication et de sensibilisation à destination de l'ensemble des habitants et des habitantes du territoire.
- À l'occasion de la semaine nationale de sensibilisation des commerçants au zéro déchets, Montpellier Méditerranée Métropole a soutenu un dispositif incitant commerçants et clients à utiliser des emballages réutilisables. Montpellier Méditerranée Métropole, en partenariat avec l'association Montpellier Zéro Déchet, a ainsi mis à disposition des habitants un macaron autocollant à distribuer dans les commerces alimentaires de proximité afin de réduire les déchets liés aux emballages. Les habitants de la Métropole peuvent récupérer gratuitement des macarons autocollants dans les 31 guichets uniques de la Métropole puis peuvent les proposer à leurs commerçants, pour qu'ils soient affichés dans une zone bien visible dans leur boutique. Les commerçants qui affichent le macaron, manifestent ainsi leur soutien, et acceptent les contenants propres et secs de leurs clients (sac à vrac, sac à pain, bocaux, tasse à café...) ;
- La Métropole a enfin renouvelé pour 3 années supplémentaires la convention conclue avec ACM Habitat, finançant notamment deux postes d'éco-messagers au sein de l'office public de manière à sensibiliser les résidents au tri, mais aussi à la réduction des déchets et à la propreté.

Enfin, tel que déjà mentionné, le lancement du 2^{ème} Plan Local de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés a été mis en chantier fin 2020 en vue de son approbation par le Conseil de Métropole à la rentrée 2021 afin d'atteindre les nouvelles ambitions réglementaires.

Concernant la collecte et le tri des déchets

L'effort a ainsi principalement porté en 2020 sur la simplification des consignes de tri. En juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a fait partie des 31 collectivités sélectionnées dans le cadre du Plan de performance des territoires de Citeo. La modernisation du centre de tri a rendu obsolètes les collectes sélectives du papier, le nouveau centre de tri permettant une valorisation plus poussée des gisements papiers collectés en mélange. Ainsi, la collecte des papiers a été interrompue, les bénéficiaires étant invités à se reporter sur le bac de tri jaune.

L'ensemble des habitants a ainsi bénéficié en 2020 avec la remise en service du centre de tri Demeter modernisé, de la simplification du geste de tri à l'ensemble des emballages plastiques et petits aciers et aluminium.

Pour accompagner l'augmentation des volumes de tri, les volumes de bacs jaunes ont été augmentés à la demande des particuliers et les autocollants sur les nouvelles consignes de tri distribués dans toutes les boîtes à lettres des habitants détenteurs de bac individuel.

Enfin, 138 colonnes d'apport volontaire ont été installées sur le domaine public dans les secteurs où les volumes de tri en bacs restaient insuffisants réparties comme suit :

- 40 colonnes enterrées (13 verre, 19 Tri Sélectif, 8 Ordures Ménagères) ;
- 98 colonnes aériennes (42 verre, 38 Tri Sélectif, 18 Ordures Ménagères)

Concernant le traitement et la valorisation des déchets

L'unité de méthanisation AMETYST

Le contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation de l'usine AMETYST a pris effet le 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 10 ans, soit une échéance au 31 décembre 2024. La société éponyme AMETYST assure l'exploitation de l'unité de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés (OMR) et des biodéchets collectés en porte-à-porte de la Métropole, par méthanisation avec valorisation organique et énergétique.

AMETYST a traité en 2020 la totalité des 126 862 tonnes de déchets résiduels (125 109 tonnes) et bio déchets (1 753 tonnes) collectés sur le territoire de la Métropole, tonnage resté stable par rapport à 2019 (en très légère augmentation de 0,2 %) après une diminution de 2,4 % en 2019 et une baisse déjà enregistrée de 1,1 % en 2018, (à l'exception des déchets non méthanisables collectés sur certaines zones d'activité économiques qui sont acheminés directement sur l'usine de valorisation énergétique Ocréal).

L'unité AMETYST a également accueilli 6 321 tonnes de déchets tiers, en forte baisse par rapport à 2019 du fait de l'interruption des apports en provenance de l'unité Néoval de Salindres.

Le procédé « d'ultracriblage » mis en œuvre dans le cadre du contrat de délégation de service public démarré au 1^{er} janvier 2015 a permis de produire 33 197 tonnes de compost conformes à la norme NFU 4051 qui ont été valorisées dans leur grande majorité dans un rayon de 60 kilomètres. 2 172 tonnes de métaux ferreux et non ferreux ont également été extraites et valorisées. La production d'énergie s'est établie à 34 358 MWh électriques et thermiques valorisés en auto consommation, revente au réseau électrique, alimentation du réseau de chaleur de la ZAC des Grisettes et du réseau de chaud et de froid de la nouvelle polyclinique Saint Roch (36 791 en 2019). À terme, les 2 300 logements de la ZAC des Grisettes dont la réalisation est en cours de finalisation seront alimentés depuis AMETYST.

Il convient de noter que dans le cadre des travaux relatifs au décret dit « socle commun des Matières Fertilisantes et Supports de Culture (MFSC) - critères de qualité agronomique et d'innocuité selon les conditions d'usage pour les matières fertilisantes et les supports de culture », une étude d'impact a été menée fin 2020 par la Direction Générale de l'Alimentation (DG.) du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation afin de lister et de quantifier les changements que pourraient induire la nouvelle réglementation sur la mise en marché et l'utilisation des MFSC ainsi que les impacts économiques sur les filières.

En l'état les prescriptions du projet de « socle commun des MFSC » ne permettraient plus aucun retour à la terre des composts NFU 44051 issus de la fraction OMR de l'unité AMETYST et obligerait à leur stockage en ISDnD, d'autant que la date d'application envisagée (mi-2022) ne permet pas d'envisager les solutions pour la reconversion de la filière pour l'ensemble des tonnages actuellement produits, alternatives à l'élimination qui semble dès lors la seule perspective.

L'installation de pré-traitement des effluents, opérationnelle depuis fin 2016, au terme de la période de montée en charge du process biologique, fonctionne également conformément aux performances contractuelles. Par ailleurs, les travaux d'amélioration de l'exploitabilité du réseau biogaz afin d'assurer les opérations de maintenance de manière efficace en limitant les pertes d'exploitation débuté mi-2019 ont été achevés fin 2020.

En ce qui concerne le contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'installation, celui-ci fait l'objet d'un contrôle technique et financier, effectué par un groupement de sociétés spécialisées, désignées par la Métropole. Le contrôle technique porte sur les performances de l'usine, la bonne réalisation de l'entretien et de la maintenance, ainsi que l'enveloppe de travaux d'amélioration dus annuellement par l'exploitant. Des visites semestrielles du site ont lieu à cet effet.

Concernant la qualité de service public, on peut rappeler qu'en 2019, AMETYST a mis en place et obtenu conformément à son engagement contractuel, la certification énergétique ISO 50 001, qui a favorisé l'optimisation de la consommation électrique. Les eaux usées industrielles brutes sont quant à elles partiellement reprises dans le process, limitant ainsi la consommation d'eau. Leur surplus est envoyé vers la station interne de pré-traitement construite en 2016 dans le cadre du contrat de DSP. Les eaux pré-traitées sont ensuite envoyées vers le réseau collectif d'eaux usées, pour traitement final à la station d'épuration MAERA. Les trois biofiltres destinés au traitement de l'air présentent un bon rendement épuratoire, les valeurs limites de rejet sont parfois en très léger dépassement, mais la trace olfactive est en très nette diminution comme l'attestent les riverains régulièrement rencontrés dans le cadre du comité de suivi.

Le rapport annuel du délégataire sur les comptes de la délégation de service public gérée par la société dédiée AMETYST (délégataire Novergie – filiale de SUEZ), montre en 2020 une forte amélioration du résultat net comptable, excédentaire à hauteur de 1 175 161 €.

Ce rapport transmis conformément à l'article 65 du contrat de DSP nécessitera un examen approfondi en Commission de Contrôle des Comptes (CCC) et en Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la Métropole. Dans l'attente de ce temps d'analyse et de ces consultations, il ressort les premiers éléments suivants qui peuvent être retranscrits dans le présent Rapport sur le prix et la qualité du service public du traitement des déchets ménagers et assimilés, sous réserve des conclusions du rapport du CAC sur les comptes annuels 2020 en attente de transmission à ce jour.

L'ensemble des produits d'exploitation s'élève à 19 573 K€ en hausse de 1 % par rapport à 2019, dont 17,7 M€ pour le chiffre d'affaires qui apparaît quant à lui en baisse de -441 K€.

Les recettes issues du traitement des déchets s'élèvent à 13,1 M€ (soit 2/3 des produits) ; elles s'affichent en hausse de +703 K€ soit +5,6 % par rapport à 2019. Elle se composent notamment conformément à l'application de l'Avenant 2 de la nouvelle « redevance transport » d'un montant de 2 M€, et la suppression consécutive de la redevance « refus » initiale.

L'avenant 2 prévoit ainsi entre autres, suite à la fermeture de l'ISDnD de Castries depuis la fin de l'année 2019, deux modifications contractuelles importantes pour prendre en compte l'éloignement des exutoires pour les refus produits par AMETYST :

- La modification de la « Redevance FTransport », le transport étant confié aux risques et périls d'AMETYST afin de gérer à flux tendu. Pour se faire la rémunération initialement forfaitaire est remplacée par une nouvelle redevance prenant en compte les distances de transport vers de nouvelles installations de traitement des déchets ;
- La disparition consécutive de la redevance « Rrefus » destinée à rémunérer AMETYST pour le transport et le traitement des refus produits par les déchets de Montpellier Méditerranée Métropole, excédentaires à la capacité de 64 150 tonnes maîtrisée par la Métropole ou que cette dernière n'aurait pas été en capacité de traiter.

Quatre principaux postes expliquent la baisse du chiffres d'affaires général :

- Le traitement des biodéchets tiers à hauteur de 550 K€, en forte baisse de -545 K€, notamment liée à la baisse du volume des Biodéchets Tiers ;
- Les recettes de valorisation énergétique s'élevant à près de 3,6 M€ diminuent de -389 K€ par rapport à 2019 soit -10 %, en lien notamment avec la baisse du volume vendu ;
- Les recettes issues de la valorisation matière ferreux et non ferreux diminuent de -96 K€, du fait de l'effondrement des cours des matières à recycler ;

- Enfin, les recettes issues du compost diminuent de -73 K€, la valorisation s'élevant à 19 K€ en 2020.

Concernant les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 18 350 K€ en baisse de - 6% par rapport à 2019. Les charges fixes sont de 7 830 K€ en 2020, en légère baisse de -1%, et s'élevaient à 7 892 K€ en 2019 et à 7 682 K€ en 2018. Les coûts d'évacuation de refus s'affichent significativement plus bas qu'en 2019, soit 4 292 K€ (contre 4 666 K€ en 2019).

L'entretien et le renouvellement a représenté 2,7 M€ sur l'année, dont 1,7 M€ au titre du GER contractuel. En 2020, la masse salariale qui s'élève à 2,7 M€ s'affiche légèrement inférieure aux exercices précédents (-223 K€ soit -8 %), et représente 17 % des charges. A l'inverse, les charges liées au personnel intérimaire augmentent de +226 K€ soit +23 %, notamment du fait du renfort de personnel en période de crise sanitaire. Le premier confinement national du 17 mars au 11 mai 2020 aura nécessité l'application pour la première fois du Plan de Continuité d'Activité. Il a mobilisé un effectif et son encadrement opérationnel pour assurer la continuité du service public de la réception des déchets et maintenir un haut niveau de sécurité sur l'IPCE.

Les achats de fournitures d'entretien non stockables et d'électricité ont fortement progressé d'un montant de 3,4 M€ contre 2 M€ en 2019. Le délégataire bénéficie des installations et de la capacité résiduelle de l'usine pour traiter les déchets tiers. Le délégataire verse à la Métropole une participation pour l'utilisation de l'usine au traitement des déchets tiers. En 2020, le montant s'est élevé à 126 176 € (pour 92 K€ en 2019).

La fermeture des déchetteries durant le confinement a provoqué une pénurie de la ressource en déchets verts. L'ajout de déchets verts étant indispensable dans la phase finale du process pour la fabrication d'un compost de qualité (hygiénisation des boues de digestion, capacité à la structuration), AMETYST a fait appel à des stocks de déchets verts sur l'ensemble du territoire régional pour pallier cette difficulté d'approvisionnement.

Le délégataire a réalisé des investissements à hauteur de 12 M€ au 31 décembre 2019 depuis le début du contrat, pour une valeur nette comptable au 31 décembre 2020 de 5,7 M€. Seuls des travaux relatifs à un automate de sécurité ont été réalisés sur l'exercice 2020 pour une valeur de 40 K€.

Dans la part de résultat net à hauteur de 1 175 K€, le résultat d'exploitation s'affiche donc à hauteur de 1 222 K€. Le résultat financier s'affiche à hauteur de -90 K€ et le résultat exceptionnel à hauteur de 96 K€. Le résultat net comptable comprend également de l'impôt sur les sociétés et une participation et intéressement des salariés pour un montant global de 54 K€.

La succession des exercices négatifs ayant entraîné des capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social, la recapitalisation de la société a été entérinée en 2020 conformément aux dispositions du Code du commerce. Ce point sera à confirmer avec le délégataire.

Le montant des capitaux propres au 31/12/2020 s'élève à 2 504 523,76 €.

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries (ISDnD)

Mise en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueillait les encombrants collectés en déchèteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de la Métropole, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst. Au 30 novembre 2019, date de fin d'exploitation de l'installation, les apports sur l'installation se sont ainsi élevés à 69 027 tonnes, pour atteindre un tonnage total de 414 881 tonnes, conforme au tonnage autorisé de 415 000 tonnes.

L'année 2020 a été consacré à l'instruction du dossier de cessation d'activité en vue de la réalisation des travaux de couverture définitive du site en 2021.

L'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Pendant 25 ans, il a accueilli les collectes sélectives des 31 communes membres.

Au terme des études menées en 2013, il a été décidé de procéder à l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Métropole pour porter la capacité de tri à 35 000 tonnes par an, permettant ainsi de limiter les coûts d'investissement et la durée de l'arrêt de l'exploitation et donc les surcoûts pendant la phase travaux.

Après l'attribution fin 2017 du marché global de performance pour la conception, construction et exploitation du process, puis la délivrance du permis de construire le 25 octobre 2018, et de l'autorisation d'exploiter le 26 décembre 2018, les travaux ont débuté dès le mois de janvier 2019. L'ancien process a été démonté en juin 2019 pour permettre l'installation des nouveaux équipements. Pendant cette période, les déchets recyclables ont été détournés pour traitement auprès de différents centres de tri.

La remise en service industriel de l'installation a eu lieu tout début 2020 conformément au planning prévisionnel, dans le respect du planning et de l'enveloppe financière prévisionnels. Les essais de vérification de performances initialement programmés au printemps 2020 ont dû être reprogrammés à l'automne du fait de l'épidémie de Covid-19 et la réception des installations a été prononcée fin 2020, engageant le contrat d'exploitation pour une durée de six ans.

L'extension des consignes de tri a entraîné une augmentation des tonnages de déchets recyclables. 25 196 tonnes ont ainsi été admises sur le centre de tri DEMETER en 2020, dont 107 tonnes en décembre 2020 en provenance du Syndicat Centre Hérault au titre de la convention conclue pour le tri des déchets du syndicat. Il convient toutefois de noter que l'extension des consignes de tri s'est accompagnée sur la Métropole comme sur l'ensemble du territoire national d'une augmentation significative de taux de refus et d'indésirables qui s'établit désormais autour de 30 % en lieu et place des 25 % constatés avant modification des consignes. Des actions de communication et sensibilisation correctrices seront menées en 2021.

La valorisation des déchets végétaux

La valorisation des déchets verts, principalement déposés dans les déchèteries (Points Propreté) de la Métropole, est assurée pour partie par la plate-forme de valorisation de Grammont entièrement rénovée et exploitée en régie: en 2020 elle a traité 17 891 tonnes en provenance des déchèteries de la moitié Est du territoire communautaire, des services techniques municipaux des communes de la Métropole et des entreprises d'espaces verts. La majorité des végétaux reçus a été broyée et livrée à l'unité de méthanisation AMETYST pour servir de structurant à la maturation des digestats, ou encore aux stations d'épuration des eaux usées de Baillargues et Fabrègues pour servir à la fabrication de composts de boues.

6 594 tonnes de déchets verts en provenance des déchèteries de l'Ouest de la Métropole ont été traitées par l'établissement Véolia de Pignan, bénéficiaire d'un marché public de prestations de service passé avec la Métropole. Elles ont été, soit broyées et utilisées en co-produits pour le compostage de boues issues des stations d'épuration des eaux usées de la Métropole, soit directement compostées sur place.

L'unité de valorisation énergétique Ocréal

Le marché conclu avec la société OCREAL et les obligations relatives à la délégation de service public transférées du syndicat mixte « Entre Pic et Etang » sont arrivés à échéance au 30 juin 2019. Dans le cadre des contrats conclus pour l'élimination des refus des installations de traitement et des déchets ultimes de la Métropole, l'unité OCREAL est intégrée dans le panel des installations d'accueil.

Actions de communication

Une grande campagne pluri annuelle de communication sur le tri des déchets et la propreté a été lancée à l'automne 2015 et s'est poursuivie en 2020. Elle vise à sensibiliser dans la durée les habitants afin d'entraîner des évolutions de comportement par l'utilisation répétée de messages sur différents supports : affiches, presse, réseaux sociaux, audiovisuel. Simultanément, l'accent a été mis en 2020 sur la participation des habitants aux différentes actions de prévention des déchets et de propreté urbaine au travers notamment des opérations de nettoyage citoyens, de la distribution de cendriers de poche, de l'installation des composteurs de quartiers et de l'animation du « grand jeu de la propreté » dans les classes des écoles primaires.

Ainsi, les agents de proximité et les messagers de la prévention et du tri ont joué un rôle central dans le dispositif de sensibilisation : ils ont porté les messages du tri et de la prévention des déchets sur de nombreuses manifestations.

Ils ont par ailleurs accompagné 63 opérations de collecte mobile tout au long de l'année 2020 (hors juillet et août) sur le quartier Centre de Montpellier à l'aide de la remorque de tri (mini déchèterie) et contribué activement à la réussite du démarrage des composteurs collectifs. La seconde phase (début 2020) de la mise en place de l'extension des consignes de tri a enfin été l'occasion d'une grande campagne de communication. En 2020, les messages et supports d'information sur les nouvelles consignes de tri ont été largement diffusés (dans les boîtes à lettres, dans les locaux poubelles, sur les bacs).

Information et prise en charge des demandes des usagers

Un numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information sur le fonctionnement du tri et des collectes. Il sert également de relais pour l'attribution et la maintenance des bacs de collecte et prend en charge les doléances exprimées par les usagers vis-à-vis des services de collecte et de nettoyage. En 2020, 52 697 appels ont été servis par ce standard.

Par ailleurs, depuis fin 2012, le formulaire internet "e-service" vient compléter les services au citoyen et près de 35 204 formulaires ont été enregistrés en 2020, en grande partie au travers des guichets uniques présents dans chaque commune.

Au total, ce sont donc 87 901 demandes qui ont été traitées par les services au titre de la gestion des déchets et de la propreté.

Par ailleurs, s'agissant du service des déchèteries, après avoir été fermées au début du premier confinement 2020, les 20 déchèteries de la Métropole ont progressivement été ré-ouvertes sur rendez-vous. Ce numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 a ainsi permis aux usagers d'obtenir un rendez-vous pour s'y rendre. A ce titre, 19 715 appels ont été reçus ainsi que 2 390 formulaires internet traités.

En terme de bilan quantitatif d'activité, les éléments à retenir sont les suivants :

Ordures Ménagères et Assimilées	Tonnages collectés 2020
Collecte de déchets résiduels en porte à porte (Bacs gris)	129 044
Collectes sélectives en porte à porte (hors encombrants): Bacs jaunes et orange + collectes spécifiques (emballages légers, verre, cartons)	28 551
Collectes sélectives en apport volontaire (Verre)	11 279

Dépôts en déchèteries et autres encombrants	Tonnages collectés 2020
Déchèteries	68 205
Encombrants collectés en porte à porte	9 179

Soit un total de 246 258 tonnes collectées en 2020, soit 521 kg par habitant, ratio en diminution sensible par rapport à 2019 (540 kg/hab), en raison principalement d'une diminution des OMR collectés en porte à porte et des dépôts de déchets végétaux en déchèteries. Outre les effets liés à l'épidémie de Covid-19, cette amélioration du bilan déchets est à mettre sur le compte des premiers effets de la politique de développement du compostage collectif, d'une population chaque année un peu plus sensibilisée à la réduction des déchets, mais aussi du facteur climatique (en ce qui concerne la baisse de la production de déchets verts).

Les principales données financières :

Le montant total des dépenses d'investissements pour 2020 s'élève, hors amortissement, à 12 083 214 € TTC et celui des dépenses de fonctionnement, hors dépenses de personnels et frais de structure, à 77 951 963 € TTC.

Les principaux postes de dépenses sont détaillés ci-dessous :

Concernant la prévention et la collecte des déchets :

En dépenses de fonctionnement :

- Contrats de prestations de collecte: 23,83 M€ TTC
- Contrat de gestion des Points Propreté (déchèteries) : 5,19 M€ TTC
- Contrat de maintenance des bacs de pré-collecte : 0,93 M€ TTC

En dépenses d'investissement :

- Achat et entretien de matériels de pré-collecte et de tri : 1,57 M€ TTC

Concernant le tri, le traitement et la valorisation des déchets :

En dépenses de fonctionnement :

- Contrat de DSP de l'unité de méthanisation AMETYST : 14,88 M€ TTC
- Contrats de transferts et traitement de déchets ultimes : 15,69 M€ TTC
- Contrat d'exploitation du centre de tri Demeter : 6,23 M€ TTC
- Contrat d'exploitation de l'ISDND : 0,46 M€ TTC
- Tri des encombrants et valorisation des déchets de bois : 2,93 M€ TTC

En dépenses d'investissement :

- Travaux liés à l'exploitation de l'ISDND : 1,07 M€ TTC
- Travaux sur le centre de tri Demeter : 5,28 M€ TTC

En matière de recettes, la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), dont le taux de 11,25 % est constant depuis 2009, a généré 76,24 M€ de recettes. Les collectes sélectives ont généré environ 6,31 M€ de recettes, dont 5,05 M€ de soutiens des éco organismes intervenant dans le cadre des filières REP et 1,26 M€ provenant de la vente des matériaux recyclables et droits d'entrée à la plate-forme de Grammont. La redevance spéciale a représenté une recette de 3,43 M€ en 2020.

Les diverses recettes de gestion courante ont généré 1,52 M€.

L'ensemble de ces éléments a été présentée à la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 26 mai 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le rapport annuel 2020 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ;
- D'autoriser sa diffusion aux 31 communes membres ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-158777-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2021_3M_rpqs_dechets_exercice2020_BD_pages.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN

Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2020 - Budget principal - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le compte administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le compte administratif.

Conformément aux articles L. 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif. Une partie des annexes se trouve dans le rapport de présentation et plus particulièrement la présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles ainsi que les annexes détaillées relatives à la taxe de séjour et à la taxe de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) et le bilan de la dette.

Les grands équilibres du compte administratif 2020 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellés		
930	Services généraux	41 361 997,93	200 868,60
931	Sécurité	21 373 770,37	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	94 270 097,63	
934	Santé et action sociale	521 136,54	
935	Aménagement des territoires et habitat	27 944 179,74	
936	Action économique	15 473 066,69	
937	Environnement	114 978 012,77	
938	Transports	51 192 942,38	
940	Impositions directes	23 222 041,45	
941	Autres impôts et taxes	0,00	
943	Opérations financières	8 891 582,51	
946	Transferts entre les sections	51 908 269,11	
TOTAL - DEPENSES		451 137 097,12	200 868,60
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		451 337 965,72	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellés		
002	Résultat de fonctionnement reporté	21 319 311,19	
930	Services généraux	17 555 385,36	
931	Sécurité	354 332,48	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	8 724 611,36	
934	Santé et action sociale	20,00	
935	Aménagement des territoires et habitat	13 507 881,95	
936	Action économique	5 761 260,93	
937	Environnement	89 248 743,72	
938	Transports	8 518 177,26	
940	Impositions directes	214 333 923,53	
941	Autres impôts et taxes	75 932 185,88	
942	Dotations et participations	47 337 424,44	
943	Opérations financières	13 080,28	
946	Transferts entre les sections	13 997 105,62	
947	Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement		
TOTAL - RECETTES		516 603 444,00	-
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		516 603 444,00	

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
001	Résultat d'investissement reporté	42 245 306,73	
900	Services généraux	9 930 199,78	6 029 260,94
901	Sécurité	727 299,45	324 794,45
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	33 892 090,83	13 374 065,78
904	Santé et action sociale	3 000,00	
905	Aménagement des territoires et habitat	46 920 496,87	11 454 670,64
906	Action économique	11 036 754,73	7 272 766,64
907	Environnement	18 129 505,56	7 819 161,03
908	Transports	51 198 671,13	30 034 474,25
921	Taxes non-affectées	1 616 605,39	1 296 535,90
923	Dettes et autres opérations financières	22 078 455,70	
925	Opérations patrimoniales	8 783 072,79	
926	Transferts entre les sections	13 997 105,62	
TOTAL - DEPENSES		260 558 564,58	77 605 729,63
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		338 164 294,21	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
900	Services généraux	15 000,00	41 368,88
901	Sécurité	0,00	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	1 229 920,02	
905	Aménagement des territoires et habitat	12 294 818,21	3 263 908,00
906	Action économique	1 042 386,95	
907	Environnement	2 614 302,55	1 074 184,77
908	Transports	10 095 125,60	1 570 270,77
921	Taxes non affectées	7 957 507,00	774 667,72
922	Dotations et participations	104 123 594,75	
923	Dettes et autres opérations financières	41 112 537,28	45 000 000,00
925	Opérations patrimoniales	8 783 072,79	
926	Transferts entre les sections	51 908 269,11	
TOTAL - RECETTES		241 176 534,26	51 724 400,14
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		292 900 934,40	

Le résultat brut global 2020 du Budget Principal, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 46 084 316,56 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 20 002 118,47 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 020	Résultat de clôture 2019	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2020	Résultat de clôture 2020	Solde reports 2020	Résultat net
Investissement	-42 245 306,73		22 863 276,41	-19 382 030,32	-25 881 329,49	-45 263 359,81
Fonctionnement	81 057 275,56	59 737 964,37	44 147 035,69	65 466 346,88	-200 868,60	65 265 478,28
TOTAL	38 811 968,83	59 737 964,37	67 010 312,10	46 084 316,56	-26 082 198,09	20 002 118,47

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte de gestion 2020 du budget principal ;
- D'approuver le compte administratif 2020 du budget principal ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161487-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 22/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CA2020 3M Conseil 7 juin.pdf
- Tome 3 partie 1 associations
- Tome 3 partie 2 autres organismes
- Compte de gestion avant signature

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN

Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2020 - Budget annexe transport - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le compte administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le compte administratif.

Conformément aux articles L. 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du compte administratif 2020 du budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
011	Charges à caractère général	539 147,55	
012	Charges de personnel et frais assimilés	349 866,43	
014	Atténuations de produits	8 488,96	
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	22 913 287,47	
65	Autres charges de gestion courante	75 509 842,23	
66	Charges financières	8 765 774,22	
67	Autres dépenses exceptionnelles	50 000,00	
TOTAL - DEPENSES		108 136 406,86	-
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		108 136 406,86	

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
002	Résultat de fonctionnement reporté	15 954 885,80
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	12 818 444,08
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	9 948,00
73	Produits issus de la fiscalité	91 225 217,48
74	Dotations et participations	18 200 000,00
75	Autres produits de gestion courante	3 252 138,54
TOTAL - RECETTES		141 460 633,90

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
001	Solde exécution invest. reporté	22 855 498,90	
16	Emprunts et dettes assimilées	28 152 054,97	
20	Immobilisations incorporelles	119 624,68	248 453,65
21	Immobilisations corporelles	9 145 306,12	4 883 811,43
23	Immobilisations en cours	26 330 284,63	85 341,91
27	Autres immobilisations financières	7 426 140,59	2 281 366,91
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	12 818 444,08	
041	Opérations patrimoniales	13 809 759,57	
TOTAL DES DEPENSES		120 657 113,54	7 498 973,90
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		128 156 087,44	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalizations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
10	Dotations, fonds divers et réserves	35 479 423,71	
13	Subventions d'investissement reçues	1 182 000,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	42 643 720,00	
23	Immobilisations en cours	42 164,82	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	22 913 287,47	
041	Opérations patrimoniales	13 809 759,57	
TOTAL DES RECETTES		116 070 355,57	-
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		116 070 355,57	

Le résultat brut global 2020 du Budget annexe Transport, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 28 737 469,07 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 21 238 495,17 euros.

2 020	Résultat de clôture 2019	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2020	Résultat de clôture 2020	Solde reports 2020	Résultat net
Investissement	-22 855 498,90		18 268 740,93	-4 586 757,97	-7 498 973,90	-12 085 731,87
Fonctionnement	47 179 225,21	31 224 339,41	17 369 341,24	33 324 227,04	0,00	33 324 227,04
TOTAL	24 323 726,31	31 224 339,41	35 638 082,17	28 737 469,07	-7 498 973,90	21 238 495,17

Le budget annexe transport ayant été clôturé au 31 décembre dernier, l'intégration des résultats et des restes à réaliser du budget annexe au budget principal devra être prévue dans le cadre du budget supplémentaire à venir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte de gestion 2020 du budget annexe transports ;
- D'approuver le compte administratif 2020 du budget annexe transports ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- De procéder à la reprise de l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal
- De dire que les résultats et reports du compte administratif constatés seront intégrés au budget principal ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161491-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 22/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Compte de gestion non signé

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN

Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2020 - Budget annexe assainissement - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le compte administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le compte administratif.

Conformément aux articles L. 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du compte administratif 2020 du budget annexe assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice	
011	Charges à caractère général	3 289 830,60	
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 994 941,67	
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	4 460 088,85	
65	Autres charges de gestion courante	55 950,08	
66	Charges financières	2 335 008,38	
67	Charges exceptionnelles	325 603,07	60 861,06
TOTAL - DEPENSES		13 461 422,65	60 861,06
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		13 522 283,71	

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
002	Résultat de fonctionnement reporté	567 538,49
013	Atténuation de charges	9 441,18
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 821 687,89
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	23 554 762,38
74	Subventions d'exploitation	2 247 129,28
75	Autres produits de gestion courante	185 245,92
77	Produits exceptionnels	110 882,36
TOTAL - RECETTES		29 496 687,50

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice	
001	Résultat d'investissement reporté	13 795 355,90	
13	Subventions d'investissement	99 000,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	4 491 455,26	
20	Immobilisations incorporelles	102 497,14	146 157,99
21	Immobilisations corporelles	45 102,05	69 910,77
23	Immobilisations en cours	12 744 631,35	9 503 937,74
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 821 687,89	
041	Opérations patrimoniales	83 617,93	
TOTAL DES DEPENSES		34 183 347,52	9 720 006,50
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		43 903 354,02	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalizations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
10	Dotations, fonds divers et réserves	18 698 021,12	5 000 000,00
13	Subventions d'investissement	299 793,89	
16	Emprunts et dettes assimilées		
21	Immobilisations corporelles		
23	Immobilisations en cours	1 279 797,81	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	4 460 088,85	
041	Opérations patrimoniales	83 617,93	
TOTAL DES RECETTES		24 821 319,60	5 000 000,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		29 821 319,60	

Le résultat brut global 2020 du Budget annexe de l'Assainissement, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 6 673 236,93 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 1 892 369,37 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 020	Résultat de clôture 2019	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2020	Résultat de clôture 2020	Solde reports 2020	Résultat net
Investissement	-13 795 355,90		4 433 327,98	-9 362 027,92	-4 720 006,50	-14 082 034,42
Fonctionnement	19 265 559,61	18 698 021,12	15 467 726,36	16 035 264,85	-60 861,06	15 974 403,79
TOTAL	5 470 203,71	18 698 021,12	19 901 054,34	6 673 236,93	-4 780 867,56	1 892 369,37

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte de gestion 2020 du budget annexe assainissement ;
- D'approuver le compte administratif 2020 du budget annexe assainissement ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161493-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 22/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Compte de gestion non signé ass

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN

Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2020 - Budget annexe assainissement non collectif - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le compte administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le compte administratif.

Conformément aux articles L. 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du compte administratif 2020 du budget annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
011	Charges à caractère général	3 233,95
012	Charges de personnel et frais assimilés	23 017,28
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	861,67
TOTAL - DEPENSES		27 112,90

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
002	Résultat de fonctionnement reporté	62 355,38
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	21 664,30
74	Subventions d'exploitation	3 000,00
77	Produits exceptionnels	1 587,46
TOTAL - RECETTES		88 607,14

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice	
13	Subventions d'investissement (versées)	3 000,00	
TOTAL DES DEPENSES		3 000,00	
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		3 000,00	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice	
001	Résultat d'investissement reporté	15 233,15	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	861,67	
TOTAL DES RECETTES		16 094,82	
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		16 094,82	

Le résultat brut global 2020 du Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 74 589,06 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 74 589,06 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2020	Résultat de clôture 2019	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2020	Résultat de clôture 2020	Solde reports 2020	Résultat net
Investissement	15 233,15		-2 138,33	13 094,82	0,00	13 094,82
Fonctionnement	62 355,38		-861,14	61 494,24	0,00	61 494,24
TOTAL	77 588,53	0,00	-2 999,47	74 589,06	0,00	74 589,06

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte de gestion 2020 du budget annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif ;
- D'approuver le compte administratif 2020 du budget annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161496-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 22/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Compte de gestion non signé SPANC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN

Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2020 - Budget annexe parking - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le compte administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le compte administratif.

Conformément aux articles L. 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du compte administratif 2020 du budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
011	Charges à caractère général	361 130,79
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	7 279,10
TOTAL - DEPENSES		368 409,89

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 464 140,21
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	803 222,01
77	Produits exceptionnel	31,99
TOTAL - RECETTES		3 267 394,21

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
21	Immobilisations corporelles	10 162,50	32 176,20
TOTAL DES DEPENSES		10 162,50	32 176,20
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		42 338,70	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
10	Dotations, fonds divers et réserves	929,71	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	7 279,10	
TOTAL DES RECETTES		8 208,81	
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		8 208,81	

Le résultat brut global 2020 du Budget annexe Parking, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 2 902 763,42 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 2 870 587,22 euros

2020	Résultat de clôture 2019	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2020	Résultat de clôture 2020	Solde reports 2020	Résultat net
Investissement	5 732,79		-1 953,69	3 779,10	-32 176,20	-28 397,10
Fonctionnement	2 465 069,92	929,71	434 844,11	2 898 984,32	0,00	2 898 984,32
TOTAL	2 470 802,71	929,71	432 890,42	2 902 763,42	-32 176,20	2 870 587,22

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte de gestion 2020 du budget annexe parking ;
- D'approuver le compte administratif 2020 du budget annexe parking ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161498-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 22/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Compte de gestion non signé PARKING

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN

Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2020 - Budget annexe eau potable - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le compte administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le compte administratif.

Conformément aux articles L. 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du compte administratif 2020 du budget annexe Eau Potable de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisation de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
011	Charges à caractère général	651 175,02	
012	Charges de personnel et frais assimilés	113 421,00	
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	4 637,17	
65	Autres charges de gestion courante	55 949,41	
67	Charges exceptionnelles	55 834,70	
TOTAL - DEPENSES		881 017,30	-
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		881 017,30	

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de l'exercice
Chap.	Libellé	
002	Résultat de fonctionnement reporté	4 758 468,99
013	Atténuation de charges	115 145,81
70	Vente de prod. fab., prest. serv. marchandises	26 755,82
74	Subventions d'exploitation reçues	3 166,00
75	Autres produits de gestion courante	753 800,93
77	Produits exceptionnels	16 845,78
TOTAL - RECETTES		5 674 183,33

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
20	Immobilisations incorporelles	22 670,00	17 018,75
21	Immobilisations corporelles	673,68	13 794,00
23	Immobilisations corporelles en cours	42 839,03	4 940,00
TOTAL DES DEPENSES		66 182,71	35 752,75
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		101 935,46	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
001	Solde d'investissement reporté	624 076,88	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	4 637,17	
13	Subventions d'investissement	26 300,00	
TOTAL DES RECETTES		655 014,05	-
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		655 014,05	

Le résultat brut global 2020 du Budget annexe de l'Eau potable, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 5 381 997,37 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 5 346 244,62 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2020	Résultat de clôture 2019	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2020	Résultat de clôture 2020	Solde reports 2020	Résultat net
Investissement	624 076,88		-35 245,54	588 831,34	-35 752,75	553 078,59
Fonctionnement	4 758 468,99		34 697,04	4 793 166,03	0,00	4 793 166,03
TOTAL	5 382 545,87	0,00	-548,50	5 381 997,37	-35 752,75	5 346 244,62

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte de gestion 2020 du budget annexe de l'Eau Potable ;
- D'approuver le compte administratif 2020 du budget annexe de l'Eau Potable ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161501-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 22/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Compte de gestion non signé EAU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Ressources - Taxe de Séjour - Modification des tarifs - Adoption

Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, rapporte :

Afin de contribuer au financement des équipements touristiques du territoire et à leur promotion, Montpellier Méditerranée Métropole a institué une taxe de séjour intercommunale à compter du 1^{er} janvier 2018, par délibération n°14854 du 27 septembre 2017.

Cette imposition s'applique sur l'ensemble des communes du territoire à l'exception de la commune de Lattes, qui a souhaité en conserver la gestion. Seules les personnes ne résidant pas sur le territoire y sont assujetties. L'article L. 2333-30 du Code général des collectivités territoriales encadre les tarifs adoptables par les collectivités. Ils correspondent à un montant forfaitaire par nuit et par personne, pour chaque catégorie d'hébergements, à l'exception des hébergements non classés ou en attente de classement.

En effet, pour cette catégorie, le tarif applicable depuis le 1^{er} janvier 2019 un tarif proportionnel au coût de la nuit, un pourcentage compris entre 1 % et 5 % du coût par personne de la nuit dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité. Il a été fixé à 3 % sur le territoire d'application de la taxe de séjour métropolitaine par délibération n°M2018-481 du 20 septembre 2018. Il est à noter que de nombreux territoires touristiques appliquent le taux de 5 %

Les meublés de tourisme étant rarement classés, ils font majoritairement partie de cette catégorie. Pour autant, la qualité d'hébergement et de service proposés rendent leurs prestations et leurs tarifications comparables aux autres catégories d'hébergement. C'est pourquoi afin de favoriser la conformité entre le tarif et la prestation, et l'équité entre les différents acteurs de l'hébergement touristique, il est proposé de porter le taux à 5 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De fixer le tarif de taxe de séjour applicable aux hébergements non classés ou en attente de classement à 5,0 % ;
- D'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161824-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Ressources - Attribution de fonds de concours métropolitains - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L. 5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales pour les communautés d'agglomération (et par extension pour les Métropoles), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les EPCI, a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités.

Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après **accords concordants** exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de **financer la réalisation d'un équipement**. Le montant total des fonds de concours **ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire** du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable.

La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante face à la crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir les projets suivants :

COMMUNES	PROJETS	FONDS DE CONCOURS RETENUS
RESTINCLIERES	Création de Halles en cœur de ville	180 000 €
MONTFERRIER SUR LEZ	Ecole de musique à portée intercommunale (extension Devezou)	150 000 €

Pour obtenir le versement du fonds de concours, la commune devra produire l'ensemble des documents suivants :

- Un courrier de demande de versement signé par le Maire indiquant le montant appelé ;
- Un état des mandatements certifié par le Trésorier Municipal et visé par le Maire accompagné des copies des factures correspondantes ;
- Une photo du panneau de chantier faisant figurer le logo et le montant de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Le plan de financement définitif (pour le versement du solde du fonds de concours).

Un acompte pourra être versé, à la demande de la commune, sur la base d'une situation intermédiaire des travaux HT payés. L'acompte sollicité sera calculé au prorata des travaux HT exécutés.

En contrepartie de la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes devront mentionner de façon explicite sa participation au financement du projet sur tous les supports papiers ou numériques que la commune met en œuvre, en apposant le logo de la Métropole et en l'associant lors de toute action de relations publiques visant à promouvoir l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le versement des fonds de concours relatifs aux projets présentés ci-dessus ;
- De dire que le versement de ces fonds de concours sus indiqués est conditionné à la signature d'une convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Communes membres de la Métropole concernées ;
- De dire que les crédits sont prévus au budget de l'exercice 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161999-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PROJET CONVENTION FDC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Ressources - Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du budget principal et des budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

A la suite des modifications des plans comptables entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2021, il apparaît nécessaire de mettre à jour la précédente délibération M2019-390 en date du 23 juillet 2019 pour le budget principal et les budgets annexes. Il est également proposé de mettre en place des règles de simplification relatives à la réforme automatique des biens par catégorie d'actif.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole amortira ses biens selon les modalités suivantes :

1) L'amortissement linéaire :

L'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles seront amortissables selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Il est précisé, d'une part, que l'amortissement est calculé à partir de la date de mise en service et, d'autre part, que tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation, réforme, etc.). Enfin, que le plan d'amortissement ne pourra être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien (cette modification faisant l'objet d'une délibération).

2) Le seuil d'amortissement en dessous duquel les biens sont amortis en un an est fixé à 2 000 € :

Est retenu le seuil de 2000 € TTC en valeur unitaire pour les biens qui feront l'objet d'un amortissement dérogatoire sur un an.

A l'issue de cette période, la Métropole aura également la possibilité de procéder à la sortie comptable des biens de faible valeur sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés, cédés, etc.

3) La réforme automatique des biens par catégorie d'actif :

Les matériels et biens mobilier feront l'objet d'une réforme automatique 2 ans après la fin de leur amortissement, sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés ou cédés.

Les comptes concernés sont les suivants : 21561 – 21568 – 2157 – 2158 – 21782 – 21783 – 21784 – 21785 – 21788 – 2182 – 2183 – 2184 – 2185 – 2188 et leurs déclinaisons.

4) Les biens amortis et les durées d'amortissement :

La technique d'amortissement s'applique à l'ensemble des biens incorporels et corporels.

Sont retenues, pour chaque catégorie d'immobilisation amortissable les durées suivantes :

➤ **M57**

Article	Libellé	Durée
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	5
203	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	5
204	Biens mobiliers, matériel et études	5
204	Bâtiments et installations	30
204	Projets d'infrastructures d'intérêt national	40
204	Voirie	30
204	Monuments historiques	30
2045	Subv. Equip versées aux tiers (fonds européens)	5
2046	Attributions de compensation d'investissement	15
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques...	5
208	Autres immobilisations incorporelles	5
2114	Terrains de gisement	15
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20
213	Constructions	30
2141	Constructions sur sol d'autrui - Bâtiments publics	30
2142	Constructions sur sol d'autrui - Immeubles de rapport	30
2145	Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements	30
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions	30
2153	Réseaux divers	20
2154	Voies navigables	30
21561	Matériel roulant incendie	7
21568	Matériel et outillage incendie	10
2157	Matériel et outillage technique	20
2158	Installations et outillages techniques	20
21612	Biens culturels et historiques - dépenses ultérieures immobilisées biens immobiliers	20
21622	Biens culturels et historiques - dépenses ultérieures immobilisées biens mobiliers	20
21714	Terrains de gisement	15
21721	Plantations d'arbres et arbustes	20
2173	Bâtiments publics	30
2174	Constructions sur sol d'autrui	30
21753	Réseaux divers	20
21754	Voies navigables	30
21757	Matériel et outillage techniques	20
21758	Autres installations, matériel et outillage techniques	20
2176	Biens historiques et culturels	20
21782	Matériel de transport	7
21783	Matériel informatique	7
21784	Matériel de bureau et mobilier	7
21785	Matériel de téléphonie	7
21786	Cheptel	1
21788	Autres	7
2181	Installations générales, agencements	7
2182	Matériel de transport	7
2183	Matériel informatique	7

2184	Matériel de bureau et mobilier	7
2185	Matériel de téléphonie	7
2186	Cheptel	1
2188	Autres matériels	7
2214	Terrains de gisement	15
2221	Plantations d'arbres et arbustes	20
223	Constructions	30
224	Constructions sur sol d'autrui	30
2253	Réseaux divers	20
2254	Voies navigables	30
2256	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10
2257	Matériel et outillage techniques	20
2258	Autres installations, matériel et outillage techniques	20
2281	Installations générales, agencements et aménagements divers	7
2282	Matériel de transport	7
2283	Matériel informatique	7
2284	Matériel de bureau et mobilier	7
2285	Matériel de téléphonie	7
2286	Cheptel	1
2288	Autres	7
	Biens inférieurs à 2000 €	1

➤ **M49**

Article	Libellé	Durée
201	Frais d'établissement	5
203	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	5
2051	Concessions et droits assimilés	5
208	Autres immobilisations incorporelles	5
212	Agencements et aménagements de terrains	20
21311	Bâtiments d'exploitation	60
21315	Bâtiments administratifs	50
21351	Bâtiments d'exploitation	30
21355	Bâtiments administratifs	50
2138	Autres constructions	30
21411	Bâtiments d'exploitation	60
21415	Bâtiments administratifs	50
21451	Bâtiments d'exploitation	30
21455	Bâtiments administratifs	50
2148	Autres constructions	30
2151	Installations complexes spécialisées	10
21531	Réseaux d'adduction d'eau	60
21532	Réseaux d'assainissement	60
	Installations de refoulement des eaux usées	30
2154	Matériel industriel	8
2155	Outillage industriel	10
2156	Matériel spécifique d'exploitation	10
2157	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	10
2172	Agencements et aménagements de terrains	20
217311	Bâtiments d'exploitation	60
217315	Bâtiments administratifs	50

217351	Bâtiments d'exploitation	30
217355	Bâtiments administratifs	50
21738	Autres constructions	30
217411	Bâtiments d'exploitation	60
217415	Bâtiments administratifs	50
217451	Bâtiments d'exploitation	30
217455	Bâtiments administratifs	50
21748	Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions	30
21751	Installations complexes spécialisées	10
217531	Réseaux d'adduction d'eau	60
217532	Réseaux d'assainissement	60
	Installations de refoulement des eaux usées	30
21754	Matériel industriel	8
21755	Outillage industriel	10
21756	Matériel spécifique d'exploitation	5
21757	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	10
21782	Matériel de transport	10
21783	Matériel de bureau et matériel informatique	3
21784	Mobilier	15
21785	Cheptel	1
21786	Emballages récupérables	1
21788	Autres immobilisations corporelles	5
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	10
2182	Matériel de transport	10
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	3
2184	Mobilier	15
2185	Cheptel	1
2186	Emballages récupérables	1
2188	Autres immobilisations corporelles	5
222	Agencements et aménagements de terrains	20
22311	Bâtiments d'exploitation	60
22315	Bâtiments administratifs	50
22351	Bâtiments d'exploitation	30
22355	Bâtiments administratifs	50
2238	Autres constructions	30
22411	Bâtiments d'exploitation	60
22415	Bâtiments administratifs	50
22451	Bâtiments d'exploitation	30
22455	Bâtiments administratifs	50
2248	Constructions sur sol d'autrui - autres constructions	30
2251	Installations complexes spécialisées	10
22531	Réseau d'adduction d'eau	60
22532	Réseaux d'assainissement	60
	Installations de refoulement des eaux usées	30
2254	Matériel industriel	8
2255	Outillage industriel	10
2256	Matériel spécifique d'exploitation	5
2257	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	10
2282	Matériel de transport	10
2283	Matériel de bureau et matériel informatique	3
2284	Mobilier	15

2285	Cheptel	1
2286	Emballages récupérables	1
2288	Autres immobilisations corporelles	5
	Biens inférieurs à 2000 €	1

➤ **M4**

Article	Libellé	Durée
201	Frais d'établissement	5
203	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	5
2051	Concessions et droits assimilés	5
207	Fonds commercial	5
208	Autres immobilisations incorporelles	5
212	Agencements et aménagements de terrains	20
2131	Bâtiments	30
2135	Installations générales - agencements - aménagements des constructions	30
2138	Autres constructions	40
2141	Constructions sur sol d'autrui – Bâtiments	30
2145	Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements	30
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions	40
2151	Installations complexes spécialisées	10
2153	Installations à caractère spécifique	15
2154	Matériel industriel	15
2155	Outillage industriel	15
2157	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	15
2172	Agencements et aménagements de terrains	20
2173	Constructions	30
2174	Constructions sur sol d'autrui	30
21751	Installations complexes spécialisées	10
21753	Installations à caractère spécifique	15
21754	Matériel industriel	15
21755	Outillage industriel	15
21757	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	15
21782	Matériel de transport	10
21783	Matériel de bureau et matériel informatique	5
21784	Mobilier	15
21785	Cheptel	1
21786	Emballages récupérables	1
21788	Autres immobilisations corporelles	5
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	15
2182	Matériel de transport	10
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	5
2184	Mobilier	15
2185	Cheptel	1
2186	Emballages récupérables	1
2188	Autres immobilisations corporelles	5
222	Agencements et aménagements de terrains	20

2231	Bâtiments	30
2235	Installations générales - agencements - aménagements des constructions	30
2238	Autres constructions	40
2241	Constructions sur sol d'autrui - Bâtiments	30
2245	Constructions sur sol d'autrui - Installations générales - agencements - aménagements des constructions	30
2248	Constructions sur sol d'autrui - autres constructions	40
2251	Installations complexes spécialisées	10
2253	Installations à caractère spécifique	15
2254	Matériel industriel	15
2255	Outillage industriel	15
2257	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	10
2282	Matériel de transport	10
2283	Matériel de bureau et matériel informatique	5
2284	Mobilier	15
2285	Cheptel	1
2286	Emballages récupérables	1
2288	Autres immobilisations corporelles	5
	Biens inférieurs à 2000 €	1

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'adopter la méthode et les durées d'amortissement proposées ;
- D'adopter le principe de la mise en place de ces nouvelles modalités d'amortissement pour les amortissements passés à partir du 1^{er} janvier 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-159501-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Ressources - Réseau des Maires de France et Présidents d'Intercommunalité - Adhésion à l'AMF 34 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'Association des Maires du département de l'Hérault (AMF34) est aux côtés des maires et des présidents d'intercommunalité, dans le respect des valeurs et des principes de défense des libertés locales, avec un appui concret et permanent aux élus dans la gestion au quotidien.

L'AMF34 est reliée à l'Association des Maires de France et de Présidents d'Intercommunalité (AMF) qui est un partenaire loyal mais exigeant avec l'Etat pour toujours mieux préserver les intérêts des collectivités et de leurs groupements.

Cette association a pour but :

- La création d'un lien et de bonne confraternité entre ses adhérents ;
- L'étude de toutes les questions intéressant l'administration des communes et des EPCI ;
- La défense des intérêts communs des administrations territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'adhésion à L'Association des Maires du département de l'Hérault (AMF34) ;
- D'approuver le versement de la cotisation 2021 pour un montant de 11 680 € TTC ;
- De dire que les crédits sont prévus au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, Mme Emilie CABELLO, M. Sébastien COTE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-162001-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Ressources - Adhésion à titre révocable à Pôle Emploi - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Les employeurs publics ne sont pas soumis à l'obligation de s'affilier au régime d'assurance chômage mais doivent en contrepartie assurer leurs agents contre le risque de privation involontaire d'emploi. Montpellier Méditerranée Métropole a opté pour ce principe d'auto-assurance et doit à ce jour assurer la charge de l'indemnisation du chômage pour l'ensemble des agents arrivés à l'échéance de leur contrat et qui remplissent les conditions pour percevoir les allocations d'aide au retour à l'emploi.

Au regard de l'évolution croissante des demandes d'indemnisations et afin de permettre aux allocataires de bénéficier de l'ensemble des dispositions de droit commun pratiquées par Pôle Emploi, il est proposé de procéder à une adhésion révocable à l'assurance chômage (6 ans tacitement renouvelable).

La dénonciation du contrat par la collectivité pourra intervenir un an avant le terme du contrat auprès de l'URSSAF.

La contribution fixée au 1^{er} janvier 2018 à 4,05 % de l'ensemble des assiettes URSSAF des agents non titulaires sera à la charge de la Collectivité et après une période de stage de 6 mois à compter du 1^{er} jour du mois civil suivant la date de signature du contrat d'adhésion, l'indemnisation aux allocations chômage de toutes les nouvelles fins de contrats sera prise en charge par Pôle Emploi.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'adhésion à titre révocable de Montpellier Méditerranée Métropole à Pôle Emploi ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-156704A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Ressources - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

I- Créations de postes :

Suite au recensement et à la validation des besoins de création de poste, il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs les postes permanents mentionnés dans les **annexes 1 et 2**.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérées dans le paragraphe V « Confirmations de postes » de la présente délibération.

1. Créations de postes qui découlent de la nouvelle organisation

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, 20 postes permanents. Ils se substitueront aux actuels postes de DGA et directeurs qui seront supprimés ultérieurement.

Ces postes sont mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

2. Créations de postes permettant de doter ponctuellement les Directions de moyens supplémentaires

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, 13 postes permanents, afin de compléter les équipes de façon ponctuelle.

Ces postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Les emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes, après avis du Comité Technique du 27 mai 2021, sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents réajustés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérées dans le paragraphe IV « Confirmations de postes » de la présente délibération.

III- Transformations de postes :

Les emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle nécessitant une suppression / création, après avis du Comité Technique du 27 mai 2021, sont mentionnées dans l'**annexe 3** ci-jointe.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérées dans le paragraphe IV « Confirmations de postes » de la présente délibération.

IV- Suppressions de postes :

Les emplois permanents supprimés, après avis du Comité Technique du 27 mai 2021, sont mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.

V- Confirmations de postes :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 5** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, mises en conformité, transformations, suppressions et confirmations de postes citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160855-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE 1 Créations nouvelle organisation Conseil 210607.pdf
- ANNEXE 2 Création Conseil 210607.pdf
- ANNEXE 3 MEC Conseil 210607.pdf
- ANNEXE 4 Transformations Conseil 210607.pdf
- ANNEXE 5 Suppressions Conseil 210607.pdf
- ANNEXE 6 Confirmations Conseil 210607.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Ressources - Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002, en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine les rapports annuels des délégataires (RAD) et les rapports sur le prix et la qualité des services publics (RPQS) de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute, ainsi que le bilan d'activité des services exploités en régie. Elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public (DSP), avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée. La CCSPL, prévue à l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

Conformément aux dispositions de l'article L.1413-1 du CGCT, le Président de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

La CCSPL est présidée par le représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, désigné par arrêté, Monsieur Renaud CALVAT, 1^{er} Vice-Président de La Métropole, délégué aux finances, politiques contractuelles et coopération avec les communes.

Par délibération n°M2020-237 en date du 15 septembre 2020, le Conseil de Métropole a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres titulaires :
 - o Jean-François AUDRIN ;
 - o Michelle CASSAR ;
 - o Patricia WEBER ;
 - o Brigitte DEVOISSELLE ;
 - o Max LEVITA ;
- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole, membres suppléants :
 - o Jacques MARTINIER ;
 - o Julien MIRO ;
 - o Florence AUBY ;
 - o Catherine RIBOT ;
 - o Mathilde BORNE ;
- Et de manière paritaire, les associations d'usagers suivantes :
 - o CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie) ;
 - o APIEU - Territoires de Montpellier (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain Territoires de Montpellier) ;
 - o Mosson Coulée Verte ;
 - o LRNE (Languedoc Roussillon Nature Environnement) ;
 - o Vélacité Grand Montpellier.

Les services publics et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole qui font l'objet d'un examen par la CCSPL restent actuellement les suivants :

- Patinoire Végapolis ;
- Planet Ocean ;
- Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud, dont parking Corum (2 contrats) ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- Service public des transports en commun urbains ;
- Service public de l'assainissement (3 contrats) ;
- Marché d'Intérêt National ;
- Parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- Parc de stationnement "Antigone" ;

- Parc de stationnement "Comédie" ;
- Parc de stationnement "Europa" ;
- Parc de stationnement "Gambetta" ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;
- Concession de gaz (24 contrats) ;
- Concession d'électricité (7 contrats) ;
- Unité de méthanisation Ametyst ;
- Service public de l'eau potable (Régie des Eaux) ;
- RPQS eau potable, eau brute ;
- RPQS assainissement ;
- RPQS collecte et traitement des déchets.

Par délibération n°M2020-162 en date du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a adopté le règlement intérieur de la Commission.

L'organisation et la gestion des séances de la CCSPL, sont conduites par la Direction du Contrôle de Gestion Externe de Montpellier Méditerranée Métropole.

En 2020, concernant l'examen des RAD et des RPQS relatifs à l'exécution des contrats sur l'année 2019, la CCSPL s'est réunie les 6 octobre 2020, 9 décembre 2020 et 10 décembre 2020 pour traiter les dossiers suivants :

Séance du 06/10/2020

- ✓ DSP Collecte et traitement des eaux usées relatifs à la station d'épuration Maera (2 contrats) ;
- ✓ DSP Collecte et traitement des eaux usées du Secteur Est-Ouest.
- ✓ DSP Traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation Ametyst ;
- ✓ RPQS 2019 Assainissement ;
- ✓ RPQS 2019 Eau potable et eau brute ;
- ✓ RPQS 2019 Collecte et traitement des déchets ménagers ;
- ✓ Bilan d'activité de la Régie des Eaux ;

Lors de cette séance, les membres ont également pris acte du nouveau règlement intérieur de la CCSPL.

Séance du 09/12/2020

Cette séance a été présidée selon arrêté exceptionnel par Michelle CASSAR, en remplacement de Monsieur Renaud CALVAT :

- ✓ DSP Aquarium et Planétarium Planet Ocean.
- ✓ DSP Marché d'Intérêt National ;
- ✓ DSP Services publics de transports urbains ;
- ✓ DSP Stationnement en ouvrages Parkings (9 parkings - 7 contrats) ;
- ✓ DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;

Séance du 10/12/2020

- ✓ DSP Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- ✓ DSP Distribution d'Electricité (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ DSP Distribution de Gaz (24 contrats).
- ✓ DSP Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) ;
- ✓ DSP Patinoire Végapolis.

Lors de cette séance, un avis sur le choix du futur mode de gestion délégué de l'assainissement avait été prévu à l'ordre du jour, mais compte tenu du report de l'affaire en Conseil de Métropole à une date ultérieure, une simple présentation à effet d'information et de transparence a été effectuée sans nécessiter d'avis sur ce point.

Dans le cadre de l'ensemble de ces séances et nonobstant les nombreux débats concernant chacune des politiques publiques et gestion déléguées dédiées à l'exercice, la Commission a rendu un avis favorable à l'unanimité sur les éléments analysés, en prenant acte de l'examen des rapports annuels des délégataires comme des RPQS relatifs à l'exercice 2019.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCSPL, les rapports annuels des délégataires ont également fait l'objet d'un examen par la Commission de Contrôle des Comptes, qui est présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN et composée d'élus du Conseil de Métropole, pour l'examen des comptes 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole pour l'année 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-158511-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Ressources - Rapport d'activité de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Commission de Contrôle des Comptes (CCC) a pour objet d'exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises, organismes, liés à Montpellier Méditerranée Métropole par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000 € par an, et tenus de fournir à la Métropole des comptes détaillés de leurs opérations ; ce contrôle s'effectue plus particulièrement dans le cadre des délégations de service public (DSP), en application des articles R.2222-1 à R.2222-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Ce contrôle s'exerce ainsi sur les rapports annuels des délégataires (RAD) et sur les derniers comptes arrêtés transmis par les entreprises et organismes mentionnés à l'article L.1411-3 du CGCT.

Le Président de la CCC présente à son assemblée délibérante chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

La CCC est présidée par le représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, désigné par arrêté, Monsieur Jean-François AUDRIN, 15^{ème} Vice-Président, délégué à l'administration générale, la commande publique et la gestion active et optimisée du patrimoine.

Par délibération n°M2020-327 en date du 12 octobre 2020, le Conseil de Métropole a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole. membres titulaires :
 - o Mylène FOURCADE ;
 - o Zohra DIRHOUSI ;
 - o William ARS ;
 - o René REVOL ;
 - o Max LEVITA ;
- 5 conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole. membres suppléants :
 - o Séverine SAINT-MARTIN ;
 - o Lionel LOPEZ ;
 - o Céline PINTARD ;
 - o Bruno PATERNOT ;
 - o Christian ASSAF.

Les services publics et les équipements de Montpellier Méditerranée Métropole ayant fait l'objet d'un examen en 2020 par la CCC sont les suivants :

- Patinoire Végapolis ;
- Planet Ocean ;
- Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- Service public des transports en commun urbains ;
- Marché d'Intérêt National ;
- Parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- Parcs de stationnement "Antigone" et "Comédie" ;
- Parc de stationnement "Europa" ;
- Parc de stationnement "Gambetta" ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;
- Concession de gaz (24 contrats) ;
- Concession d'électricité (7 contrats) ;

Par délibération n°M2020-161 en date du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a adopté le règlement intérieur de la Commission.

L'organisation et la gestion des séances de la CCC, sont conduites par la Direction du Contrôle de Gestion Externe de Montpellier Méditerranée Métropole.

En 2020, concernant l'examen des RAD et des comptes relatifs à l'exécution des contrats sur l'année 2019, la CCC s'est réunie le 8 décembre 2020 et le 14 décembre 2020, pour traiter les dossiers suivants :

Séance du 08/12/2020

- ✓ DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- ✓ DSP Patinoire Végapolis ;
- ✓ DSP Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- ✓ DSP Marché d'Intérêt National ;
- ✓ DSP Planet Ocean Montpellier ;

Séance du 14/12/2020

- ✓ DSP Distribution d'Electricité (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ DSP Distribution de Gaz (24 contrats) ;
- ✓ DSP Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) ;
- ✓ DSP Services de transports urbains ;
- ✓ DSP Stationnement en ouvrages Parkings (9 parkings - 7 contrats).

Dans le cadre de l'ensemble de ces séances, la commission a rendu un avis favorable à l'unanimité sur l'examen des RAD et des comptes 2019 analysés.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCC, les rapports annuels des délégataires portant sur les contrats de DSP ont également fait l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, qui est présidée par Monsieur Renaud CALVAT et composée paritairement d'élus du Conseil de Métropole et d'associations d'usagers, pour l'examen des RAD et des comptes 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des travaux de la Commission de Contrôle des Comptes de la Métropole pour l'année 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-158509-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SOLIDARITES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :
Serge DESSEIGNE

Solidarités - Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2021 - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « *un impératif national fondé sur l'égalité de dignité de tous les êtres humains* ». La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, annoncée comme une priorité nationale par le Président de la République le 13 septembre 2018, entend traiter particulièrement :

- La reproduction de la pauvreté dès le plus jeune âge de la vie ;
- La garantie au quotidien des droits fondamentaux des enfants ;
- L'assurance pour tous les jeunes d'un parcours de formation permettant d'acquérir des compétences ;
- Une meilleure accessibilité et équité des droits sociaux ;
- L'investissement pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité en 2020 contractualiser avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. La convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté a ainsi été adoptée en Conseil municipal le 5 octobre 2020 et en Conseil de Métropole le 12 octobre 2020. Elle signifiait ainsi l'engagement de la Ville, du CCAS et de Montpellier Méditerranée Métropole dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, au titre de leurs compétences et en lien avec celles du Conseil départemental de l'Hérault. Le rapport présentant le bilan des actions conduites en 2020 a été adopté par le Conseil de Métropole du 29 mars 2021.

Les priorités identifiées pour 2021 dans le cadre des cinq engagements sont identiques à celles de l'année précédente, à savoir : l'accès aux droits et à la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle et la veille sociale. Elles se traduisent par 30 actions se répartissant en 12 fiches :

- Casser la reproduction de la pauvreté en permettant le fonctionnement d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue (action initialisée en 2020) et d'un lieu pour les grands marginaux (2 actions) ;
- Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité (amplification des actions initiées en 2020) (4 actions) ;
- Etendre les maraudes du Samu social aux communes de la première couronne de Montpellier (1 action) ;
- Poursuivre le soutien du marché de la Solidarité du Secours Populaire Hérault notamment en axant une partie de l'approvisionnement sur des produits sains et locaux et en incitant à la mutualisation avec les petites structures associatives (2 actions) ;
- Mettre en place les premières cantines solidaires (1 action) ;
- Soutenir des parcours innovants dans l'emploi pour les publics les plus éloignés (5 actions) ;
- Développer des dispositifs d'insertion par l'économie (4 actions) ;
- Mobiliser les entreprises au recrutement de personnes (1 action) ;
- Améliorer l'accès aux droits, au logement ainsi que les conditions de vie des personnes vivant en squats et bidonvilles (3 fiches - 9 actions) ;
- Faciliter l'accès aux soins et à la prévention des habitants les plus éloignés (1 action).

Le budget total de la programmation 2021 s'élève à 1 194 032 €. Les actions prévues dans le cadre du plan pauvreté à l'échelle de la Métropole, feront l'objet d'une dotation nouvelle de l'Etat dont le montant pour l'année 2021 est fixé à 500 000 €. Des crédits reportés de 2020 à hauteur de 194 032,68 € viendront compléter les plans de financements. La contractualisation avec l'Etat pour 2021 se traduit par un avenant à la convention 2020-2022, qu'il convient d'approuver et de signer.

La dotation de l'Etat sera versée au budget de la Métropole. Plusieurs actions seront mises en œuvre par la Ville et le CCAS de Montpellier. Le reversement des subventions de l'Etat, à la Ville et au CCAS, en fonction des actions conduites, sera réalisé selon les modalités inscrites dans les conventions de reversement respectives, adoptées lors du Conseil de Métropole du 12 octobre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'acter la programmation 2021 présentée dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté ;
- D'approuver les termes de l'avenant 2021 à la convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, avec l'Etat, la Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les dépenses sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160696-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Veille sociale - FA1-FA2-FA3.pdf
- Aide alim - FA4-FA5.pdf
- Insertion pro - FA6-FA7-FA8.pdf
- Accompagnant accès droits-FA9-FA10-FA11-FA12 vf.pdf
- Tableau récap des propositions 2021 au 27 mai.pdf
- projet AVENANT 2021 à la convention Etat-Métropole-Ville.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Définition de l'accession abordable sur le territoire de la Métropole - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le développement d'une offre locative sociale et en accession abordable est un enjeu majeur pour le territoire de la Métropole. Si le segment du marché locatif social s'est très fortement développé depuis plus de 15 ans, et ce sur l'ensemble du territoire intercommunal, l'accession à la propriété abordable a connu un développement plus faible et essentiellement concentré sur la commune de Montpellier, notamment dans les secteurs aménagés.

Du fait des prix très élevés du marché immobilier, l'accession à la propriété est difficile dans Montpellier Méditerranée Métropole, notamment pour les ménages aux revenus intermédiaires. Ceci a pour conséquence de maintenir ces ménages dans un parcours locatif ou de les obliger à faire des acquisitions en inadéquation avec leurs besoins, voire à les exclure du territoire de la Métropole.

C'est pour répondre à ces constats, que le Programme Local de l'Habitat 2019-2024 de Montpellier Méditerranée Métropole porte notamment une orientation forte en faveur du développement de l'accession abordable : produire chaque année 17% de logements en accession abordable sur le nombre total de logements à produire dans les 9 communes du cœur de Métropole effectivement desservies par le réseau armature des transports en commun (Montpellier, Castelnau-le-Lez, Jacou, Le Crès, Pérols, Lattes, Saint Jean de Védas, Juvignac et Baillargues).

La production de logements en accession abordable peut être réalisée selon plusieurs dispositifs, répondant chacun à des plafonds de prix et de ressources qui leur sont propres :

- La location-accession via le PSLA (Prêt Social Location-Accession), produit encore trop peu développé dans Montpellier Méditerranée Métropole offrant des garanties importantes aux candidats à l'accession et réservé de ce fait aux bailleurs sociaux ;
- Les logements en accession abordable produits dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) éligibles à la TVA minorée (5,5%) ;
- Le Bail réel Solidaire (BRS) par un Organisme Foncier Solidaire (OFS), qui présente l'avantage de maintenir le logement acquis dans le parc d'accession abordable lors de sa revente ;
- La vente de logements hors dispositifs précédents à prix plafonnés et sous plafonds de ressources.

L'objet de la présente délibération est de définir un cadre commun à l'ensemble des dispositifs d'accession abordable sur le territoire de la Métropole à travers un unique référentiel de plafonds ressources, permettant de cibler les ménages éligibles et une grille de prix plafonds nettement inférieurs à ceux du marché.

Le public cible

Il s'agit de répondre aux besoins et attentes en accession à la propriété des ménages aux revenus intermédiaires, soit du 4^{ème} au 7^{ème} décile sur l'échelle des revenus des ménages de la Métropole.

Pour ce faire, il est proposé de retenir les plafonds de ressources suivants :

- Communes de la zone A du dispositif de défiscalisation dit « Pinel » : plafond de ressource le plus faible selon le nombre de personnes destinées à occuper le logement entre le plafond de l'accession avec TVA à 5,5 % dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et 300 m autour et le plafond du PSLA zone A ;
- Communes des zones B et C du dispositif de défiscalisation dit « Pinel » : plafond du PSLA zone B et zone C.

Ces plafonds de ressource sont définis annuellement par voie réglementaire au plan national. Ainsi au 1^{er} janvier 2021, les plafonds suivants s'appliquent selon la composition des ménages et la localisation de la commune :

	Plafonds de ressources applicables pour l'accession abordable (valeurs au 1^{er} janvier 2021)	
Nombre de personnes dans le ménage	Zone A	Zone B et C
1	30 254 €	24 683 €
2	40 401 €	32 914 €
3	48 586 €	38 072 €
4	58 655 €	42 187 €
5+	67 600 €	46 291 €

Zone A : Castelnau-le-Lez, Clapiers, Le Crès, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Laverune, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint Jean de Védas, Saussan, Vendargues, Villeneuve-les-Maguelone

Zone B : Baillargues, Castries, Cournonsec, Cournonterral, Pignan, Saint-Brès, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Sussargues

Zone C : Beaulieu, Montaud, Murviel-les-Montpellier, Restinclières, Saint-Drézéry

Les prix de référence

L'analyse des capacités financières des ménages de la Métropole, selon le nombre de personnes du foyer et les typologies de logements à produire qui en découle, a permis de constater que l'application d'un prix au m² homogène était trop réductrice. Il est ainsi apparu souhaitable de proposer des fourchettes de prix unitaires différenciés par typologie, à distinguer par commune et par quartier de Montpellier dans une logique de territorialisation au regard des prix du marché constatés.

Ainsi, le tableau ci-dessous établit la grille de prix applicable aux opérations pour la production de logements en accession abordable sur le territoire métropolitain :

		Secteur 1		Secteur 2	
		Communes : Castelnau le Lez, Juvignac, Jacou, Lattes, Montpellier, Pérols, St Jean de Védas, Le Crès Quartiers de Montpellier : Hôpitaux-Facultés, Centre, Port-Marianne Autres secteurs Montpellier: ZAC EAI, ZAC Consuls de Mer		Communes : Les autres communes ayant un objectif de logement abordable au PLH et les communes volontaires Quartiers de Montpellier : tous les autres quartiers/secteurs de Montpellier	
Typologie	Surfaces Habitables souhaitées	Prix unitaire TTC TVA 20% (avec 1 stationnement)	Prix unitaire TTC TVA 5,5% (avec 1 stationnement)	Prix unitaire TTC TVA 20% (avec 1 stationnement)	Prix unitaire TTC TVA 5,5% (avec 1 stationnement)
T2	43 à 48m ²	140 à 150K€	123 à 132K€	120 à 130K€	106 à 114K€
T3	63 à 68m ²	210 à 230 K€	185 à 202K€	180 à 200K€	158 à 176K€
T4	85 à 90m ²	260 à 280K€	229 à 246K€	230 à 250K€	202 à 220K€
T5	95 à 100m ²	290 à 300K€	255 à 264K€	260 à 270K€	229 à 237K€

Dans le cas particulier d'un projet d'habitat participatif porté par une association d'habitat participatif, considérant la personnalisation des projets par le groupe de futurs habitants et la possible volonté d'aller au-delà des normes environnementales applicables, une dérogation exceptionnelle aux prix plafonds en TVA 5,5% pourra être accordée (à justifier de manière précise par le porteur de projet), dans le respect de la réglementation relatives aux prix plafonds nationaux des outils de financement utilisés (PSLA, OFS, QPV...).

Pour faire correspondre au mieux les revenus des ménages et leurs capacités budgétaires aux réalités du marché de la promotion immobilière de la Métropole, ces prix de références du logement abordables et ces plafonds de ressources, seront actualisés en tant que de besoin par une nouvelle délibération de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces prix de référence et plafonds de ressources ont vocation à s'appliquer, dans les communes du cœur de Métropole pré-citées, dans les opérations d'aménagement, aux lots dédiés à l'accession abordable et programmés comme tels, ainsi qu'en secteurs diffus, à la part exigible de logements en accession abordable dès lors que le document d'urbanisme le prévoit.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la définition de l'accession abordable applicable sur le territoire de la Métropole au travers des plafonds de ressources et les plafonds de prix proposés ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-159764-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Plan Logement d'abord - Attributions de subventions à diverses associations en charge de la réalisation des actions 2021 - Conventions - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le plan gouvernemental « Logement d'abord » 2018-2022 a pour ambition de réduire significativement le sans-abrisme d'ici à la fin du quinquennat. La Métropole a été retenue en mars 2018 comme territoire de mise en œuvre accélérée à la suite de la réponse de la Collectivité à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le Ministère de la cohésion des territoires.

Une convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2022 a été conclue en date du 21 avril 2021 entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, déterminant pour 2 ans des priorités communes de travail sous forme d'axes thématiques, ainsi que les moyens financiers alloués pour parvenir à la réalisation des actions conjointement décidées.

Dans ce cadre, l'Etat a délégué à la Métropole une enveloppe d'un montant global de 426 000 € au titre de sa contribution pour l'année 2021 à la mise en œuvre des actions du plan. En complément des crédits délégués par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole engage ses fonds propres à hauteur de 351 000 €, dont 250 000 € sur le budget du FSL (géré par la CAF), dont la vocation est de financer des mesures d'accompagnement social et la gestion de logements d'insertion au bénéfice de ménages en difficulté, et 101 500 € hors FSL inscrits au budget primitif de la Métropole.

Il y a lieu désormais d'affecter les subventions convenues aux organismes opérateurs des différentes actions du plan Logement d'abord en 2021, selon la répartition proposée dans le tableau ci-après, étant entendu qu'une subvention d'un montant de 140 000 € a déjà été attribuée à l'association GEST-A-RE par délibération du 29 mars 2021, pour la mise en œuvre d'une action de prévention précoce des expulsions :

OPERATEURS	ACTIONS	ETAT crédits supports Ld'A attribués par 3M	3M Crédits propres	TOTAL
CNRS – UNIV P.Valéry – Maison des Sciences de l'Homme (MSH SUD)	Etude un jour donné et structuration d'un observatoire du sans- abrisme	55 000 €	15 000	70 000 €
ADAGES/MAISON DU LOGEMENT	Plateforme d'Accès aux droits liés à l'habitat ADLH (FAP, ADAGES, ATU, GESTARE)	25 000 €	25 000 €	50 000 €
URIOPSS	Formation au Logement d'abord	20 000 €	16 500 €	36 500 €
CARRUD "REDUIRE LES RISQUES"	Action d'insertion professionnelle pour les jeunes de moins de 25 ans en situation de rue	25 000 €	20 000 €	45 000 €
S.I.A.O.	Poste de médecin coordinateur à mi-temps	50 000 €		50 000 €
Total		175 000 €	76 500 €	251 500 €

En outre, le poste de chef de projet du plan Logement d'abord, désormais porté directement par la Métropole est financé pour moitié par les crédits d'ingénierie de l'Etat, et pour moitié par la Métropole pour un total de 50 000 €.

Au regard des contributions 2021 de l'Etat et de la Métropole (hors FSL) à la réalisation du plan Logement d'abord mentionnées plus haut, un montant de 86 000 € restera à affecter lors d'un prochain Conseil pour trois autres actions à mettre en œuvre tel que convenu par les deux partenaires : le projet « équipement des logements des personnes en situation de rue », la plateforme d'accompagnement des ménages et l'action de mobilisation du parc privé à vocation sociale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus pour un montant total de 251 500 €, sous réserve de la signature des conventions attributives afférentes ;
- D'approuver les projets de conventions afférentes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Yves BARRAL, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160657-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- URIOPSS
- SIAO
- CNRS MSH
- ADLH
- CAARUD Reduire les risques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) - Actions d'insertion Logement 2021 - Convention 2021 avec l'Amicale du Nid - Avenant concernant le parcours de sortie de la prostitution - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour le territoire de la Métropole. Pour rappel le FSL s'adresse directement aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant notamment :

- Sur le versement d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- Sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, les actions d'insertion mises en œuvre dans le cadre du FSL mobilisent les personnes et les territoires dans des démarches participatives et partenariales. Ces actions d'accompagnement permettent aux ménages les plus démunis de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets, que ce soit d'accès à un logement ou de maintien dans celui qu'ils occupent. Elles ont vocation à intervenir en tant qu'outil sur l'intégralité du territoire de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole apporte ainsi son soutien aux associations et CCAS qui œuvrent dans ces domaines et 21 conventions ont été approuvées en décembre 2020 pour les actions FSL de 2021.

Depuis cette date, un nouveau projet d'appartements relais a été travaillé avec les services et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) dans le cadre du dispositif Parcours de Sortie de Prostitution (PSP). Ce programme né de la loi du 13 avril 2016 et faisant l'objet d'une commission départementale a été créé fin-2017 dans l'Hérault. Dispositif porté par l'Etat, il repose sur un travail collaboratif avec le tissu associatif et les collectivités.

D'une durée de 6 mois, renouvelable 3 fois, le PSP vise la réinsertion sociale et professionnelle des personnes sortant de la prostitution : en contrepartie à la suspension de cette activité, les intéressées perçoivent une aide financière (330 € par mois) et peuvent se voir délivrer une autorisation provisoire de séjour valable 6 mois. L'accès à un hébergement / logement est l'un des outils importants de ce parcours. Ainsi, l'Amicale du Nid, en étroite collaboration avec le Mouvement du Nid, se propose de prendre en location deux appartements de type T3 afin de les proposer aux personnes empruntant ce parcours de sortie de la prostitution et d'en assurer l'accompagnement social.

Une convention ayant été signée en 2021 avec cette structure au titre des actions d'insertion du FSL, un avenant est proposé à l'approbation du Conseil pour un complément de subvention à hauteur de 10 586 €, pour la gestion d'appartements relais que finance le FSL.

La dépense sera imputée sur le budget du FSL, alimenté par Montpellier Méditerranée Métropole et par des contributeurs volontaires (bailleurs, communes), et géré par la Caisse d'Allocations Familiales, sans nécessiter un abondement supplémentaire de la Métropole.

Opérateur	Objet initial	Public Territoire	Montant total de l'action	Objet
Amicale du Nid La Babote	<p>*Mettre en œuvre des mesures d'accompagnement social lié au logement (recherche, installation, maintien).</p> <p>*Animer un Atelier Recherche Logement</p> <p>*Gérer 3 sous locations à vocation bail glissant et 5 appartements relais</p>	<p>Publics prioritaires du PDALHPD</p> <p>Pour l'ensemble des actions, une priorité sera donnée aux ménages avec enfants.</p> <p>Sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole</p>	<p>42 791 € FSL décembre 2020</p> <p>10 586 € avenant</p> <p>soit 53 377 € au total</p>	<p>Avenant à la convention Subvention supplémentaire attribuée à l'association Amicale du nid / La Babote pour soutenir les parcours de sortie de la prostitution par le biais de deux appartements relais supplémentaires en colocation</p> <p>Montant de l'avenant : 10 586 €</p> <p>Montant total de la convention après avenant : 53 377 €</p>

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention complémentaire du Fonds de Solidarité pour le Logement à l'association Amicale du Nid pour un montant de 10 586 € pour 2021 ;
- D'approuver les termes de l'avenant ;
- de dire que les paiements seront crédités sur le compte de l'association par la Caisse d'Allocation Familiale de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160517-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- FSLM - 2021 - AVENANT A LA CONVENTION AMICALE DU NID

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL3M) 2021 - Convention relative à la participation volontaire d'Erilia - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour le territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal.

Instauré par la loi Besson du 31 mai 1990, le FSL s'adresse aux ménages qui éprouvent des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, pour accéder à un logement ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie. La vocation du FSL est ainsi d'accorder, dans les conditions définies par un règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

Le financement du FSL est assuré de droit par la Métropole sur son territoire d'intervention et de manière facultative et volontaire par différents partenaires dont les bailleurs sociaux. En tant que bailleur, la SA d'HLM ERILIA (groupe Caisse d'Epargne) contribue annuellement, au dispositif en apportant une participation au fonds à hauteur de 3 300 €.

Afin de mettre en œuvre cette participation, la loi prévoit qu'une convention soit passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'organisme contributeur. La convention, soumise à l'approbation du Conseil, a ainsi pour objet de préciser la nature et les modalités de versement de la contribution d'ERILIA au FSL de la Métropole pour l'année 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de la participation d'ERILIA au FSL 3M, qui sera versée à la CAF de l'Hérault, qui en assure la gestion pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole et sous son contrôle ;
- D'approuver les termes de la convention à intervenir avec la SA d'HLM à cet effet ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160525-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- FSL3M - 2021 - CONVENTION DE PARTICIPATION VOLONTAIRE ERILIA

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL3M) - Actions d'insertion Logement 2021 - Convention 2021 avec le centre d'Accompagnement de Parcours Jeunes Adultes (APAJ) - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour le territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal. Pour rappel le FSL 3M s'adresse directement aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant notamment :

- Sur le versement d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- Sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, les actions territoriales mises en œuvre dans le cadre du FSL 3M mobilisent les personnes et les territoires dans des démarches participatives et partenariales. Ces actions d'accompagnement permettent aux ménages les plus démunis de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets, que ce soit d'accès à un logement ou de maintien dans celui qu'ils occupent. Elles ont vocation à intervenir en tant qu'outil sur l'intégralité du territoire de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole apporte ainsi son soutien aux associations et CCAS qui œuvrent dans ces domaines. 21 conventions, à intervenir entre chaque opérateur et Montpellier Méditerranée Métropole, ont ainsi été approuvées en décembre 2020 pour les actions FSL 3M de 2021, précisant le contenu des actions financées et le montant de la contribution de la Métropole à leur réalisation.

Par ailleurs, le schéma départemental pour l'accueil et l'habitat des gens du voyage 2018-2024 prévoit notamment la transformation des « terrains familiaux » de Pignan en habitat adapté au bénéfice des 12 familles de nomades sédentarisés sur le site, soit environ 70 personnes. Ce projet fait appel à une mission de Maitrise d'Œuvre Urbaine et Sociale afin d'organiser la meilleure adéquation possible entre les besoins des familles et possibilités du site et l'offre de logements à concevoir de manière adaptée.

Dans le cadre de cette dynamique de transition entre la conservation de l'habitat mobile et l'accès à l'habitat en dur, un travail de mobilisation et d'accompagnement des familles sur la gestion budgétaire d'un locataire classique paraît vivement souhaitable.

Dans le but de garantir au projet de création d'habitat adapté les meilleures chances de réussite, il est ainsi proposé de confier à l'association Accompagnement de Parcours Jeunes Adultes (APAJ) une mission d'accompagnement et de sensibilisation des familles qui portera sur les thématiques suivantes :

- Sensibilisation sur les devoirs, obligations et droits de locataires (paiement des loyers, entretien à la charge de l'habitant, retour de la caution, etc.) ;
- Résorption des dettes de fluides liées aux surconsommations énergétiques (dossiers de surendettement auprès de la Banque de France si nécessaire) ;
- Echelonnements des paiements auprès des organismes bancaires, créiteurs, Trésor Public, etc... ;
- Aide à la maîtrise des gestes écologiques et sensibilisation aux performances énergétiques ainsi que du matériel électroménager ;
- Sensibilisation sur toutes les charges liées au logement (dont assurances) ;
- Relevé et suivi rapproché des consommations en présence de l'habitant.

Un projet de convention a été élaboré, qui fixe notamment le montant de la contribution du FSL 3M à la réalisation de l'action proposée, pour un montant de 10 440 € en 2021 :

Opérateur	Objet initial	Public Territoire	Montant total de l'action	Objet
APAJ	Action sociale, culturelle et éducatives auprès de la population gitane pour favoriser les relations familiales, sociales et professionnelles	12 familles présentes sur les « terrains familiaux » de Pignan	10 440 €	Assainir durablement la situation financière des familles, résorber les dettes de fluides liées à l'habitat et préparer l'accès au logement par l'accompagnement à la gestion d'un budget 12 familles x 6 mois accompagnement (145 € par mois) soit 10 440 €

La dépense sera imputée sur le budget du FSL 3M, alimenté par Montpellier Méditerranée Métropole et par des contributeurs volontaires (bailleurs, communes), et géré par la Caisse d'Allocations Familiales, sans nécessiter un abondement supplémentaire de l'EPCI.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention du FSL 3M à l'association APAJ pour un montant de 10 440 € pour 2021 sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les paiements seront crédités sur le compte de l'association par la Caisse d'Allocation Familiale de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole,
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160522-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- FSL 3M - ACTIONS LOGEMENT 2021 - CONVENTION APAJ

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 147 logements sociaux à Castries, Prades-le-Lez, Saussan, Saint-Brès et Montpellier - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Conventions - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de huit opérations de construction neuve prenant place dans les communes de Castries, Prades-le-Lez, Saussan, Saint-Brès et Montpellier, totalisant 147 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social et de 5 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des huit opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	« Les Lavandières » Rue du Vieux Puits Castries Zone 3	« Les Jardins de Castries 3 » 83 R. Sergent W. Harless Castries Zone 3	« Les Ecureuils » Rte St-Vincent de Barbeyrargues Prades-le-Lez Zone 3
Caractéristiques : Promoteur (VEFA) Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	FDI Promotion/Nexity MDR (Montpellier) Collectifs 805,51 m² 13 LLS 13 PLUS 5 T2, 5 T3, 2 T4, 1 T5	Zigliani Bâisseur Zigliani (Montpellier) Collectifs 339,01 m² 6 LLS 4 PLUS / 2 PLAI 4 T2 – 1 T3 – 1 T4	Toits de France Poncelet (Montpellier) Collectifs 366,38 m² 6 LLS 4 PLUS / 2 PLAI 4 T2 – 2 T4
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Prêt CDC Prêt Action logement Prêt booster Fonds propres Participation Montpellier Méditerranée Métropole	1 699 943 € 0 € 6 500 € 1 162 443 € 24 000 € 195 000 € 247 000 € 65 000 €	699 309 € 16 000 € 6 000 € 506 308 € - 90 000 € 51 001 € 30 000 €	787 337 € 16 000 € 6 000 € 561 337 € - 90 000 € 84 000 € 30 000 €

Opération	« Bella Roma » Lot 148 Horts de Vernis Saussan Zone 3	« Celsiana » - Seniors Lot 149 Horts de Vernis Saussan Zone 3	« Carpe Diem » Lot 145 Horts de Vernis Saussan Zone 3
Caractéristiques : Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	Angelotti P. Rubio à Montpellier Collectifs 2 526,48 m² 37 LLS 24 PLUS / 13 PLAI 5 T2, 22 T3, 10 T4	- P. Rubio à Montpellier Collectifs 1 391,97 m² 13 LLS 8 PLUS / 5 PLAI 11 T2 - 2 T3	- P. Rubio à Montpellier 3 collectifs /13 individuel 1 143,11 m² 16 LLS 10 PLUS / 6 PLAI 2 T2 - 7 T3 - 7 T4
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Prêt CDC Prêt Action logement Prêt booster Fonds propres Participation Montpellier Méditerranée Métropole	5 220 563 € 104 000 € 38 000 € 3 822 563 € 72 000 € 555 000 € 444 000 € 185 000 €	1 359 684 € 40 000 € 29 500 € 877 285 € - 195 000 € 152 899 € 65 000 €	2 431 765 € 48 000 € 36 000 € 1 671 765 € 36 000 € 240 000 € 320 000 € 80 000 €

Opération	« Le Clos des Vignes » ZAC Cantausse – lot C11 Saint-Brès Zone 3	« IN'OA » Rue des Brusses Montpellier Zone 2
Caractéristiques : Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	- A+ (Montpellier) Collectifs 2 984,00 m² 50 LLS 32 PLUS / 18 PLAI 21 T2 - 24 T3 - 5 T4	FDI Promotion Atelier MG (Montpellier) Collectifs 378,73 m² 6 LLS 4 PLUS / 2 PLAI 2 T2 - 3 T3 - 1 T4
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Prêt CDC Prêt Action logement Prêt booster Fonds propres Participation Montpellier Méditerranée Métropole	6 331 614 € 144 000 € 111 000 € 4 456 614 € 120 000 € 750 000 € 500 000 € 250 000 €	844 018 € 16 000 € 6 000 € 624 018 € 12 000 € 90 000 € 84 000 € 12 000 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 5 % à 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes.

Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par semestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'octroi des subventions décrites ci-dessus à FDI Habitat, pour un montant total de 717 000 €, sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160076-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- FDI_Conv_Subv_Lavandieres_Castries_PLUS.docx
- FDI_Conv_Subv_Rue_des_Brusses_Mtp_PLUS_PLAI1619518587981.docx
- FDI_Conv_Subv_Cantaussel_St_Bres_PLUS_PLAI1619518572725.docx
- FDI_Conv_Subv_Carpe_Diem_Saussan_PLUS_PLAI1619518561182.docx
- FDI_Conv_Subv_Celsiana_Saussan_PLUS_PLAI1619518550628.docx
- FDI_Conv_Subv_Bella_Roma_Saussan_PLUS_PLAI1619518537849.docx
- FDI_Conv_Subv_Ecurueils_Prades_PLUS_PLAI1619518525382.docx
- FDI_Conv_Subv_Jardin_Castries_Castries_PLUS_PLAI1619518517149.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 24 logements sociaux à Baillargues - Attribution de subventions à la SA d'HLM SFHE Groupe ARCADE - Conventions - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif d'Habitation à Loyer Modéré SFHE Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de deux opérations de construction neuve prenant place dans la commune de Baillargues et totalisant 24 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 5 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	« Symphonie » Rue du Mas de Roue Baillargues Zone 3	« Villa Joséphine » 141 Rue du Petit Bonheur Baillargues Zone 3
Caractéristiques :		
Architecte	AGM Architectes à Saint Jean de Védas	Atelier SENTEIN BRINAS à Montpellier
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	95,78 m²	1 123,25 m²
Nombre de logement	2 LLS	22 LLS
Catégorie de financement	2 PLUS (Complément d'opération)	14 PLUS / 8 PLAI
Typologie	2 T2	13 T2 et 9 T3
Plan de financement :		
Coût total de l'opération	238 069 €	2 500 000 €
Subvention Etat déléguée		62 400 €
Subvention Région	3 000 €	49 000 €
Prêt CDC	69 091 €	1 812 000 €
Prêt PEEC	12 000 €	84 000 €
Fonds propres	143 978 €	382 600 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	10 000 €	110 000 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes.

Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par semestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'octroi des subventions suivantes à la SA d'HLM SFHE Arcade sous réserve de la signature des conventions d'attribution ;
 - 10 000 € pour la réalisation de 2 logements locatifs sociaux complémentaires, résidence « Symphonie », Rue du Mas de Roue à Baillargues ;
 - 110 000 € pour la construction de 22 logements locatifs sociaux, résidence « Villa Joséphine », 141 Rue du Petit Bonheur à Baillargues ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160192-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SFHE Arcade_Conv_Subv_Symphonie_Baillargues_2 PLUS.docx

- SFHE_Arcade_Conv_Subv_Villa_Josephine_Baillargues_1620210168295.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Construction de 12 logements sociaux à Lattes et Prades-le-Lez - Attribution de subventions à la SA d'HLM Promologis - Conventions - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Promologis a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de deux opérations de construction neuve prenant place dans les communes de Lattes et Prades-le-Lez, totalisant 12 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	« Les Jardins de Léonie » Avenue de l'Agau Lattes Zone 3	« In'Side » 172 Rue de la Fontainette Prades-le-Lez Zone 3
Caractéristiques : Promoteur (VEFA) Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	LV Promotion Philippe RUBIO à Montpellier Collectifs 257 m² 5 LLS 3 PLUS / 2 PLAİ 1 T1, 2 T2, 1 T3, et 1 T4	CORIM Agence Imagine-Architecture à Montpellier Collectifs 460 m² 7 LLS 5 PLUS / 2 PLAİ 2 T2, 4 T3, et 2 T4
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Prêt CDC Logement Prêt CDC Foncier Prêt PEEC Autre Prêt Fonds propres Participation Montpellier Méditerranée Métropole	515 621 € 16 000 € 5 000 € 70 353 € 171 368 € 24 000 € 50 000 € 173 900 € 5 000 €	992 915 € 17 400 € 6 500 € 357 326 € 343 734 € 81 000 € 179 955 € 7 000 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 5 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes.

Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par semestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'apporter à la SA d'HLM Promologis une subvention de 5 000 € pour la réalisation de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Le Jardin de Léonie », à Lattes et de 7 000 € pour la construction de 7 logements locatifs sociaux, résidence « In'side » à Prades-le-Lez ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160189-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Promologis_Conv_Subv_In'Side_Prades_5 PLUS_2PLAI.docx

- Promologis_Conv_Subv_Les_Jardins_de_Leonies_3_PLUS1620210440078.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Lancement du projet Med Vallée - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'exceptionnelle richesse de la matière grise montpelliéraine façonne de longue date l'identité de la Métropole. Elle contribue fortement à son attractivité et à son développement économique.

C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole engage le projet Med Vallée dont les objectifs sont de fédérer les acteurs des différents écosystèmes de la recherche, de l'enseignement supérieur et des entreprises, et de créer ainsi une dynamique innovante, collective et partagée, afin de faire de Montpellier Méditerranée Métropole, un pôle de classe mondiale en matière de santé, d'environnement, d'alimentation et de bien-être. Prenant place au niveau de l'arc Nord de Montpellier, ce pôle bénéficiera en son cœur des grands établissements universitaires, de recherche et de soins, et permettra de rééquilibrer sur le territoire l'offre d'implantation des entreprises. Ce projet mobilisera autour de cette forte ambition les partenaires naturels et essentiels que sont l'État, la Région et le Département.

Avec la plus ancienne Faculté de Médecine du monde encore en activité, qui fête cette année ses 800 ans, mais aussi la plus moderne avec son nouveau bâtiment inauguré en 2017, Montpellier est historiquement un centre d'excellence dans le domaine de la médecine et de la santé. Le secteur est reconnu notamment dans des activités de pointe telles que le diagnostic médical, la e-santé, la recherche et le soin en cancérologie, la génétique, la médecine régénératrice, les thérapies innovantes, la *silver economy* et la recherche sur les maladies rares. Avec 8 000 étudiants en santé, 1 350 chercheurs, 200 entreprises, 7 500 emplois directs, des médecins, des hôpitaux, des cliniques privées, des laboratoires de recherche, un pôle de compétitivité, la filière santé constitue un secteur clé de l'économie et l'un des plus dynamiques. Depuis fin 2016, la démarche Montpellier Capital Santé a permis de mener des actions de développement et donner de la visibilité à la filière santé en fédérant les acteurs de cet écosystème. Aujourd'hui cette dynamique s'intègre de fait et plus largement dans le projet Med Vallée.

Cette culture scientifique multiséculaire s'est enrichie par le développement d'un centre d'excellence en agronomie, alimentation et biodiversité. Regroupée au sein de l'association Agropolis International créée par les établissements de recherche et d'enseignement supérieur, cette communauté est une plateforme scientifique internationale, mais également un espace multi-acteurs ouvert à tous les partenaires du développement économique et de la société civile. Cette communauté scientifique exceptionnelle représente 2 300 chercheurs et enseignants au sein de 28 établissements de recherche, 40 entreprises agro-innovantes pour 900 emplois et 60 entreprises de transformation.

L'excellence en environnement vient compléter la richesse scientifique du territoire. L'Université de Montpellier, pionnière en écologie se classe au deuxième rang mondial au classement de Shanghai. L'Institut montpelliérain de l'eau et de l'environnement (IM2E), avec plus de 400 scientifiques et 150 doctorants appartenant à 15 unités de recherche, anime la plus importante communauté nationale dans le domaine des sciences de l'eau. En 2019, L'IM2E devient Centre International UNESCO dans le domaine des sciences de l'eau, seul centre français de cette thématique à obtenir une telle reconnaissance mondiale. Montpellier Méditerranée Métropole se développe fortement autour de la transition écologique et accueille désormais un tissu dense d'entreprises dans les domaines de l'environnement et de l'énergie : SMN, Vestas France, Urbasolar, Valeco, Engie, Enedis, EDF Renouvelables, Veolia, etc.

Ces trois grands pôles d'excellence intègrent en outre pleinement la dynamique d'innovation métropolitaine autour des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle, particulièrement développées sur le territoire, comme en atteste le positionnement reconnu de Montpellier sur la e-santé ou l'agriculture numérique.

Le projet Med Vallée devra positionner Montpellier Méditerranée Métropole comme un territoire d'excellence dans ces trois disciplines et permettra, à leur croisement, de développer une approche intégrée de la santé, pluridisciplinaire et décloisonnée, considérant la santé humaine mais aussi l'état des systèmes naturels dont elle dépend.

En atteste le projet Montpellier Université d'Excellence (MUSE), dont la Métropole est partenaire, qui mobilise les forces vives de l'Université de Montpellier, 10 organismes de recherche, 2 écoles, 3 établissements de santé autour d'une ambition commune : faire émerger à Montpellier une université thématique de recherche intensive, internationalement reconnue pour son impact dans les domaines liés à l'agriculture, l'environnement et la santé, susceptible de devenir pour tous les membres du consortium un partenaire académique auquel ils seront fortement liés et dont ils pourront se prévaloir.

MUSE s'appuie sur le tryptique soigner, nourrir et protéger :

- Soigner : améliorer la santé humaine dans des environnements changeants ;
- Nourrir : promouvoir une agriculture innovante pour contribuer à la sécurité alimentaire et à la qualité de l'environnement ;
- Protéger : favoriser une transition vers une société respectueuse de l'environnement.

Avec des centres d'excellence reconnus en santé, alimentation et environnement, la Métropole cumule ainsi les meilleurs atouts, en recherche, enseignement et innovation pour répondre aux enjeux de la santé du futur : de la prévention au soin, dans le domaine du médical (diagnostic, thérapeutique, autonomie, etc.), mais aussi de l'environnement (qualité de l'air, qualité de l'eau, interactions hommes, plantes, animaux, etc.) et de l'alimentation (agro-écologie, résilience alimentaire, agriculture périurbaine, etc.).

Compte tenu de ce contexte très favorable, le projet Med Vallée vise à répondre aux objectifs suivants :

- Donner une visibilité forte pour une plus grande attractivité et une visibilité internationale à Montpellier Méditerranée Métropole par la mise en valeur de son potentiel en matière de recherche, d'enseignement supérieur et d'innovation autour de quatre thématiques : santé, environnement, alimentation et bien-être ;
- Développer des infrastructures économiques performantes en rééquilibrant l'implantation des entreprises sur l'arc Nord de Montpellier Méditerranée Métropole, et en mettant en place des dispositifs d'accompagnement aux entreprises ;
- Attirer les talents sur le territoire : entrepreneurs, investisseurs, chercheurs et étudiants ;
- Stimuler le développement économique des acteurs et la croissance des entreprises ;
- Créer des synergies entre les acteurs et favoriser l'interdisciplinarité santé, alimentation, environnement, bien-être ;
- Favoriser l'engagement sociétal des entreprises ;
- Associer les citoyens notamment autour de la prévention et du bien vivre pour construire une Métropole Santé exemplaire.

Le projet Med Vallée adoptera la co-innovation comme principe, autour d'une gouvernance unifiée représentative de l'ensemble des acteurs des différents écosystèmes. Elle se traduira par :

- La mise en place d'une gouvernance Montpellier Med Vallée, pour une mise en œuvre collective de cette ambition ;
- La définition des axes thématiques fédérateurs sous la responsabilité d'acteurs impliqués pour la co-production d'un plan d'actions opérationnel ;
- L'organisation de temps de rencontres des écosystèmes indispensables à l'émergence d'actions.

La gouvernance mise en œuvre sera représentative avec une large part donnée aux acteurs impliqués (institutionnels, centres de recherches, universités, pôles de compétitivité, entreprises stratégiques, PME et TPE), constituée autour de commissions projets, pilotées par des binômes acteurs du territoire / équipe Métropole.

Les enjeux en termes d'aménagement économique et de potentiel foncier et immobilier sont déterminants pour inscrire le projet Med Vallée dans une dynamique territoriale et partenariale engagée avec les acteurs du territoire et permettre la concrétisation des projets. Aussi, l'ambition du projet Med Vallée s'inscrit en lien avec les objectifs et les orientations en termes d'aménagement économique et de programmation en immobilier d'entreprise, définis dans le Schéma d'accueil des entreprises (SAE), désormais dénommé Montpellier Plan d'Aménagement de Concertation Territoriale (M'PACTE).

Dans ce cadre, les grandes orientations du projet Med Vallée s'appuient sur un processus de programmation de l'offre immobilière et foncière économique, garantissant la complémentarité de l'offre, la segmentation des produits pour les activités tertiaire et productives et son adéquation avec les besoins du territoire.

En ce sens, les préconisations M'PACTE visent à :

- Equilibrer, rythmer et segmenter l'offre tertiaire : ce qui se traduit par une distinction entre les pôles majeurs et secondaires, une identité et un positionnement propre à chaque site, la prise en compte des typologies de produits, et le rééquilibrage des polarités pour favoriser notamment l'émergence d'une offre tertiaire dédiée à MED VALLÉE sur l'arc Nord de la Métropole ;
- Produire une offre dédiée aux activités productives, industrielles et artisanales : en pénurie sur le territoire et dont le potentiel de création d'emplois et de transformation de l'innovation constituent des éléments clé pour la création de valeur sur le territoire. La mobilisation et la mise en œuvre de cette offre ne sont possibles qu'en favorisant le réinvestissement, en préservant et en renforçant l'activité productive en milieu urbain et en augmentant la part « activités » des opérations.

Le projet Med Vallée s'inscrit au sein d'un secteur doté de forts atouts naturels qui lui confèrent une haute qualité paysagère et environnementale :

- Une géographie collinaire prononcée, où s'imbriquent espaces agro-naturels et urbains ;
- Des vues majeures sur le grand paysage, notamment sur le Pic Saint-Loup ;
- Un important couvert arboré associé à une grande variété de structures paysagères, dont certaines emblématiques de la Métropole (bords du Lez et de la Mosson, plaines agricoles, Domaine d'O, zoo du Lunaret, bois de Montmaur, parc de Malbosc, etc.).

Ce contexte est propice à une mise en œuvre démonstrative et exemplaire des thématiques portées par Med Vallée. Cette dimension est essentielle à l'image et à l'attractivité des établissements et entreprises concernés aussi bien qu'à la qualité du cadre des populations qui y travaillent. Elle doit se traduire par l'adoption d'objectifs destinés à minimiser l'empreinte environnementale des futurs aménagements et constructions de Med Vallée, mais aussi à intégrer les problématiques de santé environnementale et de bien-vivre et à favoriser les pratiques et usages également respectueux de l'environnement naturel et urbain.

Ces points forts sont toutefois à relativiser par la forte fragmentation et le manque de structuration des tissus urbains qui se traduisent notamment par un déficit de perception de la qualité paysagère ambiante et un caractère introverti et souvent peu qualitatif des différentes unités économiques et urbaines existantes. Aussi, la réussite du projet Med Vallée repose, de manière déterminante, sur des actions de réinvestissement urbain qui donnent une lisibilité et une qualité urbaine à ce secteur morcelé, et qui créent les liens qui lui font défaut.

Ainsi, la spatialisation de Med Vallée doit se fonder sur les orientations suivantes :

- Appuyer son armature spatiale générale sur le renforcement et la valorisation des grandes relations paysagères existantes ;
- Accroître les relations ville-nature par la valorisation active des lisières agro-naturelles, en affirmant clairement les limites du développement urbain, notamment par l'instauration des conditions de création d'activités agricoles en circuit court et d'aménagements verts favorisant les pratiques citadines respectueuses ;
- Privilégier le réinvestissement urbain permettant à la fois de limiter les effets d'emprise des opérations et de requalifier les tissus urbains existants en introduisant la mixité fonctionnelle, les équipements et les services, ainsi que la qualité de vie qui leur fait défaut, sans exclure quelques extensions urbaines bien justifiées et circonscrites ;
- Structurer un ensemble de polarités urbaines interconnectées dont la programmation, le traitement urbain, la desserte et l'intensité d'animation contribueront à la lisibilité et à la cohésion d'ensemble du projet urbain de Med Vallée ;
- Consolider la desserte de ces secteurs, aujourd'hui bien irrigués depuis le Grand Cœur de ville, par le réseau de tramway avec les lignes 1, 3 et bientôt la ligne 5 et une ligne Bus à Haut Niveau de Service, dans une double logique :
 - de développement de liaisons pour les mobilités actives entre les différentes polarités de Med Vallée ;
 - de liaisons alternatives à l'autosolisme avec les communautés voisines, à définir avec celles-ci et les autorités organisatrices des mobilités concernées ;
- Développer une armature d'espaces publics à l'échelle du secteur, effaçant les multiples coupures urbaines et favorisant les modes actifs, en particulier dans une logique de rabattement vers les transports collectifs ;
- Mettre en place, dans le respect de ces principes, les outils permettant d'accueillir les aménagements, équipements et immobiliers constitutifs de Med Vallée, notamment à travers le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, mais aussi par des actions combinées de maîtrise foncière, le recours à des opérations d'aménagement et de renouvellement urbain permettant d'assurer la cohérence et la maîtrise à la fois de la programmation par polarité, du remembrement et des formes urbaines, du financement des équipements

publics et des rythmes de développement ;

- Développer des projets immobiliers adaptés tant quantitativement que qualitativement, aux besoins de l'ensemble des acteurs et de leurs salariés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'engagement du projet Med Vallée ;

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161040-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Hors commission - Dispositif d'aide financière à l'acquisition de composteurs individuels - Approbation

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage résolument dans une nouvelle stratégie de gestion des déchets ménagers et assimilés assortie d'objectifs ambitieux d'évolution en matière de prévention, notamment au travers d'un objectif « zéro déchet ».

Concrètement, l'ambition est de réduire de 40 % à la mi-mandat le tonnage d'ordures ménagères résiduelles entrant sur l'unité Ametyst. L'atteinte de cet objectif, qui va bien au-delà des objectifs réglementaires, passera nécessairement par :

- La prévention pour éviter la production de déchets ;
- Le tri à la source des biodéchets (fraction organique des déchets ménagers et petits déchets verts) pour les extraire des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR).

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée candidate à l'Appel à Projets *Généraliser le tri à la source des biodéchets en Occitanie*, lancé conjointement en octobre 2020 par l'ADEME et la Région Occitanie, et dont elle a été déclarée lauréate. Le projet présente les importants moyens déployés sur trois ans pour la mise en œuvre de cette ambition concernant l'installation de 10 000 composteurs individuels, 700 composteurs de pied d'immeuble et 200 composteurs de quartier, ainsi que des plateformes de compostage de proximité réparties sur le territoire.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole mène déjà depuis plusieurs années un certain nombre d'actions permettant de promouvoir le tri et la réduction à la source des biodéchets sur le territoire :

- Dotation des ménages en habitat individuel d'un bac orange permettant de valoriser tous les bio déchets, y compris les déchets carnés et de poissons, à l'exception toutefois des déchets verts issus de l'entretien des jardins ;
- Mise à disposition gratuite des usagers (en habitat individuel) d'un composteur individuel (en plastique recyclé) pour la valorisation des déchets verts issus de l'entretien des jardins, mais aussi d'autres biodéchets d'origine végétale (épluchures, marc de café, ...), les déchets carnés et de poissons étant déconseillés ;
- Soutien financier à l'acquisition de poules pour les foyers disposant d'un jardin pouvant les accueillir ;
- Soutien financier à l'acquisition de lombricomposteurs individuels pour les foyers résidant en habitat collectif.

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite compléter ces différents dispositifs opérationnels par un dispositif complémentaire d'attribution d'un soutien financier à l'acquisition d'un composteur en bois par les métropolitains résidant en habitat individuel, acquis librement dans le commerce de leur choix. Le montant de cette aide est fixé à 40 € net de taxes, dans la limite des frais réellement engagés, et sur présentation de la facture originale d'achat.

Le montant de cette aide pourra être révisé annuellement dans le cadre de la délibération tarifaire de la Métropole.

L'attribution de cette aide est en outre conditionnée par la signature d'une convention d'aide financière. Les modalités de signature de cette convention pourront être dématérialisées selon l'évolution des e-services.

Cette convention précise qu'il ne sera versé qu'une seule aide par foyer, et définit les engagements des deux parties :

- pour Montpellier Méditerranée Métropole, le versement du soutien financier ;
- pour l'acquéreur, outre la bonne utilisation du matériel soutenu, son engagement à participer aux enquêtes de satisfaction faisant partie du dispositif d'évaluation de l'action.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dispositif d'aide à l'acquisition de composteurs en bois par les usagers pour un montant de 40 € par foyer, dans la limite des frais d'acquisition engagés par les bénéficiaires ;
- D'approuver le modèle de convention objet de la présente délibération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-162031-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2021-06-Convention composteur bois VP VASQUEZ.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Soutien aux Congrès - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2021, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

Biomarker Days 2021

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président de la Recherche, Monsieur Jacques MERCIER, organisera du 07 au 08 juin 2021, à la Nouvelle Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « Biomarker Days 2021 ».

Ce colloque a pour but de faire un état des lieux des dernières avancées et perspectives concernant les biomarqueurs dans le domaine du vieillissement. Les Biomarker Days sont également une occasion de favoriser l'établissement de nouvelles collaborations entre chercheurs-cliniciens et industriels.

Environ 200 participants dont des chercheurs, des acteurs socio-économiques et des étudiants sont attendus.

Une subvention de 1 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Les Rencontres Nationales de l'IRRP

L'association Information et Recherche sur la Rétinite Pigmentaire (IRRP), sous l'autorité de sa Présidente, Madame Arielle DUMAS, organisera du 11 au 13 juin 2021 à l'Institut des Neurosciences de Montpellier, une manifestation intitulée « Les Rencontres Nationales de l'IRRP ».

Ce congrès a pour but de présenter les dernières avancées de la recherche sur les pathologies de la rétine. Des conférences médicales aborderont les projets d'études et l'émergence des thérapies concernant les maladies rétinienues.

Environ 50 participants dont des professeurs et chercheurs spécialisés sont attendus.

Une subvention de 500 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Les Rencontres Balard

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président de la Recherche, Monsieur Jacques MERCIER, organisera du 15 au 18 juin 2021, à l'École Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, une manifestation intitulée « Les Rencontres Balard ».

Ce colloque a pour thème cette année « Chimie des matériaux pour l'énergie, la santé et l'environnement » et mettra à l'honneur les recherches des quatre instituts de chimie de Montpellier. Ces rencontres ont pour objectif spécifique de présenter la contribution de la chimie dans la résolution de plusieurs défis environnementaux du XX^{ème} siècle.

Environ 350 participants dont des chimistes, des étudiants et des industriels sont attendus.

Une subvention de 2 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Colloque International « Improviser l'Enseignement, Enseigner l'Improvisation »

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président de la Recherche, Monsieur Jacques MERCIER, organisera du 16 au 17 juin 2021, à la Faculté d'Éducation de Montpellier, une manifestation intitulée « Improviser l'Enseignement, Enseigner l'Improvisation ».

Ce colloque a pour ambition d'interroger, de manière critique, les façons d'enseigner, de former ou d'entraîner, mais aussi les processus d'apprentissage ou de développement, en plaçant l'improvisation au cœur des réflexions, des pratiques et des débats.

Environ 220 participants, dont des enseignants chercheurs, des professionnels de l'éducation et des artistes sont attendus.

Une subvention de 1 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

CJDay

L'association Centre des Jeunes Dirigeants (CJD), sous l'autorité de sa Présidente, Madame Sandrine FOUCAULT, organisera le 28 juin 2021, au Corum, une manifestation intitulée « CJDay ».

Le CJD est une association de jeunes dirigeants d'entreprises, créateurs, repreneurs ou cadres dirigeants dont le but est de former les dirigeants selon des valeurs et des fondamentaux afin de développer l'emploi sur nos territoires. Le CJDay est une journée d'échange autour de la thématique : « Fric ou éthique, l'entreprise a-t-elle le choix ? ».

Environ 1000 participants, dont des dirigeants, des créateurs d'entreprises et des étudiants sont attendus.

Une subvention de 5 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

52^{ème} Congrès International Francophone de Médecine Légale

L'association de Médecine Légale et de Toxicologie Clinique de Montpellier, sous l'autorité de son Président le Professeur Éric BACCINO, organisera du 28 juin au 02 juillet 2021, à la Faculté de médecine et sur le Campus Arnaud-de-Villeneuve de Montpellier, une manifestation intitulée « 52^{èmes} Congrès International Francophone de Médecine Légale ».

Ce congrès international annuel est le seul organisé dans la francophonie concernant l'ensemble des professionnels en lien avec les thématiques de la médecine légale. Cette édition amènera une réflexion sur certaines zones frontalières, marginales, voire méconnues de cette spécialité. Il sera question également de développer les thématiques actuelles comme les personnes âgées victimes de maltraitance ; les migrants ; la thanatologie ; la démographie médicale et l'absence de texte réglementaires concernant les autopsies.

Environ 500 participants dont des professionnels de la médecine légale, des étudiants et des magistrats sont attendus.

Une subvention de 7 500 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Journées françaises des microtubules

Le Centre National de la Recherche Scientifique, sous l'autorité de son Délégué Régional, Monsieur Jérôme VITRE, organisera du 1^{er} au 02 juillet 2021, à l'amphithéâtre Saint Priest de l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « Journées françaises des microtubules ».

Le CNRS et le Réseau France Microtubules organisent ce colloque afin que les chercheurs dans ce domaine puissent partager les avancées de leurs travaux. Ce congrès a pour but également de comprendre les mécanismes moléculaires dans lesquels les microtubules sont impliqués afin de développer de nouvelles cibles thérapeutiques. Ce colloque permettra de mettre en valeur le travail effectué dans les laboratoires de la Métropole.

Environ 100 participants, dont des chercheurs de 30 laboratoires français sont attendus.

Une subvention de 1 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

21^{ème} Congrès de la FUB : "Vélo : nouvelle ère ?"

La Fédération Française des Usagers de la Bicyclette, sous l'autorité de son Président, Monsieur Olivier SCHNEIDER, organisera du 1er au 04 juillet 2021, au Corum, une manifestation intitulée « 21ème Congrès de la FUB : « Vélo : nouvelle ère ? » ».

La FUB organise ce congrès afin de permettre à Montpellier Méditerranée Métropole de se positionner comme un acteur majeur de la promotion du vélo à l'échelle nationale et internationale. Cet événement est l'occasion de valoriser le travail et les principaux changements initiés par la ville et la métropole sur ce sujet.

Environ 400 participants, dont des techniciens de l'État et des collectivités territoriales, des élus, des experts et chercheurs et des dirigeants sont attendus.

Une subvention de 5 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Une subvention de 45 000 € est également proposée au titre de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole.

Terrae Rarae 2021

Le Centre National de la Recherche Scientifique, sous l'autorité de son Délégué Régional, Monsieur Jérôme VITRE, organisera du 22 au 24 septembre 2021, à la Maison des étudiants André Schoenig de Montpellier, une manifestation intitulée « Terrae Rarae 2021 ».

Le CNRS organise ce colloque afin de confirmer la position de Montpellier dans le domaine de la chimie des terres rares, qui sont des métaux essentiels pour la vie moderne (écrans, lasers, aimants, batteries etc..). Cette conférence sera également l'occasion de présenter tous les atouts de Montpellier dans ce domaine et de créer de nouvelles collaborations.

Environ 120 participants, dont des chercheurs et des doctorants en chimie des terres rares français et étrangers sont attendus.

Une subvention de 500 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Congrès National des Réseaux de Cancérologie

L'association Onco-Occitanie, sous l'autorité de son Président, Monsieur David AZRIA, organisera du 23 au 24 septembre 2021, au Corum, une manifestation intitulée « Congrès National des Réseaux de Cancérologie ».

Le CNRC est le rendez-vous annuel des acteurs impliqués en cancérologie et permet aux décideurs, aux professionnels de terrain et aux patients de se rencontrer. Ce congrès est également l'occasion de partager les expériences et les avancées scientifiques dans le domaine de la cancérologie et de mettre en lumière la scène scientifique de la Région Occitanie.

Environ 500 participants dont des chercheurs, des acteurs socio-économiques et des étudiants sont attendus.

Une subvention de 5 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Réseau International de recherche sur les Organisations et le Développement Durable (RIODD 2021)

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président de la Recherche, Monsieur Jacques MERCIER, organisera du 29 septembre au 1^{er} octobre 2021, à l'Institut Montpellier Management, une manifestation intitulée « RIODD 2021 ».

Ce congrès international annuel dont la thématique cette année est « Responsabilités et développement durable dans une société entrepreneuriale », a pour but de réunir des chercheurs et des acteurs de l'écosystème entrepreneurial local souhaitant contribuer à l'évolution du développement durable au sein de l'entreprise.

Environ 150 participants dont des chercheurs et des entrepreneurs et dirigeants sont attendus.

Une subvention de 1 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

RDV du Financement 2021

La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault, sous l'autorité de son Président, Monsieur André DELJARRY, organisera le 05 octobre 2021, au Corum, une manifestation intitulée « RDV du Financement 2021 ».

Cet événement a pour but l'information, l'expertise et l'accompagnement de projets de relance ou de croissance sur le territoire auprès des TPE et PME.

Environ 500 participants dont des dirigeants d'entreprises français sont attendus.

Une subvention de 1 500 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Association des Chercheurs en Activités Physiques et Sportives (ACAPS 2021)

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président de la Recherche, Monsieur Jacques MERCIER, organisera du 27 au 29 octobre 2021, au Corum, une manifestation intitulée « ACAPS 2021 ».

Ce congrès a pour but de mettre en avant les travaux de recherche sur l'apport des technologies et du numérique dans les activités physiques et sportives.

Environ 550 participants, dont des chercheurs, des étudiants et des professionnels sont attendus.

Une subvention de 10 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Les 10^{èmes} journées de groupements de recherches en Sciences du bois

Le Centre National de la Recherche Scientifique, sous l'autorité de son Délégué Régional, Monsieur Jérôme VITRE, organisera du 17 au 19 novembre 2021, à Montpellier Agropolis, une manifestation intitulée « Les 10^{èmes} journées de groupements de recherches en Sciences du bois ».

Ce congrès annuel est une opportunité pour ses participants de découvrir les différents sites nationaux de recherches en sciences du bois. Ce colloque permet de présenter l'avancée des recherches dans ce domaine et de proposer de nouvelles collaborations.

Environ 180 participants dont des chercheurs, des acteurs socio-économiques et des étudiants français sont attendus.

Une subvention de 1 800 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

13^{ème} Congrès Français de Psychiatrie

L'association Psychiatrie et Psychobiologie, sous l'autorité de son Président, Monsieur Frédéric ROUILLON, organisera du 1^{er} au 04 décembre 2021, au Corum, une manifestation intitulée « 13^{ème} Congrès Français de Psychiatrie ».

Le Congrès Français de Psychiatrie réunit toutes les composantes d'intérêt scientifique ou de référence théorique de la psychiatrie et de la Santé Mentale française. Ce congrès constitue un support aux démarches de formation médicale continue et cherche à promouvoir l'enseignement et la recherche en psychiatrie. Une journée sera ouverte au grand public avec des conférences et tables rondes sur différents thèmes.

Environ 4 000 participants dont des professionnels de la psychiatrie, des infirmiers et étudiants sont attendus.

Une subvention de 25 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation de 67 800 € de subventions telles que décrites ci-dessus au titre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès, et une subvention de 45 000 € à la fédération française des usagers de la bicyclette au titre du budget de la Direction des Mobilités, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs ;
- D'approuver les termes des conventions d'affectation de subvention ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 24 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Mohed ALTRAD, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge GUISEPPIN, Mme Clare HART, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Laurent NISON, M. René REVOL, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Séverine SAINT-MARTIN, M. Jean-Luc SAVY, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161204-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Biomarker days
- IRPP
- Balard
- IEEI
- CJDays
- Medecine légale
- Microtubules
- Terrae Rarae
- CNRC
- RIODD
- Rdv du Financement
- ACAPS
- Sciences du Bois
- Psychiatrie
- 8___Convention_FUB1621263459289.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Organisme Extérieur - SAEML TaM - Modification statutaire - Autorisation accordée aux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM au capital de 4 286 000 € composé de 34 288 actions. Elle détient 46,02% du capital, soit 15 778 actions et occupe 6 postes sur 12 au sein du conseil d'administration de la société, dont le poste de Présidence de la société.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier (9,11%) représentent l'actionnariat public pour 55,12%. Le collège d'actionnaires privés représente 44,88% du capital, dont 19,99% pour Transdev.

La SAEML TaM a pour objet l'exploitation des services de transport public, la réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, d'ouvrages sur voirie. La société intervient aussi dans le cadre de la réalisation et la gestion d'ouvrages publics ou privés de stationnement.

Le 29 juin 2018, en vertu de l'application de l'article L.225-27-1 du Code de commerce, un 13^{ème} poste d'administrateur est approuvé par la SAEML TaM, en Assemblée Générale Extraordinaire, sans détention de capital social à un administrateur salarié désigné par le Comité Social et Economique (CSE).

Ce mandat d'administrateur salarié est incompatible avec tout mandat de membre du CSE. La durée de son mandat est alignée sur la durée du mandat du CSE qui l'aura désigné, elle est au maximum de 6 ans.

Il est proposé de modifier les statuts actuels en incluant la création d'un second poste d'administrateur salarié.

En effet, la loi Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises (PACTE) du 22 mai 2019 est venue renforcer l'obligation de nomination des administrateurs représentants les salariés au sein des conseils d'administration dans les sociétés disposant de plus de 1 000 salariés, elle prévoit la présence de deux administrateurs salariés au sein des conseils d'administration de plus de 8 administrateurs.

En conséquence, il convient donc de modifier les statuts pour instituer cette représentation des administrateurs salariés.

Cette modification des statuts a été proposée au Conseil d'Administration de la SAEML TaM le 30 avril 2021 et sera approuvée lors d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales, qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité ».*

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la modification statutaire de la SAEML TaM en vue d'intégrer la modification évoquée ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur Laurent NISON, représentant à l'assemblée générale de la SAEML TaM, à voter en faveur de cette modification statutaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-158857-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2021 Projet Statuts TaM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle mandature, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales. Il met au vote cette proposition.

A l'issue d'un vote à main levée, cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations des instances internes et organismes extérieurs suivants :

Organismes	Représentations
AD'OCC Agence de développement économique	1 titulaire : Hind EMAD
CLSPR Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables	<i>En remplacement des personnes désignées par délibération n°M2020-327 du 12.10.2020</i> 5 élus titulaires et 5 suppléants : Eric PENSO Boris BELLANGER Roger CAIZERGUES Bernard TRAVIER Maryse FAYE Bruno PATERNOT Brigitte DEVOISSELLE Patricia WEBER Géniès BALAZUN Isabelle MARSALA 5 représentants d'associations et 5 suppléants : Jeannine REDON, Amis du vieux Montpellier (suppléante Claire DURAND) Nicolas MERIC, Patrimoine et architecture (suppléant Emmanuel MAGNIN) Nathalie PORTAL, Maison de l'architecture (suppléant Damien VIELLEVIGNE) Julie GARCIN SAUDO, CAUE (suppléant Renaud BARRES) Christian GROS, La fenêtre (suppléante Gaëlle MAURY)

	<p>5 personnalités qualifiées et 5 suppléants :</p> <p>Alix AUDURIER CROS, géographe Fabrice BERTRAND, historien Dominique LARPIN, architecte en chef MH honoraire Thierry LOCHARD, architecte Jean Louis VAYSSETTES, archéologue</p> <p>Marie Sylvie GRANDJOUAN, conservatrice Thierry VERDIER, architecte Alexandrine GARNOTEL, archéologue Antoine BRUGUEROLLE, architecte du patrimoine Pierre PLANCHERON, directeur de projet culturel</p>
Fédération des élus des Entreprises Publiques et Locales (EPL)	<p>1 titulaire :</p> <p>Eliane LLORET</p>
France Urbaine	<p><i>En remplacement des personnes désignées par délibération n°M2020-163 du 31.07.2020</i></p> <p>Conseil d'Administration 1 titulaire et 1 suppléant</p> <p>Michaël DELAFOSSE et Julie FRECHE</p> <p>Assemblée Générale 4 titulaires :</p> <p>Claudine VASSAS-MEJRI, Isabelle TOUZARD Renaud CALVAT, Michaël DELAFOSSE</p>

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160999-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Commune de Grabels - Secteur Gimel - Convention opérationnelle entre la commune de Grabels, l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La commune de Grabels a engagé sur le site de Gimel, la création d'un nouveau quartier à vocation principale d'habitat, et notamment la production de logements intermédiaires en compensation du déficit constaté tout en préservant la qualité du site qui est répertorié à haute valeur paysagère.

Pour mener à bien cette opération, une convention tripartite d'anticipation foncière a été signée le 8 septembre 2016 entre la commune de Grabels, l'Etablissement Public Foncier (EPF) Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole afin de permettre l'acquisition du foncier nécessaire à l'opération pour une durée de 5 ans.

Le 19 septembre 2017, le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique la création d'une réserve foncière sur ce secteur en vue d'y réaliser un projet d'aménagement et a désigné l'EPF bénéficiaire de cet arrêté l'autorisant ainsi à poursuivre les procédures d'acquisitions.

Le 22 août 2019, le Préfet de l'Hérault a déclaré cessible les fonciers non bâtis au profit de l'EPF, les offres ont été notifiées aux propriétaires concernés. A la suite des refus des propriétaires, la procédure d'expropriation s'est poursuivie avec la prise des ordonnances par le juge de l'expropriation et la fixation à venir des indemnités.

Le 25 mars 2019, le Conseil municipal de Grabels a désigné GGL Aménagement pour la concession d'aménagement de l'éco-quartier ZAC de Gimel. L'année 2020 a été consacrée à compléter les études dont l'étude d'impact et la finalisation du dossier de saisine de l'autorité environnementale. La commune de Grabels a requis pour avis la Mission Régionale D'Autorité Environnementale le 10 février 2021 concernant le projet de création de la ZAC Gimel. La procédure de concertation du public sera menée au cours du deuxième trimestre 2021.

Pour poursuivre l'opération engagée et pour anticiper la fin de la convention d'anticipation foncière, il convient de signer une convention opérationnelle, dont le montant prévisionnel de l'enveloppe financière est fixé à 7 millions d'€. Il est à noter également que les dépenses engagées au titre de la convention d'anticipation s'élèvent à 927 314,27 €, somme qui sera intégrée dans cette convention opérationnelle.

La présente convention opérationnelle vise à définir les engagements et obligations que prennent les parties pour conduire les acquisitions préalables nécessaires à la mise en œuvre du projet urbain, de compétence communale, sur le secteur de Gimel, dans le respect des dispositions du Programme Pluriannuel d'Intervention de l'EPF.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la convention opérationnelle entre l'Etablissement Public Foncier Occitanie, la commune de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160881-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention opérationnelle 2021.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Attributions de subventions dans la thématique "Mobilités" - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine des transports et des mobilités actives, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableaux ci-dessous :

	Nom de l'association	Nature	Montant
693	GIHP - Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques LR	Fonctionnement	1 374 800 €
693	GIHP - Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques LR	Investissement	37 000 €
696	Comité liaison des associations de personnes handicapées	Fonctionnement	11 000 €
453 4	Le vieux biclou	Fonctionnement	6 000 €
453 4	Le vieux biclou	Projet de vélo-école	2 000 €
336 6	Vélo cité Grand Montpellier	Fonctionnement	6 000 €
	TOTAL		1 436 800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Mathilde BORNE, Mme Emilie CABELLO, Mme Alenka DOULAIN, Mme Marie MASSART, Mme Clothilde OLLIER, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160725-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20210430_ConvSubvCLCPH_2021.doc
- 20210504_SubvGIHP_Avt3_vuGIHP.doc
- VELO_CITE_Convention_subv_20211620203295541.docx
- VIEUX_BICLOUXConvention_subv_20211620203354963.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Annulation d'une subvention 2021 - Modification d'une attribution de subvention 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

1. Affectation de subventions de fonctionnement et projets

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire. Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

N° du dossier	Code	Nom de la structure	Rubrique	Nature	Titre du projet	Montant attribué
METRO CULT-001016	2410	Aldebaran Création contemporaine	ARTS	F		9 000 €
METRO CULT-001193	7444	Cetavoir	ARTS	P	La France vue d'Occitanie	3 000 €
METRO CULT-001204	6927	Association des Producteurs Indépendants de la Filière Audiovisuelle	CINEMA, AUDIOVISUEL	F		5 000 €
METRO CULT-001205	6927	Association des Producteurs Indépendants de la Filière Audiovisuelle	CINEMA, AUDIOVISUEL	P	Châtaignes boost camp	3 000 €
METRO CULT-001213	3449	Grand écran 2001	CINEMA, AUDIOVISUEL	P	Festival films français en Pologne	1 500 €
METRO CULT-001218	29	Radio Clapas	CINEMA, AUDIOVISUEL	P	Les murs ont des oreilles	5 000 €
METRO CULT-001212	3846	Confluences	MUSIQUE	P	les IG ont rdv avec vous - Centenaire G Brassens	40 000 €
METRO CULT-001196	4311	Tout à Fond	MUSIQUE	P	Concert test Covid 19	5 000 €
METRO CULT-001189	5662	Le Baril	MUSIQUE	P	Un sac sur le dos	3 000 €
METRO CULT-000985	6850	Les caractères de la musique	MUSIQUE	F		5 000 €
METRO CULT-000982	7153	Association jacoumarde d'enseignement musical AJEM	MUSIQUE	F		1 000 €
METRO CULT-001224	7669	I LOVE PLANET	MUSIQUE	P	Eco festival I love planet	10 000 €
METRO CULT-001007	529	La Friche de Mimi	PLURI	P	D friche système	8 000 €
METRO CULT-001220	5134	Archives du spectacle	PLURI	P	Agenda spectacle vivant	3 000 €

					Montpellier 3M	
METRO CULT-001018	5448	Culture et sport solidaires 34	PLURI	F		9 500 €
METRO CULT-001207	7613	Créatures créatrices	THEATRE	P	Itinéraires cirque	5 000 €

F = Fonctionnement, P = Projet.

2. Modification d'une subvention 2021

Par délibération en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a attribué au titre de l'exercice 2021 une subvention d'un montant de 9 650 000 € à l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier Occitanie. Il est aujourd'hui proposé de porter le montant de cette subvention à 12 745 000 €, soit une augmentation de 3 095 000 €.

3. Annulation d'une subvention 2021

Par délibération en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a attribué au titre de l'exercice 2021 une subvention d'un montant de 10 000 € à l'association pour le Développement de l'Archéologie en LR pour son projet de fouilles sur l'oppidum du Castellàs à Murviel-lès-Montpellier. Ces fouilles n'ayant pas obtenu l'agrément de la DRAC, il est proposé d'annuler l'attribution de la subvention correspondante.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution de subventions aux associations et structures susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution, la modification de la subvention à l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier Occitanie et l'annulation de la subvention 2021 attribuée à l'association pour le Développement de l'Archéologie en LR ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 21 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Mylène FOURCADE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160887-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- modèle fonctionnement
- fonctionnement échancier
- modèle projet
- projet échancier
- lettre engagement
- avenant OONM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique de la Ville, Insertion par l'emploi et l'activité économique" - Exercice 2021 - Approbation - Conventions - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences de développement économique et politique de la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de soutenir des associations qui participent à l'accompagnement, la qualification et l'insertion professionnelle des publics en difficultés.

A ce titre, elle souhaite apporter son soutien aux associations suivantes qui œuvrent sur le territoire de la Métropole pour :

- Augmenter l'employabilité des personnes exclues du marché du travail ;
- Favoriser la rencontre entre les recruteurs et les chercheurs d'emplois ;
- Participer à l'orientation des plus jeunes vers des métiers porteurs.

Pour aider les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

1) Subventions de fonctionnement :

Structure	Titre	Subvention attribuée
Association pour personnes en situation de handicap (APSH 34)	Handijob	6 000 €
Association pour personnes en situation de handicap (APSH 34)	Club Motiv'action (Plan pauvreté)	5 000 €
Passerelles Insertion	IntégraMob (Plan pauvreté)	1 900 €
Le Passe Muraille	Chantier d'insertion "Atelier Tercom, Tertiaire et communication"	15 000 €
CCAS de Montpellier	Chantier d'insertion multiactivités	15 000 €
FACE Hérault	Passerelles école- entreprises (Cité éducative Mosson)	3 000 €

2) subvention d'investissement :

Structure	Titre	Subvention attribuée
Sentinelles de Rivières	Chantier d'insertion (plan pauvreté)	10 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention-type d'attribution de subventions aux associations ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Yves BARRAL, Mme Emilie CABELLO, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Laurent NISON, Mme Séverine SAINT-MARTIN, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160904-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION TYPE - UEI fonctionnement et projets droit commun.docx
- Convention Investissement_ type.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Attributions de subventions relatives à la thématique "Développement Économique, Emploi, Agroécologie et Alimentation " - Exercice 2021 - Approbation - Conventions - Autorisation de signature

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique et d'attractivité, d'agroécologie et d'alimentation, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de soutenir des associations qui participent au dynamisme de ces thématiques de manière durable et inclusive. A ce titre, pour aider les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

Nom de l'association	Titre	Subvention attribuée
Axents Le Tremplin des Entrepreneurs	Animation territoriale QPV	15 500 €
Institut de l'Audiovisuel et des Télécommunications en Europe	Contribution au déploiement de la politique agroécologique et alimentaire - Convention cadre partenariale	22 500 €
Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement	Contribution au déploiement de la politique agroécologique et alimentaire- Convention cadre partenariale	5 000 €
Montpellier Sup Agro	Contribution au déploiement de la politique agroécologique et alimentaire - Convention cadre partenariale	5 000 €
CIRAD	Pôle de Compétitivité	5 000 €
Aérospatiale Valley	Contribution au déploiement de la politique agroécologique et alimentaire- Convention Océbio	20 000 €
Occitanie Entreprise Bio	Contribution au déploiement de la politique agroécologique et alimentaire	5 000 €
InPACT Occitanie Pyrénées - méditerranée	Contribution au déploiement de la politique agroécologique et alimentaire - Convention cadre partenariale	15 000 €
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	Contribution au déploiement de la politique agroécologique et alimentaire	52 000 €
Association JESSICA France	Cap Tronic	15 000 €
Association BGE Sud-Ouest	CitésLab*	9 000 €
Initiative Montpellier Pic Saint Loup	Bus EPT (Entrepreneuriat Pour Tous) à Montpellier	8 000 €
France Active - Airdie Occitanie	Entreprendre au féminin dans mon quartier	7 000 €

France Active - Airdie Occitanie	Les cafés engagés	20 000 €
Mouvement des entrepreneurs sociaux	Fonctionnement	10 000 €
Comité pour le Développement de l'Economie Régionale (Comider)	Markethon de l'emploi 2021	4 800 €

* Attribution complémentaire à la subvention de 29 000 € accordée par délibération n°2021-199 du Conseil de Métropole du 29 mars 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attributions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD, M. Bernard TRAVIER, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160894-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION_TYPE__UEI_fonctionnement_et_projets_dr1620386531367.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Agence Locale de l'Energie et du Climat - Attribution de subventions - Exercice 2021- Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Méditerranée Métropole (ALEC) intervient auprès de nombreux publics et mène des actions en cohérence avec les objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial en cours d'élaboration par la Métropole :

- Sobriété et efficacité énergétiques ;
- Développement des énergies renouvelables (solaire, bois-énergie, géothermie...) ;
- Lutte contre le dérèglement climatique ;
- Utilisation rationnelle de l'eau.

Son rôle est notamment d'accompagner les communes et les professionnels dans leurs démarches de maîtrise de l'énergie et d'eau, et de développement des énergies renouvelables. Son action peut prendre plusieurs formes : information, conseil, formation, accompagnement et expertise technique, veille juridique et technologique, etc.

La Métropole a par ailleurs confié à l'ALEC l'organisation du guichet unique de la rénovation énergétique, qui consiste à apporter un conseil personnalisé aux particuliers qui souhaitent engager des travaux de rénovation thermique de leur logement et à les accompagner à toutes les étapes de leur projet. Ce dispositif cible particulièrement les copropriétés, notamment les passoires thermiques, et doit contribuer à réduire la précarité énergétique en agissant auprès des publics les plus fragiles.

Par délibération n°MD2020-513 du 17 décembre 2020, le Conseil de Métropole avait alloué une première attribution de subventions afin de permettre à l'ALEC de fonctionner dès le début de l'année. A la suite du vote du budget 2021, il y a lieu de modifier les attributions de subventions comme suit :

Code	Nom de la structure	Type	Titre	Montant affecté au Conseil du 17 décembre 2020	Nouvelle attribution
4301	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT MONTPELLIER	Fonctionnement		72 500 €	72 500 €
		Projet	RENOV'ENERGIE & GUICHET UNIQUE	150 000 €	402 494 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des avenants aux conventions ;
- D'approuver les termes des avenants aux conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Jean-François AUDRIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161239-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2021_ALEC_AvenantConvention_GURE.docx

- 2021_ALEC_AvenantConvention_fonctionnement.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES

.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE

Hors commission - Approbation du procès-verbal du Conseil de Métropole du 29 mars 2021 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le procès-verbal du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 29 mars 2021 est annexé à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 29 mars 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-162853-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV_C3M_29.03.21 et Synthèse des décisions.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

